

Le magazine promotionnel de l'Algérie

ISSN : 112-8860

# EL-Djazair

.com

www.eldjazaircom.dz

Revue mensuelle N° 96 - Mars 2016

Prix: 200 DA



Le général-major Abdelghani Hamel  
« L'Afrique compte sur l'Algérie  
pour la mise en marche d'Afripol »



**Pr Tahar Hadjar,**  
ministre de l'Enseignement supérieur  
et de la Recherche scientifique

**« L'Université  
algérienne n'a jamais  
été en retard »**



**Azzedine Mihoubi,**  
ministre de la Culture

**« La mondialisation aurait  
pu profiter au dialogue  
des civilisations au lieu  
de l'affrontement »**

# Lettre de l'Editeur



**AMMAR KHELIFA**  
amar.khelifa@eldjazaircom.dz

## L'Algérie avant tout

**N**otre magazine a entamé le 2 mars sa huitième année d'existence. La prétention n'étant pas notre tasse de thé, nous pensons sincèrement qu'il est tout à fait légitime qu'une telle expérience intellectuelle et médiatique, qui n'a jamais dissimulé son attachement à l'Algérie qui avance, mérite de marquer une pause symbolique à l'occasion d'un anniversaire que l'équipe d'El Djazair.com fête humblement, sérieusement, en faisant la promesse de mieux faire. Bien avant le lancement du premier numéro, nous avons décidé de nous engager résolument dans la voie de la modernité et du progrès tracée par le chef de l'Etat et l'ensemble des hauts responsables politiques et militaires du pays. Nous estimons donc qu'il n'est ni narcissique ni facultatif de regarder dans le rétroviseur afin de mesurer la distance accomplie tout en gardant notre attention sur le chemin qui reste à parcourir. Nous n'avons jamais cru aux accointances, aux allégeances prépayées et aux alliances d'intérêts semblables aux toiles d'araignée. Cette manière d'agir est incompatible avec la ligne éditoriale que nous nous sommes imposée. Pis encore, elle est contraire aux principes qui ont jalonné notre parcours. Notre démarche, née d'un réel et sincère souci de servir l'Algérie comme l'ont fait auparavant nos grands-pères et nos pères, n'a absolument rien de démagogique. Et même si nous avons souvent été tenus de mettre en exergue le président de la République, le chef du gouvernement, le haut commandement de l'ANP, les services de sécurité et les autres chefs des corps constitués, gendarmerie, police, douane, les ministres, les walis et tous ceux qui sont chargés de mener ce beau pays à bon port, notamment les opérateurs économiques aussi bien publics que privés, sans pour autant occulter le rôle de l'opposition politique constructive, nous l'avons toujours fait avec une énorme conviction qui n'a rien à voir avec l'opportunisme ou le culte de la personnalité. Nous croyons profondément en ce pays qui est le nôtre et nous croyons en la sincérité de tous ceux qui ont fait le serment d'en faire une Nation respectable et respectée. Si nous avons réussi jusqu'à aujourd'hui à relever le défi de diffuser une publication dans un contexte où l'argument financier est déterminant, nous le devons aussi à tous nos partenaires et aux patriotes sincères avec lesquels nous partageons le même idéal : redonner confiance et espoir à un peuple meurtri par le défaitisme que les marchands des mauvaises nouvelles veulent condamner à la déprime perpétuelle, tout en donnant une bonne image de l'Algérie. Si nous avons mis sur pied un magazine promotionnel qui soit à la hauteur des grandes réalisations enregistrées dans tous les domaines, l'initiative en elle-même n'a rien à voir avec une quelconque tentative de masquer ou de maquiller la réalité, ou peut-être de plaire à X ou de faire le dos rond à Y. Dans tous les pays du monde et même chez nos voisins, des magazines promotionnels pullulent sans que personne crie au scandale ou ose les accuser de pratiquer la complaisance monnayée. Tout ce que nous avons vu et relaté et tout ce que nous comptons promouvoir font partie d'une réalité que certains s'acharnent à « corrompre » par calculs politiques ou intérêts partisans. Notre ligne éditoriale vouée à l'Algérie, rien qu'à l'Algérie, nous la revendiquons en toute fierté à la gloire des chouhada, des moudjahidine, de l'ANP, des services de sécurité et de la République algérienne démocratique et populaire dans toute sa diversité culturelle. Nous avons choisi librement notre camp ; celui des bâtisseurs de l'Algérie moderne. Notre magazine a porté haut et fort l'action vulgarisatrice du renouveau algérien sur les plans infrastructurel, social et politique. Notre magazine et toute l'équipe qui l'anime avec cœur et abnégation sont plus que jamais déterminés à porter haut l'image d'une Algérie souveraine, forte et juste par devoir de reconnaissance envers l'ALN, qui a libéré le pays, l'ANP, la gendarmerie, la DGSN, la Protection civile, qui veillent à sa sécurité et à celle de toutes les institutions chargées de concrétiser l'Etat de droit. L'Algérie est revenue de très loin grâce à l'engagement sincère d'une génération pour qui le sacrifice est une option innée ; une génération ayant hérité du don d'inventer le miracle. A El Djazair.com, nous sommes pleinement conscients du défi à relever : mériter l'excellence afin d'être à la hauteur des acquis et des réalisations. Le mois de mars, un mois riche en événements historiques et une promesse de nouvelles conquêtes. Défendre et promouvoir l'image de l'Algérie est notre combat de toujours. Parole de patriotes !

**AMMAR KHELIFA**  
amar.khelifa@eldjazaircom.dz

Fondateur Directeur Général:  
**Ammar KHELIFA**

Directeur de la rédaction  
Smail ROUHA

Coordinatrices :  
Meriem KHELIFA  
Chahrazed KHELIFA

Ils ont contribué avec nous :

**Dr. Mohamed Larbi Ould-Khelifa**, président de l'Assemblée populaire nationale

**Houda-Imane Faraoun**, ministre de la Poste, et des TIC

**Amine KHERBI**, ancien ministre

**Mohamed Abdou Bouderbala**, PDG d'Air Algérie

**Abderrahmane Raouya**, directeur général des impôts

**Kamel Garaoui**, Ex-officier supérieur de l'ANP

**Aïssa Kasmi**, ancien cadre de la Sécurité nationale

**Yves Bonnet**, directeur du Centre de recherche international du terrorisme

**Maitre Serge Pautot**, ancien coopérant, avocat au barreau de Marseille, vice-président du Club pour le commerce et l'industrie franco-algérien (CCIFALG)

**Dr. Boudjemaâ HAICHOIR**, chercheur-universitaire, ancien ministre

### Rédaction

Ammar BELHIMER  
Mohamed MEBARKI  
Leïla BOUKLI  
Boualem TOUARIGT  
El-Yazid DIB  
Smail ROUHA  
Radia ZEKRI  
Salim FAROUK  
Meriem ALI MARINA  
Rafik BITOUT  
Salim HOURA  
Anis LABDAOUI  
Tahar MANSOUR  
Abderahmane TIMIZAR  
Yahia MAOUCHI  
Hanine KENAS

### Reporters Photographes

Abdelkrim.K  
Ghazi NACEF

### Direction Artistique :

Halim BOUZID  
Salim KASMI

**Contacts** : Sarl COMESTA MEDIA N° 181 Bois des Cars 3 - Dely-Ibrahim - Alger Algérie  
Tél. : 00 213 (0) 661 929 726  
+213 (21) 360 915  
Fax : +213 (21) 360 899  
E-mail : redaction@eldjazaircom.dz  
info@eldjazaircom.dz



Le général de corps d'armée Ahmed GAÏD SALAH, chef d'état-major, vice ministre de la Défense nationale

P.19

Modernisation des forces navales

# Réception de la frégate «Erradii»

Cette réalisation est un autre acquis de qualité exigé par la stratégie adoptée par le Haut Commandement de l'ANP, visant à bien conjuguer acquisition de matériel moderne et formation ainsi que préparation d'une ressource humaine qualifiée, à même de maîtriser la technologie de pointe et d'exploiter parfaitement le matériel et les équipements de la meilleure manière requise.

...page 19

P.11



Le Premier ministre Abdelmalek SELLAL

## A LA UNE

**P.7** Message du Président

## ACTUALITES

**P.11** Le Premier ministre Abdelmalek Sellal à la clôture de la manifestation «Constantine capitale de la culture arabe 2015»

« L'unité nationale est une ligne rouge à ne pas franchir »

Partenariat algéro-farçais

**P.15** Une logique de coopération

## ANP

Modernisation des forces navales

**P.19** Réception de la frégate «Erradii»

## GENDARMERIE NATIONALE

Séminaire sur la toxicologie médico-légale

**P.23** La définition des responsabilités et les droits des victimes

Le général Badaoui Guir, directeur de la télématique

**P.26** « Les supports TIC de la gendarmerie soutiennent la sécurité intelligente »

## DGSN

Le général-major Abdelghani Hamel

**P.33** « L'Afrique compte sur l'Algérie pour la mise en marche d'Afrapol »

Service de protection et de sécurité

**P.37** Une vie consacrée au service des autres

## ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Pr Tahar Hadjar, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

**P.42** « L'Université algérienne n'a jamais été en retard et enregistre des avancées encourageantes »

La recherche scientifique en Algérie

**P.50** Un pilier du développement économique

Challenge réussi pour InjazEl Djazair

**P.103** 800 étudiants réunis pour le 'Big Bang I Camp'

## CULTURE

Azzedine Mihoubi, ministre de la Culture

**P.105** « La mondialisation aurait pu profiter au dialogue des civilisations au lieu de l'affrontement »



Copyright Comesta média

Edité par Comesta média : Dépôt légal : 235-2008 / ISSN : 1112-8860

[www.eldjazaircom.dz](http://www.eldjazaircom.dz)

P. 119



**Boudjemaâ Talaï**, ministre des transports

P. 139



**Mme Houda-Imane FARAOUN**, ministre des Postes et des TIC

P. 139



**Abdelmalek BOUDIAF**, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière

P. 143



**Abdelouahab NOURI**, Ministre des Ressources en eau et de l'Environnement

P. 112

Azzedine Mihoubi, ministre de la Culture

## Un destin singulier

P. 115

Exposition au Musée public national du Bardo

## Nostalgie voyage

### TRANSPORTS

P. 119

Réunissant les responsables des ports, Boudjemaâ Talaï dévoile sa feuille de route

## Cap sur l'exportation hors hydrocarbures

P. 127

En collaboration avec la compagnie italienne Italferr

## L'Anesrif lance son académie d'excellence

### TELECOMMUNICATIONS

P. 139

Télé médecine

## C'est parti !

### RESSOURCES EN EAU

P. 143

Célébration de la Journée internationale de l'eau

## Des acquis, des chiffres et des défis à relever

P. 148

Abdelouahab Nouri en visite de travail dans la wilaya de Laghouat

## « L'Algérie est pionnière en matière de stations d'épuration des eaux usées »

### ENERGIE

P. 151

Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz (CREG)

## Veiller au fonctionnement concurrentiel et transparent du marché de l'électricité et du marché national du gaz

P. 161

Signature d'une convention entre Naftal et l'Ansej

## Roulez au GPL/c...roulez propre !

### PORTRAIT

P. 164

Salima Otmani, député et membre du bureau politique du FLN, chargée de la condition féminine

## Une battante, femme de terrain

### ENTRETIEN

P. 167

Abdelkader HADDOUCHE, Député de la communauté algérienne établie en France.

## « Permettre à nos compatriotes de participer à la vie nationale »

P. 162



**Salah KHEBRI**, ministre de l'Energie,

P. 123



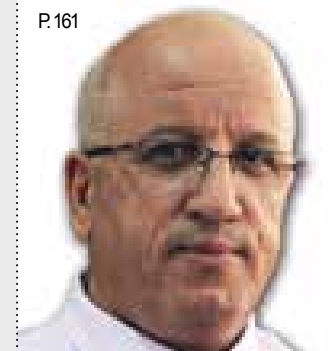
**Dr Mohamed Abdou BOUDERBALA**, PDG d'Air Algérie

P. 127



**Azzedine FRIDI**, directeur général de l'Anesrif

P. 161



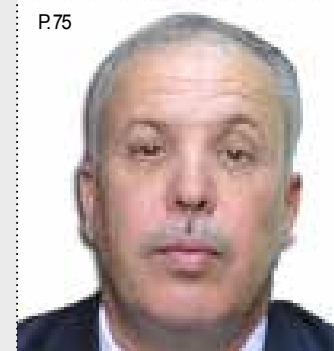
**Hocine RIZZOU**, DG de Naftal

P. 56



**Pr. Ali KHALFI**, recteur de l'Université Djillali-Liabes de Sidi Bel Abbès

P. 75



**Pr. Djamel BENBERTAL**, recteur de l'université d'Amar-Telidji de Laghouat



# HORS-SÉRIE SPÉCIAL HABITAT



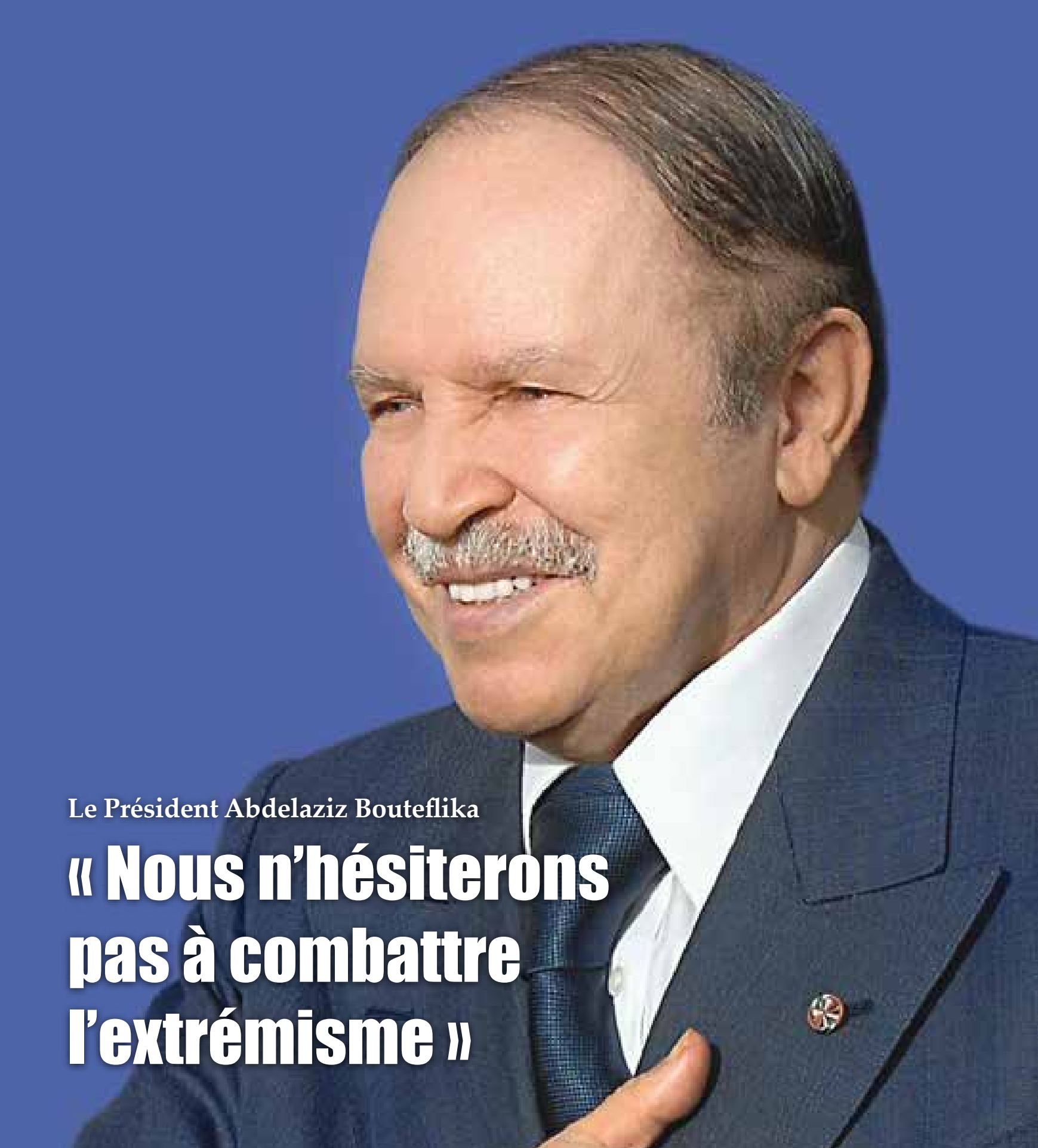
- Available In English



 [El-Djazair.com](https://www.facebook.com/El-Djazair.com)

**CONSULTEZ LE HORS-SÉRIE CONSACRÉ À L'HABITAT**

[www.eldjazaircom.dz](http://www.eldjazaircom.dz)



Le Président Abdelaziz Bouteflika

**« Nous n'hésiterons  
pas à combattre  
l'extrémisme »**

Dans son message, lu en son nom par Azzedine Mihoubi, ministre de la Culture, à l'occasion de la Journée du savoir coïncidant avec la Cérémonie de clôture de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe 2015», le Chef de l'Etat a préconisé la culture comme «rempart» contre l'extrémisme et la haine.



Comme j'ai eu l'occasion de le dire en pareille circonstance, « cette ville a un attrait tel que ses visiteurs, à peine l'ont-ils quittée, sont pris d'une nostalgie qui les y ramène toujours » et moi même, comme vous le savez, j'y suis retourné maintes fois. Le savoir semble avoir trouvé refuge dans

votre ville et en a fait sa citadelle à tel point que nul ne peut imaginer que le savoir et Constantine puissent se dissocier un jour.

Nul doute que la manifestation « Constantine, capitale de la culture arabe », qui a fait de votre ville la capitale de l'ensemble des pays arabes, a été pour vous source de joie et fierté. Vous pouvez vous enorgueillir car elle a été, durant toute une année, un espace de rencontres et d'interaction où se sont côtoyées les élites arabes du Mashreq et du Maghreb pour échanger autour des arts, du savoir et de la culture, mettant en exergue leur richesse et leur diversité, et où se sont renforcés les liens naturels entre l'Algérien et ses frères dans l'espace plus large qui s'étend sur les deux continents que sont l'Afrique et l'Asie.

Si cette année a été riche en production culturelle, tout le mérite en revient à ces hommes et à ces femmes qui ont contribué à son succès par leurs apports et leurs œuvres et auxquels nous rendons hommage.

## Mesdames, messieurs,

L'histoire de l'Algérie retiendra que l'enseignement était florissant et les structures dédiées à l'instruction et au savoir étaient légion avant l'invasion de l'Algérie par la France en 1830. Des faits attestés par les historiens occidentaux intègres qui se sont penchés sur la situation en Algérie, notamment durant la période antérieure à l'occupation française abjecte. Mais la tendance a été totalement inversée: au crépuscule du XIXe siècle, l'analphabétisme orchestré par l'administration coloniale avait gagné la majorité des Algériens comme en témoigne l'accroissement considérable du taux d'analphabétisme qui a atteint 60% de la population au lendemain du recouvrement par l'Algérie de sa souveraineté en 1962.

A vous de méditer, Algériennes et Algériens, cet étonnant paradoxe consacré par l'entreprise coloniale française : une société paisible, alphabète et jouissant du savoir qui se transforme, sous l'occupation obscurantiste, en une société primitive, arriérée et coupée des lumières du savoir.

Conscient que son seul et unique ennemi était le savoir qui sous-tend tout mouvement salutaire d'édification sociale et civilisationnelle, l'odieuse administration coloniale s'est acharnée, un siècle et quart durant, à semer l'ignorance au sein du peuple, n'hésitant pas à détruire les écoles, les zaouïas et les mosquées ni à brûler les bibliothèques à travers tout le pays. L'exemple le plus éloquent est incontestablement la manière dont elle a achevé son occupation abjecte, à savoir l'incendie de la bibliothèque de l'Université d'Alger en avril 1962, le mois où nous célébrons « Yaoum El Ilm ». Cette politique funeste a provoqué la mort d'oulémas algériens, enseignants et d'élèves de lycées et d'étudiants d'universités et j'en passe.

Bien pire, l'administration coloniale a œuvré à l'abêtissement des esprits et à la propagation de l'obscurantisme et a cru avoir atteint son but: asseoir son monde à elle et celui des Algériens, confrontés aux affres du colonialisme et de l'occupation.

Cette situation pénible perdura jusqu'au sursaut des Algériens qui, à la fin du XIXe siècle, sous l'impulsion d'une élite de jeunes aussi braves que courageux, ont rallumé le flambeau du savoir et œuvré à sa diffusion parmi la population.

Et c'est ainsi qu'Allah gratifia l'Algérie d'un fils de votre ville, un homme qui aspirait à un avenir dans lequel l'Algérien serait à nouveau debout à l'instar de ses semblables en ce monde.

Il s'agit bien sûr d'Abdelhamid Ibn Badis, Essanhadji par affiliation et ascendance. Il avait acquis la conviction que le savoir devait être pour l'Algérien un besoin aussi vital que l'air qu'il respire et que la liberté n'était pas un vain mot mais bel et bien le butin d'une lutte âpre et de longue haleine reposant sur le savoir et la connaissance avant les armes.

Aussi, l'impact de la plume a-t-il devancé le sifflement des balles et vous voilà, aujourd'hui, jouissant du bienfait de cette entreprise.

## Mesdames et Messieurs,

Constantine, et à l'instar des autres villes d'Algérie, célèbre aujourd'hui le 76e anniversaire de la disparition du leader du mouvement réformateur, cheikh Abdelhamid Ibn Badis. Un moment fort pour le peuple algérien de se remémorer cet illustre savant de notre histoire contemporaine et célébrer, à cette occasion, Yaoum el Ilm (journée du savoir), devenu une halte annuelle pour s'arrêter sur les différentes étapes franchies sur la voie de notre imam Abdelhamid Ibn Badis (Puisse Dieu lui accorder Sa Miséricorde).

L'objectif de cette célébration année après année, de Yaoum el Ilm, ne se limite pas à l'évocation de ce leader, exemple de conduite, et de ses compagnons qui ont sacrifié leur vie au service de leur patrie l'Algérie en faisant de la diffusion du savoir et des connaissances, acte salutaire tant en ce bas monde que dans la vie éternelle, un moyen effectif d'émancipation intellectuelle sans lequel l'Algérien n'aurait jamais pu se débarrasser du joug colonial.

Il est donc de notre devoir de souligner tout notre respect et toute notre considération envers ce symbole national et de saisir cette opportunité pour méditer son parcours militant et y puiser leçons et enseignements. Cela contribuera au raffermissement du lien entre notre présent et notre passé pour avancer d'un pas sûr, armé d'une détermination inébranlable, vers le futur tout en étant en phase avec notre époque afin de remporter l'enjeu de la modernité sans jamais se détourner ni de notre patrimoine ni de notre authenticité.

Les efforts de cheikh Abdelhamid Ibn Badis et de ses compagnons au sein de l'Association des Uléma musulmans tendaient tous à déjouer les plans colonialistes visant à annihiler la personnalité nationale et à aliéner les composantes de l'identité du peuple algérien à la faveur desquelles il a pu préserver ses valeurs authentiques et reconstruire son entité nationale jusqu'à se relever, fier et glorieux, devant les

autres peuples du monde. Et c'est à partir de ce socle solide qu'Abdelhamid Ibn Badis a su défendre la langue arabe et la culture algérienne, prenant conscience, dans le même temps et grâce à sa vision percutante, de la dualité naturellement établie entre les dimensions amazighe et arabo-musulmane du peuple algérien.

Entre autres signes à travers lesquels il insistait sur l'aspect amazighe en tant qu'élément fondamental de notre identité nationale, la signature de ses articles publiés dans la revue El Chihab, Ibn Badis Essanhadji.

En ce jour, et alors que nous nous remémorons les grandes qualités de l'Imam Abdelhamid Ibn Badis, sa conduite et sa vie consacrée au seul service de l'émblème, du savoir et du combat pour la cause nationale, nous nous devons de réfléchir longuement à tout ce qu'il a réalisé aux côtés de ses compagnons, dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement et à ce qu'il a consenti pour soustraire la pratique religieuse des vices du charlatanisme et de l'imposture.

Cela sans oublier le domaine de la politique, de la société, de la presse et de l'information en dépit des tentatives désespérées du colonialisme visant à étouffer toute voix libre.

Ainsi, cheikh Abdelhamid Ibn Badis s'est évertué, toujours entouré de ses compagnons, à contrecarrer le projet français occidentaliste en veillant à l'enseignement des grands et des petits, filles et garçons, et en les sensibilisant à travers un discours qui se résume en sa célèbre citation à l'adresse de l'Algérien: « Tu ne sauras vivre sans ton peuple, ton pays, ta religion ou ta langue et sans tout ce qui est convenant et bienséant dans les traditions et coutumes. Et si tu désires assurer continuité et pérennité à tout cela, sois alors l'enfant de ton temps et vis en parfaite harmonie avec ta raison de vivre et les moyens de coexistence et adopte une conduite exemplaire au sein de la société. »

Le devoir me dicte à cette occasion d'exprimer la gratitude du peuple algérien tout entier, et sa pleine reconnaissance à tous les hommes et à toutes les femmes qui ont contribué, de génération en génération, avant et au lendemain de l'indépendance de notre pays, au recouvrement du droit de l'Algérien au savoir et à la science par leurs précieux apports à l'édification du système éducatif national. Je ne manquerai pas non plus de souligner le souci permanent de l'Etat d'accorder un intérêt particulier à l'amélioration des conditions de tous ceux en charge de la mission d'enseignement, tous corps et spécialités confondus et de leur permettre d'accéder aux outils indispensables à la poursuite de leur noble mission si nécessaire au développement de notre pays.

## Mesdames et Messieurs,

Yaoum El Ilm est une journée chère aux Algériennes et aux Algériens qui restent fiers de leur apport à la pensée et à la science depuis Apulée de Madaure à l'émir Abdelkader et Ibn Badis. La liste de ces oulémas moudjahidine est évidemment longue et compte des caravanes de grands hommes qui ont sacrifié leur vie pour le développement de leur société à travers les siècles et la préservation de sa cohésion.

La quête du savoir se fera au prix d'un combat rude pour le peuple algérien tout au long des années de l'occupation où il sera soumis à la pire des politiques obscurantistes allant jusqu'à la liquidation de ses savants et de ses intellectuels.

Fort de ce constat, l'Etat algérien a veillé, depuis son rétablissement, à accorder une attention particulière à l'éducation des générations montantes et à leur permettre d'accéder à la science et au savoir, étant convaincu que l'investissement dans la ressource humaine est le plus sûr des investissements et le plus durable. Cet investissement permet de former un citoyen algérien capable de s'identifier à son authenticité et prendre la bonne voie pour occuper la place qui lui revient dans le monde qui l'entoure et permettre ainsi à notre pays de relever les défis induits par les mutations sur les plans politique, économique et culturel et faire face aux bouleversements que connaît le monde dans son ensemble.

Il y a, il est vrai, de nouveaux enjeux liés à la mondialisation, l'apparition de la société d'informations et de communication, l'accélération du processus de la révolution scientifique et technologique, qui imposent à l'Algérie de s'impliquer dans les réseaux du savoir et de répondre à la demande sociale et économique qui exige des niveaux plus hauts de qualification et de performance sachant que la qualité de la ressource humaine, de la formation de l'élite nationale, l'adoption de nouveaux comportements dans le travail et la production du savoir, sont autant d'impératifs à consacrer en ce sens qu'il s'agit de facteurs influents dans la définition des nouveaux équilibres géostratégiques mondiaux.

Certes, la science a un rôle important dans le processus du progrès et du développement et un impact sur ses applications technologiques accélérées englobant tous les domaines notamment les technologies d'information, mais nous ne devons pas être éblouis au point de négliger ses aspects négatifs au risque de se trouver dénués de notre humanisme et de notre particularité culturelle.

Il n'y pas pire qu'un savoir sans valeurs morales, conscience et discernement.

Nous avons besoin d'une science utile, une science qui consacre notre humanisme ici bas!

## Mesdames, Messieurs,

L'école crée, en l'être humain, l'esprit de concurrence qui l'empêche de s'abandonner à la paresse et à la passivité. Elle développe en lui les valeurs spirituelles, nationales et humaines en l'éloignant de l'extrémisme et du fanatisme, elle l'encourage, en somme, à devenir un bon citoyen, utile pour lui même et pour les autres.

Les garants de cette noble mission doivent prendre conscience du rôle important qui leur est assigné dans la formation du bon citoyen et dans la protection de l'identité culturelle de notre société.

Consciente de cet enjeu, l'Algérie accorde une importance vitale à l'éducation, à l'enseignement et à la recherche scientifique, en témoignent quelques chiffres qui reflètent ces efforts et traduisent la volonté des pouvoirs publics de relever le défi pour garantir une éducation saine aux générations montantes



algériennes. Le taux de scolarisation des enfants âgés de 6 ans a atteint 98,5%, les enfants scolarisés dans le cycle primaire est de 97,9% et le taux global des élèves scolarisés est de 8 millions et demi d'enfants, soit plus d'un cinquième (1/5) de la population globale de l'Algérie sans compter les étudiants de l'université et des instituts d'enseignement supérieur.

Ces pas géants franchis par notre système éducatif ne doivent pas cependant nous détourner de la nécessité de perfectionner ce dernier en déployant davantage d'efforts à travers l'amélioration du niveau des enseignants qui sont le pilier de l'œuvre éducative et en permettant l'accès au monde des technologies de la communication et de l'information par une formation et une gestion plus efficaces.

## **Mesdames, Messieurs,**

En cette journée dédiée au savoir, je tiens à affirmer que la langue amazighe promue en 2002 langue nationale et institutionnalisée, à la faveur de la récente révision constitutionnelle, langue nationale officielle trouvera en tant que composante fondamentale de notre identité nationale, sa place naturelle avec l'Islam et l'arabité en tant qu'affluents du patrimoine partagé par le peuple algérien.

La promotion de Tamazight en langue nationale officielle s'inscrit dans la démarche de raffermissement de l'unité nationale et de consolidation de la cohésion sociale et l'académie dont la mise en place est prévue par la Constitution veillera à la sauvegarde de Tamazight en tant que langue, culture et patrimoine à travers des procédés scientifiques à même de garantir son essor et d'impulser son utilisation dans les domaines de la création scientifique, littéraire et médiatique et à assurer sa généralisation à tous les Algériens. Nous n'avons d'autre choix que de faire de la quête du savoir l'objectif principal de notre société et de former une base scientifique à même d'innover des procédés pour définir les contours d'un avenir de prospérité et de progrès.

Une telle mission incombe à nos universités qui auront la tâche de doter le pays d'une élite, de savants et de chercheurs dans divers domaines de la connaissance et des spécialités, qui soit non seulement au diapason des progrès de notre présent mais qui puisse aussi contribuer à ses réalisations. Une élite qui soit dans le même temps soucieuse des intérêts suprêmes du pays et contribue activement à la solution des problèmes qui se posent avec instance au peuple.

Ceci étant, l'université algérienne ne doit pas se confiner à la seule recherche de réponses aux exigences conjoncturelles et renoncer à la recherche théorique et encore moins sa mission académique. Elle doit savoir classer ses priorités de manière à trouver un équilibre, dans toutes les questions pédagogiques, entre la nécessité de prendre en charge la promotion de la société et celle de développer la recherche fondamentale, indispensable à tout effort de progression.

Dans le même temps, le besoin d'un système numérisé dans les universités et établissements éducatifs et culturels est induit de notre souci de réunir les moyens de parvenir à l'information où qu'elle se trouve. Une jeunesse savante, éclairée, consciente et créative doit de ce fait constituer le

socle porteur de cette société de savoir que nous ambitionnons à juste titre d'intégrer.

## **Mesdames, messieurs**

La culture relève sans nul doute d'un comportement humain social en perpétuelle évolution. L'entreprise culturelle repose certes sur l'individu mais elle constitue un produit commun à tous les membres de la communauté qui conviennent de valeurs et principes pour la promotion de la société par la pensée, les arts et les lettres car il s'agit de construire une institution culturelle basée sur l'identité nationale unique mais aux dimensions multiples.

Une culture saine représente le rempart qui préserve nos jeunes de l'extrémisme, fléau haineux qui traverse l'espace et le temps. Nous n'hésiterons pas à combattre l'extrémisme, notamment par l'arme du savoir pour anéantir ses causes et ses tenants.

Algériennes et Algériens peuvent et doivent s'enorgueillir d'une constitution qui consacre le droit au savoir en en faisant un droit pour tous les enfants du peuple. Nous devons plus que jamais œuvrer et faire en sorte que culture et savoir ne constituent plus des produits de consommation mais des outils de création et d'innovation au service du développement économique. La consécration du droit des citoyens et citoyennes au savoir nous met face à une responsabilité majeure, celle de prémunir la société de la culture contre la xénophobie, la terreur, l'extrémisme et la culture de la mort.

La culture n'est pas un produit officiel. Elle n'est pas non plus l'œuvre d'une institution donnée. Elle est la résultante d'une dynamique sociale collective qui commence par l'apprentissage dans les établissements scolaires, à différents paliers, pour atteindre les centres de recherche scientifique et d'innovation en impliquant à la fois la rue, les structures religieuses, les maisons de jeunes et de culture, les théâtres, le cinéma, la télévision, les médias et autres structures culturelles et sociales vitales.

## **Mesdames, messieurs,**

En cette journée mémorable, en cette ville qui renvoie à notre histoire profonde et à notre glorieuse civilisation, et en cette circonstance heureuse que nous saisissons pour rendre l'hommage mérité aux glorieux chouchous de la Révolution de Novembre, j'exhorte fortement tous les Algériens et Algériennes à accorder davantage d'intérêt à l'enseignement de nos enfants et à prêter main-forte à l'Ecole algérienne pour préparer, aujourd'hui, la génération de demain, celle qui poursuivra, avec l'aide de Dieu la marche des aînés qui ont mené le combat libérateur et parachèvera l'effort des bâtisseurs de l'Algérie indépendante.

La génération de demain qui s'attellera, forte de son savoir et de sa culture, à consolider notre indépendance économique, contribuera à hisser haut le flambeau de la civilisation arabo musulmane et offrira au fil des ans une place de choix à l'Algérie, patrie du savoir et de la culture.»

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal à la clôture de la manifestation  
«Constantine capitale de la culture arabe 2015»

# « L'unité nationale est une ligne rouge à ne pas franchir »



Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a procédé à la remise de l'ordre du mérite national, au nom du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à vingt-six artistes et écrivains à la salle de spectacles Ahmed-Bey.

© El-Djazair.com, photo par Nacef Ghazi

L'Algérie demeurera un pays uni qui ne pourra jamais être divisé comme espèrent certaines parties. Le peuple algérien fera face à toute personne qui touchera à cette unité.



Azzedine Mihoubi, ministre de la Culture, prononçant le discours du Président Abdelaziz Bouteflika.

© El-Djazair.com, photo par Nacef Ghazi

Mettant à profit la clôture de la présence manifestation « Constantine, capitale de la Culture arabe 2015 », le Premier ministre Abdelmalek Sellal a lancé plusieurs mises en garde en direction de ceux nourrissant des velléités de division des rangs du peuple algérien. « L'unité nationale est une ligne rouge à ne pas franchir et elle ne doit en aucune façon être sujette de marchandage », a indiqué Abdelmalek Sellal. Il a rappelé dans ce cadre que la dernière révision constitutionnelle avait consacré les constantes de l'identité nationale, en l'occurrence l'islam, l'arabité et l'amazighité. Sur sa lancée, le Premier ministre a tenu à clarifier les choses et à mettre les points sur les « i » en soulignant que grâce à la constitutionnalisation de tamazight en tant que langue nationale et officielle, il a été mis fin à la politisation de cette langue pour devenir l'une des constantes de l'identité nationale. A ce sujet, Abdelmalek Sellal a tenu à réaffirmer que l'Algérie demeure un pays uni qui « ne pourra jamais être divisé comme espèrent certaines parties », insistant sur le fait que cela n'arrivera jamais et le peuple algérien fera face à toute personne qui touchera à cette unité. Des

mises en garde intervenant à la suite de la campagne de dénigrement menée par certains médias français contre l'Algérie et ses institutions dignement élues. Au plan interne, le gouvernement compte rétablir un contrat de confiance avec les citoyens à travers une politique de proximité, de volonté à promouvoir la cohérence du tissu social parfois mise à mal par des pratiques et des comportements en porte-à-faux avec les règles de la collectivité. « L'effort de développement social et économique sera maintenu », avait-il martelé, refusant en même temps de parler de programme d'austérité. Tout en reconnaissant que la conjoncture inédite sur le marché pétrolier impose à l'Algérie de prendre les mesures adéquates pour maintenir les principales dispositions contenues dans le prochain programme quinquennal, le Premier ministre s'est montré rassurant en soulignant que l'État maintiendra la réalisation des différents projets liés aux secteurs de l'habitat, de la santé, de la formation, de l'éducation, ainsi que les infrastructures de base.

## Constantine, des acquis à valoriser

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal, a présidé le 16 avril 2016 à Constantine la cérémonie de clôture de

la manifestation « Constantine, capitale 2015 de la culture arabe ». En présence de membres du gouvernement, de représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie, d'artistes et d'un public nombreux, le Premier ministre n'a pas manqué d'évoquer l'importante réussite de cette manifestation qui s'est déroulée dans une ville arabe englobant toutes les cultures arabo-musulmanes. Alors que Constantine se redécouvre, cet événement a redonné à l'Algérie sa place qu'il faut parmi les pays qui préservent leur culture contemporaine. Plus de 74 projets de remise en état ont été engagés à Constantine et concernent les infrastructures historiques qui ont longtemps servi de repère pour une ville comme Constantine qui a connu des transmutations culturelles, notamment. Elle a connu aussi un délabrement combien regrettable de ses vestiges ôtant la beauté ancestrale de cette ville. Grâce à la manifestation « Constantine capitale de la culture arabe 2015 », la ville retrouve ses origines culturelles et historiques. Dans un message lu par le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, le Président de la République Abdelaziz Bouteflika a souligné que la ville des ponts a été durant toute une année, un espace de rencontres et



© El-Djazair.com, photo par Nacef Ghazi



d'interaction où se sont côtoyées les élites arabes du Mashreq et du Maghreb pour échanger autour des arts, du savoir et de la culture. La déclaration du Chef de l'Etat témoigne de la portée combien importante du rôle qu'a joué Constantine dans la transmission du savoir à travers tous les temps et dans tous les pays du monde. Ils sont des centaines d'artistes du monde entier, des personnalités politiques, des officiels et des diplomates à s'être rendus durant toute l'année 2015 dans cette ville de Constantine. Un symbole de la résistance culturelle que le Président de la République considère que « le savoir a trouvé refuge à Constantine ». Il souligne que « nul ne peut imaginer que le savoir et Constantine puissent se dissocier un jour ». Par cette expression très significative, le Chef de l'Etat aura tout dit sur la réussite de cette manifestation. Le président de la République a par ailleurs affirmé dans son message que « le savoir semble avoir trouvé refuge dans votre ville (Constantine) et en a fait sa citadelle, disant qu'Allah a gratifié l'Algérie d'un homme (Abdelhamid Ibn Badis, Essanhadji) qui aspirait un avenir pour l'Algérie ». Le chef de l'Etat a rendu hommage à l'imam Ibn Badis soulignant que « le savoir devait être

© El-Djazair.com, photo par Nacef Ghazi



*Le Premier ministre Abdelmalek Sellal, accompagné de Ramtane Lamamra, ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale, et de Hocine Ouadah, wali de Constantine, effectuant une visite dans une exploitation agricole privée.*

pour l'Algérien un besoin aussi vital que l'air qu'il respire et que la liberté n'était pas un vain mot mais bel et bien le butin d'une lutte âpre et c'est à partir de ce socle solide qu'Abdelhamid Ibn Badis a su défendre la langue arabe et la culture algérienne».

## Constantine passe le flambeau à Sfax

Constantine, « capitale de la culture arabe pour l'année 2015 » a passé le flambeau de la capitale de la culture arabe à la ville de Sfax. De Constantine, ville des ponts suspendus, à Sfax capitale du Sud tunisien, se poursuit la quête à la distinction arabe et la mise en avant de la diversité culturelle dans les arts, la littérature ainsi que toutes les formes esthétiques, civilisationnelles et spécifiques à la région arabe. C'était l'idée sur laquelle a insisté Sonia M'barek, ministre de la Culture et de la Sauvegarde du patrimoine, en recevant de Azzedine Mihoubi, ministre algérien de la Culture, le flambeau de la capitale arabe de la culture pour le remettre à la ville de Sfax, capitale de la culture arabe 2016. Lors de la présentation du bilan de cette manifestation, le ministre de la Culture a indiqué que « des pays arabes se contentent généralement de quelques activités lors de ces manifestations, alors qu'en Algérie, nous avons pris la chose et surtout la culture très au sérieux », en précisant que « nous sommes fiers que l'Algérie, à chaque fois qu'elle abrite une manifestation de telle ampleur, fournisse tout le soutien politique, matériel et médiatique à l'organisation ». Chiffres à l'appui, Azzedine Mihoubi a révélé que « la



*Le Premier ministre Abdelmalek Sellal lors de l'inauguration de la maison de la culture d'El-Khroub, en présence de Azzedine Mihoubi, ministre de la Culture.*





*Azzedine Mihoubi, ministre de la Culture, accordant une audience à Mme Sonia MBarek, ministre tunisienne de la Culture, avant la cérémonie de passation du flambeau de capitale de la culture arabe entre les deux villes de Constantine et Sfax.*

manifestation, c'est aussi plus de 800 heures de programmes enregistrés, 780 activités culturelles et 300 000 photos prises, 40 pièces théâtrales, 200 ouvrages édités ».

## **Le nouveau salon d'honneur de l'aéroport Mohamed-Boudiaf inauguré**

En parallèle de la cérémonie de clôture de cette manifestation, le Premier ministre a procédé à l'inauguration de projets réalisés dans le cadre de « Constantine capitale de la culture arabe 2015 ». Il s'agit de l'inauguration du nouveau salon d'honneur de l'aéroport Mohamed-Boudiaf. C'est à partir de ce salon d'honneur de deux niveaux réalisé et équipé au bout de douze mois, que l'ensemble des invités ont transité à l'occasion de la manifestation « Constantine capitale 2015 de la culture arabe ». Partant du principe de la culture arabe, ce nouveau salon d'honneur a été conçu dans le style arabo-musulman, orné au moyen de matériaux précieux, tels que le bois sculpté et le marbre, ouvragés par des maîtres-artisans. C'est devant une assistance composé

de milliers de personnes que le Premier ministre a procédé à la remise de l'Ordre de mérite national, au nom du président de la République Abdelaziz Bouteflika à vingt-six artistes et écrivains, dont 24 à titre posthume, au cours de la cérémonie de clôture de la manifestation « Constantine, capitale 2015 de la culture arabe ».

M. Sellal a également remis une décision d'affectation d'un siège au profit de la Fondation Abdelhamid-Ibn Badis. Au cours de cette cérémonie, un message de remerciements, lu par l'ex-ministre Zhor Ounissi, a été adressé au président de la République Abdelaziz Bouteflika par les personnalités honorées.

Dans son message, Mme Ounissi a affirmé que cette distinction encouragera les femmes et les hommes honorés à poursuivre leur efforts au service de l'Algérie, « aussi bien par les sciences que par le savoir ». Le Premier ministre a par ailleurs inauguré, au palais de la culture Malek-Haddad, un salon national de l'artisanat et des arts traditionnels. Ce salon s'est déroulé dans le cadre de cette manifestation mettant en valeur le patrimoine artisanal algérien. L'exposition

inaugurée par M. Sellal et qui a réuni jusqu'au 21 avril des exposants venus de 25 wilayas, comprend, notamment, des échantillons d'habits traditionnels des différentes régions du pays, des bijoux, des objets de dinanderie en cuivre finement ciselé, des plats des terroirs, de la poterie ainsi que des tableaux illustrant la richesse du patrimoine de l'Algérie profonde. Ce palais de la culture Malek-Haddad donne aujourd'hui un meilleur visage grâce aux aménagements considérables engagés à l'intérieur et à l'extérieur du site ainsi que la modernisation et l'agencement des espaces. Le palais de la culture Mohamed-Laïd Al Khalifa, a été également rehaussé par la présence du Premier ministre qui a procédé à l'inauguration de trois expositions, dont une consacrée à des toiles du peintre disparu Kamel Nezzar. Le Premier ministre a également inauguré deux autres expositions, la première dédiée aux manuscrits anciens et la seconde à « la ville de Cirta et les royaumes Numides ». Parallèlement à l'aspect culturel et historique, Abdelmalek Sellal a procédé également à l'inauguration des projets d'un autre genre notamment un hôtel 5-étoiles de la chaîne hôtelière internationale Marriott Hotels and Resorts. Cet hôtel Marriott de Constantine englobe 160 chambres et 21 suites et dispose de toutes les commodités de classe internationale. M. Sellal s'est ensuite rendu à une exploitation agricole privée dans la commune d'Aïn Abid, puis inauguré une unité agroalimentaire spécialisée en biscuiterie et un hôpital d'une capacité d'accueil de 240 lits. Il a par ailleurs présidé la cérémonie de remise des clés à 27 bénéficiaires de logements publics locatifs (LPL) et location-vente (AADL). Faut-il rappeler que la capitale arabe de la culture est une initiative prise par la Ligue arabe dans le cadre du Programme de capitales culturelles de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) pour promouvoir et célébrer la culture arabe et encourager coopération dans la région arabe.

**A. T.**

Partenariat algéro-français

# Une logique de coopération



*Le Premier ministre Abdelmalek Sellal et son homologue français Manuel Valls*

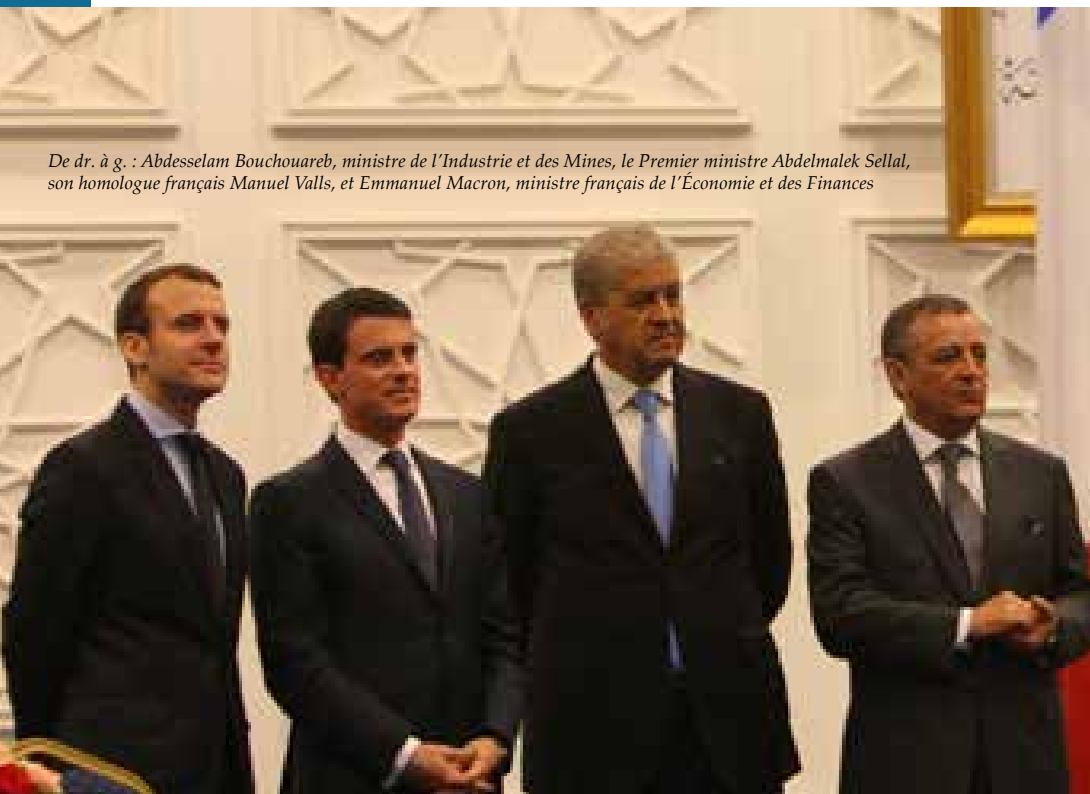
Le partenariat stratégique algéro-français a enregistré de nouvelles avancées à la faveur de la tenue de la 3e session du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN), se traduisant par la signature de nombreux accords de coopération. Une quinzaine de protocoles d'accords, portant sur la coopération ou le partenariat dans différents domaines économiques, ont été signés lors du forum d'affaires algéro-français.

Par Meriem ALI MARINA





De dr. à g. : Abdesselam Bouchouareb, ministre de l'Industrie et des Mines, le Premier ministre Abdelmalek Sellal, son homologue français Manuel Valls, et Emmanuel Macron, ministre français de l'Économie et des Finances



**L**e premier trimestre de l'année 2016 aura confirmé, en l'accentuant, le caractère à la fois complexe et singulier des relations algéro-françaises. Il était tellement riche en événements intéressant les deux pays que son examen suffirait à lui seul pour comprendre les multiples facettes de ces rapports exceptionnels oscillant depuis l'indépendance entre tension et coopération, distanciation et rapprochement, passion et raison, attraction et ressentiment. Néanmoins, si pour la France, l'Algérie était (est toujours) une plaque tournante des rapports avec l'Afrique, le Maghreb et le monde arabe, de même que c'est un pays solvable qui dispose de confortables ressources en hydrocarbures, pour l'Algérie, la France reste un partenaire incontournable pour des raisons géographiques, historiques, économiques et politico-stratégiques. Et la nomination en mai 2013 de Jean-Louis Levet en tant que haut responsable à la coopération industrielle et technologique franco-algérienne, rattaché à la Délégation interministérielle à la Méditerranée (Dimed), se veut une autre preuve de donner un nouvel élan aux relations franco-algériennes, par la réalisation de partenariats d'exemplarité dans le

domaine technologique et industriel. Ce spécialiste des questions industrielles, ex-conseiller du commissaire général à l'investissement Louis Gallois, y a multiplié les voyages. Depuis deux ans, il a rencontré près de 500 personnes dans les ministères, organisations patronales, chambres de commerce et entreprises. L'axe Alger-Paris commence à changer de paradigme en passant d'un modèle fondé sur une logique commerciale à celui basé sur une logique de coopération, en travaillant ensemble sur les fondamentaux de la croissance: la formation, la recherche, l'innovation, la coproduction et le développement local du territoire. Une volonté à l'issue de la 3e session du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN) tenue le 10 avril dernier, «de hisser» le partenariat économique et industriel entre l'Algérie et la France au niveau d'«excellence» de leurs relations politiques. Cette session, à laquelle ont pris part plusieurs membres des deux gouvernements, a été l'occasion pour les deux parties de dresser un bilan des progrès réalisés dans la feuille de route bilatérale retenue lors de la deuxième session du CIHN, tenue en décembre 2014, à Paris, et de dégager de nouvelles perspectives de coopération dans l'ensemble des domaines, à même de hisser la relation bilatérale à un partenariat d'exception que les deux parties ambitionnent

de construire. Les deux parties ont réitéré leur volonté de poursuivre la construction de ce partenariat, dans une logique de coproduction et en soutenant les investissements croisés, vecteurs essentiels pour le développement des liens économiques et favoriser par la même occasion le transfert de savoir-faire et de technologie ainsi qu'à travers la montée en puissance de nouveaux projets de partenariats productifs dans d'autres secteurs qui seront identifiés d'un commun accord. Elles ont également marqué leur volonté d'approfondir leur partenariat dans des secteurs stratégiques pour la diversification de l'économie algérienne comme pour le développement de leurs échanges, dans les domaines ciblés tels que le secteur minier, les transports, les infrastructures, la santé, la mécanique et l'agroalimentaire ainsi que la sous-traitance. Par ailleurs, les deux Premiers ministres, Abdelmalek Sellal et Manuel Valls, ont estimé que les relations entre les deux pays ont enregistré un «saut qualitatif». M. Sellal a indiqué que «les relations bilatérales ont enregistré, depuis la fin 2012, un saut qualitatif extrêmement important, notre réunion est exceptionnelle». Il a ajouté que sur le plan politique, les relations «sont exceptionnelles, comme dans le domaine de la sécurité et nous avons constaté que nous avons la même vision ainsi que la même analyse des choses en ce qui concerne la situation dans les pays voisins», soulignant que la France avait enregistré avec «satisfaction» le rôle que jouait l'Algérie pour la restauration de la sécurité dans les pays du Sahel. Pour sa part, M. Valls a expliqué que la relation entre l'Algérie et la France était faite de «franchise, de sincérité et de vision commune» sur bien des sujets. «Nous sommes tournés résolument vers l'avenir et nous sommes convaincus que cette relation est vraiment exceptionnelle», a déclaré M. Valls, exprimant dans ce sens, ses «plus grands respects» au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour le rôle «essentiel» qu'il a joué avec le président François Hollande dans cette relation.

## Les entreprises françaises pour diversifier l'économie nationale

L'Algérie compte sur les entreprises françaises pour l'accompagner dans

la diversification de son économie, a affirmé le Premier ministre Abdelmalek Sellal, lors d'un point de presse animé conjointement avec son homologue français, Manuel Valls, à l'issue de la troisième session du Comité intergouvernemental de haut niveau algéro-français invitant ces «partenaires traditionnels» à saisir les «immenses» opportunités d'affaires offertes par cette économie. «L'Algérie, qui s'est engagée depuis 2014 dans un processus de mutation et de diversification de son économie, de l'exploitation des matières premières vers la production de biens et de services, compte sur l'appui et l'accompagnement de ses partenaires traditionnels afin de réussir cette phase importante de son développement socio-économique», a déclaré M. Sellal. «Je voudrais les inviter (entreprises françaises) à saisir les immenses opportunités d'affaires que recèle l'économie algérienne», a ajouté le Premier ministre. Il a également souligné que le troisième forum économique bilatéral, tenu peu avant les travaux de la troisième session du CIHN, allait dans ce sens de «rapprochement» des opérateurs publics et privés des deux pays dans le cadre d'un partenariat «mutuellement bénéfique». «Depuis 2014, nous sommes en train de réorienter l'économie nationale vers la création de richesse et d'emploi. (...) nous avons besoin de partenaires (pour atteindre cet objectif) et dans le partenariat, le principe fondamental est que chacun gagne», a-t-il insisté. Sur cette même question, M. Valls a dit que les accords de partenariat entre les deux pays «se traduisent concrètement», ajoutant que «des centaines de millions d'euros y sont engagées». «Il faut sortir de cette vision caricaturale qui viserait encore une fois l'Algérie et la France. (...) Nous avons une relation exceptionnelle et rien ne la remettra en cause», a souligné le Premier ministre français. Le Premier ministre français Manuel Valls a par ailleurs relevé la «convergence de vue», la «solidité et la densité» des liens qui unissent l'Algérie et la France dans tous les domaines. «La rencontre avec le président de la République Abdelaziz Bouteflika m'a permis de constater, une nouvelle fois, la convergence de vue, la solidité et la densité des liens qui unissent la France et l'Algérie», a déclaré M. Valls à la presse à l'issue d'une audience que lui accordée le

chef de l'Etat. «Je suis venu porter un message du président François Hollande au Président Bouteflika», a-t-il indiqué, ajoutant que la France tenait à «développer son partenariat d'exception avec l'Algérie dans tous les domaines». M. Valls a déclaré avoir évoqué avec le président de la République «la coopération bilatérale face à la menace terroriste», soulignant, à ce propos, que «la relation franco-algérienne dans ce domaine doit être forte pour qu'elle soit efficace contre le terrorisme».

## Le Sahara occidental, le Sahel, le Mali et la Libye

Le Premier ministre français a indiqué que l'entretien avec le chef de l'Etat a porté aussi sur la crise au Mali «qui met en jeu la sécurité de l'Algérie et de la France». «Nous devons neutraliser définitivement la menace terroriste et permettre la mise en œuvre effective de l'accord intermalien signé à Alger en 2015», a-t-il insisté, saluant, au passage, «l'action du Président Bouteflika et les autorités algériennes» sur ce dossier. S'agissant de la Libye, M. Valls a plaidé pour la nécessité de «soutenir» le gouvernement d'union nationale pour mettre fin au chaos qui règne dans ce pays. «Je me suis engagé auprès du président Bouteflika sur le fait que la

concertation franco-algérienne sur tous ces dossiers régionaux, sur la Libye, le Mali et aussi sur le Sahara (Occidental) doit être régulière», a-t-il soutenu. M. Valls a indiqué avoir abordé avec le Président Bouteflika la situation en Syrie et en Irak. Au plan bilatéral, le Premier ministre français a relevé avoir «fait le point» avec le chef de l'Etat sur la coopération économique et commerciale entre l'Algérie et la France et les travaux du 3e Comité intergouvernemental de haut niveau. «Nous avons la même volonté d'avancer, le même souhait de voir toujours plus de projets franco-algériens se concrétiser, de renforcer davantage le dialogue politique et stratégique», a-t-il mentionné. Le Premier ministre français a, par la même occasion, rendu hommage au Président Bouteflika dont «nous connaissons le rôle pour l'Algérie, le rôle d'hier comme combattant, comme ministre des Affaires étrangères, et aujourd'hui comme Président et, après une période particulièrement difficile, combien il a contribué à la stabilité et à l'unité de l'Algérie». Auparavant, le Premier ministre Abdelmalek Sellal a réitéré, le soutien de l'Algérie à «un règlement juste et durable du conflit du Sahara Occidental, basé sur une solution politique mutuellement acceptable pour permettre l'autodétermination



Abdelmalek Sellal et Manuel Valls animant un point de presse.



du peuple sahraoui». «Je ne saurai terminer mon propos sans rappeler avec insistance le drame que vit le peuple sahraoui empêché depuis plus de quarante années de décider librement de son destin», a-t-il déclaré. «Nous avons également abordé le sujet du Sahara occidental et nous avons réaffirmé la position algérienne à cet égard, à savoir la légalité internationale, l'exécution des décisions des Nations unies», a-t-il affirmé, ajoutant que «nous avons également constaté une certaine compréhension de la part de la France de la position algérienne à ce sujet». S'agissant du Sahel, l'Algérie et la France ont exprimé, leur volonté de faire face aux différentes menaces, notamment terroristes, dans la bande sahélo-saharienne. Les deux parties, préoccupées par le contexte géopolitique et la situation sécuritaire qui prévaut au niveau de la bande sahélo-saharienne, «ont affiché leur volonté de faire face aux différentes menaces, notamment terroristes.

## Une quinzaine de protocoles d'accords économiques signés

Une quinzaine de protocoles d'accords, portant sur la coopération ou le partenariat dans différents domaines économiques, ont été signés à Alger

lors du forum d'affaires algéro-français, organisé en marge de la troisième session du Comité interministériel de haut niveau (CIHN). Parmi ces protocoles d'accords, cinq portent sur la création ou l'extension de joint-ventures algéro-françaises activant dans les secteurs agricole, ferroviaire, l'électricité et le numérique. La première joint-venture (JV) a été signée entre les entreprises algériennes Manadjim El Djazair (Manal) et Asmidal et le groupe français Roullier pour la production d'engrais phosphatés et d'aliments de bétails. Le deuxième protocole d'accord signé porte sur l'extension de «Cital» de Annaba, une JV entre les groupes algériens SNVI, SNTF l'EPE Entreprise métro d'Alger (EMA) et le groupe français Alstom, spécialisée dans la production d'autorails pour la SNTF. L'accord permet à cette dernière de prendre 10% du capital de Cital, une usine d'assemblage et de maintenance de tramways. Le troisième protocole porte sur la création d'une JV entre Sonelgaz et l'EPE Enava d'une part et la société française Sediver d'autre part pour la production d'isolateurs électriques de haute tension destinés à la Sonelgaz. Un projet portant création d'une JV dans la recherche, le développement, l'édition, l'intégration et l'archivage numérique a été également signé entre le groupe français Adaming holding et la société algérienne Kalma communication. La création d'une autre JV algéro-

française entre la SNTF et la société française spécialisée dans les métiers du ferroviaire Systra a été, en outre, l'objet d'un autre accord signé. Dans le même secteur, un autre accord portant sur la formation dans les métiers ferroviaires a été signé entre la SNTF et la SNCF. Le Forum des chefs d'entreprise (FCE) et la filiale française du groupe international d'ingénierie, de montage de projets et d'exploitation (EGIS) ont signé, de leur côté, un accord pour l'élaboration d'une étude de faisabilité concernant la réalisation du premier parc techno-industriel en Algérie. «Le parc, le premier du genre en Algérie, sera réalisé sur le long de l'autoroute Est-Ouest. C'est un parc techno-industriel de 3.000 hectares au minimum», a déclaré à l'APS Mehdi Bendimerad, vice-président du forum. «Ce sera un parc industriel moderne à l'instar des parcs qui existent dans les pays développés. Il comprendra une zone industrielle avec tous les aménagements autour pour permettre un cadre adéquat aux entreprises et à l'investissement en Algérie», a-t-il ajouté. Le forum a également vu la signature d'un accord de partenariat entre le groupe privé algérien Djadi et la société française Lesieur (groupe Avril) et d'un autre protocole d'accord entre le groupe ETRHB Haddad et le français Veolia pour la création de stations de dessalement de l'eau de mer, du traitement et du recyclage des eaux usées et la création de centres d'enfouissement technique et de traitement des déchets. La valorisation et le traitement des déchets ferreux et non ferreux ainsi que la création d'un centre de formation dans les métiers de l'environnement a été l'objet d'un autre protocole d'accord entre le français Boon Comemor et les groupes algériens privés BYA et Moussaoui. La fabrication d'équipements agricoles et des composants hydriques a fait l'objet d'un protocole d'accord entre le groupe français de production des machines agricoles Boss HP et la filiale algérienne Boss El-Djazair. Enfin Ulric De Varens (France) et Cosmekarn (Algérie) ont signé un protocole d'accord pour la fabrication de parfums et de cosmétiques en Algérie. Les deux pays ont par ailleurs, signé neuf accords institutionnels de coopération dans les domaines de la justice, de l'éducation, de l'enseignement supérieur et des assurances sociales.

M. A. M.

Le Pr Tahar Hadjar ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et Mme Najat Valaud-Belkacem, ministre française de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, paraphant une convention-cadre de partenariat pour la formation doctorale d'excellence en mathématiques.





Modernisation des forces navales

## Réception de la frégate «Erradii»



*Le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, accompagné du général-major Mohamed-Larbi Haouli, commandant des forces navales, passant en revue un détachement de la marine nationale*

Cette réalisation est un autre acquis de qualité exigé par la stratégie adoptée par le Haut Commandement de l'ANP, visant à bien conjuguer acquisition de matériel moderne et formation ainsi que préparation d'une ressource humaine qualifiée, à même de maîtriser la technologie de pointe et d'exploiter parfaitement le matériel et les équipements de la meilleure manière requise.

Par Rafik BITOUT



# ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

*Le chef d'état-major Ahmed Gaïd Salah visitant le centre de commandement de la frégate.*



**L**a modernisation du corps de bataille des forces armées algériennes constitue une «permanente préoccupation» pour répondre «aux exigences des facteurs de force et de dissuasion», conformément aux instructions du président de la République, chef suprême des forces armées et ministre de la Défense nationale, Abdelaziz Bouteflika, relatives à la concrétisation du plan de développement et de modernisation, entre autres, des forces navales.

En effet, intervenant à l'occasion de l'inauguration et à l'inspection de la frégate « Erradii », numéro de bord 910, au siège du Commandement des Forces navales à l'Amirauté, en présence du général-major Mohamed Larbi Haouli, commandant des Forces navales, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a affirmé que « cette

réalisation est un autre acquis de qualité exigé par la stratégie adoptée par le Haut Commandement de l'ANP, visant à bien conjuguer acquisition de matériel moderne et formation et préparation d'une ressource humaine qualifiée, à même de maîtriser la technologie de pointe et d'exploiter parfaitement le matériel et les équipements de la meilleure manière requise », précisant que dans ce contexte précisément « nous avons œuvré, durant la dernière décennie, à la modernisation des forces navales et à la consolidation de leurs capacités et de leur préparation au combat, permettant ainsi à l'Armée nationale populaire, sous le commandement de Son Excellence, le président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, de s'identifier au progrès accéléré en termes d'acquisition des facteurs de force et de réussite ».

La frégate « Erradii » est un navire de guerre qui dispose des technologies les plus modernes et de haute précision dans le domaine

militaire naval, capable d'intervenir dans un large champ d'action pour l'exécution de différentes missions. Le chef d'état-major a visité, à l'occasion, les différents compartiments de la frégate, où il a reçu d'amples explications sur ses composants, ses spécificités et son armement, dont deux hélicoptères assignés à différentes missions de combat et de sauvetage, selon un communiqué du ministère de la Défense nationale. Ce navire vient renforcer les forces navales dans le cadre du plan de développement « visant à moderniser notre flotte navale, rehaussant ainsi les capacités de défense et développant et renforçant le corps de bataille de l'Armée nationale populaire », a précisé le chef d'état-major de l'ANP. Le général de corps d'armée n'a pas manqué de rappeler que l'« acquisition des facteurs de force et de réussite repose impérativement sur le haut niveau de conscience des lourdes responsabilités indispensables pour l'accomplissement de nos missions constitutionnelles ».



# ARMÉE NATIONALE POPULAIRE



« Nous sommes persuadés au sein de l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale, que maîtriser les facteurs de force et de réussite nécessite impérativement un haut niveau de conscience des grandes responsabilités indispensables pour l'accomplissement de nos missions constitutionnelles », fait remarquer le général de corps d'armée. « Ce sont des objectifs qui exigent une persévérance dans l'acquisition des connaissances scientifiques et techniques, permettant de poursuivre le processus de modernisation et de professionnalisme, entamé depuis plusieurs années, afin d'atteindre le haut niveau de force et de disponibilité souhaité », a-t-il précisé. Pour le général de corps d'armée, « la concrétisation de ces objectifs nécessite également la stricte application des directives et orientations, notamment celles relatives à la préparation au combat des forces, sanctionnée à l'issue de chaque année par l'exécution d'exercices d'évaluation de l'assimilation des cadres et des

*Le général de corps d'armée donnant ses orientations au commandement et à l'ensemble de l'équipage de la frégate.*



équipages de leurs missions ». Dans une allocution de bienvenue prononcée à l'occasion, le commandant des forces navales a mis l'accent sur « l'importance que revêt cette acquisition dans l'optimisation des capacités et de l'opérabilité de nos forces navales ». Le vice-ministre de la Défense nationale s'est adressé, par la suite, à l'équipage du navire, « les félicitant de cette importante acquisition et rappelant les efforts consentis pour développer et moderniser nos forces navales, conformément aux orientations du président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale ». Pour rappel, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah avait procédé au mois de mars dernier à la supervision de l'accostage de la corvette «El Fateh», au siège du commandement des forces navales à l'amirauté, où il a procédé à l'inauguration et à l'inspection de ce bâtiment de guerre doté des dernières technologies les plus

sophistiquées dans le domaine de la marine militaire. Un bâtiment capable d'opérer et d'intervenir dans un large rayon d'action pour des missions polyvalentes. Un bâtiment venu renforcer les forces navales dans le cadre de la modernisation de sa flotte, ce qui va contribuer à l'optimisation des potentiels de défense et au développement du corps de bataille de l'ANP. A cette occasion, le chef d'état-major de l'ANP a déclaré que « nous sommes persuadés que cette force est devenue à notre portée suite à l'acquisition de ce type de bâtiments de guerre d'une technologie de pointe aux caractéristiques de combat confirmées et aussi grâce aux cadres hautement qualifiés, exerçant au sein de nos forces navales, qui maîtrisent l'exploitation de ce matériel et ces équipements de dernière génération et se mettent au diapason de la grandeur des missions constitutionnelles assignées à nos forces armées »

R. B.





Séminaire sur la toxicologie médico-légale

## La définition des responsabilités et les droits des victimes



Le général-major Menad Nouba,  
commandant de la Gendarmerie  
nationale

La compréhension objective et scientifique du phénomène des accidents de la circulation exige l'implication effective des différentes institutions concernées par la sécurité routière. La problématique des accidents de la circulation en Algérie a toujours été un sujet d'actualité et au centre des soucis prioritaires des pouvoirs publics, d'où la nécessité de prise de mesures adéquates par les autorités concernées, dans le but de protéger les citoyens contre les affres de ce fléau.

Par Radia ZEKRI



De g. à dr.: Abdelkader Ouali, ministre des Travaux publics, le général-major Menad Nouba, Noureddine Bedoui, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, et le général-major Abdelghani Hamel, directeur général de la Sûreté nationale, en visite à l'INCC-GN de Bouchaoui.

Mustapha El-Habiri, directeur général de la Protection civile. Une présence qui témoigne de l'importance de l'évènement initié par la Gendarmerie nationale et l'urgence de s'impliquer chacun de son côté et selon ses prérogatives pour apporter des solutions face à l'une des principales causes de mortalité dans le pays. Cette présence de la part de hauts représentants du gouvernement et patrons des institutions sécuritaire témoigne de l'urgence de la situation pour laquelle la Gendarmerie nationale veut miser sur des solutions scientifiques pour définir les responsabilités mais surtout quêter de nouvelles formes de prévention. Chiffres plus qu'inquiétants : plus de 3 250 accidents de la route causant la mort à 714 personnes et des blessures à 5 665 autres ont été enregistrés par les services de la Gendarmerie nationale au cours du premier trimestre de l'année en cours.

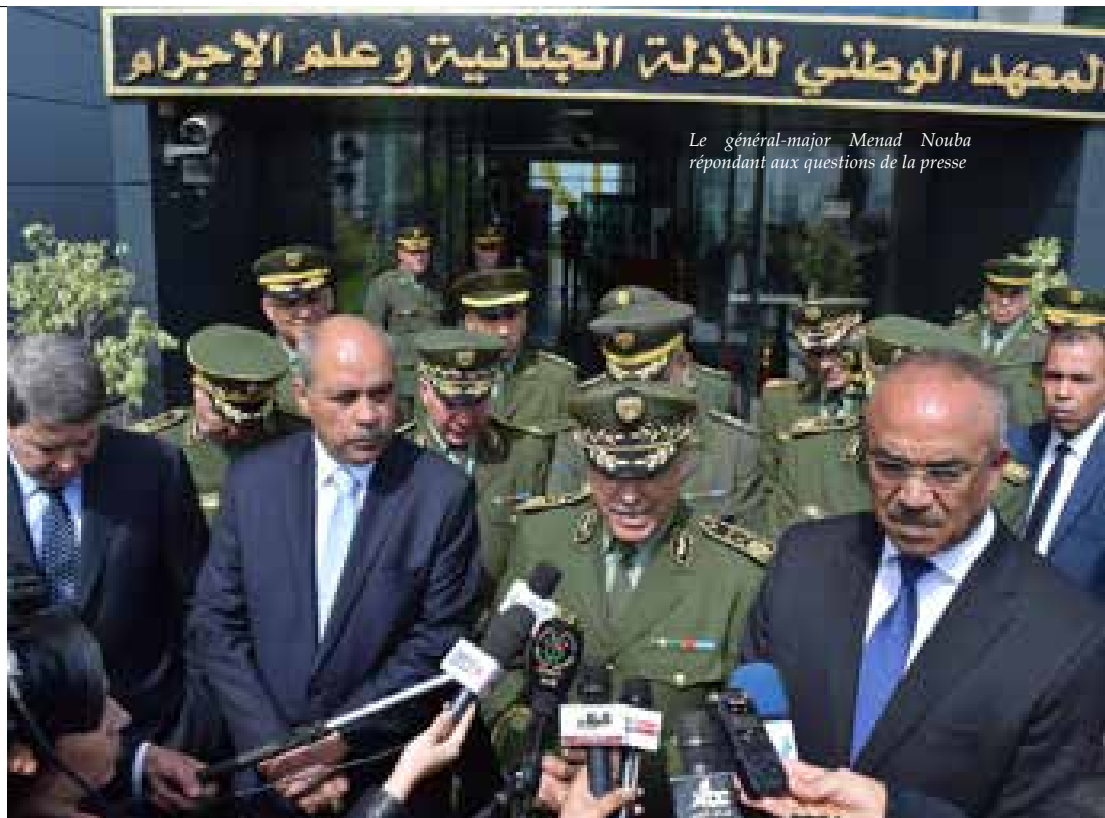
**A**pporter davantage de preuves scientifiques aux enquêtes sur les accidents de la route, définir scientifiquement les responsabilités, garantir les droits des victimes et surtout prévenir contre l'insécurité routière sont, entre autres, missions des experts de la Gendarmerie nationale sur lesquelles a insisté le général-major Menad Nouba à l'ouverture du séminaire international sur «La toxicologie médico-légale : apport et intérêt en sécurité routière». La rencontre scientifique d'envergure internationale organisée par l'institut national de criminologie et de criminalistique de la Gendarmerie nationale (INCC-GN), a suscité l'intérêt des différents acteurs de la sécurité publique et marquée par la présence de Noureddine Bedoui, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Abdelkader Ouali, ministre des Travaux publics, le général-major Abdelghani Hamel, directeur général de la Sûreté nationale, le colonel



## Une approche globale fondée sur une logique de partenariat

En effet, appuyer la recherche scientifique contre cette machine de la mort est une option primordiale sur laquelle a insisté le commandant de la Gendarmerie nationale à l'ouverture des travaux du séminaire international. «La Gendarmerie nationale, qui exerce ses missions de la police de la route sur 85% de la totalité du réseau routier national, conçoit la sécurité routière en tant qu'approche globale, fondée sur une logique de partenariat. Dans cette approche, les gendarmes sur la route, les accidentologues et les toxicologues sont appréhendés comme l'un des principaux acteurs devant nous présenter leur expertise sur cette problématique», a affirmé le général-major.

Bien que les chiffres enregistrés récemment demeurent inquiétants, une baisse de 26% dans le nombre d'accidents, de 4% dans le nombre de morts et de 25% parmi les blessés, a été constatée par rapport à la même période de l'année 2015. Autrement dit, l'objectif annoncé par ce corps de sécurité de réduire le phénomène de 30% pour cette année semble avancer et compter, en plus des dispositifs mis sur les axes routiers, sur des études scientifiques des sinistres et de leurs causes. Ce travail assuré notamment par les experts en accidentologie permet, note le commandant de la gendarmerie, de prévenir contre l'insécurité routière, définir les responsabilités dans chaque accident et surtout garantir les droits des victimes. Il souligne que «l'organisation de cette rencontre et le niveau de représentation témoignent de l'engagement résolu de nos différents partenaires, dans une œuvre commune de mise en synergie des expériences et des efforts consentis par la communauté nationale, dans les domaines de la prévention et de la lutte contre les accidents de la circulation routière, pour consolider l'Etat de droit et les libertés individuelles». Le patron de



Le général-major Menad Nouba répondant aux questions de la presse

la Gendarmerie nationale explique qu'il s'agit d'une «opportunité pour échanger les points de vue sur les sujets contenus dans la thématique proposée, et d'apporter un éclairage sur les problématiques auxquelles sont confrontées les magistrats, experts et enquêteurs dans leur lutte quotidienne contre les accidents de la circulation routière».

## Un réseau routier sécurisé

Le général-major Nouba a assuré, dans ce sillage, que la Gendarmerie nationale «n'a jamais lésiné» sur les moyens de lutte contre ce phénomène pour la résolution du fléau de l'insécurité routière. «Dans cet esprit, notre vision s'articule autour d'une couverture sécuritaire plus efficace des réseaux routiers, accomplie grâce à la création de nouvelles unités spécialisées, à savoir les escadrons, les sections et les brigades de sécurité routière, et les pelotons des autoroutes.

Il s'agit, également, du redéploiement d'autres unités dans le temps et dans l'espace et l'implication des formations aériennes de la Gendarmerie nationale

dans la surveillance du réseau routier», a-t-il déclaré devant un panel d'invités et d'experts ayant marqué un arrêt sur la situation et débattu les démarches à entreprendre contre un problème qui impose l'implication de tous notamment experts et autorités de différents départements. Pour sa part, le colonel Sidahmed Bouremana, directeur général de l'INCC a exposé l'expérience de son département en matière de recherche scientifique et tout l'intérêt qu'il prête à la sécurité via la science et l'expertise. Le colonel expose à ses invités les missions phares des différents laboratoires de l'INCC dont ceux spécialisés dans la toxicologie et l'accidentologie et leur apport à la sécurité publique et routière. La manifestation internationale marquée par un riche débat et de précieuses présentations s'est soldée par un ensemble de recommandations allant notamment vers le renforcement des moyens scientifiques et des réflexions intelligentes ainsi que la coordination efficace entre les différentes institutions de sécurité et tous les autres acteurs de la sécurité routière.

R. Z.

Le général Badaoui Guir, directeur de la télématique :

## « Les supports TIC de la gendarmerie soutiennent la sécurité intelligente »



S'adapter aux nouvelles technologies de l'information et de la communication dans le domaine sécuritaire devient une exigence. Depuis déjà plusieurs années, la Gendarmerie nationale s'est lancée dans un ambitieux plan de développement et de modernisation de ses moyens scientifiques et technologiques face au développement des différentes formes de criminalité et pour aussi mettre en place un service public à la hauteur des attentes des citoyens. Le dernier en date est le service dit « Tariki », un site web chargé de faire connaître aux usagers l'état des routes. Initiateur du célèbre 10-55, puis du site de la pré-plainte ([ppgn.mdn.dz](http://ppgn.mdn.dz)) et renseignements, le premier responsable du département « Hi-Tech », le directeur de la télématique au commandement de la gendarmerie, le général Badaoui Guir, nous met, dans cette interview, à la page des dernières innovations de l'institution républicaine pour se rapprocher des citoyens et instaurer une nouvelle culture sécuritaire.



*Pister les infractions grâce aux TIC*



***El-Djazair.com* :** La Gendarmerie nationale a adopté un plan ambitieux de développement scientifique et technologique. Où en est son exécution et qu'elle lecture faites-vous à l'impérativité de l'utilisation des nouvelles technologies pour les services de sécurité ?

### **Le général Badaoui Guir:**

le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, avec tous ses bienfaits pour une vie moderne, compte parmi ses aspects plus ou moins négatifs, l'utilisation par les criminels et les contrevenants à la loi des moyens leur permettant de développer leurs modes opératoires. Consciente dès le départ de ces circonstances, la Gendarmerie nationale a mobilisé des moyens humains et matériels pour être à la page pour, d'une part, procurer à son personnel un climat de travail plus adapté et, d'autre part, innover des moyens et des solutions contre toute

éventualité de nouvelles formes de criminalité. Nous avons commencé par généraliser la numérisation de notre système interne en mettant en œuvre une plate-forme d'information et de coordination intelligente : la plate-forme « e-gendarmerie », la gestion de toute l'activité des unités de la gendarmerie à travers une banque de données centralisée (RMS-GN) partagée par l'ensemble des unités via notre réseau intranet. Nous avons engagé sur le terrain des moyens innovants de surveillance que ce soit en matière de sécurité publique, celle des frontières et celle routière dont des caméras de surveillance et des radars de dernière génération ainsi que des systèmes d'identification infaillibles. Un plan qui a démarré à l'heure et qui s'est développé progressivement. Aussi, depuis la prise de ses fonctions en tant que commandant de la gendarmerie, le général-major Menad Nouba fait de ce plan son cheval de bataille. Il veille de près sur son avancement et son développement permanent en le mettant parmi les priorités

de l'institution. Pour ce qui est des résultats obtenus, nous sommes à jour et à l'heure. Notre programme de développement avance ambitieusement et atteint un bon nombre d'objectifs tracés.

***El-Djazair.com* :** Nous relevons dans chacune de vos sorties médiatiques, cette insistance sur une nouvelle culture sécuritaire pour une contribution plus importante des citoyens dans la sécurité. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi et comment ça doit se faire et où en est la gendarmerie dans ce travail de proximité ?

### **Le général Badaoui Guir:**

Comme vous avez bien su l'expliquer dans des articles parus dans votre respectable média, la gendarmerie a mis au service des citoyens, des moyens permettant une interface œuvrant dans l'établissement d'un contact permanent avec l'institution et le renforcement de la contribution citoyenne à la consolidation du

système sécuritaire nationale par l'information utile. Outre la ligne verte 10-55, mise en service en février 2011, qui nous a permis de résoudre des milliers d'affaires et d'empêcher d'autres milliers de crime, le lancement du site de pré-plainte et de renseignements anonymes, en avril 2015, la contribution citoyenne se fait de plus en plus ressentir. En effet, les services de la gendarmerie ont reçu plus de sept millions d'appels, 653 pré-plaintes prises en charge immédiatement et près de 3 000 renseignements, sur ppgn.mdn.dz, ayant permis de traiter plus rapidement et plus efficacement des affaires de criminalité, à savoir, que la gendarmerie nationale est la seule au monde à ouvrir un portail de renseignements en ligne sans conditions ni limitation du genre de renseignements. En somme, plus 90% des renseignements fournis par les citoyens ont été fructueux dans différents aspects liés notamment aux stupéfiants, à la contrebande, aux atteintes aux personnes et aux

biens et autres, ce qui confirme le développement permanent d'une prise de conscience sur l'importance de la participation de tous à la sécurité nationale. Un constat qui nous encourage à poursuivre le renforcement de nos interfaces avec nos concitoyens et l'innovation de nouveaux traits d'union. Nous avons à faire à une population branchée en nouvelles technologies notamment depuis l'avènement de la 3G et prochainement de la 4 G d'où notre intérêt d'utiliser ce nouveau monde dans une lutte intelligente contre toutes les formes de criminalité.

**El-Djazair.com : Nous avons appris que votre département est sur le point de lancer une nouvelle application au profit du grand public et à celui des usagers de la route en particulier. De quoi s'agit-il ?**

**Le général Badaoui Guir:**  
Effectivement, notre nouveau service dit « Tariki » (Ma route), est prêt à

être mis en service. Un projet qui sera lancé prochainement et consiste en une application téléchargeable sur le net donnant accès à toutes les informations concernant les voies de communications sur tout le territoire national en fournissant aux citoyens des données leur permettant de connaître des détails utiles sur les routes qu'ils doivent emprunter dont l'état de ces routes, les conditions météorologiques, les bouchons et obstacles qu'ils risquent de rencontrer et aussi les postes de gendarmerie des autoroutes mis à leur service ainsi que les stations-services et les aires de repos. C'est un service conçu à 100% par les ingénieurs de la Gendarmerie nationale et dont les informations sont suivies en permanence et mises à jour toutes les 10 à 15 minutes par le Centre national de coordination et information routière de la gendarmerie, sis à Bouchaoui (Alger). Outre l'information au profit du citoyen, nous œuvrons par ce nouveau service à rehausser le niveau de l'éducation routière, à sensibiliser sur les accidents de la route, à donner des conseils utiles pour les usagers de la route et à instaurer une nouvelle culture de déplacement sur les routes et de sécurité routière car, faut-il le noter, notre application contient beaucoup de services dont le code de la route, des conseils face aux différentes situations pouvant survenir sur le trajet et surtout un aspect sensibilisant contre les dangers de certains comportements humains à éviter pour la sécurité de tous.

**El-Djazair.com : Nous avons, également, appris que le commandement de la gendarmerie est en train de développer un nouveau système numérique en interne pour une gestion plus intelligente des différents services. Que peut-on retenir de ce projet ?**

**Le général Badaoui Guir:**  
En effet, il s'agit d'un projet interne



*Les médias sociaux constituent une arme à double tranchant.*

venant renforcer l'utilisation des nouvelles technologies au sein de la gendarmerie et lui permettant d'être une fois de plus à la page du monde moderne intelligent. C'est un travail suivi par le haut commandement qui met le paquet dans l'investissement dans le plan de développement et de modernisation de l'institution. Ce nouveau système permettra, entre autres, la planification et la gestion, en temps réel, de toutes les missions extérieures des unités opérationnelles. C'est un tableau de bord pour les commandants de groupements territoriaux des wilayas qui peuvent visualiser en temps réel toutes les unités dépendant de leurs secteurs de compétences qui se trouvent en missions à l'extérieur (barrage, patrouilles, escortes et autres). A l'échelon régional, les commandants régionaux pourront suivre instantanément les différentes unités des groupements territoriaux dépendant de leurs commandements, et enfin le haut commandement, soit à l'échelon central, visualisera et suivra en temps réels l'activité de toutes les unités à travers tout le territoire national. Nous visons par ce type de services internes l'automatisation de toutes les activités de la gendarmerie dans l'objectif de gérer et de planifier d'une manière scientifique toutes les actions de l'institution et d'adapter la mobilisation des unités aux besoins réels du terrain.

**El-Djazair.com : Donc, on peut dire que l'innovation chez la gendarmerie a atteint ses objectifs, répondu aux attentes des uns et des autres ?**

**Le général Badaoui Guir:** Dans le monde moderne et scientifique, il n'y a pas d'alternatives à l'adaptation et à l'innovation. En tant qu'institution de sécurité ouverte sur le monde, la gendarmerie a jugé depuis plusieurs années que le développement technologique

*Rien n'échappe aux experts informaticiens de la Gendarmerie nationale.*



et scientifique ainsi que celui des moyens de l'information et de la communication doivent connaître un élan. Il ne faut pas oublier que les nouvelles technologies profitent à tout le monde dont les criminels qui ne cessent de développer leurs modes opératoires, ce qui impose un développement instantané des moyens de lutte. On ne peut plus lutter contre un crime moderne par des moyens classiques. Aussi, la société a beaucoup évolué et est de plus en plus plongée dans cette technologie, rejetant les anciens moyens de contact, d'où cette nécessité de lui procurer des moyens à la hauteur de ses attentes. Jusque-là, nous considérons que notre plan de développement, dans ce domaine, avance à grands pas notamment, qu'il a obtenu des échos exprimant une satisfaction citoyenne traduite par l'utilisation massive de notre ligne verte et notre site de pré-plainte et de renseignements ce qui nous encourage à innover sans cesse. Il faut noter, dans ce sillage, que la population a contribué à

l'augmentation des activités de la gendarmerie citant à titre indicatif que depuis le lancement du 10-55 plus de 250 000 services externes non planifiés ont été exécutés à la demande des citoyens, soit une nouvelle conception des services. Nous ne comptons pas nous arrêter à ces acquis et nous n'avons mis aucun délai ni point final à notre recherche d'innovation dans un monde qui n'arrête pas d'évoluer. En plus, il s'agit de la politique permanente du haut commandement, qui priorise toutes les actions à caractère préventif. A ce titre, le département de la télématique s'inscrit dans cette vision de l'institution pour le développement des solutions qui permettent la concrétisation de ces actions au profit des gendarmes et des citoyens. Nous n'épargnerons aucun effort pour accomplir nos missions pour une sécurité plus intelligente impliquant institution et citoyens.

R. Z.

Le permis piéton à 3000 élèves

## Pour une nouvelle culture de sécurité routière



*Réduire les victimes de l'asphalte par la sensibilisation*

Prévention à l'honneur, le permis de circulation piéton pour enfant a pour objectif principal d'introduire une culture de sécurité routière dans la société à travers l'école pour un nouvel espoir de pouvoir sensibiliser toute une société à travers ses enfants.



**L**a Gendarmerie nationale et le ministère de l'éducation ont procédé à la remise des premier « permis piéton pour enfants », à l'issue d'une formation en sécurité routière dispensée à près de 3 000 élèves des écoles primaires dans six wilayas. La remise du nouveau document éducatif, initié en début de l'année en cours par les départements respectifs du général-major Menad Nouba, commandant de la Gendarmerie nationale, et Mme Nouria Benghebrit, ministre de l'Education antionale, a été célébrée par une cérémonie grandiose au théâtre national algérien Mahieddine Bachtarzi, où élèves, famille de l'éducation nationale, gendarmerie et mouvement associatif se sont réunis pour célébrer la réussite de la phase pilote de l'initiative, première du genre à l'échelle africaine et arabe et deuxième au monde. Les initiateurs parmi les différents départements se sont félicités des résultats obtenus de cette première phase touchant six wilayas et annonçant de ce fait son élargissement à toutes les écoles à travers tout le territoire nationale. les différents intervenants à la cérémonie de clôture ont, en effet, appelé à cet élargissement qui doit toucher toutes les écoles primaires du pays, puis les écoles d'enseignement moyens et même les établissements scolaires privés afin de généraliser cette initiative censée introduire une nouvelle culture routière dans toute la société.

Prévention à l'honneur, le permis de circulation piéton pour enfant a, faut-il le noter, pour objectif principal d'introduire une culture de sécurité routière dans la société à travers l'école pour un nouvel espoir de pouvoir sensibiliser toute une société à travers ses enfants. L'idée de préparer les futures générations d'usagers de la route à des comportements responsables est enfin en voie de concrétisation après six mois d'étude par une commission

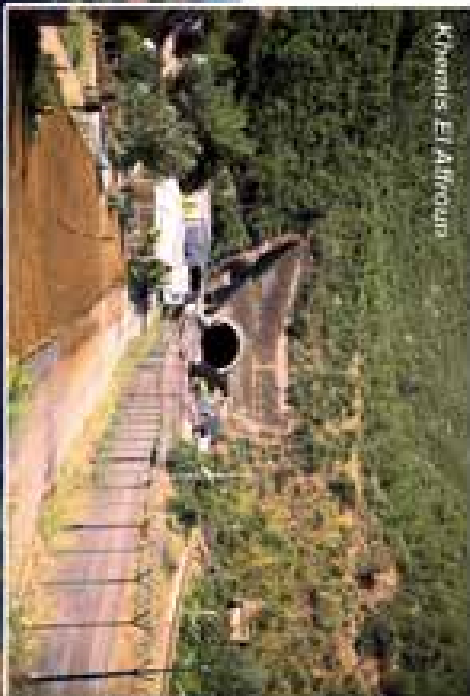


mixte entre la Gendarmerie nationale et le ministère de l'Education en partenariat avec l'agence de communication «Poster Algérie». Cinq semaines de formation assurée par une soixantaine de spécialistes en sécurité routière et affaires de mineurs dans six wilayas, ont permis de dévoiler un engouement pour une nouvelle culture contre un phénomène des plus meurtriers. Détente et savoir ont été à la portée des milliers d'enfants inscrits pour cette formation visant notamment à attaquer le problème de l'insécurité routière avant même son avènement et être à l'avance dans l'apprentissage du Code de la route et les droits et responsabilités des uns et des autres. Aussi, l'enfant piéton bien formé peut éviter des comportements dangereux qui peuvent nuire à sa sécurité sur la voie publique. «Un enfant est comme une feuille blanche sur laquelle on peut écrire de bonnes et de mauvaises choses. Notre mission est de lui inculquer un meilleur comportement sur la route en étant un piéton et un futur conducteur exemplaire. C'est une

nouvelle méthode pour une nouvelle culture de sécurité», nous résume le colonel Abdelhamid Kerroud, responsable de la communication au commandement concernant les sources inspiratrices de cette idée qui semble plaire à tous. De leur part, les enfants lauréats du permis piéton pour la cession pilote ont exprimé joie et fierté d'avoir décroché ce document contenant les informations civiles de l'enfant, son adresse, son école, la date de l'attribution du permis et sa photo ; soit son premier document d'identité comme usager de la route. Alger, Oran, Constantine, Béchar, Ouargla et Tamanrasset ont été les premières wilayas ayant bénéficié de cette démarche en attendant sa généralisation à la prochaine rentrée scolaire. C'est aussi une nouvelle stratégie de prévention pour toucher les adultes usagers de la route en donnant l'exemple par leurs propres enfants aux comportements exemplaires prouvés lors de l'apprentissage et de l'examen final.

**R. Z.**

Khemis El Alfrej



Algeria



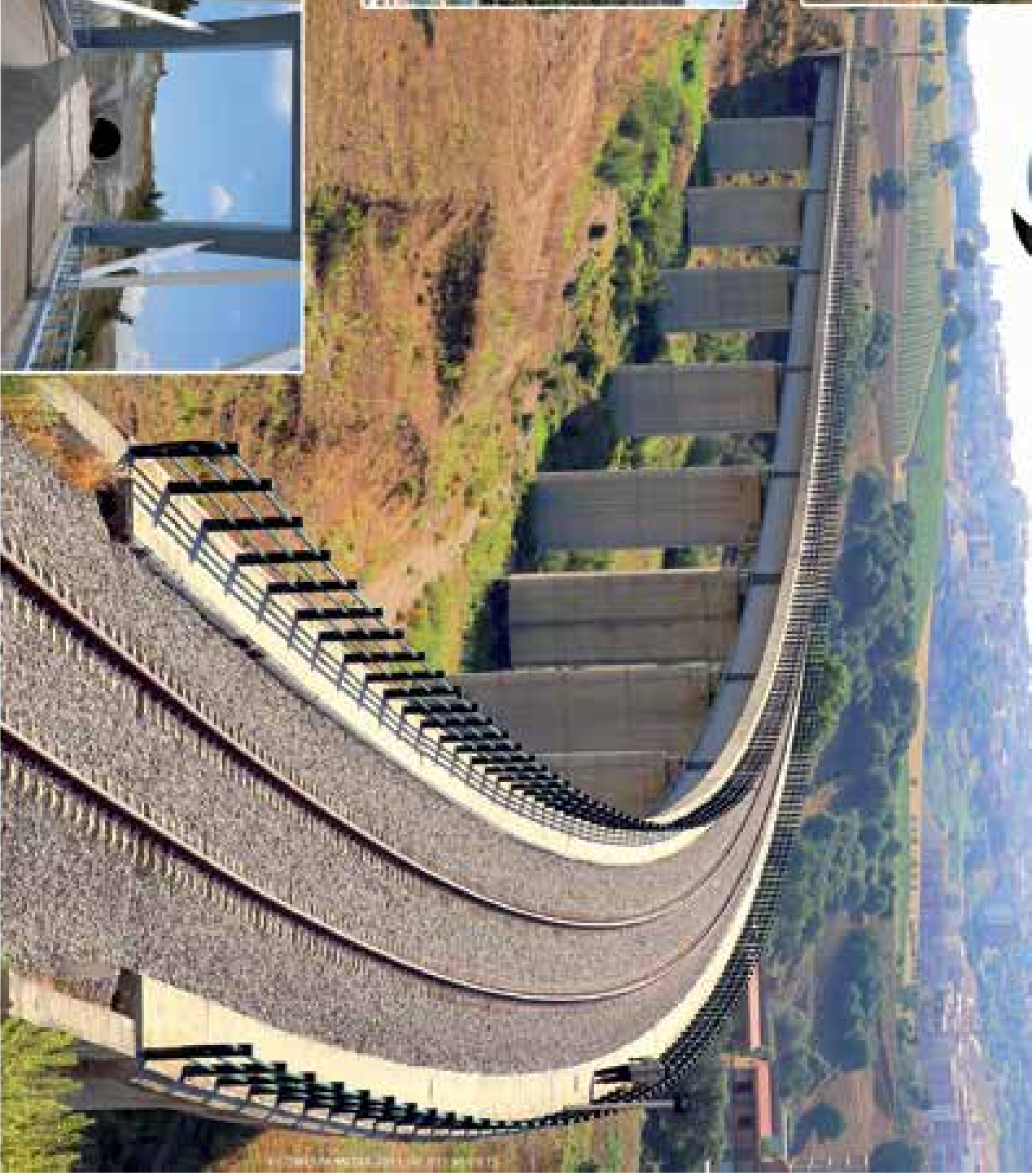
Beyala



Thénia



**SARL OZGUN**  
CONSTRUCTION ET EXCAVATION ALGÉRIE



Enderunlu Ismail Haki Sok.No : 6 Balmumcu – Beşiktaş – İstanbul – Türkiye  
+ 90 212 275 37 37

[www.ozgungroup.com](http://www.ozgungroup.com)

Le général-major Abdelghani Hamel

# « L'Afrique compte sur l'Algérie pour la mise en marche d'Afripol »



Les défis majeurs engendrés par les nouvelles formes de terrorisme, de radicalisation, de combattants terroristes étrangers, de cybercriminalité, de trafic illicite de drogues et d'armes à feu, en sus des crises migratoires et humanitaires, et autres fléaux criminels, constituent des facteurs de menace à la paix et la sécurité aux niveau national, régional et international.





L'organisation africaine pour la coopération policière Afripol sera officiellement lancée à partir du mois d'octobre prochain, selon le général-major Abdelghani Hamel, directeur général de la Sûreté nationale, qui a présidé, à Alger, la clôture des travaux de la réunion consultative sur le lancement de cette organisation africaine de coopération policière. « Une fois les textes avalisés, Afripol sera lancé officiellement », assure le général-major Abdelghani Hamel, précisant que la différence des lois de lutte contre la criminalité dans les pays membres d'Afripol n'est pas une entrave aux activités de cette organisation. Pour le DGSN, l'important est l'échange d'expériences, d'expertises et d'informations, l'essence même de cette réunion consultative à laquelle ont pris part des experts de l'Union africaine (U.A.), les organisations internationales Interpol, Asiapol et Europol ainsi que les bureaux régionaux africains de police. Dans son intervention de clôture, le général-major Abdelghani Hamel s'est dit convaincu que cette initiative

de partage d'expérience et d'expertise et de meilleures pratiques avec les organisations de police internationale et régionales constituera sans nul doute une démarche importante dans le développement d'Afripol en terme de vision de gouvernance stratégique, technologique et opérationnelle et ce pour une organisation forte et efficace. « Ces organisations ont échangé avec nous leurs expériences que nous avons débattues. Ce qui nous fera gagner du temps. Leurs expériences et expertises seront exploitées pour avoir une idée sur le fonctionnement de leurs organisations et les mesures prises pour transcender les différents obstacles. Cette réunion a été aussi une occasion pour exposer la vision consultative d'Afripol » indique le général-major Abdelghani Hamel, qui signale au passage que la désignation de la présidence d'Afripol est du ressort de l'U.A. ainsi que son financement. « Pour le moment, il n'y a pas encore de budget pour Afripol. Il faut d'abord attendre que les textes réglementaires soient adoptés et que la commission paix et sécurité de l'UA mette en place les crédits dans le cadre de son nouveau budget », explique-t-il, précisant que c'est l'Algérie qui

prend en charge, pour le moment, les frais qui découlent de cette organisation. Actuellement, l'Algérie abrite le siège de l'Afripol et assure le secrétariat général intérimaire, désigné par la DGSN. Le Gabon, le Soudan, l'Egypte et le Sénégal se sont portés volontaires pour dépêcher leurs cadres dans la police afin de renforcer l'équipe du secrétariat intérimaire, fera-t-il savoir. « Certains pays ont accepté que leurs cadres de la police soient détachés à Afripol. Dans une première phase, les pays africains comptent beaucoup sur notre pays pour la mise en marche de cette organisation », indique-t-il en faisant part, par ailleurs, de l'engagement de l'Algérie de chapeauter toutes les actions de formation qui seront initiées par les organisations internationales ou régionales. Dans leurs recommandations, les participants ont notamment salué la tenue de cette rencontre et son importance dans l'échange d'expériences avec les organisations régionales similaires « afin d'assurer le meilleur démarrage possible » à Afripol. Pour sa part,





le représentant de la commission de l'Union africaine, organisatrice de cette réunion, Tarek Ahmed Sharif, a précisé qu'Afripol « est un mécanisme africain de consultation, de coordination et d'échange d'expérience entre les différentes forces de police africaines et avec les autres organisations similaires et non pas une force d'intervention ».

Pour le général-major Hamel, les travaux de cette rencontre consultative « ont démontré combien la transnationalisation des défis et des menaces, aujourd'hui pleinement établie, constitue une donnée fondamentale dans la prise en charge des statuts rendant vaine toute idée de sécurité séparée » ajoutant que le champ d'intervention d'Afripol « pourrait connaître une extension considérable, en intégrant d'autres domaines ». Une variété, a-t-il dit, perçue au même titre que les risques, les menaces et les vulnérabilités auxquels fait face le continent africain. « Qu'il s'agisse de la sécurité économique, de sécurité environnementale, sanitaire et énergétique ou qu'il s'agisse de



sécurité des personnes et des biens, le foisonnement des approches sécuritaires traduit une situation nouvelle dans laquelle nous sommes appelées à agir de manière globale et multisectorielle », a relevé M. Hamel. En ce sens, le DGSN a estimé qu'Afripol « constituera un moyen de promouvoir une solidarité active afin de prévenir les nouvelles formes de criminalité émergente, et ce faisant, de conférer au principe de l'indivisibilité de la sécurité toute la crédibilité qu'elle mérite ».

Dans sa déclaration, le général-major Abdelghani Hamel a affirmé que l'apport d'Afripol constituera une « valeur ajoutée certaine » à la nouvelle architecture mondiale de sécurité. Intervenant à l'ouverture d'une réunion consultative sur le démarrage d'Afripol, le général-major Abdelghani Hamel a souligné que « les tragiques événements que nous enregistrons chaque jour, n'épargnant aucun continent, démontrent que la menace est globale et diffuse, laissant perplexes les polices les plus efficaces et les mieux organisées ». Pour le général-major Hamel, les défis majeurs engendrés par les nouvelles formes de terrorisme, de radicalisation, de

combattants terroristes étrangers, de cybercriminalité, de trafic illicite de drogues et d'armes à feu, en sus des crises migratoires et humanitaires, et autres fléaux criminels, « constituent des facteurs de menace à la paix et la sécurité aux niveaux national, régional et international ». Une situation qui requiert une réponse concertée et intégrée grâce à une coopération qui doit être solidaire, franche et spontanée, pour relever ces défis communs, dont l'apport d'Afripol constituera une valeur ajoutée certaine à la nouvelle architecture mondiale de sécurité, selon le directeur général de la Sûreté nationale, pour qui « meilleur garant » du succès d'Afripol « demeure la rigueur avec laquelle nous veillerons à mettre en œuvre » le processus de son démarrage, « dans le cadre d'une démarche qui doit répondre non seulement aux urgences sécuritaires, mais aussi et surtout s'inscrire dans la durée pour aboutir à une organisation continentale de coopération policière viable et pérenne à l'ère des ensembles régionaux et internationaux ».

R. B.





Service de protection et de sécurité

# Une vie consacrée au service des autres

La mission de protection et de l'accompagnement des personnalités incombe à la Direction générale de la Sûreté nationale conformément aux lois qui fixent l'organisation de ces missions au bénéfice des personnes qui y ont droit, indique le contrôleur de police Mehdi Mehidi, chef du service de protection et sécurité des personnalités, relevant de la Direction générale de la Sûreté nationale.

Par Meriem ALI MARINA

**L**es métiers de la sécurité sont en pleine expansion. En effet, les crimes, délits, violences et menaces terroristes ne font qu'augmenter.

Aujourd'hui, la protection est devenue l'affaire de tous, que ce soit par des systèmes de vidéosurveillance ou par la mise en place d'un agent en poste. La protection des VIP est leur quotidien. Eux ? Ce sont ces hommes en « costumes » et « lunettes noires » qu'on aperçoit aux côtés des personnalités et qu'on appelle communément « gardes du corps ». Des gardes qui doivent toujours être aux aguets car la vie d'autres personnes dépend de leur anticipation. Chaque ministre dispose de sa protection rapprochée alors que les autres accompagnateurs changent selon la permanence. Il leur est interdit d'utiliser le téléphone mobile durant les heures de travail mais un appareil spécial pour leurs communications. Ils ne quittent leur poste que lorsque le ministre rejoint son domicile et sont astreints au secret professionnel. Ils se différencient du protocole. Tous se posent toujours la question sur leur identité, tous les voient protéger les ministres, portant des lunettes noires et des complets classiques... Mais qui sont ces accompagnateurs ? On les croise souvent certes, mais que connaît-on de ces hommes en « costume » peu bavards ? Afin de répondre à la question et tant d'autres, le rendez-vous est pris en ce mois d'avril avec le contrôleur de police Mehdi Mehidi, chef du SPS (Service de protection et sécurité des personnalités) relevant de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

« La nature de notre travail exige une attention bien particulière. Une quelconque erreur peut constituer une menace donc il n'y a point de place à l'erreur, la négligence et l'insouciance. »

C'est avec ces termes que le contrôleur de police Mehdi Mehidi nous entraîne dans le monde d'agents de police pas comme les autres « La mission de protection et de l'accompagnement



des personnalités incombe à la Direction générale de la Sûreté nationale conformément aux lois qui fixent l'organisation de ces missions au bénéfice des personnes qui y ont droit », affirme notre officier qui nous reçoit dans son bureau. Avant de devenir actuel SPS (un service indépendant et rattaché directement au cabinet du DGSN le général major Abdelghani Hamel), la protection des personnalités a connu beaucoup de mutation. « Au début c'était juste un bureau des visites et des déplacements », rappelle le contrôleur de police, Mehdi Mehidi. C'est durant la décennie noire, en 1992 précisément, que l'Etat, via la DGSN, avait décidé de mettre sur pied un service dédié exclusivement à la garde rapprochée et à l'accompagnement des personnalités nationales. A cette époque, ces agents étaient tous des volontaires. Depuis, les choses ont évolué. Au SPS aussi. La mission de protection des personnalités étant très délicate et difficile quelle que soit la personnalité en vue, la DGSN a « beaucoup misé », sur la formation de ces agents. Le commandement de la DGSN a de tout temps insisté sur une formation adéquate pour ses éléments. Ceux du SPS ne sont pas en reste. «

Des formations sont régulièrement organisées au profit des spécialistes afin de se conformer aux normes et standards internationaux dans le domaine de la garde rapprochée », assure le contrôleur de police Mehdi Mehidi. L'investissement dans la ressource humaine a en effet permis à la police algérienne de s'octroyer une place de choix dans le classement international. Selon les explications fournies par le chef du SPS, n'est pas garde du corps qui veut. Pour ce faire, il faudrait d'abord jouir d'une bonne condition physique. « Les membres de la police sont intégrés dans le service sus-cité sur des critères précis, comme la constitution physique et la personnalité de l'individu, où les techniques de protection rapprochée leur sont inculquées », précise-t-il. Chose vérifiée le jour même de notre passage chez ces derniers dans leur « QG » à Alger puisque les agents du SPS sont croisés en survêtements au moindre recoin. Dans le même contexte, notre interlocuteur relève que les agents de la garde rapprochée bénéficient, auparavant, « comme tous les agents de police d'une formation de base dans les écoles de police ». Par la suite, la sélection de futurs agents





*Le contrôleur de police Mehdi Mehidi, chef du SPS*



nous invite à suivre de plus près des entraînements au profit des agents du SPS répartis sur les services des sûretés de wilaya. « Ces entraînements sont assurés par des formateurs algériens, qui, auparavant, avaient bénéficié pour leur part de formations dans des écoles d'autres pays », révèle notre officier de police. Un peu plus loin, une salle de sport « bien équipée » est mise à la disposition des agents du SPS selon, le contrôleur de police Mehdi Mehidi. Cette salle porte d'ailleurs le nom de l'agent de police Djamel Righi tombé sous les balles assassines des hordes islamistes en 1993. Il n'est pas le seul. « Ce sont en tout quelque 28 agents à avoir été assassinés en accomplissant leur devoir », déplore notre interlocuteur nous indiquant une stèle commémorative qui leur est dédiée dans l'enceinte même du SPS. Seul ou en équipe, le garde du corps ou agent de protection rapprochée assure la sécurité des VIP durant leurs déplacements professionnels ou privés en respectant des procédures précises, avec discrétion et dans le strict respect des lois. Chauffeur de sécurité, il reste là aussi avant tout un

de la garde rapprochée incombe à une commission « spécialisée ». Ce n'est pas fini. Des formations aux techniques de guerre et d'endurance sont également assurées pour les agents SPS au Centre d'instruction des commandos (CIC) de Boghar dans la wilaya de Médéa. « La DGSN a placé la formation policière comme axe prioritaire dans sa stratégie de développement et de modernisation de ses services, en la situant au cœur du processus de revalorisation de notre ressource humaine », avait assuré le DGSN dans l'une de ses rencontres avec les professionnels des médias.

## Des moyens et des résultats

Au QG du SPS, aucune minute n'est perdue. Alors que nous faisons des allers et retours entre les structures du SPS, accompagnés bien entendu de son premier responsable, ce dernier



*Des agents du SPS assurant la protection de l'ancien gouverneur de Californie Arnold Schwarzenegger, en visite en Algérie*





agent de sécurité rapprochée. Le garde du corps s'entraîne régulièrement afin d'être toujours opérationnel. Durant ses missions, outre ses qualités personnelles, il dispose de son arme, une radio, afin d'être en relation avec ses collègues pour agir instantanément. Pour les missions dites à risques, il dispose d'une mallette dépliable en trois parties comportant des plaques anti-balles pouvant protéger la personnalité. Discret et sportif, le garde du corps doit souvent posséder une arme. Cette arme indispensable selon la nature de la mission de l'agent de la garde rapprochée doit être connue et son usage maîtrisée. Pour ce faire, la DGSN ne lésine pas sur les moyens. Un grand stand de tir aux normes internationales est mis au profit des agents du SPS. « En somme, nos agents, comme tous les agents de la police algérienne, parallèlement à la gestion des carrières, le logement, la prise en charge du policier en matière d'œuvres sociales a été l'un des chantiers auxquels le DGSN s'est investi, sans relâche, depuis sa nomination à la tête de l'institution policière en juillet 2010. Les



*Une connaissance nécessaire à la manipulation en toute sécurité d'une arme, à sa mise en sécurité ou à sa mise en oeuvre dans le cadre de la légitime défense*

fonctionnaires de police, qu'ils soient en exercice ou en retraite, témoignent leur entière satisfaction par rapport aux sauts quantitatif et qualitatif enregistrés dans ce domaine, qui constituent l'un des facteurs majeurs

de motivation des personnels de police dans l'accomplissement de leurs missions de sécurité des personnes et de protection des biens », rappelle le contrôleur de police Mehdi Mehidi.



## Une journée « ordinaire »

De 1992 à ce jour, les agents du SPS ont acquis une longue expérience leur permettant d'accomplir, chacun, sa mission dans de meilleures conditions. Mais à quoi ressemble leur « longue journée » ? Pour le contrôleur de police Mehdi Mehidi, la mission débute dès que son service est informé d'un quelconque déplacement d'un ministre ou d'une personnalité. Le tout commence de la salle du trafic. Comme son nom l'indique, c'est de cette salle, gérée bien entendue par des policiers, que le travail de fourmi, mais discret, commence. C'est à partir de cette salle aussi, selon les informations qui nous ont été fournies, que tous les déplacements et déploiement des effectifs sont supervisés. « Tout est supervisé à partir de cette salle. Le mouvement d'un ministre en déplacement, par exemple est supervisé depuis que ce dernier quitte sa résidence jusqu'à son retour. Nos agents sont aux aguets. Rien n'est laissé au hasard. Le moindre détail est pris en compte. Dans notre métier, comme déjà souligné, l'erreur

n'est pas permise. A cet effet, chacun connaît et assume sa tâche dans les règles », note-t-il, soulignant dans ce cadre que la garde rapprochée dans notre pays se fait selon ce qui est appelé « l'école américaine » qui opte dans ce domaine pour « le diamant » sécuritaire composé généralement de cinq éléments. « D'autres unités opérationnelles en uniforme au sigle SPS peuvent intervenir dans le cas du besoin », ajoute notre interlocuteur. Sinon, à ses dires, le déplacement d'une personnalité est régi par des règles sécuritaires et protocolaires bien connues basées en premier lieu sur une « parfaite » coordination entre tous les autres services de sécurité tels que la Gendarmerie nationale.

## Des femmes...bodyguard

Ce qui était jusque-là l'apanage des hommes en Algérie, à savoir le métier de garde du corps des hauts responsables est en phase d'être aussi celui de la femme. Pour preuve, beaucoup de nos ministres femmes à l'image de Mme Nouria Benghebrit,

ministre de l'Education nationale, et de Houada-Imane Faraoun, ministre de la Poste et des technologies de l'information et de la communication, se sont distinguées de leurs collègues du gouvernement en optant pour un garde du corps féminin. La Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) forme en effet, depuis 2009, des femmes policières spécialisées dans cette spécialité. L'on ne dira pas plus s'agissant de leur nombre, mais ce qui est sûr et même certain, c'est que ce corps de sécurité attire de plus en plus nos filles. Elles sont nombreuses à opter pour ce métier. Lors de notre passage au QG du SPS à Alger, nous avons rencontré quelques-unes de ces « policières pas comme les autres ». Pour l'agent SPS, Ismahan la profession de policier l'a toujours fascinée. « Pour moi, c'est un métier noble dans lequel on évolue chaque jour que Dieu fait », assure celle qui intégrera le corps en 1999. « Le SPS est une découverte pour moi », résume cette fille d'un ancien policier. Idem pour Sarah, elle aussi agent SPS. Timides mais rayonnantes dans leur uniforme bleu, nos deux sergentes femmes ne cachent pas leur « fierté d'appartenir à ce corps d'élite ». « C'est un honneur d'appartenir à cette institution », assure l'agent Charkia. « A la police on a appris surtout à être responsables », disent-elles unanimement. Pas trop bavardes, ces deux jeunes femmes dégagent une assurance que beaucoup d'hommes ne possèdent pas. C'est dire que contrairement à bon nombre de formations politiques et personnalités qui font des discours sur la réhabilitation du rôle de la femme sans oser passer à l'acte, les services de sécurité servent aujourd'hui d'exemple en matière de promotion des Algériennes. L'ANP, la Gendarmerie et la DGSN offrent aujourd'hui toutes les conditions favorables pour que les femmes s'intègrent sans difficulté et démontrent une compétence et un savoir-faire équivalents ou supérieurs à ceux des hommes.

M. A. M



*De plus en plus des policières optent pour ce métier.*



*L'Algérie qui a jeté les fondements d'une véritable politique de recherche scientifique et de développement technologique, devra à présent, veiller à en recueillir les fruits, y compris au profit du secteur économique productif.*

**Le Président Abdelaziz Bouteflika, décembre 2014.**



**Pr Tahar Hadjar,**  
ministre de l'Enseignement supérieur  
et de la Recherche scientifique

# « L'Université algérienne n'a jamais été en retard »

Pour mieux canaliser les flux d'étudiants à l'avenir, et permettre à ceux parmi-eux qui ne peuvent pas suivre une formation résidentielle, l'université se prépare à développer d'autres modes d'enseignement, à l'image de l'enseignement en ligne, et/ou à distance, de la formation par alternance et de la formation continue, à travers l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication appliquées à l'enseignement. Le réseau d'établissements pédagogiques et d'œuvres universitaires sera renforcé, à la faveur de la réception, dans le courant de cette année, de 99.000 nouvelles places pédagogiques et 55.000 lits, souligne le ministre de l'Enseignement supérieur dans cet entretien, précisant que l'objectif visé par la Loi d'orientation de la recherche scientifique et le développement technologique est d'orienter la recherche vers le secteur économique et social, pour rattraper le retard accumulé, depuis de longues années, dans ce domaine.

Par leila BOUKLI



**El-Djazair.com** : L'Algérie compte un nombre très important d'étudiants. Selon les statistiques officielles, ils seraient 1,5 million presque autant qu'en France qui a une population plus nombreuses et un revenu national, bien plus élevé. Quelles seraient, selon vous, les conséquences d'ordre sociétal pour le pays à moyen terme ?

**Pr Tahar Hadjar** : Effectivement, l'Université algérienne dispose de grandes capacités d'accueil qui lui permettent d'assurer une formation résidentielle à tout étudiant détenteur du baccalauréat. C'est une constante dans la politique de l'Etat depuis l'indépendance. Depuis, des moyens colossaux ont été consentis par l'Etat pour mettre en place un réseau universitaire à travers tout le territoire national. Ce réseau est composé aujourd'hui de 107 établissements universitaires. En fait, il n'y a pas une wilaya qui ne dispose pas d'au moins un établissement universitaire. C'est ce qui explique l'aisance relative observée dans la satisfaction de la demande, aussi importante soit-elle, exprimée chaque année et qui a accéléré la multiplication des effectifs globaux, estimés, aujourd'hui, à hauteur de 1.5 million d'étudiants, et dont la moitié est hébergée dans les résidences universitaires. Là aussi, l'effort de réalisation des structures des œuvres universitaires pour l'hébergement et la restauration, à travers toutes les wilayas, est considérable. Pour mieux canaliser les flux d'étudiants à l'avenir, et permettre à ceux parmi-eux qui ne peuvent pas suivre une formation résidentielle, l'université se prépare à développer d'autres modes d'enseignement, à l'image de l'enseignement en ligne, et/ou à distance, de la formation par alternance et de la formation continue, à travers l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication appliquées à l'enseignement. Pour répondre à la seconde partie de votre question, je dois rappeler que l'un des soucis majeurs du secteur de l'enseignement

supérieur et de la recherche scientifique est d'améliorer sans cesse l'indice du développement humain (IDH) à travers un enseignement de qualité. Au niveau international, on parle de l'économie de la connaissance et l'innovation. Notre objectif premier aujourd'hui est de permettre à l'université algérienne d'atteindre les standards internationaux dans ce domaine. D'où cet engagement résolu vers une réforme qui réponde aux besoins pressants du développement scientifique et technologique.

**El-Djazair.com** : On constate également que les étudiantes sont relativement de plus en plus nombreuses tant dans les facultés que dans les résidences universitaires. Quelles remarques pourriez-vous nous faire ?

**Pr Tahar Hadjar** : C'est un phénomène normal que l'on retrouve un peu partout dans le monde. Chez nous, il faut dire que la gent féminine est présente à plus de 60% en sciences humaines et à 40% en sciences et techniques. C'est là, une des conséquences de la politique nationale d'éducation et de formation basée sur l'égalité des chances entre tous les Algériens des deux sexes. Cela démontre aussi que l'étudiante a acquis un statut particulier dans la société algérienne en constante évolution et s'affirme pour avoir sa place dans de nombreux domaines, notamment dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, grâce à sa volonté et à son abnégation.

**El-Djazair.com** : Vu la relative faiblesse de la vie collective pour les jeunes en particulier dans les établissements universitaires, la vie estudiantine dans les résidences universitaires devient un lieu important de socialisation où les jeunes font l'apprentissage de la vie en collectivité. N'y voyez-vous pas un rôle particulier des gestionnaires des résidences universitaires ?

**Pr Tahar Hadjar** : La vie estudiantine constitue un des aspects importants dans la bonne marche de l'université ainsi que dans l'amélioration de la qualité de la formation supérieure. En effet, la réussite de l'étudiant dans son cursus pédagogique nécessite l'amélioration de son cadre de vie et d'études au sein des résidences universitaires et des établissements pédagogiques qui les accueillent. Ainsi donc, la prise en charge des conditions de vie et d'études des étudiants par la promotion et la modernisation du secteur est placée au cœur de la stratégie engagée, laquelle vise à offrir de meilleures prestations aux étudiants, en veillant à rationaliser les dépenses publiques y afférentes. Dans ce cadre, une série de mesures ont été prises, cette année, pour améliorer la vie dans les campus.

Il faut dire aussi qu'afin d'offrir une occupation utile aux étudiants et leur permettre d'évacuer la pression des études et de s'épanouir, nous avons instruit les gestionnaires des œuvres universitaires à engager des actions pour une relance des activités sportives et de loisirs envers les étudiants résidents par l'organisations de championnats et d'autres actions intellectuelles, scientifiques et culturelles, car la vie dans la cité universitaire n'est pas seulement confinée dans la restauration et le transport. A ce propos, je souligne ma satisfaction devant l'émergence d'associations sportives et de clubs scientifiques, à travers les différents établissements. Pas moins de 300 clubs scientifiques activent au niveau des établissements universitaires, dans diverses disciplines. Certains d'entre eux se sont distingués, au plan international, par des innovations qui ont été primées. L'engouement des jeunes étudiants pour ces espaces de rencontre, de réflexion et d'expression scientifiques, doit être encouragé. D'ailleurs, un Salon de l'innovation a été organisé durant les vacances de printemps à l'université Cherif Messaadia, de Souk-Ahras. Aussi, les échanges interuniversitaires, organisés durant

les vacances universitaires permettent aux étudiants des différentes régions du pays de se rencontrer. Ceux du Sud vont, par exemple, à la rencontre de leurs camarades d'Alger et ceux de l'Ouest à l'Est. Ceci permettra le brassage, grâce au rapprochement bénéfique pour tous nos étudiants, et la découverte de la diversité de nos espaces et de nos paysages et des us et coutumes de différents endroits du pays. Aujourd'hui, c'est devenu une tradition pour les responsables des œuvres universitaires de préparer un programme, à l'occasion des vacances universitaires.

**El-Djazair.com :** La multiplication du nombre des universités a fait de celles-ci des établissements régionaux, ne pensez-vous pas que ceci peut rapprocher encore plus les établissements des autorités locales et des opérateurs économiques locaux qu'il faudrait impliquer davantage ?

**Pr Tahar Hadjar :** Cette multiplication des universités obéit au schéma national d'aménagement du territoire. C'est donc un projet structurant qui a créé une dynamique au sein des villes de l'intérieur. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique vise, à travers son réseau universitaire, à répondre à toutes les demandes exprimées localement, notamment par l'adaptation de ces programmes de formation, ainsi que par l'élaboration d'une stratégie de recherche adéquate. Ceci doit interpeller les autorités locales à s'intégrer dans cette dynamique pour être non seulement au diapason de ce nouveau dynamisme, mais surtout de faire profiter leurs localités respectives de l'intelligentsia, ainsi que des travaux de recherche et autres projets de création que réalisent ces universités. La politique du secteur est d'orienter davantage l'université vers d'abord son lieu d'implantation, puis la région immédiate et ensuite le niveau national et pourquoi pas international. Mais avant tout, elle

doit se pencher sur les problématiques posées localement. Dans ce cadre, l'université a déjà pris en charge cette préoccupation et les exemples sont légion.

**El-Djazair.com :** Très attendue, une conférence nationale d'évaluation du système LMD s'est tenue récemment à Alger pour, entre autre buts, consolider ses aspects positifs et corriger ses dysfonctionnements. Pourriez-vous nous dire plus sur l'application des recommandations arrêtées lors de cette conférence, sachant que vous avez insisté sur le fait que le système d'enseignement universitaire devrait passer au stade de l'efficacité, de l'adaptation et de la qualité ?

**Pr Tahar Hadjar :** Effectivement, une conférence nationale des universités élargie au secteur socio-économique et dédiée à l'évaluation du système LMD, a été tenue les 12 et 13 janvier 2016 au palais des nations. Elle a regroupé plus de 900 participants représentant la communauté universitaire (enseignants, étudiants, partenaires sociaux) et le secteur économique et social. Durant ces deux jours, un riche débat autour des conditions d'amélioration de la qualité de la formation universitaire a été engagé entre les différents conférenciers et intervenants et couronné par des recommandations issues des différents ateliers mis en place autour des thématiques à savoir :

- évaluation des formations en licence-master, doctorat et apport de la coopération internationale,
- relation université-secteur socio-économique,
- gouvernance universitaire,
- vie étudiante.

Parmi ces recommandations, on peut citer celles ayant trait à l'offre de formation en licence et master, à la formation doctorale, aux pratiques pédagogiques, aux passerelles et à la mobilité, également à l'accompagnement, le tutorat, ainsi qu'à la relation université-

secteur économique et social, la réglementation et la coopération. Ces recommandations, très nombreuses et que je ne peux citer toutes et qui sont contenues dans un rapport de synthèse, sont pertinentes et seront prises en compte et intégrées dans le plan d'action du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. J'ai estimé nécessaire d'instituer un groupe de travail composé de représentants de l'administration centrale et des différents partenaires, pour assurer le suivi de l'application de ces recommandations sur le terrain.

**El-Djazair.com :** Où en sont les préparatifs de l'année universitaire 2016/2017 et quelle évaluation faites-vous de l'actuelle année universitaire ?

**Pr. Tahar Hadjar :** La préparation de la rentrée universitaire est l'une des actions les plus importantes du secteur. C'est un événement qui mobilise toute la communauté universitaire ainsi que l'instance d'évaluation et d'habilitation, en vue de réunir les conditions d'une rentrée sereine et apaisée, notamment en matière de pédagogie, de restauration et d'hébergement. En ce qui concerne la prochaine rentrée, il y a lieu de signaler que cette préparation s'effectue, comme à l'accoutumée, depuis le début de l'année en cours. Le secteur a capitalisé une grande expérience en la matière. Ces préparatifs vont bon train, des mesures ont été prises pour améliorer les opérations d'orientation et d'inscription des nouveaux bacheliers. Une commission est à pied d'œuvre pour apporter des correctifs à la fiche de vœux qui sera interactive et réduite à cinq choix au lieu des dix habituels, pour permettre au nouveau bachelier un meilleur ciblage des filières de son choix. Des explications lui seront fournies, au moment opportun, sur les critères qui lui permettent de remplir de la meilleure manière sa fiche de vœux, afin d'obtenir satisfaction quant à son

inscription à l'un de ses choix. Les documents relatifs à l'orientation et à l'inscription du nouveau bachelier qui étaient imprimés sur support papier, seront mis, cette année, en ligne sur le site du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et ceux des établissements universitaires. Aussi, le réseau d'établissements pédagogiques et d'œuvres universitaires sera renforcé, à la faveur de la réception, dans le courant de cette année, de 99.000 nouvelles places pédagogiques et 55.000 lits. Pendant la période des inscriptions, les infrastructures de services seront ouvertes, afin de faciliter les inscriptions pédagogiques et celles des œuvres universitaires (bureau de poste, internet...). Des cellules d'accueil et d'orientation seront créées, en collaboration avec les associations estudiantines et les enseignants imprégnés du système pédagogique. Les sites web des universités et des directions des œuvres universitaires seront mis à la disposition des étudiants, avant, pendant et après les inscriptions. Tous les moyens de communication disponibles, radios, chaînes de TV ...etc. seront mis à contribution pour orienter les primo-étudiants. Tout ce dispositif sera mis en place pour permettre un meilleur accueil des nouveaux bacheliers, et assurer un bon déroulement à l'opération d'inscription.

**El-Djazair.com :** Vous avez pris de nouvelles dispositions pour ce qui est de la délivrance des équivalences des diplômes obtenus par les Algériens à l'étranger, sans laquelle les demandeurs de cette dernière sont pénalisés. Peut-on avoir plus d'explications ?

**Pr Tahar Hadjar :** La question des équivalences des diplômes obtenus à l'étranger mérite une attention particulière et un intérêt accru, afin d'alléger les procédures de leur délivrance, sans pour autant déprécier la valeur du diplôme algérien. Nous avons mis en œuvre

plusieurs dispositifs qui tendent à simplifier et à améliorer le traitement des équivalences et à réduire les délais de délivrance. Dans ce cadre, on peut citer entre autres, l'arrêté 1260 du 20 décembre 2015 qui simplifie et fixe les documents pour l'obtention d'équivalence.

Si le dossier est complet et conforme à cet arrêté, le retrait de l'équivalence se fera dans les deux jours qui suivent. Cependant, il existe des cas où il est fait obligation de soumettre la demande d'équivalence à l'expertise, à l'exemple des sciences médicales (médecine - pharmacie - médecine dentaire). Toutefois, un nouveau texte est en préparation au niveau du ministère, pour remplacer celui en vigueur depuis 1971, pour améliorer davantage la gestion de la délivrance des équivalences.

**El-Djazair.com :** Vous avez récemment insisté sur l'importance de la concertation et du dialogue avec les partenaires sociaux ?

**Pr Tahar Hadjar :** Depuis mon arrivée à la tête de ce département ministériel, je n'ai cessé de souligner l'importance du dialogue et de la concertation, en tant que moyen de règlement des conflits qui peuvent naître ici ou là. Notre conviction est que cette démarche est la seule à permettre de créer les conditions favorables à un développement conséquent de notre université. J'ai d'ailleurs institué deux commissions de concertation, l'une avec les partenaires sociaux et l'autre avec les associations estudiantines qui se réunissent tous les trois mois, sous ma présidence, pour examiner la situation et adopter ensemble les mesures nécessaires à la bonne marche des établissements universitaires. Trois réunions ont déjà été tenues, en septembre, en décembre et en avril courant.

J'ai toujours insisté sur l'ouverture des portes du dialogue entre l'administration universitaire et ses partenaires (enseignants, étudiants et travailleurs). Je rappelle qu'il y

a lieu de développer des canaux de communication au sein des établissements, à l'adresse des différents acteurs de la communauté universitaire, et j'insiste aussi sur l'engagement des responsables universitaires dans la prise en charge des préoccupations de la communauté universitaire.

Il faut dire que des efforts d'adaptation institutionnelle ont été accomplis dans ce sens, et ils doivent se poursuivre, notamment par l'utilisation de méthodes de gestion plus modernes qui favoriseront la circulation de l'information et la participation de toutes les parties concernées à la prise de décision et que ces méthodes doivent reposer sur une vision prospective, sans toutefois perdre de vue les objectifs initiaux.

**El-Djazair.com :** Vous avez déclaré, il n'y a pas très longtemps, que l'université algérienne « est dans la bonne voie ». Etes-vous d'accord avec les critères de classement internationaux des universités et la place donnée à l'université algérienne ?

**Pr Tahar Hadjar :** En effet, l'université algérienne a évolué notablement dans les différents classements. Et nous pouvons citer comme indice de cette évolution le positionnement de l'université de Sidi Bel Abbès à la 1725<sup>e</sup> place dans le classement mondial de Shanghai, sur un total de 27 000 universités. Au plan régional, nous remarquons que sur 20 universités maghrébines classées, 12 sont algériennes et sur 100 universités arabes, 16 sont aussi algériennes. Ces chiffres prouvent, on ne peut mieux, que l'Université algérienne n'a jamais été en retard et enregistre des avancées encourageantes. Ceci ne peut que nous réjouir, sans toutefois oublier que ce classement n'a en réalité aucun impact sur nos universités, car il est plutôt commercial, et beaucoup d'universités qui y figurent sont de droit privé et font, par conséquent, du marketing pour attirer les étudiants, ce qui n'est pas le cas de l'Université



algérienne qui est nationale et publique et vise des objectifs de formation de cadres pour répondre aux besoins du pays. Ces classements, il faut le dire, ne se font pas sur la base d'audits, mais de publications scientifiques sur les sites web des établissements de l'enseignement supérieur. Et certains pays recourent au recrutement d'éminents enseignants étrangers pour de courtes durées, en vue de diffuser leurs publications sur les sites web de leurs universités, afin d'améliorer leur classement. En ce qui concerne l'université algérienne, nous nous attelons à améliorer la visibilité des sites de nos universités tant en ce qui concerne la forme que le contenu, afin de remédier aux insuffisances constatées. Enfin, l'adaptation rapide et la réussite des étudiants algériens qui suivent des formations dans des universités étrangères, prouve qu'ils ont reçu une bonne formation en Algérie, qui leur permet de réaliser des résultats appréciables sous d'autres cieux. Ce saut qualitatif réalisé par l'Université algérienne a été aussi rendu possible grâce aussi aux réformes engagées ces dernières années par notre département ministériel.

**El-Djazair.com : Abordons, si vous le permettez, le volet de la recherche scientifique. Les résultats sont-ils appréciables, au vu des moyens qui y sont mis par l'Etat ?**

**Pr Tahar Hadjar :** L'Etat a toujours été très sensible à la question de la recherche, en tant que domaine privilégié dans la stratégie nationale de développement. Avec la loi d'orientation de la recherche scientifique et du développement technologique de 2008, la recherche a connu un nouvel essor, cette loi ayant permis la mise en place, pour la première fois, d'un organe national permanent, qui assure la politique générale de la recherche scientifique et le développement technologique en Algérie. Dans ce nouveau contexte, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

scientifique s'est attelé, d'abord, à créer l'environnement adéquat qui permet au chercheur de mener ses activités de recherche dans de bonnes conditions. C'est ainsi que des actions ont été lancées, notamment à travers les points suivants :

- organisation de la recherche (mise en place du système national de la recherche : Conseil national d'évaluation de la recherche (CNE), comité intersectoriel (CIS), CSP (comité sectoriel permanent), Agence thématique de recherche, centre de recherche, laboratoire de recherche et équipe de recherche).
- Ressources humaines : il fallait intégrer un nombre critique de chercheurs et d'enseignants chercheurs pour mener l'activité de recherche (Plan national de recherche-PNR).
- Infrastructures : vu le manque de centres et de laboratoires de recherche, il a fallu construire de nombreux centres de recherche, depuis 2008, blocs de laboratoires de recherche, plateaux techniques de recherche, des stations expérimentales...
- Equipements : toutes les infrastructures de recherche ont été équipées selon les besoins exprimés par les chercheurs et selon la spécificité socio-économique de la région d'implantation.
- Programmation : plus de 2.200 projets nationaux de recherche ont été menés sur la base des besoins et des préoccupations du secteur socio-économique, dont 300 ont été évalués valorisables et qui sont visibles et accessibles sur le site de la DGRSDT : [www.dgrsdt.dz](http://www.dgrsdt.dz).
- Valorisation et impact : de nombreux salons et expositions ont été organisés afin de vulgariser la science pour le citoyen algérien et de mettre en évidence les services et les solutions qu'offre la recherche scientifique au secteur socio-économique. Il est à signaler, dans ce contexte, qu'une centaine de

projets est en voie de valorisation par l'Agence nationale de valorisation des résultats de recherche (ANVREDET).

**El-Djazair.com : La recherche en Algérie est-elle orientée vers les besoins de l'économie nationale ?**

**Pr Tahar Hadjar :** L'objectif visé par la Loi d'orientation de la recherche scientifique et le développement technologique est d'orienter la recherche vers le secteur économique et social, pour rattraper le retard accumulé, depuis de longues années, dans ce domaine. Aujourd'hui, le point faible de notre système national de recherche réside dans le fait que 90% du potentiel chercheurs se retrouvent concentrés au niveau des établissements universitaires, contrairement aux pays développés et émergents, où 80% de ce potentiel exercent dans le secteur socio-économique. Ainsi, la Loi sur la recherche scientifique a prévu la mise en place de la thèse de doctorat en entreprise, ce qui permettra de créer la dynamique indispensable à la résolution des problèmes propres à l'industrie ainsi qu'à hisser l'actif immatériel de l'entreprise. La thèse de doctorat se déclinera sous forme d'un projet de recherche dans le cadre d'une équipe mixte regroupant au moins le doctorant, le directeur de thèse et un expert de l'entreprise pour une durée déterminée, à l'issue de laquelle le doctorant, riche de son expérience professionnelle, intégrera le monde économique avec son portefeuille de compétences.

La mise en place d'un tel dispositif répondra aux impératifs suivants :

- le développement de l'industrie nationale par la promotion et l'innovation,
- l'insertion professionnelle des docteurs dans l'industrie,
- l'ouverture des carrières professionnelles des travailleurs en entreprise.

L. B.





Pr Tahar Hadjar, ministre de l'Enseignement supérieur  
et de la Recherche scientifique

# Un pur produit de l'indépendance

Mordu d'informatique, sportif accompli, poète, Tahar Hadjar compte à son actif de nombreuses publications, entre autres, la traduction de l'encyclopédie Larousse « De la littérature et des genres littéraires » du français à l'arabe. Durant son parcours professionnel, Tahar Hadjar a assumé diverses fonctions aussi bien académiques qu'administratives.

Par Leila BOUKLI



**L**a famille Hadjar s'est établie, il y a de cela quelques siècles, dans la région de Tiaret, située à l'ouest du pays dans la région des Hauts-Plateaux. C'est une région pastorale connue pour sa riche histoire, politique, culturelle, spirituelle... Sa jumenterie, son blé, sa fantasia... C'est aussi dans cette région qu'Ibn Khaldoun se recueille pour écrire « les Prolégomènes ».

C'est dans la commune de Meghila à Tiaret, que vient au monde, un 2 janvier 1953, le benjamin de la fratrie, forte de trois frères et d'une sœur, que l'on prénommera Tahar. Il perd sa mère alors qu'il n'a qu'un an. Son père paysan, de son état, refuse de se remarier et Tahar est élevé par son aîné, Abdelkader, officier de l'ALN, actuel ambassadeur à Tunis, frère

auquel il doit tout. Ce dernier d'abord enseignant à Sougher, apprend l'existence d'un concours d'accès à l'université d'Alger qu'il obtient et c'est comme cela que la famille viendra vivre dans la capitale, dans le quartier mythique de Bab El Oued. « C'est grâce à l'indépendance, nous dit-il que j'ai pu aller à l'école par le biais d'une importante décision politique prise par le gouvernement de l'époque, qui permettait à tout Algérien de 6 à 16 ans de s'inscrire dans un établissement scolaire. Auparavant, j'ai suivi les cours de l'école coranique, à Tiaret, à l'instar des jeunes de mon âge. » Commence alors, la saga algéroise, par une inscription, au CEG Condorcet en première année, puis au collège Lelièvre, jusqu'en 1967. Son certificat d'études en poche, il devient normalien à la célèbre école

de la Bouzaréah, qui avec celle de Constantine vont fournir la majorité des enseignants du primaire en Algérie. Il fait aussi l'Ecole normale supérieure de Kouba et parallèlement s'inscrit à l'université d'Alger d'abord en journalisme puis en lettres arabes. Etudiant très actif, membre fondateur de l'UNJA, créée le 19 mai 1975, il est représentant élu des étudiants pour participer à la Conférence nationale de la jeunesse, sous le défunt Président Houari-Boumediène.

En 1976, il décroche sa licence ès-lettres, puis une année plus tard, soit en 1977 un diplôme de méthodologie ; va à Damas où il s'inscrit pour un DEA ès-lettres arabes et en 1981 il obtient son Magister toujours à Damas. En janvier 1987, on le retrouve en France, où il décroche un doctorat d'Etat en sciences humaines de l'université Paris IV- Sorbonne.

Spécialisé dans la période abbasside, avec comme sous-chapitre « la poésie politique », il compte à son actif de nombreuses publications, entre autres, la traduction de l'encyclopédie Larousse « De la littérature et des genres littéraires » du français à l'arabe, publiée à Damas en 1984 (Editions Tlass).

En 2014, sera édité « La poésie politique sous les abbassides », de même que « Le concept de l'autorité en Islam », tiré de sa thèse, qui se trouve aux Annales de l'université d'Alger. Ses recherches sur ce passionnant sujet durent depuis 30 ans. Il aura sa vie durant fait deux carrières en parallèle, académique et administrative. Il a encadré à ce jour une centaine d'étudiants et continue de diriger des recherches et d'encadrer magisters, doctorants et mémoires.

Tahar Hadjar a mis à profit sa formation de journalisme pour exercer dans sa spécialité les fonctions de directeur de la revue « Langues et littératures arabes », de rédacteur en chef des revues « Les Annales » et « Recherches » de 1990 à 1996.

Ce fils de chorfa a donc assumé diverses fonctions académiques et administratives, toujours à l'université d'Alger, dont il connaît

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

tous les recoins pour y avoir exercé dans tous les paliers. Sans remous d'aucune sorte. Il faut dire que c'est un homme de dialogue et de concertation doté d'une grande force d'écoute, fort d'une vie intérieure intense et d'une grande culture.

Assistant à l'institut de langue et littérature arabes, de 1976 à 1977, époque où j'ai eu le plaisir de l'avoir comme enseignant pour un module d'arabe comptant pour un DEA en lettres espagnoles ; maître assistant de 1981 à 1982 ; maître de conférences de 1987 à 1993 ; professeur depuis 1993 ; sous-directeur à l'institut de lettres arabes, puis directeur de ce même institut. Recteur, une fonction qu'il assumera de 1996 jusqu'au 14 mai 2015, date de son entrée dans le gouvernement Sellal, en tant que ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Auparavant, il est vice-recteur de l'université d'Alger, chargé de la post-graduation et de la recherche scientifique de 1993 à 1996 ; directeur de la coopération et des études juridiques au ministère de l'Éducation nationale, durant une année, soit de 1993 à 1994, président du comité pédagogique de littérature de 1981 à 1982.

Tahar Hadjar a touché à d'autres secteurs autres que l'université. Il a été membre fondateur du CNES et de l'Association professionnelle et maître de conférences (ANPMC), membre du Haut Conseil de la Magistrature, membre du Conseil d'administration de l'Institut de diplomatie et des relations internationales, membre du Conseil d'administration de l'Agence algérienne de la coopération internationale, président de la commission mixte d'exploitation de la prospective algéro-française durant 16 ans, mais aussi vice-président de la Commission nationale de la réforme du système éducatif de 2000 à 2001, et de 1998 à 2004, président de la commission nationale des programmes de l'éducation nationale, membre du Conseil d'administration de l'Agence algérienne de la coopération internationale, membre du Conseil

d'administration de l'Agence algérienne du développement de la recherche scientifique ainsi que de la Bibliothèque nationale, président du Conseil d'administration de l'Université de la formation continue à Alger, mais aussi membre du Conseil d'administration de l'université arabe (Naif), des sciences sécuritaires, domicilié à Ryad, au Koweït, membre du conseil d'administration de la Fondation Al Babin, et enfin membre du conseil d'administration du Fonds arabe de lutte contre l'analphabétisation...

Ce mordu d'informatique a toujours été bon élève, du primaire au doctorat. Souvent major de promo, il est la fierté de sa famille. Il excelle dans tout ce qu'il entreprend, la poésie, qu'il dit avoir perdu en entrant dans l'administration, le sport, la musique...

Tahar Hadjar, étudiant à Damas, a été champion d'échec ; champion

de tennis de table, capitaine d'une équipe de football. Il a aussi étudié la musique et est un virtuose de l'un des instruments les plus difficiles, l'oud. C'est en Syrie qu'il connaît sa femme Latifa, étudiante, comme lui, en Lettres arabes, aujourd'hui docteur de littérature arabe, enseignante depuis 30 ans, à l'université d'Alger. Deux de leurs trois enfants naissent à Damas. « Ils ont tous terminé leurs études avant que je ne sois ministre », nous dit-il. L'aîné des garçons est docteur en droit, sa fille, docteur en sciences de gestion et son benjamin, architecte.

Nous ne pouvons résister en le quittant de lui poser une question sur les événements de Syrie.

« De voir Damas détruite, une ville qui a plus de 5000 ans, me fait mal. » Il n'y a que de bons souvenirs et compte à ce jour de nombreux amis.

**L. B.**



La recherche scientifique en Algérie

# Un pilier du développement économique



Le développement des nations dépend de leur niveau scientifique, technique et culturel. A ce titre, la valeur du système d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, son aptitude à former les générations futures constituent un important enjeu stratégique. C'est d'ailleurs une des priorités du président de la République Abdelaziz Bouteflika. Aussi, l'Algérie se doit de mettre en valeur toutes les capacités cognitives et le développement technologique au service de l'économie nationale.

Par Meriem ALI MARINA



**L**a place stratégique qui occupe le secteur de la recherche scientifique dans toute action visant la libération des peuples, leur développement et le progrès de leur économie fait que sa réforme constitue une des grandes priorités dans les programmes et décisions de tous les pays développés et de la majorité des pays en voie de développement. De ce fait, toute action de réforme dans le domaine de la recherche scientifique et, auparavant, tout diagnostic de la crise concernant ce sujet ne pourraient se concevoir que dans le cadre d'un projet sociétal global et bien défini. D'autant que pour les pays en voie de développement, à l'instar de l'Algérie, la recherche n'est pas un luxe. Elle constitue la première des conditions d'un développement maîtrisé localement. Dans son intervention lors d'une rencontre sur « la recherche scientifique et la créativité au service du développement agricole et de l'aquaculture », Tahar Hadjar, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a révélé que la nouvelle loi d'orientation sur la recherche scientifique qui sera promulguée prochainement « devra accélérer la recherche dans le secteur économique », sachant qu'à partir de 2017, chaque université aura un projet d'entreprise qui lui permettra de commercialiser ses produits de recherche. C'est pour cette raison que l'investissement dans la recherche scientifique s'avère une nécessité stratégique et vitale pour tout pays en voie de développement qui aspire à garantir une vie meilleure pour son peuple, à se libérer de la dépendance, à jouer un rôle dans la communauté internationale dans les années futures. En effet, le développement des nations dépend de leur niveau scientifique, technique et culturel. A ce titre, la valeur du système d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, son aptitude à former les générations futures constituent un important enjeu stratégique. C'est d'ailleurs une des priorités du président de la République Abdelaziz Bouteflika. Aussi, l'Algérie doit mettre en valeur toutes les capacités



*Siganture d'une convention-cadre de collaboration scientifique et technologique entre la DGRSDT et le Groupe industriel des ciments d'Algérie (Gica), en présence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, et du ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb.*

cognitives et le développement technologique au service de l'économie nationale. Le président de la République a, d'ailleurs, dans son un message à l'occasion de Yaoum El Ilm (journée du savoir) célébrée le 16 avril de chaque année, lu en son nom par le ministre de la Culture Azzedine Mihoubi, indiqué que l'Algérie accorde «une importance vitale» à l'éducation, à l'enseignement et à la recherche scientifique, citant des chiffres qui reflètent ces efforts et traduisent la volonté des pouvoirs publics de relever le défi pour garantir une éducation saine aux générations montantes algériennes. En effet, les progrès accomplis par l'université algérienne sont réels et significatifs. Ils sont décrits objectivement dans une brochure et étayés par des données statistiques. Il reste, aujourd'hui, à accroître l'efficacité de notre système d'enseignement supérieur et de recherche et à atteindre, dans les meilleurs délais, la masse critique productive dans toutes les disciplines pour obtenir des résultats substantiels en termes qualitatifs. Durant un demi-siècle, l'Algérie, qui devait relever le défi de la formation de ses enfants, va consentir un effort considérable pour répondre à ces nouvelles exigences : construire et développer un système

d'enseignement supérieur et de recherche scientifique d'une densité suffisante pour couvrir l'ensemble du territoire national et l'ensemble des disciplines scientifiques. L'Université algérienne d'aujourd'hui est le produit d'un long processus de construction, d'évolution et de réformes entamé dès 1962, date du recouvrement de la souveraineté nationale. Ce processus débute avec la création du ministère de l'Education nationale en 1963. Depuis, faudrait-il le reconnaître, de l'aveu même des spécialistes, l'université algérienne a fait un grand pas en avant. Cet effort gigantesque a produit des résultats bien visibles : l'Algérie compte aujourd'hui 107 établissements universitaires. Dans les faits, il n'y a pas une wilaya qui ne dispose pas d'au moins un établissement universitaire. Il suffit de rappeler dans ce cadre, que près d'un million cinq cent mille étudiants avaient rejoint le 6 septembre 2015, les établissements de l'enseignement supérieur à travers le territoire national, à l'occasion de la rentrée universitaire 2015-2016, soit une hausse de 200.000 par rapport à l'année précédente. La population estudiantine est répartie à travers 111 établissements d'enseignement supérieur répartis sur quarante-huit wilayas, couvrant tout le territoire national. Ce réseau

est constitué de cinquante universités, de dix centres universitaires, de vingt écoles nationales supérieures, de onze écoles normales supérieures, de douze écoles préparatoires et de quatre classes préparatoires intégrées et quatre annexes. Au titre de l'exercice 2015, 17.000 postes budgétaires ont été consacrés pour l'encadrement administratif et technique, a affirmé Tahar Hadjar, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Ce n'est pas tout. Le réseau d'établissements pédagogiques et d'œuvres universitaires sera renforcé, à la faveur de la réception, dans le courant de cette année, de 99.000 nouvelles places pédagogiques. Si l'on remontait dans l'histoire de l'université algérienne, l'on noterait que l'évolution de l'institution universitaire algérienne, dans son organisation, a connu quatre étapes essentielles depuis l'indépendance : la première étape a consisté à jeter les bases de l'université nationale. La deuxième correspond à la mise en œuvre de la première réforme du système d'enseignement supérieur de 1971, appuyée et corrigée par la mise en place de la carte universitaire de 1982, actualisée en 1984. La troisième période est celle de la consolidation et de la rationalisation du système en conformité avec les bouleversements de la société et de l'économie algériennes. Elle est amorcée par la promulgation de la loi n°99-05 du 4 avril 1999 portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur. La quatrième étape est celle de la mise en place du système universel LMD, lancé en 2004.

### Les œuvres universitaires

Au lendemain de l'indépendance, la situation économique, sociale et politique était relativement difficile. Il n'était possible qu'exceptionnellement pour une famille algérienne moyenne de prendre en charge les dépenses pour des études supérieures. La prise en charge immédiate de la formation universitaire par l'Etat est d'emblée exigée par le déficit en cadres dont la continuité du fonctionnement des institutions avait besoin.

Autrement dit : sans l'implication directe de l'Etat dans la prise en charge financier de ce volet, rares étaient les familles qui pouvaient prendre en charge le coût de formation de leurs enfants. La politique de l'aide aux étudiants est donc née dans un contexte particulier avec la mise en place du système des œuvres universitaires. « Cette politique visait deux objectifs : alléger la charge financière des familles les plus démunies par l'octroi de bourses d'études et offrir à des prix très réduits des services tels que la restauration, l'hébergement, le transport », avait déclaré à El Djazair.com, Abdelhak Boudraâ, directeur général de l'Office national des œuvres universitaire (ONOU). Ainsi, en matière d'aides sociales universitaires, « le premier dispositif réglementaire a fait l'objet de l'ordonnance n° 67-44 du 17 mars 1967 portant création du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS). Doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, il était placé sous la tutelle du ministre de l'Education nationale », a souligné à propos le premier responsable de l'actuel ONOU ayant connu depuis, de grandes mutations. L'office avait pour mission : améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants et des élèves des établissements de l'enseignement supérieur, aider et orienter l'action des centres régionaux, effectuer ou faire effectuer toute étude ou enquête sur les besoins des étudiants, et provoquer la création de services propres à satisfaire ces besoins, participer à l'action des organismes qui poursuivent les mêmes buts ou des buts complémentaires. Le réseau actuel des œuvres universitaires, selon les explications fournies par Abdelhak Boudraâ, directeur général de l'ONOU, est composé de 65 directions (locales) des œuvres universitaires. L'office à en charge, le transport quotidien de quelque 720 000 étudiants. En ce qui concerne les résidences universitaires (où sont servis 1,2 million repas/ jour) des grands pas ont été franchis dans la réalisation de ce qui est appelé « le chez-soi » de l'étudiant (e) résident(e). Leur nombre est estimé aujourd'hui à quelque 394 RU en attendant les 11 autres en voie « de création ». L'actuel ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a souvent instruit les responsables des œuvres universitaires à améliorer davantage la prestation de leurs établissements pour le bien-être des étudiants. M. Hadjar a plaidé, par ailleurs, pour une « redynamisation » de l'animation sportive au sein de l'université et des résidences universitaires, rappelant que « le sport universitaire était pourvoyeur d'athlètes de haut niveau dans diverses disciplines ».

### Le savoir au service du citoyen

Dans une allocution prononcée devant la famille universitaire à l'université Kasdi-Merbah de Ouargla où il avait présidé l'ouverture officielle de l'année universitaire 2010-2011, le Président Boutefflika avait appelé les enseignants et les chercheurs à œuvrer au développement des capacités scientifiques et de recherche, à la modernisation des programmes pédagogiques et à l'adaptation des méthodes d'enseignement, afin de hisser l'enseignement au niveau des grandes universités dans le monde. Cela dénote l'intérêt que porte le président de la République à l'université d'une manière générale et à la recherche scientifique particulièrement. Au jour d'aujourd'hui, les chercheurs eux-mêmes affirment que la recherche scientifique dans notre



*Abdelhak Boudraâ, directeur général des œuvres universitaires.*

pays a connu un élan significatif à partir de 1999, année de l'élection de Abdelaziz Bouteflika, président de la République. « Dès 1999, une nouvelle page s'est ouverte pour la recherche scientifique en Algérie. Le président de la République en a fait une priorité. L'année 2000 constitue, celle des véritables débuts de la recherche. « Il faudrait le reconnaître, sans ce que le président avait fait dans ce domaine, on ne serait jamais là, où on est aujourd'hui », a affirmé d'emblée dans sa déclaration à El Djazair.com, le professeur Hafid Aourag directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique (DG-RSDT). « C'est à partir de cette année qu'on commence à avoir une réelle vision de la recherche dans notre pays. Une vision qui s'est traduite tout de suite par la création de laboratoires dans les universités algériennes, la construction de nouveaux centres de recherche et l'équipement des structures de recherches par de gros moyens de technologies de pointe. 100 milliards de dinars avaient été dégagés par les pouvoirs publics à cet effet », a assuré notre interlocuteur. « Beaucoup de chercheurs rentrent. Ils ont été estimés à 150 au cours de cette année 2014. Leurs conditions socio-économiques se sont nettement améliorées. Ils disposent de tous les moyens nécessaires dans les centres et laboratoires de recherches, ce qui fait que leurs travaux de recherches soient de renommée internationale », a-t-il affirmé. Pour lui, il est important que le grand public sache ce qui fait dans notre pays indiquant que depuis 2008, un ambitieux programme portant réalisation de 1300 laboratoires en milieux universitaires a été lancé. D'ailleurs, quinze nouveaux centres nationaux de recherche scientifique, en réalisation dans plusieurs wilayas du pays «seront réceptionnés avant la fin de l'année en cours», avait indiqué en avril dernier, à partir de Constantine le directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Ces nouvelles infrastructures réservées pour des spécialités diverses à l'image de la mécanique, de l'histoire, de l'agroalimentaire et de la toxicologie sont destinées à «améliorer et à développer la qualité de la formation et de la recherche». De par son statut, l'université, définie en 1891 par un philosophe américain comme «une association d'hommes dotée et privilégiée par l'État, en sorte que le peuple puisse recevoir une formation intellectuelle et que les problèmes théoriques qui surgissent au cours du développement de la civilisation puissent être résolus », devrait « inéluctablement contribuer au développement économique », ne cessait de réaffirmer les responsables des universités rencontrés par El Djazair.com dans le cadre des entretiens et reportages consacrés à l'enseignement supérieur dans notre pays. Sid-Ahmed Ferroukhi, ministre de l'Agriculture, du Développement local et de la Pêche, et Tahar Hadjar, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ont appelé dans ce sens à intensifier les efforts et la coordination dans les deux secteurs pour la réalisation des projets agricoles qui tablent sur la diversification de l'économie nationale et la création de richesses.

## Adaptation «urgente» du système d'enseignement supérieur

L'adaptation «urgente» du système d'enseignement supérieur

LMD (Licence, Master, Doctorat) aux défis relevés par le pays et à ses aspirations socioéconomiques, a été soulignée durant les travaux de la Conférence nationale d'évaluation de système adopté par l'Algérie en 2004. Les quelque 800 participants, ayant pris part à la rencontre tenue au Palais des nations (Club-des-Pins), en janvier dernier, ont formulé une série de recommandations susceptibles de combler les «insuffisances» décelées dans le rendement du système LMD et d'améliorer sa performance. Les travaux de la conférence ont également offert l'opportunité au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de lancer des messages clairs à l'adresse des différents intervenants dans le secteur universitaire. Pour le ministre, le système d'enseignement universitaire devait passer au stade de «l'efficacité», de «l'adaptation» et de «la qualité», estimant que «la dynamisation de la réforme de l'université exige un renforcement de la dimension professionnelle des enseignements universitaires dans un cadre régissant la relation entre l'université et l'entreprise, afin de concrétiser le principe de l'employabilité des diplômés». M. Hadjar s'est dit, à cette occasion, «convaincu» que toute opération de réforme, touchant le système universitaire, est «avant tout un processus de société avant qu'elle ne soit une opération technique et procédurale, sachant que l'université est un espace d'enseignement, de recherche et de formation des ressources humaines». Pour y arriver, le ministre a mis en évidence la nécessité d'impliquer les professionnels du secteur économique dans l'élaboration des offres de formation et leur encadrement, ainsi que la consolidation des voies de dialogue et de communication entre les deux entités. Le ministre a, cependant, affirmé que le LMD n'était pas «remis en cause», précisant que l'objectif est d'évaluer ce système pour «rectifier» l'approche en introduisant des recommandations pour la prochaine rentrée universitaire. Le recours constant à l'évaluation «n'est pas propre à l'université algérienne, mais l'apanage de toutes les universités dans le monde qui ont opté pour le système LMD», a-t-il expliqué.

M. A. M.



Le nombre cumulé de diplômés du système LMD avoisine actuellement 1.015.400.



Université Djilali-Liabès de Sidi Bel Abbès

# La première au niveau national et maghrébin

© El-Djazaïr.com. photo par Nacef Ghazi



L'université algérienne adopte des méthodes modernes pour se faire connaître au niveau mondial et maîtriser les mécanismes qui mettent en exergue son activité, ce qui l'améliore d'une année à l'autre. L'Etat accorde une grande importance au secteur et soutient ses projets en vue de développer l'université et la recherche scientifique.

Par Ahmed BOUDRAA



Pr. Ali Khalfi, recteur de l'Université Djillali-LIABES de Sidi Bel Abbès.



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

maghrébine, la 27e au niveau africain, la 1.725e sur 27.000 universités dans le monde, ce qui renseigne sur les grands efforts déployés par ses encadreurs (enseignants, chercheurs et travailleurs). Des progrès conséquents ont été accomplis au niveau de cette université qui a ouvert ses portes en 1978 avec un statut de centre universitaire pour l'encadrement de 200 étudiants. Elle a atteint, aujourd'hui, un effectif dépassant les 33.000 étudiants, répartis à travers neuf facultés et une Ecole nationale supérieure en informatique. Un effectif important et deux pôles, pour une mutation attestant surtout l'effort d'équipement fourni par l'Etat. Ce qui tient lieu aujourd'hui d'Université baptisée, Université Djillali-Liabès de Sidi Bel Abbès, est l'aboutissement d'une évolution qui a commencé en 1978, avec un statut de Centre universitaire, regroupant quatre instituts, passant par la suite à celui d'Instituts nationaux d'enseignement supérieur (INES) et ce, jusqu'en 1989 comme étape intermédiaire. C'est,



« L'université Djillali-Liabès de Sidi Bel-Abbès dispose de tous les moyens et structures homogènes et complémentaires lui ayant permis de réaliser de bons résultats pédagogiques et scientifiques, d'occuper la première place pour la deuxième fois consécutive en matière d'enseignement et de recherche au niveau national et maghrébin et de se frayer une bonne place dans le classement arabe et mondial. C'est une université modèle par sa composante humaine et ses imposantes infrastructures, et sa conception à même de rayonner et de constituer une locomotive pour le développement universitaire. « Je ne peux que féliciter ses enseignants et son

encadrement pour de tels efforts... », a indiqué le Pr Tahar Hadjar, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, lors de sa visite de travail, en février 2016, à cette prestigieuse institution du savoir. Le ministre a également, souligné que la place qu'occupe l'université algérienne reflète les efforts de l'Etat pour le développement de ce secteur, précisant que sur 20 universités du Maghreb, 12 universités algériennes occupent les premières places, ce qui représente un indice positif du progrès constaté dans ce secteur. L'université Djillali-Liabès occupe, selon le classement « Webometrics Ranking » publié par le laboratoire Cybermetrics (ESCC), la première place à l'échelle nationale et

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

effectivement, en août de cette même année qu'elle est passée université. L'année 1999 a vu l'adoption du système facultaire, devenant un réceptacle de six facultés enseignant les sciences, le droit, les sciences de l'ingénierie, la médecine, les sciences économiques et les sciences humaines. Durant l'année universitaire 2000-2001, le nombre d'étudiants s'élevait à 8000 étudiants. Cinq années plus tard, en 2005, l'université comptait 22 000 étudiants, une décennie après, en 2014-2015, le nombre a encore augmenté pour atteindre 28 865 étudiants(es) inscrit(e)s dans ses différentes facultés et écoles, répartis sur l'ancien et le nouveau campus. Les derniers chiffres, c'est-à-dire ceux établis lors de la dernière rentrée universitaire 2015-2016, font état de 32 000 inscrits dans les différents paliers universitaires : graduation, cycle d'ingénieurs, post-graduation et cycle doctoral. C'est un objet de fierté pour l'actuel recteur Ali Khalfi et son « brain trust » qui ont assisté, dans une atmosphère on ne peut plus conviviale, à notre entretien.



*Le Pr. Tahar Hadjar, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, accompagné de Ali Khalfi et Mohamed Amine Hattab, wali de Sidi Belbbes.*



Objet de fierté également pour les vice-recteurs, les doyens, les directeurs des laboratoires de recherches, les responsables des domaines, les enseignants, les associations estudiantines, les partenaires sociaux économiques. Au-delà des chiffres cités, et de ses trente-huit ans d'existence, l'université de Sidi Bel Abbès a atteint la maturité, avec un rayonnement régional certain. Selon le recteur Ali Khalfi, l'institution qu'il préside a toujours été un réservoir de cadres toutes disciplines confondues, cadres hautement qualifiés, qui ont pris en charge l'essor de développement de toutes les villes de la région, à quelque niveau que ce soit. Ceci ne s'explique pas uniquement par la situation géographique de la ville, étant, par essence, une cité carrefour, équidistante des grandes métropoles de l'ouest du pays telles que Oran, Tlemcen, Aïn Témouchent, Saida, Mascara, Mostaganem... mais également par la qualité indéniable des cursus dispensés et de la rigueur qui caractérise son fonctionnement général. L'université Djilali-Liabès

© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi



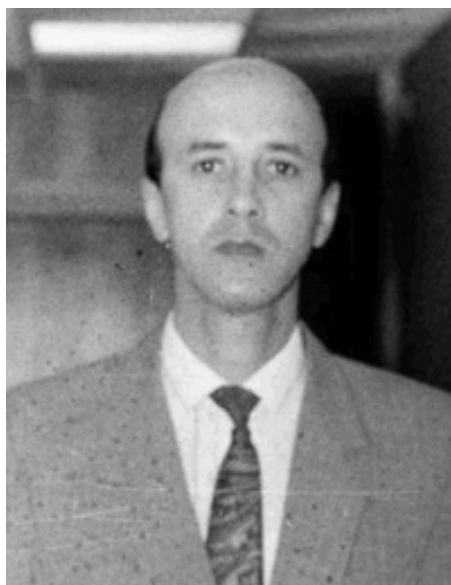
© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

*Le défunt Pr Djilali Liabès.*

s'intègre avec harmonie dans la vision de développement programmée par les instances nationales et locales, elle se veut en cela la digne héritière du grand potentiel scientifique et pédagogique dont feu Djilali Liabès considérait comme une extrême priorité, ne disait-il pas dans ses multiples interventions : la pédagogie d'abord !

### **Djilali Liabès, un intellectuel engagé**

Natif de Sidi Bel Abbès, d'une famille qui compte plusieurs chahids, dont ses deux frères, Djilali Liabès est mort à 45 ans en laissant derrière lui un héritage conceptuel en sociologie digne d'un brillant esprit. Sociologue de formation, il était suffisamment « outillé » intellectuellement pour s'investir dans le débat économique du pays, non seulement en tant que théoricien, mais en explorant des voies médianes entre les tenants d'un socialisme centralisateur déclinant et un capitalisme sauvage et inhumain. C'était, en somme, son grand projet pour le pays en tant que



chercheur soucieux de praxis. Sa désignation comme directeur du Centre de recherche d'économie appliquée de développement (Cread), directeur de l'Institut national des études stratégiques (INSEG), à trois reprises, tant sa vision et le projet qu'il portait suscitait une adhésion unanime, puis

ministre des Universités en 1992, allait lui permettre de plaider le bien-fondé de son grand projet et de le mettre en application, du moins, l'espérait-il. Sauf que, par une journée du mois de mars 1993, la main d'un terroriste l'assassine près de sa résidence à Alger, brisant net son rêve de voir l'Algérie sortir de l'ornière et échapper aux fourches caudines du FMI et des marchés financiers qui avaient tenté de l'étouffer, ou, pour le moins, restreindre, au maximum, sa souveraineté.

### **Une autre « ville universitaire » en réalisation**

En 1989, au moment du passage au statut d'Université, l'institution de Sidi Bel Abbès comptait six spécialités sans aucun laboratoire de recherches, l'ensemble regroupé sur un seul site, se souvient le recteur Ali Khalfi « suite au lancement de grands projets structurants initiés depuis les années 2000, et jusqu'à aujourd'hui, nous gérons

neuf facultés disposant chacune de son site propre, dotées de moyens humains, matériels – laboratoires, bibliothèques –, et pédagogiques. L'université dispose de deux bibliothèques centrales dont une est fonctionnelle, l'autre sera réceptionnée dans les prochains mois. Cinquante laboratoires implantés sur différents sites, occupant chacun son espace propre, ils œuvrent dans tous les domaines de la recherche. » Le nombre de facultés augmentant progressivement passera de neuf à onze dans une projection future. Le projet de création de deux facultés, l'une des mathématiques et informatique et l'autre des langues, bénéficiera d'une opération de redéploiement de moyens humains (encadrement enseignants et ATS) et matériels disponibles (infrastructures). Le cas échéant, l'Université Djilali-Liabès se hisserait au rang des grandes universités du pays avec une offre de formation s'élevant à 11 domaines sur les 13 inscrits dans la palette didactique et pédagogique de l'enseignement supérieur.



*Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa, honoré par l'université de Sidi Bel-Abbès*



*La Faculté des Sciences Humaines et sociales de l'université Djilali-Liabès.*

Un second campus qui a l'allure d'une ville universitaire est entré dans sa phase finale de réalisation, résultant du dernier plan quinquennal relevant du programme du président de la République. Ce qui confèrera à l'université Djilali-Liabès une dimension autrement plus importante. En effet, en plus des trois facultés, d'une bibliothèque centrale et d'un centre administratif (bureau de poste, annexe d'état civil, antenne sociale), un nouveau siège du rectorat est érigé avec ses annexes, auxquelles viennent s'ajouter un centre de soutien pédagogique et des infrastructures sportives et de loisirs. Outre un projet de construction d'un auditorium de 600 places, un programme de construction de 150 logements en phase de finalisation vient s'ajouter aux 70 déjà attribués aux enseignants durant l'année 2015.

### Lisibilité, visibilité, employabilité

Connue comme une wilaya à vocation agro-pastorale mais surtout agraire

© El-Djazaïr.com. photo par Nacef Ghazi





© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

étant donné les plaines de la Mekkerà qui s'étendent à perte de vue et qui se prêtent à merveille pour cette activité ancestrale, la wilaya de Bel Abbès s'est découverte une autre vocation dès le début des années 1970 au moment où une politique industrielle initiée par le tandem Houari Boumediene-Belaïd Abdeslam battait son plein. Un complexe de tracteurs agricoles ainsi qu'une usine électronique de montage de télévision y ont été érigés afin d'y résorber le chômage. Néanmoins, chemin faisant, la ville, et par extension, la wilaya, ont acquis un savoir-faire indéniable dans ces deux domaines. C'est donc tout naturellement que l'université Djilali-Liabès a pris en compte ces deux paramètres et en a fait les axes de recherches prioritaires sans toutefois perdre de vue d'autres domaines suscitant la curiosité scientifique de ses étudiants(es), loin s'en faut. Cela dit, un autre pôle d'excellence en matière de recherche est en train de s'installer confortablement dans le paysage universitaire de Bel Abbès, c'est celui de l'informatique. Une Ecole supérieure d'informatique a,

d'ailleurs, vu le jour l'an dernier et a été inaugurée officiellement en vertu d'un décret présidentiel. C'est la seconde école supérieure d'informatique à l'échelle nationale après celle d'Alger. Sur un autre plan, les efforts du recteur et de son staff administratif, pédagogique et scientifique se sont concentrés durant les deux dernières années à faire avancer le dossier relatif à la mise sur pied d'une Ecole nationale supérieure d'agronomie (ENSA) qui serait, somme toute, dans l'ordre des choses et un retour aux sources, étant donné le fort potentiel de la wilaya en matière d'agriculture. Ayant été par le passé un immense vignoble, et une vaste steppe agropastorale, elle revient donc à sa vocation première, laquelle constitue par là même une exigence et un impératif macro-économique à l'effet de pallier le manque à gagner enregistré cycliquement dans les recettes pétrolières. Pour l'anecdote, le siège de l'actuel rectorat de l'université Djilali-Liabès était naguère une Ecole d'agriculture, ensuite Institut technologique de matériel agricole spécialisé où des techniciens et des

ingénieurs agronomes nationaux et africains étaient formés. Une imposante bâtisse de type colonial, très bien entretenue, peinte d'un blanc immaculé, entourée de palmiers, d'arbres et d'espèces végétales rares, rappellent les jardins botaniques où des expériences in vivo servent de travaux pratiques. A la fin des années 1990 elle a été rattachée au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Ceci étant, l'Université Djilali-Liabès connaît actuellement une extension d'une surface constructible de 40 hectares aux moyens intégrés dédiés à la fois aux volets pédagogique (laboratoires de recherches, bibliothèque centrale), administratif (nouveau siège du rectorat), infrastructures sportives, centre de soutien pédagogique... La wilaya de Sidi Bel Abbès est désormais un fer de lance dans l'électronique. Cette option se réalise en partenariat avec l'ENIE et l'Université Djilali-Liabès. Bref, c'est une ville universitaire qui est en train de s'ériger et qui confèrera à Sidi Bel Abbès un statut de pôle d'excellence dans les domaines du Génie électrique, de l'informatique et de l'agriculture.

### Onze filières sur treize inscrites dans le système LMD

Une année après sa promulgation officielle, le système LMD dans l'enseignement supérieur algérien a été adopté à l'université Djilali Liabès de Sidi Bel Abbès, à l'instar des autres universités. Durant l'année universitaire 2005-2006 cette adoption quelque peu tardive n'était pas due à une quelconque impréparation de l'université à inscrire dans ses tablettes cet enseignement de type nouveau, « mais plutôt à une incompréhension des étudiants et de certains enseignants, lesquels n'avaient pas alors assimilé dès le départ les tenants et les aboutissants de cette réforme », affirme le vice-recteur chargé de la pédagogie. Seuls 210 étudiants « pionniers » se sont inscrits en tronc commun dans trois domaines : sciences et techniques (ST), sciences de la matière (SM),

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

mathématiques informatiques (MI). Aujourd'hui, l'université Djilali-Liabès assure l'enseignement de onze filières sur les treize inscrites dans la nomenclature pédagogique universitaire algérienne, compte tenu de l'absence de deux filières (langue et culture amazighes et STAPHS (éducation physique et sport)). C'est dire l'essor pris par le système LMD depuis seulement une dizaine d'années de sa mise en application. Cette année, 27 000 étudiants sont inscrits en graduation et 8000 en Master, ce qui prouve que le système LMD a atteint sa vitesse de croisière après une période de tâtonnements où il a fallu procéder à la mise en conformité des diplômes de licence, à la révision des programmes, à l'adaptation des contenus avec l'environnement économique, à la mise en harmonie des masters avec les programmes de licence en ayant toujours en ligne de mire le triptyque: lisibilité, visibilité et employabilité. En un mot, rendre plus cohérent un système qui ne l'était pas

*Des étudiantes en fin de cycle recevant leurs diplômes.*



*Mohamed Amine Hattab, wali de Sidi Bel Abbès, en visite à la Faculté de médecine.*

forcément au début, et éviter que la prévalence théorique des programmes prenne le pas sur l'aspect pratique des choses, éloignant de ce fait le diplômé de l'employabilité, une fois éligible au marché du travail.

### Le partenariat université-organismes publics comme priorité

L'Université Djilali-Liabès connaît un essor qualitatif dans sa relation à son environnement extérieur. C'est ainsi que quarante-cinq accords ont été signés avec les partenaires socio-économiques ; dont on peut citer à titre d'exemple : 11 accords parmi lesquels celui signé avec Orascom et la direction des industries militaires, le centre hospitalo-universitaire, les universités nationales et étrangères, les centres de recherches (Inraa, Andru, ANVREDET, ANDRS) etc. Sur cet aspect, les choses semblent claires dès lors que pour ouvrir une licence professionnalisante ou un master professionnalisant, l'université



© El-Djazair.com, photo par Nacef Ghazi

### « L'incubateur », un concept d'avant-garde

Dans la lettre et dans l'esprit, ce concept d'incubateur, pépinière d'entreprises ou encore la couveuse, introduit récemment (2013), est mis en œuvre pour accompagner aussi loin que possible, voire jusqu'à la concrétisation des projets d'étudiants porteurs d'idées en leur donnant l'opportunité de s'ouvrir sur le monde économique et vice-versa. Selon le directeur de l'incubateur M. Hamina. La démarche n'est pas seulement confinée dans les entreprises locales mais également nationales. A Sidi Bel Abbès, la collaboration avec le promoteur en immobilier Hasnaoui, ayant un standing national, est déjà effective, notamment dans le coaching des étudiants. Dans cet ordre d'idées, le président de la Chambre de commerce de la wilaya, lui-même chef d'entreprise, est également partie prenante et à cœur d'aider l'université dans ce sens. Sa contribution va également dans le sens de la sensibilisation de

est systématiquement dans l'obligation de signer des conventions avec des entreprises. Plus concrètement, à partir de 2014, c'est-à-dire, depuis la venue du nouveau staff à la tête duquel se trouve l'actuel recteur, le volet entrepreneuriat a été placé en tête de liste des préoccupations à l'université Djilali-Liabès, une prise d'attache et une concertation avec des organismes pourvoyeurs d'emplois et de projets d'investissement ont été lancées, tels la Chambre de commerce, l'Ansej, la Direction des services agricoles et le Centre de facilitation. Tout cela devait se concrétiser par la création d'une Maison de l'Entrepreneuriat. Dans le sillage, il fallait également vulgariser l'action que doit mener cette initiative que ce soit au niveau interne qu'externe, le contact avec ce que la localité de Sidi Bel Abbès compte comme entreprises à l'instar de PMA, l'ENIE et quelques entreprises privées ainsi que la signature des conventions. Vint ensuite la période de la mise en imprégnation de l'étudiant dans le milieu professionnel via des

stages dans des entreprises et faire en sorte que sa participation à des manifestations de partenariat aussi bien au niveau local qu'au niveau national soit régulière et effective. A cet effet, une sorte de synergie avec les entreprises semble voir le jour faisant que l'université s'érige comme un vis-à-vis de concertation, voire de proposition pour la mise en œuvre des projets des dites entreprises. A signaler également le travail de valorisation et la mise en exergue des résultats de certaines recherches accomplies à l'université. Dans ce contexte précis, l'Université Djilali-Liabès a reçu le Prix national de l'innovation décerné à une doctorante en technologie en l'occurrence Mademoiselle Djamila Benmeddour qui a mis au point un process pour concrétiser un fil textile bio tiré de l'alfa, une plante très répandue dans le sud-ouest algérien, projet déposé pour être breveté depuis une année. D'autres projets innovants, dans le domaine du Génie électrique et certains autres le sont aussi.



© El-Djazair.com, photo par Nacef Ghazi



ses collègues dans la Chambre de commerce pour prendre option dans la concrétisation des projets, selon un plan d'action mutuellement établi. A noter que le concept ne relève pas du Ministère de l'Enseignement supérieur mais du ministère de l'Industrie avec cette idée ayant valeur de principe d'accompagner l'idée vers le projet puis vers sa faisabilité: réaliser l'étude technico-économique et l'ancrer dans le réel en apportant l'aide institutionnel c'est-à-dire vis-à-vis de l'administration. L'autre étape consiste également à protéger la création de l'étudiant jusqu'à l'obtention du brevet, étape qui peut durer 24 mois à partir de la date de dépôt. « Notre souhait, en dehors du fait d'inculquer la culture de l'entrepreneuriat aux étudiants, n'est pas tant de transformer tous les étudiants en entrepreneurs mais sur les 32 000 étudiants que compte l'Université Djilali-Liabès, nous espérons voir un bon millier le devenir. Notre rôle est de leur fournir les leviers nécessaires », conclut M. Hamina.

© El-Djazaïr.com. photo par Nacef Ghazi



Le Pr. Ali Khalfi et son staff administratif

### Le nez électronique au service de la médecine

A l'effet de concrétiser les directives du gouvernement afin de rapatrier la diaspora scientifique ou du moins l'inclure dans un processus de recherche scientifique, l'Université Djilali-Liabès a mis à la disposition d'une équipe de recherches pluridisciplinaire (électronique, biologie, informatique), coiffée par Nassira Lachlak, docteur en recherche médicale à l'université de Toulouse, un laboratoire en vue de poursuivre ses travaux portant sur un projet dénommé « nez électronique et ses applications médicales dans le domaine de la gynécologie ». Le Dr Lachlak est la porteuse du projet. Il s'agit en fait d'un « process » transformant l'application du nez électronique du domaine de l'agroalimentaire à celui de l'application médicale et plus particulièrement en gynécologie. En effet, le nez électronique permet de détecter et d'analyser des odeurs, « ringardisant » toute la bactériologie classique en donnant des résultats



d'un diagnostic en 30 minutes au lieu de deux jours. C'est un projet dont la maquette réalisée au laboratoire de recherche de l'université Djilali-Liabès est en phase d'expérimentation par l'équipe pluridisciplinaire rassemblant à plusieurs compétences et maints domaines : l'informatique, la biologie, la microbiologie... Le brevet de cette invention a été déposé depuis presque une année dès lors que sa fiabilité a été validée à 99,9%. Son utilisation dans le domaine médical est à large spectre puisque d'autres pathologies telles que le diabète pourraient également être diagnostiquées en un rien de temps.

### L'hommage au wali de Sidi Bel Abbès.

L'ensemble du staff de l'Université Djilali-Liabès de Sidi Bel Abbès, recteur, responsables, enseignants, et travailleurs n'ont pas tari d'éloges à l'endroit du wali de Sidi Bel Abbès, Mohamed Hattab, et de son équipe pour sa disponibilité de tous les instants dès qu'il s'agit de l'Université Djilali-Liabès. Des superlatifs pour décrire son assistance et son écoute aussi bien pour mettre en application les projets universitaires qu'à l'endroit des créateurs, fussent de toutes parts et notamment par la bouche du recteur Ali Khalfi qui a tenu à ce qu'un hommage appuyé lui soit rendu.

A. B.

*Le staff de l'Université Djilali-LIABES recevant Mohamed Amine Hattab, wali de Sidi Bel-Abbes*



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi



### Portrait du recteur

Le professeur Ali Khalfi est fils de chahid. Natif d'El Bayadh, il est âgé de 61 ans, père de quatre enfants. Après avoir entamé ses études primaires et moyennes dans sa ville natale, il effectue ses études secondaires au lycée Abdelmoumène de Saida où il décroche son bac en 1974. Il s'inscrit à l'université d'Oran en physique thermodynamique jusqu'à l'obtention du DES en 1978. Il bénéficie d'une bourse en 1979 où il prépare un doctorat 3e cycle à l'Ecole supérieure de mécanique et d'aérodynamique de Poitiers (ENSM), France. Il retourne à Sidi Bel Abbès en 1983. Il occupe maints postes administratifs et pédagogiques comme chef de département de physique puis directeur adjoint chargé de la recherche, puis directeur par intérim des INES. De 1994 à 1998, il effectue un autre séjour de quatre années en France à l'Ecole nationale supérieure de céramique industrielle de Limoges (ENSCI) France, à l'issue duquel il obtient son doctorat d'Etat en physique des matériaux. Il est promu au rang de doyen de la faculté de l'ingénieur à partir de l'année 1999-2000 jusqu'à 2004-2005 de la même université. Enseignant de physique dans le département de génie mécanique, il a été président du conseil scientifique et directeur de laboratoire de recherche dans la même faculté. Il continue à enseigner jusqu'à nos jours. Il est nommé recteur de l'université Djilali-Liabès au mois de novembre 2013.

Direction des œuvres universitaires de Sidi Bel Abbès

# Quand les capacités dépassent la demande

La résidence du 19-Mai 1956 de 1500 lits.



© El-Djazair.com, photo par Nacef Ghazi

La direction des œuvres universitaires de Sidi Bel Abbès endosse la charge de 6 résidences universitaires qu'elle gère à l'aise étant donné que, d'une manière globale, le nombre de lits est supérieur à celui des résidents.

Par Tahar MANSOUR

Mme Chafia Farès, directrice des oeuvres universitaire.



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

de 6 résidences universitaires qu'elle gère tout à fait à l'aise étant donné que, d'une manière globale, le nombre de lits est supérieur à celui des résidents(es) et ce, en dépit du fait que la résidence Ahmed-Beddad dont la capacité d'accueil théorique s'élève à 480 lits soit, temporairement, hors d'usage en raison des travaux de réhabilitation qui s'y déroulent ainsi que 6 pavillons de la résidence El Khaouarizmi soit dans la même configuration. Les 6 résidences qui sont actuellement sous la coupe de la DOU Sidi Bel Abbès sont celle d'Ibn Rochd (2 000 lits), la résidence 500 lits, la résidence Zighout-Mohamed (2 000 lits), la résidence Hassiba-Benbouali (1998 lits), la résidence du 19-Mai 1956 (1 500 lits), la résidence Al Khaouarizmi (996 lits). Cela étant, si l'on ajoute la résidence Ahmed-Beddad qui recèle en son sein quelque 480 lits, la capacité d'accueil théorique d'accueil s'élèverait effectivement à 8474 lits pour 7173 résidents(es). Ce qui fait ressortir un excédent de 1301 lits inoccupés, que la

**L**a DOU de Bel Abbès abrite actuellement les anciennes structures qui constituent le parc immobilier universitaire de la ville. Autrement dit, celles qui ont accompagné depuis près de trente années des cuvées entières d'étudiants venues des quatre coins de la wilaya de Sidi Bel Abbès voire au-delà pour y être hébergées et poursuivre en toute quiétude leurs études. En dépit de la création d'une nouvelle ville universitaire, renfermant en son sein 6 résidences, consolidant ainsi l'infrastructure immobilière universitaire, les résidences de la DOU de Sidi Bel Abbès continuent de faire valoir leur utilité quant aux prestations de service offertes aux résidents, à savoir l'hébergement, la restauration, les centres de soins, les salles de lecture, les centres de loisirs et de sports... bien qu'elles soient profondément libérées des contraintes liées à la promiscuité et à l'encombrement depuis 2005, selon Mme Chafia Farès,

directrice des œuvres universitaire, elle-même ancienne résidente, en tant qu'étudiante, au sein des cités U dont elle est aujourd'hui la première responsable. En effet, à partir de cette date, précisément, l'Etat algérien avait décidé de « mettre le paquet » de manière plus significative dans le secteur de l'enseignement supérieur et de l'éducation en général, entre autres secteurs stratégiques, en bâtissant des villes universitaires pour que chaque Algérien puisse bénéficier de l'égalité des chances qu'offre l'opportunité de faire aboutir ses études à leur terme et, partant, nourrir l'ambition d'une vie digne et honnête. C'est dans ce contexte que Sidi Bel Abbès, à l'instar des autres wilayas du pays, a bénéficié du programme spécial faisant de l'enseignement supérieur et son corollaire, les œuvres universitaires, une des priorités nationales.

### Un hébergement « aéré »

La Direction des œuvres universitaires de Sidi Bel Abbès endosse la charge



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi



© El-Djazaïr.com, photo par Nacef Ghazi



La DOU Sidi Bel Abbès dispose de plusieurs infrastructures de divertissement.



La nouvelle résidence Universitaire El Khaouarizmi.



direction pourrait éventuellement utiliser à bon escient lors de la prochaine rentrée universitaire 2016-2017 au cas où le nombre des futurs bacheliers(es) s'avérerait plus important que les prévisions établies.

### **Autant de restaurants que de résidences**

Les 6 résidences sus-citées disposent d'autant de restaurants en leur sein, en attendant que soient terminés les travaux relatifs aux deux restaurants centraux programmés dans les campus dans les deux prochaines années, selon les estimations faites à ce sujet. Pour l'heure, ce « manque » ne semble pas affecter outre mesure la bonne marche de la restauration d'une manière générale et aucune contestation de la part des étudiants n'a été enregistrée à ce jour pour mettre la pression sur la direction à ce sujet, tant la bonne gestion a toujours prévalu dans ce domaine. Dans les 6 infrastructures, les préposés à la restauration servent 16 760 repas au quotidien, entre





© El-Djazair.com, photo par Nacef Ghazi

déjeuner et diner. Comme dans tous les restaurants des résidences, l'hygiène fait l'objet d'une vigilance à toute épreuve, en amont et en aval, c'est-à-dire de l'approvisionnement jusqu'au plat servi. Médecin, directeur de résidence et chef de restauration y veillent particulièrement durant tout le processus. Les provisions sont stockées dans des magasins salubres, répondant aux normes d'hygiène requises par la direction de la santé publique, de même que des chambres froides sont disponibles pour les produits frais tels la viande, le poulet, le poisson ou encore les fromages, les laitages et les produits qui en sont dérivés, lesquels ne sont sortis de leur endroit de conditionnement que pour la cuisson afin d'éviter la rupture de la chaîne de froid susceptible de provoquer des avaries dans la nourriture et donc des intoxications alimentaires, voire des pathologies aux conséquences graves. Les menus sont préparés au début de l'année universitaire par une commission qui regroupe le directeur de la résidence,

le chef cuisinier et éventuellement des diététiciens ainsi que les représentants des résidents(es). Les mets qui feront l'objet du plus large consensus sont adoptés pour un semestre, mais il arrive qu'ils soient changés en cours de route s'il est fait constat qu'un plat fasse l'objet d'un rejet excessif de la part des résidents(es)

### Transport urbain en nombre suffisant

La DOU Sidi Bel Abbès dispose d'un parc roulant de 35 bus. La totalité des engins sont exclusivement dédiés au transport urbain : les facultés n'étant généralement pas loin des résidences et les résidents(es) habitant au-delà de 30 kilomètres (garçons) et de 50 kilomètres (filles), bénéficient tous du droit d'hébergement de manière à ce que la question du transport suburbain ne se pose pas pour l'instant. Même le nombre d'adhérents au transport à la DOU de Sidi Bel Abbès, s'élevant à 2898, est beaucoup plus réduit que dans la plupart

des autres directions des œuvres universitaires du pays. Toujours est-il que le problème du transport n'y a jamais été problématique. Les 35 bus accomplissent une dizaine de rotations par jour, allant des 6 résidences aux différentes facultés et inversement. Les prestations commencent dès 7 heures jusqu'à 18 heures.

### Près de 13 000 boursiers

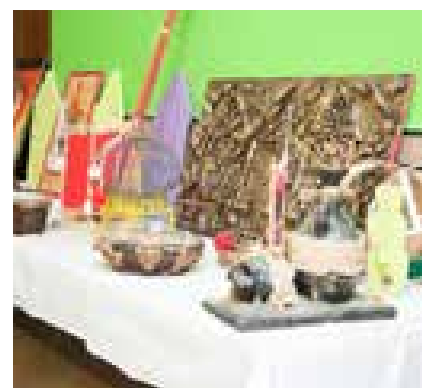
Les émoluments boursiers dont bénéficient les étudiants(es) à divers paliers de leurs cursus sont des soldes d'appoint appréciables pour ces derniers afin de s'acquitter des redevances de transport, d'hébergement, de transport, de restauration et, éventuellement comme argent de poche. L'Algérie est l'un des rares pays au monde à accorder ces subventions à sa jeunesse studieuse. Dans ce cadre, les services des bourses DOU Sidi Bel Abbès octroient une bourse à condition –



© El-Djazair.com, photo par Nacef Ghazi

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

durant son cursus l'étudiant n'a droit qu'à un redoublement. S'il cale une seconde fois sa bourse est bloquée jusqu'à ce qu'il réussisse son passage, selon une règle générale établie. Cependant, il y a lieu de relever un bémol que les fonctionnaires qualifient d'injuste: pour obtenir une bourse, l'étudiant doit présenter un extrait de rôles des parents exempt de charges fiscales cumulées par l'un des ascendants. Dans le cas contraire, il est, de facto, privé de ce droit et se trouve donc pénalisé pour un délit dont la responsabilité civile et encore moins pénale n'est pas engagée. Quoi qu'il en soit, 12 940 étudiants perçoivent leurs bourses de manière régulière. En graduation, elle est estimée à 4050 DA, en master 1 à 6 000 DA, en Master II à 7 000 DA, en magistère à 10 000 DA et en doctorat à 12 000 DA. Les étudiants étrangers bénéficiant d'une bourse sont au nombre de 324 entre garçons et filles, dans tous les paliers de l'enseignement supérieur.



© El-Djazaïr.com. photo par Nacef Ghazi



### Des résidentes « fées du logis »

Comme dans toutes les résidences universitaires, les activités culturelles, sportives constituent un facteur d'épanouissement, un moyen d'« évasion » pour annihiler le stress qui pourrait naître de l'effort intellectuel continu et de l'éloignement familial. Aussi, les résidences de la DOU Sidi Bel Abbès 1 sont-elles dotées de foyers, de salles de lecture, de centres sportifs et des ateliers de travaux manuels. Sur ce point précis, les résidentes de la cité Ibn-Rochd abritant les étudiantes de médecine, de pharmacie et de chirurgie dentaire nous ont gratifiés d'un étalage de leur talent lors d'une exposition qui a coïncidé avec notre visite. Des objets décoratifs de tous genres et d'un goût appréciable réalisés avec une matière première peu couteuse mais à l'aide de laquelle, elles font des prouesses. Par ailleurs, la participation aux manifestations tant locales, régionales que nationales a été sanctionnée par diverses récompenses et différents prix.

T. M.

Direction des œuvres universitaires de Sidi Bel Abbès - Centre

# Une rentrée universitaire sans encombre



© El-Djazair.com. photo par Naef Ghazi

L'essor pris par le secteur de l'enseignement supérieur à Sidi Bel Abbès, depuis près d'une vingtaine d'années, est indéniable. Le rythme des constructions des édifices universitaires s'est accéléré de manière quasi exponentielle depuis 2005. De telle manière qu'une ville universitaire est actuellement en réalisation et devrait être réceptionnée, du moins, une grande partie à la prochaine rentrée universitaire.

Par Ahmed BOUDRAA



## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Djamel Bensizerara, directeur des œuvres universitaires de Sidi Bel-Abbès.

Une ville universitaire n'est pas seulement constituée de blocs pédagogiques mais également de résidences universitaires, de salles de lecture et d'internet, de restaurants, de salles de spectacles, de salles d'aérobic, de centres de soins, de centres d'activités sportifs... Bref, toutes les activités intégrées d'un campus et dont la gestion échoit au directeur des œuvres universitaires. En l'occurrence, c'est le DOU Bel Abbès-Centre, Djamel Bensizerara qui en a actuellement la charge. Désigné à ce poste en 2014 après avoir servi dans la wilaya de Khenchela, son mérite est d'avoir tout de suite pris la mesure et l'importance de la tâche, étant donné qu'il se devait de mettre sur rails la gestion d'infrastructures nouvelles au même temps que préparer une rentrée universitaire dans une ville qu'il ne connaît pas forcément ou si peu.

© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi



## Un taux d'hébergement satisfaisant

La Direction des œuvres universitaires (DOU-Centre) dispose de 6 résidences d'une capacité d'accueil théorique totale de 9800 lits: la résidence du 8-Mai-1945 (2 000 lits), résidence Bouloum-Mohamed (1 000 lits), résidence Rahmani-Miloud (1 500 lits), résidence Bousekrane-Ouafia (2000 lits), résidence Zerrouki-Semouna (2 000 lits), résidence Attar-Bel-Abbès (1 300 lits). Soit un total de 9 800 lits sur l'ensemble du parc immobilier du DOU Bel Abbès-Centre. Cinq résidences sont dédiées aux résidentes tandis qu'une seule est réservée aux résidents. Les 6 résidences sont excédentaires en matière d'hébergement, c'est-à-dire qu'elles sont loin d'épuiser leur capacité d'accueil : seulement 5 212 lits sont occupés sur les 9 800 lits disponibles. Un taux d'occupation avoisinant les 55% seulement. Aussi, sur ce point, les choses sont-elles au beau fixe. Sauf que le problème réside dans les travaux de réhabilitation et de restauration de plusieurs blocs de la résidence de garçon Attar-Bel-Abbès

qui n'héberge pour l'heure que 367 résidents dans des blocs plus ou moins habitables. Le reste des résidents a été transféré vers les résidences du DOU Sidi Bel Abbès 1, en attendant que l'opération de réhabilitation commence. « Des promesses nous ont été données pour l'entame des travaux incessamment et la remise des clés au mois de décembre prochain, sinon nous craignons de nous voir imposer la solution qui consiste à envisager la mixité dans les résidences, ce qui pourrait être problématique vis-à-vis des étudiantes, de leurs parents et de leurs représentations syndicales » dira M. Bensizerara. « Si les assurances qui nous ont été données ne peuvent aboutir pour une raison ou une autre, il va falloir prévoir une clôture entre la résidence des garçons et celles des filles afin de prendre les devants d'une éventuelle polémique qui risquerait d'enfler et de dégénérer », affirme-t-il, par ailleurs. En clair, ce n'est nullement une question de capacité d'accueil mais d'aménagement résidentiel au cas où les travaux de restauration ne

seront pas entamés ou terminés.

## La maîtrise des besoins en transport

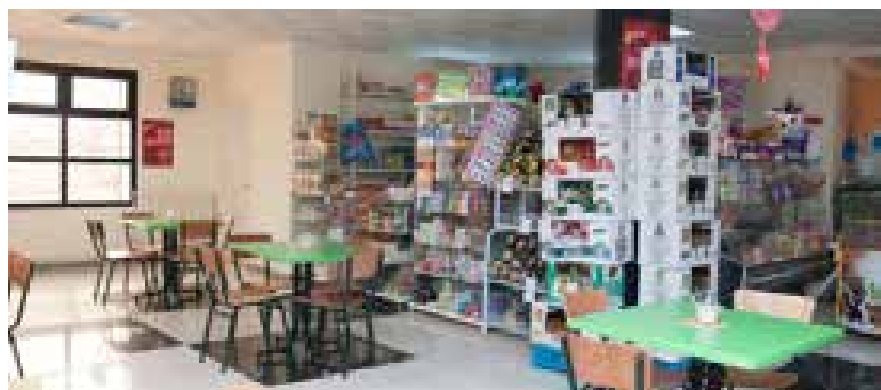
En ce qui concerne la DOU Sidi Bel Abbès-Centre, la question du transport ne se pose pas ou, du moins, pas avec acuité. Et pour cause, le campus, une sorte de ville universitaire possède en son sein presque toutes les facultés où les cursus des résidentes sont enseignés, mis à part quelques facultés qui se situent en dehors du campus à l'instar de celle de médecine, de chirurgie dentaire, de pharmacie ou encore de Droit. Aussi, à l'effet de restreindre au maximum le recours au transport et étant donné que la capacité d'accueil dans les résidences est largement excédentaire, M. Bensizerara a-t-il la latitude d'héberger quiconque parmi les étudiantes qui en fait la demande, « même si elles habitent à 3 kilomètres à la ronde », affirme-t-il. Cependant, 26 bus sont mis à la disposition des résidentes dont les facultés se situent en dehors du campus. Les 4 212 adhérents (es)



*Des foyers, des salles omnisports, ainsi que des espaces verts, mis à la disposition de ses étudiants.*



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi



au transport ont droit à 10 rotations quotidiennes que les bus assurent du campus vers les différentes facultés et inversement et ce, de 7 heures à 18 heures.

### Six restaurants intégrés en attendant le restaurant central

La Direction des œuvres universitaires de Sidi Bel Abbès-Centre dispose de six restaurants à l'intérieur du campus, ce qui revient à dire que pratiquement chaque résidence dispose du sien. Les étudiants (es) non-résidents(es) s'y restaurent sans la moindre difficulté, en attendant que soient réceptionnés les deux restaurants centraux prévus à cet effet. Quotidiennement, 14 500 repas (déjeuner et dîner) sont servis dans ces infrastructures appropriés à la propreté irréprochable. Des espaces suffisamment aérés et éclairés pour faire des repas des moments de détente, de rencontre. Une nouveauté : la fin de parcours des files d'attente aboutit sur des ouvertures beaucoup plus

grandes que les précédentes de manière à voir le personnel de cuisine évoluer et échanger avec les serveurs alors qu'auparavant seules les mains de ces derniers apparaissent des petites saillies séparant l'étudiant des cuisiniers. Des saillies qui ne sont même plus dignes des établissements carcéraux. L'initiative a semble-t-il reçu l'adhésion de tous, travailleurs et résidents. Les menus à base de viande, de poulet ou de poisson sont établis en concertation avec le médecin, le directeur, le chef de restauration et éventuellement les représentants des résidents(es). Tandis que les préposés à la bourse carburant à plein régime avant même la rentrée universitaire, principalement, avec les nouveaux bacheliers. Le rythme allant decrescendo au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la rentrée. Au DOU Sidi Bel Abbès-Centre l'on comptabilise 7 472 boursiers tous paliers confondus: 3 736 bénéficiaires en graduation, 3 123 en master, 290 en magistère et 323 boursiers (es) en doctorat. Des retards dans les dépôts



## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

de dossiers ont été enregistrés parmi les doctorants et ceux qui préparent leur magistère mais tout est rentré dans l'ordre.

### Des surveillantes pour « veiller au grain »

Etant donné l'immensité du site, principalement constitué de résidentes, M. Bensizerara a pensé qu'il serait judicieux de recruter des femmes d'un certain âge et expérimentées comme agents de surveillance notamment devant les accès des résidences afin d'interpeller des filles étrangères aux résidences et éventuellement procéder à une fouille corporelle au cas où des éléments suspects voudraient introduire des objets illicites. Le reste du site est surveillé par des agents de sécurité et des agents de surveillance avec l'aide précieuse de caméras de surveillance de manière à ce que toute tentative d'intrusion soit instantanément annihilée.



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi



## Des infrastructures d'activités tous azimuts modernes

La DOU Sidi Bel Abbès-Centre dispose également d'infrastructures modernes propices à accomplir des activités sportives, scientifiques et culturelles: des amphis pour les conférences et des pièces théâtrales, des foyers, des salles omnisports, des salles d'aérobic, des salles de lectures et d'internet, bref, toutes les commodités dont les résidentes ont besoin pour activer et s'épanouir aussi bien individuellement que dans le cadre des associations ou de clubs de réflexion et d'activité. Sans compter les centres de soins propres aux soins corporels et dentaires fonctionnant sous la houlette de médecins et de dentistes assistés par un personnel paramédical diplômé. En un mot, tout concourt dans les résidences du campus sous la responsabilité de la DOU Bel Abbès-Centre à créer une atmosphère favorable à la fois à l'effort intellectuel et aux loisirs des résidentes.

A. B.

© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi



Université Amar-Telidji de Laghouat

# Une institution phare de la wilaya



La stratégie de développement de la région ne peut se concevoir désormais sans l'apport conceptuel déterminant de l'université Amar-Telidji qui a procédé, dans le cadre de l'ouverture sur son environnement socioéconomique et la contribution au développement local, à la signature d'autres conventions de coopération dans 32 secteurs.





*Le président de la République Abdelaziz Bouteflika, honorant le Pr. Djamel Benbortal, recteur de l'université, Amar-Telidji de Laghouat, à l'occasion de l'ouverture de l'année universitaire 2011.*

**E**lle est déjà très lointaine l'époque où l'actuelle université de Laghouat, baptisée au nom de Amar-Telidji, parée de l'allure et des attributs de modernité et suscitant présentement la fierté des Laghouatis, n'était qu'une Ecole supérieure de l'enseignement technique, créée en 1986 pour les besoins didactiques et pédagogiques de la wilaya. Depuis, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, et, l'université dont les sites constituant les différentes facultés quadrillent la ville. De « la ville garnison » dont elle est affublée, Laghouat se mue, subrepticement en ville du savoir. L'université Amar-Telidji qui en est l'émanation a pris progressivement mais inexorablement l'essor du progrès et du développement en jouant parfois, pour ne pas dire souvent, le rôle de la mouche du coche, en éveillant les consciences des jeunes et en tirant vaille que vaille les esprits vers le haut, autrement dit, vers le meilleur. En un mot, la stratégie de développement de la

région ne peut se concevoir désormais sans l'apport conceptuel déterminant de l'université Amar-Telidji dont le recteur et son staff constituent le brain trust et la boîte à idées des méthodes à imprimer aux projets dont bénéficie une wilaya totalisant pas moins de 24 communes et 10 daïras. En tout cas, c'est la philosophie du professeur Djamel Benbortal, lequel a une haute idée de sa mission et celle de l'institution qu'il dirige dans la marche vers le progrès de Laghouat, sa ville natale et par extension, celle de la wilaya. Son crédo? Une stratégie de développement globale dont la clé de voute serait l'investissement tous azimuts, sous-tendu par la mobilité des cadres et des opérateurs du nord au sud du pays et vice-versa, seul paramètre à même d'enrayer le marasme et la stagnation.

### **Amar Telidji, un moudjahid au parcours atypique**

Né le 26 décembre 1923, il quitte

tôt les bancs du lycée Bencheneb de Médéa, en dépit d'une intelligence remarquable pour rejoindre les rangs de l'armée française à une époque où les Algériens, d'une manière générale, allèguent maints prétextes pour la fuir. Doté d'un bagage intellectuel lui permettant d'assimiler les techniques des transmissions, il part combattre en Indochine où il affine et perfectionne ses connaissances dans cette arme, puis, à son retour, il s'installe au Maroc comme conseiller des forces armées marocaines en matière de transmissions. En juin 1956, il rejoint les rangs de l'ALN, sous la houlette de Abdelhafid Boussof, alors patron du MALG (contre-espionnage) au service de la Révolution armée. Ce dernier le choisit comme instructeur de la première promotion des techniciens en transmissions algériens, baptisée « Zabana », du nom du premier guillotiné, exécuté dans la tristement célèbre prison Barberousse. A l'indépendance, il occupe un poste éminent au ministère des PTT qui était en pleine restructuration. Il est décédé à la suite d'un accident de la circulation en 1965.

### **Un organigramme de haut niveau**

A l'instar des autres universités du pays, celle de Laghouat est soucieuse de la bonne marche de ses différents services, tant pédagogiques qu'administratifs voire de l'intendance. Le recteur, le Pr Djamel Benbortal, sous des dehors pondérés mais fermes, veille à ce que l'équilibre entre ces volets interdépendants les uns des autres soit maintenu, même si l'aspect pédagogique devrait prévaloir, étant entendu que la mission première d'une université est, par excellence, l'enseignement. Néanmoins, la gestion administrative et les œuvres universitaires doivent impérativement jouer le jeu et suivre le tempo. Aussi, pour faire fonctionner ses rouages sans encombre, l'université fonctionne avec un effectif substantiel de 950 enseignants permanents, 11 enseignants invités, 26 enseignants associés et 397 enseignants vacataires.

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Quant au personnel administratif, technique et de service, son nombre s'élève à 692 éléments, entre cadres, agents de maîtrise et subalternes. Ils sont aidés dans leurs tâches par 329 agents contractuels officiant dans les différents services de l'administration universitaire. Tout ce beau monde est mis à contribution pour offrir les meilleures conditions d'études et de recherches aux 26 424 étudiants en graduation et 1010 autres en post-graduation qui y sont inscrits.

### Une université « aérée »

La superficie globale de l'université Amar-Telidji est estimée à quelque 46 hectares, néanmoins, elle n'est pas conçue comme un bloc monolithique car les entités composant l'institution sont regroupées sur quatre sites, éloignés les uns des autres. 40% de la superficie qui lui est dévolue sont dédiés aux espaces didactiques et pédagogiques tandis que le reste est réservé aux espaces verts. Le premier site totalisant une superficie de 13.68 hectares est en fait l'ancien siège de l'Ecole nationale supérieure de l'enseignement technique (ENSET), récupéré pour regrouper quatre facultés:

- la faculté de technologie (départements: génie civil, architecture, génie mécanique, science et techniques);
- la faculté des sciences (département: sciences de la matière);
- la faculté de Droit et des sciences politiques;
- la faculté des Lettres et des Langues

Le second site, situé au premier pôle universitaire, comprend:

- la faculté de technologie (département: génie des procédés, électrotechnique, électronique);
- la faculté des sciences (département: agronomie, biologie, mathématiques, et informatique);
- la faculté des sciences sociales et humaines
- la faculté de médecine
- classe préparatoire en science et technologies

- bloc de laboratoires et de recherches

Le troisième site est également une infrastructure reconvertie puisqu'il s'agit de l'ancien ITE. Il abrite:

- la faculté des sciences économiques, commerciales et de gestion;
- l'Institut des sciences et techniques des activités physiques et sportives

Le quatrième site se situe à Aflou et englobe:

- la faculté des sciences sociales et humaines
- la faculté de droit et des sciences politiques
- la faculté des Lettres et des langues
- la faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion

Après l'ENSET, créé en 1986 et dont l'objectif assigné était de former des enseignants en génie mécanique, génie civil et génie électronique, des efforts considérables ont été déployés depuis pour que cet organisme accède au rang de centre universitaire. Et

cela fut concrétisé en vertu du décret exécutif 157-97 du 10 mai 1997 portant création du centre universitaire de Laghouat. A ce stade déjà, les choses sérieuses commencent et la wilaya pouvait s'enorgueillir, sans prétention aucune, d'avoir un socle solide pour les études supérieures à l'intention des étudiants de la région. Les cursus en vue de l'obtention de diplômes ont été élevés d'un cran puisqu'il fut introduit les diplômes d'ingénieur d'Etat, de licence et le diplôme des études universitaires appliquées dans les disciplines suivantes: les sciences exactes, l'informatique, le génie mécanique, le génie électronique, le génie civil, la chimie industrielle, la biologie, les sciences économiques et les sciences de gestion, langue et littérature arabe, les sciences juridiques (droit), psychologie et l'orthophonie.

**L'an 2001, le Graal:  
l'université Amar-Telidji  
est officiellement créée**



Le Premier ministre Abdelmalek Sellal en visite à la faculté de médecine de Laghouat



Une telle persévérance ne pouvait déboucher que sur la création de l'université de Laghouat en 2001, abritant en son sein trois facultés, aidée en cela, évidemment, par le développement de la ville et de la wilaya et la poussée démographique de la communauté étudiante, devenue plus importante. Il fallait donc parer au plus pressé et mettre en œuvres les facultés où affluent le plus grand nombre d'étudiants à savoir, la faculté des sciences et de l'ingénierie, la faculté des sciences économiques et de gestion, la faculté de droit et des sciences sociales. Parallèlement à la restructuration qu'a connue l'université, d'autres spécialités furent introduites dans la nomenclature pédagogique de l'université de Laghouat telles que la maintenance dans le domaine du génie électronique, les ressources hydriques, l'agronomie, l'urbanisme, les sciences sociales et démographie ainsi que l'anglais.

### Le système LMD charrie de nouvelles spécialités

L'année universitaire 2006-2007 a vu l'adoption et la généralisation du système LMD dans l'enseignement supérieur algérien avec davantage d'offres en termes de disciplines pédagogiques telles les sciences de la matière, sciences et technologie, mathématiques et informatique, sciences et techniques du sport, langue française. Cela étant, d'autres spécialités annexes ont été adoptées dans la phase master à l'orée de l'année universitaire 2009-2010. En effet, ce pôle de savoir et de technologie a été restructuré en six facultés :

- la faculté des sciences
- la faculté de technologie
- la faculté de droit et des sciences politiques
- la faculté des lettres et langues
- la faculté des sciences humaines et sociales
- la faculté des sciences

économiques, gestion et sciences commerciales

- l'Institut des sciences et techniques physiques et sportives (STAPS).

En septembre 2012, une annexe de l'université de Laghouat ouvre ses portes dans la ville d'Aflou au profit des étudiants de la région nord de la wilaya, leur faisant l'économie d'un déplacement de 100 kilomètres. Moins d'une année après, le 14 mars, précisément, une faculté de médecine est créée à l'université de Laghouat. Les cours qui y sont prodigués commencent lors de la rentrée universitaire 2014-2015. Cependant, ce formidable élan programmatique ne va pas s'arrêter en si bon chemin car en perspective, l'université Amar-Telidji a présenté un projet de restructuration auquel les pouvoirs publics ont donné leur aval. Il consiste substantiellement à scinder la faculté de la technologie en deux entités: la faculté de la technologie et la faculté de génie civil et architecture. Le même processus a été élargi pour faire éclater la faculté des sciences humaines en deux divisions: la faculté des sciences sociales et la faculté des sciences humaines, islamiques et de la civilisation.

### 2006- 2016, une décennie féconde

Certes depuis 2001 l'université de Laghouat a connu un parcours un tant soit peu laborieux, empruntant cahin-caha son cheminement vers l'évolution qu'on lui connaît actuellement. Cependant, la décennie 2006-2016 a été particulièrement entreprenante et fertile dans la mesure où les infrastructures qui font aujourd'hui sa fierté et son orgueil y ont été érigées. Il est vrai que la « cagnotte » pétrolière engrangée durant ces années y a été pour beaucoup, mais il est indéniable que l'audace et le volontarisme des cadres universitaires faisant chorus avec ceux de la wilaya ont, à leur tour, su canaliser les bonnes volontés, planifié et rationalisé les investissements dans le domaine de l'enseignement supérieur. En effet, il y a de quoi être sidéré du nombre des acquis que compte ce secteur,



tous construits durant cette période : 24 laboratoires équipés sont mis à la disposition des chercheurs dans les divers paliers de l'enseignement supérieur ; la réalisation d'une bibliothèque centrale recelant plusieurs centaines d'ouvrage et 8600 places pédagogiques ; la réalisation, la consolidation et le développement d'un réseau intranet ainsi que la construction d'un centre médico-social, d'une salle polyvalente et de quatre terrains de sport ; l'acquisition des équipements scientifiques pour le renforcement des travaux pratiques ; l'équipement de 8 000 places pédagogiques, reconversion d'un bloc de l'ex-ITE en salle de conférences ; l'étude et la réalisation d'un auditorium de 600 places, la réalisation d'un bloc de recherche pour dix laboratoires, l'équipement d'un bloc de recherches ; l'étude et la réalisation d'un centre de recherche en sciences islamiques et d'un plateau technologique ; l'équipement scientifique de recherche d'un plateau technologique ; l'étude et la réalisation d'une unité de recherche en plantes médicinales, la reconversion et l'aménagement de locaux pédagogiques et administratifs pour abriter l'ENS de Laghouat, la rénovation des machines de l'atelier de génie mécanique et, enfin l'étude et la réalisation d'un nouveau pôle de 8 000 places pédagogiques. Ceci étant, l'on est encore loin du bilan définitif car d'autres réalisations vont certainement voir le jour et s'inscrire au solde positif de l'université de Laghouat mais concédons tout de même que depuis l'appropriation de l'ENSET en 1986, qui fut un noyau embryonnaire assurant les études de 314 futurs enseignants, à ce qui est devenu l'université Amar-Telidji, qui abrite actuellement 26 424 étudiants(es) en graduation et en post-graduation, que de chemin parcouru !

### Confronter les connaissances théoriques aux besoins économiques

L'une des préoccupations majeures du recteur de l'université Laghouat, Djamel Benbertal est de permettre aux

cycles de formation de l'université dont il a la charge et notamment à celles arrivées à leurs aboutissements, de confronter les connaissances théoriques aux différents domaines d'expérimentation. Aussi, l'ambition de l'université Amar Telidji de Laghouat se résume-t-elle à soutenir et à réunir les conditions favorables pour une recherche scientifique de qualité, capable de contribuer significativement au développement économique, social et culturel du pays. Elle offre aux chercheurs et aux doctorants un environnement professionnel technique approprié à travers des infrastructures modernes et des équipements performants garantissant des conditions de travail agréables. Ces atouts permettent, effectivement, la mise en place de projets de recherche dans le cadre des formations doctorales ou des collaborations externes via la prise en charge des problèmes et des doléances des secteurs socio-économiques tels Sonatrach, Sonelgaz, la Poste... La

chute drastique du prix du baril de pétrole et la crise économique qui pourrait en être induite sont également de nature à orienter la recherche vers un mode économique alternatif et pérenne telles l'agriculture et les énergies renouvelables que les vastes étendues du pays sont largement en capacité de produire et de développer. A ce titre, l'université Amar-Telidji de Laghouat pourrait être pionnière dans ces créneaux étant donné sa situation géographique idéale se trouvant à mi-chemin entre le Nord du pays et le Grand Sud, une sorte de relais en somme. Cela aussi est l'une des ambitions affichées du recteur et de son staff.

### La faculté de médecine, le nec plus ultra...

En trente années d'existence, depuis la création de l'Ecole normale supérieure pour l'enseignement technique dont il a été fait mention plus haut, l'université de Laghouat a connu une évolution crescendo pour créer

La faculté de médecine inaugurée officiellement en janvier 2016 par le Premier ministre Abdemalek Sellal.







en son sein sept facultés, notamment celle de médecine, mise en œuvre en 2013, inaugurée officiellement fin janvier passée par le Premier ministre Abdelmalek Sellal, et dont les premières fournées, prendront en charge, à terme, le volet médical et thérapeutique de la wilaya de Laghouat et des wilayas environnantes dont les habitants sont astreints à chaque fois d'effectuer de lointains périples vers le nord du pays pour se soigner en cas de pathologies sérieuses. La décision d'ouvrir une faculté de médecine que tout un chacun dans cette région du pays appelait de ses vœux, pour des raisons on ne peut plus évidentes, a été prise lors de la visite du Président Abdelaziz Bouteflika, qui a coïncidé avec la rentrée universitaire 2011-2012. A cet effet, le nouveau CHU de Laghouat, lequel aura, en son sein, la double mission de soigner et d'enseigner, est sur le point d'être finalisé et sera donc le futur réceptacle des étudiants(es) actuellement en

filière de médecine. En effet, la décision de création de la faculté de médecine de Laghouat vient accompagner le projet de création du CHU qui comptera plusieurs structures, dont un hôpital de 240 lits et un centre anti cancer, ce qui fait d'elle un soutien important pour la concrétisation de ce projet sanitaire d'envergure afin de répondre aux attentes des habitants de la région en matière de santé, avec un encadrement adéquat. D'une capacité de 2.000 places, la faculté a reçu, lors de sa première année, 69 étudiants et accueille actuellement 195 étudiants, encadrés par 58 enseignants dont 12 professeurs. Cet établissement universitaire compte un groupement pédagogique et quatre salles de cours, trois salles de soutenances, une salle de langue, en plus de 24 laboratoires et 16 salles de travaux dirigés, selon la fiche technique de la faculté. La faculté, qui devra assurer l'encadrement de la santé publique et d'augmenter les capacités pédagogiques, dispose aussi

de quatre amphithéâtres totalisant 1.000 places et une bibliothèque dotées de toutes les commodités pour la recherche scientifique. Ainsi, le rêve de création d'une faculté de médecine à Laghouat, longtemps caressé par les habitants de la wilaya est devenu une réalité et une fierté pour eux.

### Le Centre national de recherches en sciences islamiques, un joyau

L'idée de sa création, dit-on, a germé à la suite des événements du match Algérie-Egypte et du traitement à la limite de l'indécence subi par les étudiants algériens en théologie dans les universités égyptiennes. Décision fut donc prise pour édifier un centre national de recherches en sciences islamiques à Laghouat en 2011. Cet édifice de forme octogonale tout en voutes et en colonnes est conçu selon un pur style arabo-mauresque-andalou, une architecture de tradition algérienne, revisitée, avec un zeste de modernité. Il a pour mission première de promouvoir la culture nationale, de faire rayonner la science et la civilisation islamique loin des excès de tous bords, de rassembler autant que possible les anciens manuscrits des auteurs algériens, de faire connaître au grand public ceux parmi eux dont le parcours a été occulté ou négligé et d'assurer la formation continue, le recyclage et le perfectionnement de haut niveau des personnels de recherche dans le domaine de la théologie. Relevant de la direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique, l'établissement compte quatre sections de recherches réparties sur les études doctrinales et coraniques, la pensée, la doctrine et le dialogue avec les autres, ainsi que l'histoire culturelle de l'Algérie et une section de civilisation islamique. Il dispose également d'un groupement pédagogique et administratif, d'un auditorium pour les séminaires, en plus d'une résidence pour les manifestations internationales et nationales, d'un cercle et d'une imprimerie numérisée.

A. B.

Le professeur Djamel Benbertal, recteur de l'université d'Amar-Telidji

## « Nous souhaitons la création d'une grande école en génie industriel »



L'ambition de l'université Amar-Telidji de Laghouat est de soutenir et de réunir les conditions favorables pour une recherche scientifique utile et de qualité, capable de contribuer significativement au développement économique, social et culturel.



**El-Djazair.com : Pouvez-vous nous faire une brève présentation de votre université ?**

**Pr. Djamel Benbortal :**

Créée le 18 septembre 2001, avec trois facultés (sciences et sciences de l'ingénierat, droit et sciences sociales, sciences économiques et sciences de gestion), l'université de Laghouat porte le nom d'Amar-Teledji, après une longue évolution marquée par la création, en 1986 de l'Ecole normale supérieure de l'enseignement technique (ENSET) reconvertie en 1997 en Centre universitaire dispensant des cours au sein de quatre instituts : génie électrique, génie mécanique, génie civil et sciences économiques. La même année, le centre a été baptisé au nom du moudjahid Amar-Teledji. En 2001, il sera promu au rang de centre universitaire pluridisciplinaire regroupant trois facultés : sciences et sciences de l'ingénierat, droit et sciences sociales, sciences économiques et sciences de gestion. Entre 2009 et 2010, on a restructuré l'université, ce qui a fait qu'on est passé de trois à six facultés, avec un institut pour les activités physiques et sportives. Actuellement, on se retrouve avec sept facultés : la faculté de médecine, la faculté des sciences,

la faculté des technologies, la faculté de droit et sciences politiques, la faculté des sciences sociales et humaines, la faculté des lettres et des langues, la faculté des sciences économiques et gestions, ainsi que l'Institut du sport. Durant la rentrée universitaire 2011-2012, la wilaya de Laghouat a bénéficié de l'ouverture d'une Ecole normale supérieure (ENS), qui compte 7000 étudiants et qui assure la formation pour le secteur de l'éducation nationale dans ses trois paliers : le primaire, le moyen et le secondaire. Aussi, il existe une annexe de l'université de Laghouat, plus précisément à Aflou. Plus de 3000 étudiants sont inscrits à cette annexe, qui assure la formation dans le domaine des sciences sociales, des sciences humaines et des lettres, du droit et des langues étrangères. Actuellement, on est à 26.000 étudiants dont 25.250 inscrits en graduation, en licence et master, et 1100 en poste de graduation en magister classique, en doctorat science et en doctorat du LMD. S'agissant des filières, l'université fonctionne à 100% dans le cadre du LMD. Nous avons presque 100 spécialités ouvertes en master et 60 spécialités en licence. Ce qui sous-entend qu'on assure beaucoup de formations généralement dans le domaine des sciences technologiques,

notamment le génie électrique, le génie mécanique, le génie civil sans oublier bien sûr tout ce qui concerne les énergies classiques, les hydrocarbures. D'ailleurs, nous avons une spécialité en pétrochimie, une spécialité en master en génie gazier et un master en énergie renouvelable, autrement dit les énergies solaires. On essaye ainsi de former des cadres pour répondre aux exigences de la région. Ceci concerne le volet pédagogique. S'agissant de la recherche, nous possédons 24 laboratoires de recherches dont 14 sont dédiés aux sciences et technologie. Le Premier ministre a inauguré récemment le premier Centre national en recherche en sciences islamiques et de civilisation. Parmi les objectifs recherchés à travers ce centre l'étude des manuscrits, les sciences économiques traduction et les zaouïas. Ce centre nous permettra de travailler en concertation avec toutes les zaouïas d'Algérie. Autonome financièrement et administrativement, il sera composé de 60 chercheurs. Notre wilaya a bénéficié d'un plateau technique en analyse physico-chimique. Ce plateau abritera un grand nombre d'équipements lourds et sophistiqués dans le domaine physico-chimique des matériaux. Un équipement qui nous a coûté 80 milliards de centimes. Des équipes de recherches ont beaucoup travaillé sur la valorisation des plantes qui se trouvent dans notre région. C'est dans cette optique qu'on a bénéficié d'une unité de recherche en plante médicinale. La réception de ces deux projets se fera en avril prochain. Actuellement, on prépare les cahiers de charges, pour l'acquisition d'équipements. Aussi dans le cadre de la recherche, on est en train de construire 14 laboratoires de recherche en sciences et technologies, et deux laboratoires en science économiques.

**El Djazair.com : Vous êtes à la tête de l'Université de Laghouat depuis décembre 2009, quel bilan faites-vous de sa gestion ?**



*Un amphithéâtre contemporain multifonctionnel de l'Université de Laghouat.*



**Pr. Djamel Benbertal :** A ma nomination, il y avait trois facultés. La faculté du droit et des sciences sociales regroupait auparavant les lettres, les langues étrangères, les sciences sociales, humaines, le droit, et les sciences politiques. Il y avait presque plus de 9000 étudiants. Après examen de la situation, j'ai été obligé de revoir la structure de cette université. J'ai éclaté cette faculté en trois facultés spécialisées, et cette décision est en relation avec les domaines de formation en séparant la technologie des sciences fondamentales. Ce qui a permis la création de la faculté des sciences, et celle de technologie. En outre, nous avons soumis, au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, une proposition d'éclater la faculté des technologies, en technologie, génie civil et architecture. Nous sommes passés aussi d'une dizaine de départements à 25 aujourd'hui. Le nombre de filières a augmenté de plus de 60%. En 2009, nous étions neuf professeurs, aujourd'hui nous sommes une quarantaine. En tout, nous sommes maintenant à presque mille enseignant. L'université a connu un bond en matière de recrutement d'enseignants et de la promotion des enseignants de maître assistant « A » en grade de maître de conférence « A » et grade de professeur. De point de vue

infrastructure, durant ces dernières cinq années, on est passé de 10 000 à 26 000 étudiants. Ce développement est dû à l'ouverture de nouvelles filières, sans prendre en considération les autres établissements. En somme, durant ces cinq dernières années l'université de Laghouat a connu un saut qualitatif dans le domaine de la pédagogie, de la recherche scientifique et du point de vue des infrastructures.

**El Djazair.com :** Quels sont les objectifs et les perspectives tracés pour les prochaines années ?

**Pr. Djamel Benbertal :** Il faut savoir que la faculté de médecine ne va pas se limiter seulement à la médecine. On est sur un projet d'ouverture et de création d'un doctorat en chirurgie dentaire. Pourquoi la chirurgie dentaire avant la pharmacie ? Ce choix répond aux besoins de la région qui souffre d'un manque de dentistes. En plus, c'est moins coûteux que la pharmacie car d'anciens maîtres assistants ayant exercé au CHU Mustapha Pacha résident aujourd'hui à Laghouat. Et puis, Laghouat a bénéficié cette année de l'ouverture des classes préparatoires, en science et technique. Ce sont des classes préparatoires intégrées à l'université, qui forment des ingénieurs. Ces derniers vont bénéficier d'une formation de qualité de deux ans. Par la suite, ils passeront un concours national qui va leur permettre d'accéder aux grandes écoles, dans le domaine des sciences et techniques. Nous avons d'ailleurs 60 étudiants inscrits en première année. On vise, à partir de l'ouverture de ces classes préparatoires, l'excellence, et à répondre aux besoins de la région en matière de spécialistes, notamment le génie industriel. En perspective, nous souhaitons la réalisation d'une « grande école en génie industriel ». Nous sommes en train de préparer un dossier pour la prochaine rentrée



*Le laboratoire de Recherche dédié aux étudiants de la faculté de médecine*





universitaire 2017-2018. La création de cette école nous permettra de prendre en charge des étudiants au niveau national. Une école qui va se spécialiser en sécurité et maintenance, hygiène et sécurité, en génie biomédical, génie mécanique. Nous voulons des formations ayant un impact socioéconomique. Aussi, nous visons également à réaliser dans les prochaines années un institut universitaire de technologie (IUT). Il faut savoir que 90 % des formations assurées au niveau de nos universités ont un caractère académique. Nous voulons former des licenciés professionnels en collaboration avec un partenaire socioéconomique. Nous comptons ouvrir, à partir de l'année prochaine avec l'accord des autorités concernées, un institut technologique en maintenance, et hygiène sécurité et environnement pour répondre aux exigences de la Sonatrach. Cela rentre également dans le cadre d'une convention entre le partenaire algérien socio-économique et le partenaire français, qui va nous accompagner dans la formation et l'expérience. Dans notre plan de développement, nous envisageons également l'ouverture d'une unité de recherche en énergie renouvelable.

**El Djazair.com : La recherche constitue votre cheval de bataille, dans quels domaines est-elle orientée ? Et quelles en sont ses priorités ?**

**Pr. Djamel Benbental :**

L'université de Laghouat, comme vous le savez, n'est pas spécialisée en science et technologie, elle est pluridisciplinaire. Nous avons tous les domaines. Nous avons 24 laboratoires de recherches et chaque laboratoire dispose de trois à quatre axes de recherche. L'un des axes les plus importants ici, ce sont les énergies renouvelables, la chimie physique, l'automatisme, il y a également des axes très importants dans le domaine des sciences économiques, humaines et sociales. Sans oublier le rôle du centre de recherche islamique et de civilisation, qui prend en charge des axes dans le domaine de l'économie sociale, sciences humaines, religieux, la traduction de manuscrits. Je pense qu'il y a une grande activité à Laghouat, en matière de recherche scientifique, la preuve nous avons beaucoup de résultats de publications et la soutenance d'une moyenne de 15 à 20 thèses de magister et doctorats par an. Nous avons également plus de 300 chercheurs enseignants qui sont impliqués dans

des laboratoires de recherche, et dans des projets nationaux. Nous avons également des jeunes qui ont des productions scientifiques très importantes, reconnues par la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRST). Nous avons créé de nombreux clubs scientifiques qui ont des projets innovants. Des projets que nous avons exposés au Premier ministre lors de sa visite dans la wilaya. Et ces jeunes chercheurs travaillent en concertation avec la maison de l'entrepreneuriat de l'université et l'Ansej. Par ailleurs, l'un de nos principaux objectifs est d'accompagner les étudiants innovateurs et de les aider à créer leur propre entreprise. Nous avons cinq ou six projets dans le domaine de l'électronique, d'informatique, d'agriculture, et d'agroalimentaire. Nous allons également profiter de la journée du Savoir (Yaoum El-Ilm), pour organiser une autre exposition élargie à d'autres projets, et nous sommes également intéressés à la production culturelle et musicale. Je vous informe que nous sommes l'une des rares universités qui a consacré près de 8 millions de dinars pour l'acquisition des instruments de musique. Nous pensons même à créer des petites supérettes, des pharmacies, au niveau de l'université. Nous sommes la seule université qui dispose également d'un bureau de poste à DAB. Nous avons créé aussi un centre d'analyses médicales au niveau de la faculté de médecine. L'objectif est de créer un village universitaire pour rompre avec la routine qui s'empare des étudiants.

**El Djazair.com : Que fait l'université de Laghouat pour coller à la réalité économique du pays ?**

**Pr. Djamel Benbental :** A travers plusieurs activités, séminaires, congrès, rencontres scientifiques, nous essayons de répondre au maximum aux besoins du secteur économique. Nous essayons aussi de trouver

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR



d'autres alternatives économiques, en dehors des hydrocarbures. Nous avons tous les atouts pour accueillir des touristes, notamment le tourisme religieux à travers la zaouïa Tidjania. Alors je pense que la wilaya de Laghouat peut contribuer dans le développement économique du pays, à travers la créativité de son université. L'université doit avoir également ses propres projets innovants et des brevets. Le rôle de l'université est la formation d'un bon citoyen, la création d'emplois est du ressort des entreprises spécialisées. Aussi, il faut que les offres de formations soient en relation avec le secteur socioéconomique. Il faut associer dans la formation le secteur socio-économique. Il est nécessaire maintenant d'encourager et d'orienter nos étudiants vers les formations socioéconomiques. L'université doit aussi s'ouvrir sur le secteur socio-économique pour nouer des partenariats. L'université devrait disposer d'une banque de données sur les besoins socioéconomiques, en encourageant les jeunes talents et le partenariat entre l'université et le monde du travail. Rappelons que le rôle principal de l'université est la formation, et non pas l'assurance d'emploi. La vocation c'est l'enseignement et la formation des chercheurs.

**El-Djazair.com** : Existe-t-il une connexion entre votre université et le monde de l'entreprise ?

**Pr. Djamel Benbortal :**

Nous avons paraphé six conventions avec le secteur industriel. Le contenu des clauses stipulent que ces entreprises accueillent nos étudiants pendant leurs stages. On organise également chaque année des portes ouvertes en partenariat avec les différentes entreprises qui activent à Laghouat, une chose qui impulsera le recrutement. On est condamné à avoir un partenaire industriel. Sonatrach prend en charge nos étudiants pendant leur stage. Il en est de même pour Sonelgaz. En contrepartie, nous formons leurs cadres dans les langues étrangères, notamment le français, ainsi que dans les ressources humaines.

**El-Djazair.com** : Face à la chute des prix du pétrole, avez-vous pensé à nouer des partenariats avec la direction de l'agriculture pour booster ce secteur stratégique au sein de votre région ?

**Pr. Djamel Benbortal :**

Effectivement, Laghouat est une ville à vocation agricole. A l'université, un département d'agronomie existe depuis plus de dix ans. Des cadres de la direction de l'Agriculture enseignent à l'université. Nous faisons des recherches pour améliorer la production et protéger nos produits du terroir, notamment Deglet Nour. Nous développons également l'apiculture et l'aquapêche. Avec les services des forêts, on pense implanter une pépinière au niveau de notre université. Nous avons bénéficié à cet effet d'une serre multichapelle très importante, qui s'adapte à toutes les conditions climatiques. Tout cela rentre dans le cadre d'un projet de recherche accompagné par la Direction de l'agriculture.

**El-Djazair.com** : Merci M. Benbortal d'avoir accepté de répondre à nos questions et on vous laisse le soin de conclure cet entretien...

**Pr. Djamel Benbortal :** Je ne peux pas dire que j'ai tout dit. Je vous laisse le soin de le compléter. Si j'ai un dernier mot à dire, tout d'abord, c'est de vous remercier de m'avoir accordé cette occasion de m'exprimer. Notre université est jeune, mais elle donne beaucoup pour la région. Nous avons un campus bien organisé, des étudiants mûres et sages, et je souhaite terminer en paraphrasant le président de la République Abdelaziz Bouteflika, à l'occasion de l'ouverture de l'année universitaire à Laghouat, un certain 14 décembre 2011. Le jour où il a annoncé la nécessité d'ouvrir des facultés de médecine au niveau des wilayas du sud du pays : « A partir de cette ville éminente, nous aspirons à un développement scientifique pour l'ensemble des régions du pays. Mon souhait est de voir l'Algérie à la hauteur de l'enjeu. Tout pays qui accorde une importance particulière à la pensée et édifie des universités ne craint pas les aléas du temps. L'université demeure ainsi l'espoir de la Nation qui contribue à l'affirmation de son entité, à la promotion de son présent et à l'édification de son avenir ».

Y. M.



Un Centre de formation et d'apprentissage.

Professeur Djamel Benbortal

# Un pragmatique au service du développement

Par Yahia MAOUCHI







**D**jamel Benbortal, professeur et recteur de l'université, Amar-Telidji de Laghouat, depuis décembre 2009, fait l'essentiel

de ses études supérieures au niveau de trois Universités de renommées, Montpellier, Toulouse III en France, et USTHB d'Alger, où il obtient, en 1987, son diplôme d'études supérieures (DES) en chimie. Deux ans plus tard, M. Benbortal obtient son deuxième diplôme d'études approfondies (DEA) en chimie moléculaire, option « Matériaux précurseurs », à l'USTL Montpellier.

Poursuivant ses études en France, M. Benbortal obtient, en juillet 1993, son doctorat au Centre d'élaboration de matériaux et d'études structurales (CEMES/CNRS- université Toulouse III - Paul Sabatier). Sa thèse sur les nouvelles méthodes de synthèse de poudres céramiques s'intitule « Elaboration et caractérisation de silicates préparés par chimie douce ». En retournant en Algérie, ce père de quatre enfants, âgé aujourd'hui de 53 ans, obtient en 1994 l'équivalence

de doctorat d'Etat algérien. En 1997, il est promu au grade de maître de conférences, avant de décrocher en 2003 le grade de professeur. Un diplôme qui lui est remis par la Commission universitaire nationale.

Dans le domaine de génie des procédés, M. Benbortal est auteur de 45 travaux scientifiques dans le domaine de la chimie des matériaux, de 14 thèses de magister, et de quatre thèses de doctorats, en physique matériaux, soutenue le 17 décembre 2005, à l'Université de Batna. Une deuxième thèse de doctorat en chimie des matériaux, soutenue le 14 juin 2006, à l'université de Batna. Une troisième thèse en chimie physique moléculaire et structurale, soutenue en octobre 2008, à l'Université Joseph-Fourier Grenoble. Et une quatrième thèse de doctorat d'Etat, intitulée « Réalisation de multicouches pour supraconducteurs à haute température critique par méthodes chimiques » soutenue en octobre 2009, à l'Université Joseph-Fourier Grenoble. Sur le plan professionnel, M. Benbortal a occupé plusieurs postes de responsabilités au sein de l'université de Laghouat. Il est

enseignant chercheur, depuis 1993 à ce jour, au sein de ladite université. Deux ans plus tard, il occupe le poste du chef du département de technologie, au sein de la même université. En 1997, il devient directeur adjoint chargé des études. Trois ans plus tard, il occupe le poste de directeur de laboratoire de recherche, et cela pendant neuf ans. Au cours de cette période, M. Benbortal, a passé une année sabbatique au laboratoire de cristallographie de Grenoble, en France (décembre 2006-novembre 2007). Depuis décembre 2009 à ce jour, Djamel Benbortal, occupe toujours le poste du recteur de l'université de Laghouat. Comme il occupe également depuis le 11 janvier 2015 à ce jour, le poste de chef de projet du plateau technique d'analyse physico-chimique, inscrit au titre de l'université de Laghouat. Il a également occupé plusieurs postes de direction au sein de l'université de Laghouat, dont celui de chef du département de tronc commun de technologie, directeur adjoint chargé des études, directeur du laboratoire de recherche « sciences fondamentales » et chef d'équipe « physico- chimie des matériaux », membre du comité scientifique du département de tronc commun de technologie, responsable scientifique de la post-graduation chimie moléculaire, membre de la commission d'habilitation des post-graduations « génie des procédés », Conférence régionale centre (CRC), et vice-recteur chargé de la recherche scientifique au sein de ladite université. Enfin, le professeur Benberta fait partie de la trempe d'hommes, qui croit au sacrifice et au travail pour réussir. Cet homme de terrain, qui a fait preuve d'abnégation au travail, a réussi en quelques années seulement, à transformer l'université de Laghouat en un pôle pédagogique attractif doté d'une faculté de médecine. Un rêve caressé par la population de Laghouat, devenu depuis quelques mois une réalité, en attendant la concrétisation d'un autre projet, qui lui tient à cœur, à savoir la réalisation d'une grande école nationale supérieure en génie industriel dans la wilaya de Laghouat.

Y. M.



**Direction des œuvres universitaires de Laghouat**

# **Le digne pendant du volet pédagogique**



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

Avec la réception de la résidence Ahmed-Kamim, d'une capacité théorique de 2000 lits, en avril prochain, ainsi qu'un nouveau restaurant central, en juillet prochain, situé au nouveau pôle, d'une capacité de 800 places, la prochaine année universitaire, 2016-2017 s'annonce sous les meilleurs auspices.

Par Ahmed BOUDRAA

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Abdelkader Yamani, Directeur des œuvres universitaires de Laghouat.

**A** l'instar des autres wilayas du pays, la Direction des œuvres universitaires de l'université Amar-Telidji de Laghouat, en charge de l'hébergement, de la restauration, du transport, de la bourse..., s'efforce de s'acquitter de ces diverses tâches de la meilleure manière qui soit. Parfois, il devient nécessaire d'anticiper pour pallier le manque conjoncturel et temporaire de moyens. Loin de nous de brosser un tableau noir, mais, simplement de dire que la réception, incessante, de certaines infrastructures, en voie d'achèvement, bouleversera la donne et offrira des conditions d'accueil quasi parfaites pour les étudiants et de management pour les responsables. En effet, en matière d'hébergement, un léger déficit en nombre de lits, estimé à quelque 600 lits, notamment en ce qui concerne les filles, est à déplorer en raison de l'afflux d'un grand nombre de bacheliers..

© El-Djazaïr.com. photo par Nacef Ghazi



### Une nouvelle résidence pour la prochaine rentrée

La Dou de Laghouat, dispose de six résidences universitaires dont trois sont réservées aux filles, notamment la résidence des Sœurs-Bedj, celle des Frères-Lemnaouar et la Résidence-1000 lits. Elles ont respectivement une capacité d'accueil théorique de 2000 lits pour les deux premières et de 1000 lits pour la troisième. Les garçons occupent la résidence Boucherit, apte à accueillir 2000 résidents, et celle des 3000 lits. Celle située à Aflou, ayant une capacité de 500 lits est mixte. Actuellement, le nombre global de résidents est de 10 087 étudiants, inférieur à la capacité d'accueil du parc résidentiel qui s'élève à 10 500 lits. Le déficit de près de 600 lits est constaté surtout dans les résidences des filles, chez lesquelles le taux de réussite au baccalauréat est, comme partout ailleurs, supérieur à celui des garçons. Aussi, la réception de la résidence Ahmed-Kamim, d'une capacité théorique de 2000 lits, en avril prochain, sera d'un

apport déterminant pour éradiquer définitivement l'option à trois étudiants par chambre, réhabiliter la norme standard qui consacre deux lits par chambre et annihiler un stress momentané et provisoire. La prochaine année universitaire, 2016-2017 s'annonce de ce fait sous les meilleurs auspices pour la DOU et par ricochet, pour les étudiants(es). L'Etat, dans ce domaine n'a jamais lésiné sur les moyens et la sempiternelle et nécessaire mise à niveau des infrastructures universitaires avec le nombre constant des étudiants(es) a toujours figuré en tête de liste de ses préoccupations. Cependant, et en dépit de tout, la rentrée 2015 s'est faite sans difficulté notable.

### Un restaurant central en juillet prochain

La DOU de Laghouat dispose actuellement de six restaurants locaux, c'est-à-dire situés dans l'enceinte même des six résidences universitaires et un restaurant central.

Un autre de cette envergure, situé au nouveau pôle, pouvant accueillir 800 places et arrivé à un taux de réalisation de 80%, sera livré en juillet prochain, pour être opérationnel à la rentrée universitaire 2016-2017. Dans les six restaurants et le restaurant central, on y sert plus de 13 500 repas au quotidien, c'est-à-dire au déjeuner et dans une moindre mesure au dîner. Le directeur, qui reconnaît quelques insuffisances dans ce volet, déclare cependant, que les repas « se sont beaucoup améliorés durant la saison universitaire en cours. » Et pour cause, les stages de recyclage et de perfectionnement organisés au profit des personnels de cuisine à El Oued ont commencé véritablement à porter leurs fruits. Par ailleurs, il a été constaté une nette amélioration dans la préparation des menus et la gestion de la consommation quotidienne et mensuelle via un logiciel mis au point spécialement pour le management des restaurants « U ». Ce qui a permis, selon le premier responsable, Abdelkader Yamani, de



amont et en aval est toujours de rigueur et met à contribution aussi bien médecin, vétérinaires que le personnel de cuisine.

### Une flotte de 70 bus

Avec la dotation de trois bus supplémentaires pour l'année universitaire en cours, le parc roulant mis à la disposition de la DOU a atteint les 70 bus, répartis en transports urbain et suburbain. Le premier dispose de 57 bus tandis que le second fait fonctionner 13 bus. Une commission composée de la direction des œuvres, du service de transport ainsi que les organisations estudiantines, a mis au point, au début de l'année universitaire, un plan de transport susceptible d'accomplir les différentes rotations, aussi bien pour les résidents(es) que les étudiants habitant Laghouat, sa périphérie ainsi que les résidences vers les trois campus à savoir, le pôle universitaire ou siège du rectorat,

© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

rationaliser les dépenses inhérentes à la restauration, en procédant, à titre d'exemple, à l'élimination progressive des repas faisant l'objet de rejet excessif de la part des étudiants. Les fiches de consommation ont été revues de manière à éliminer les excès ainsi que d'autres mesures ayant permis de réduire la facture alimentaire de 30% par rapport à l'année universitaire 2014-2015. Les économies réalisées ont ainsi permis d'introduire d'autres denrées telles le poisson, généralement prisé par les étudiants ainsi que d'autres « extra » prévus pour le mois de ramadhan, qui, cette année coïncidera probablement avec la période des examens et des contrôles: zalabia, kalb Ellouz, zebib et mesfouf..., bref, des plats à forte teneur calorique y seront servis. D'autre part, la vigilance en ce qui concerne l'hygiène est toujours de mise et répond au cahier des charges et au règlement en vigueur établi par la Direction de la santé et de la population (DSP) et autres structures compétentes. La vérification en

© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi



l'ex-ITE et l'ex-ENS. Les lignes du suburbain assurent, quant à elles, les lignes menant à Kasr El Hiran, Sidi Makhlouf, Bennacer Benchahra et le chemin inverse vers les trois pôles.

### Plus de 21 000 étudiants boursiers

Le service des bourses a enregistré les dossiers de bourse de 15 841 étudiants. Toutefois le nombre global des bénéficiaires de la bourse s'élève à plus de 21 000, tous paliers confondus. 15 592 ont vu leurs émoluments du premier terme réglés étant entendu que l'année universitaire commence à compter du mois d'octobre, les autres seront payés au fur et mesure que leurs dossiers seront régularisés. Les étudiants du premier palier (licence), sont au nombre de 12 600, ceux du master 1, au nombre de 3139, du master 2 s'élève à 63, tandis que le nombre d'étudiants étrangers boursiers s'élève à 28 au premier palier et 11 étudiants au second



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi



palier. Les étudiants étrangers sont originaires du Yémen, de la Palestine, du Sahara Occidental et de quelques pays africains tels le Mali et le Niger.

### Activités sportives et culturelles, des prix honorables gagnés

« On ne vit pas que pour étudier. » Cette réflexion est surtout valable pour les résidents(es) vivant loin de chez eux, donc de la chaleur familiale et du réconfort qu'elle peut procurer. Aussi, les activités culturelles et sportives à l'intérieur des résidences sont-elles conçues de façon à permettre aux résidents (es) de décompresser du stress cumulé par les études mais aussi de se regrouper et de se connaître. A cet effet, les résidences de Laghouat ont été dotées de salles omnisports, de salles de lecture ainsi que de cybercafés faisant que la vie intra-muros n'est pas si monotone

que cela, loin s'en faut. Ce qu'il faut noter également c'est que l'esprit de compétition y est vivant. Preuve en est les multiples prix gagnés dans diverses manifestations nationales. On citera :

- 1er prix au concours national de psalmodie du Coran (garçons) décerné à la résidence Boucherit-Lachkham
- 2e prix au concours national psalmodie du Coran (filles) décerné à la résidence des sœurs Bedj
- 3e prix au championnat national de natation (garçons) décerné à la résidence des garçons-3000 lits
- 3e prix au championnat régional de volleyball (filles) décerné à la résidence des 1000 lits
- 3e prix au championnat régional de football (garçons) décerné à la résidence des 3000 lits

### La sécurité:



### une préoccupation de tous les jours

C'est un volet sensible auquel 260 agents veillent en permanence. La présentation de la carte d'étudiant est obligatoire à chaque accès des six résidences. Les caméras de vidéosurveillance ont été posées dans des endroits stratégiques et difficilement accessibles pour les agents. En outre, les services d'ordre sont mis à contribution pour prendre les mesures, préventives, conservatoires où de coercition qui s'imposent à chaque fois que cela s'avère nécessaire. Des plans Orsec sont établis en collaboration avec les forces de l'ordre et la protection civile pour intervenir efficacement et à des endroits ciblés.

A. B.



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi



Direction des œuvres universitaires de Tlemcen-Mansourah

# Pour le bien-être des étudiants



La qualité des plats servis aux étudiants ne doit en aucun cas être menacée. La DOU de Mansourah met tout en œuvre afin de veiller à l'amélioration des conditions de vie de l'étudiant à l'intérieur de la résidence universitaire, tout en promouvant les activités scientifiques, culturelles, sportives et de loisirs.

Par Tahar MANSOUR



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

**P**artout dans le monde, les œuvres universitaires sont perçues comme un accompagnateur indispensable pour faciliter la vie de l'étudiant et lui permettre de se consacrer uniquement à sa formation. C'est la même chose en Algérie mais avec un petit plus – ou un grand –, c'est que tous les Algériens bénéficient des services des œuvres universitaires, sans distinction. A Tlemcen, les pouvoirs publics ont fait les choses en grand et, selon les responsables locaux et les étudiants eux-mêmes, aucune entrave ni grande contrainte ne sont signalées au niveau de la prise en charge totale de l'étudiant.

### Deuxième direction mise en place à Tlemcen

C'est déjà un signe d'une prise en charge efficiente des étudiants : à chaque fois qu'une Direction des œuvres universitaires (DOU) a plus de 10 cités universitaires à gérer, une autre DOU

est créée et la gestion des cités est alors partagée, la rendant ainsi plus efficace. La DOU de Tlemcen-Mansourah (2) a été mise en place en 2011 après que la première DOU ait eu à gérer 14 cités U, ce qui était vraiment difficile à exécuter correctement. Dès sa mise en activité, cette deuxième direction a hérité de 7 cités universitaires (4 pour filles et 3 pour garçons) ainsi que 6 restaurants intégrés et un restaurant central, allégeant ainsi la charge de la première DOU.

### Près de onze mille résidents à gérer

Avec une capacité d'accueil théorique de 12900 lits, les sept cités universitaires gérées par la DOU Tlemcen-Mansourah hébergent 10833 étudiants dont 7850 filles, soit 78 % du total. La cité universitaire 900 lits est la seule mixte, comptant 346 filles et 131 garçons. Parmi les résidents de ces cités, nous trouvons 1445 qui poursuivent leurs études en master et 47 en doctorat. Pour les étrangers, ils



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

sont au nombre de 104, tous de sexe masculin. Tous les bénéficiaires de chambres dans les cités universitaires ont droit à la restauration au sein des restaurants se trouvant dans les enceintes de ces cités et qui sont au nombre de 6 intégrés et un central. Les six restaurants intégrés assurent 18750 repas par jour alors que le restaurant central en assure 4000. Selon Omar Khoulkhal, directeur des œuvres universitaires Tlemcen-Mansourah, l'amélioration des repas et du service demeure le souci numéro un des responsables. « Nous programmons des repas complets préparés par des spécialistes, en veillant à l'hygiène, à la qualité des composants et, surtout, au service que nous rendons chaque jour plus performant », a-t-il tenu à préciser. Parmi les nouveautés introduites dans les restaurants universitaires, il y a lieu de noter le pain, le couvert et l'eau sur la table, l'étudiant n'étant plus obligé de tout ramener à partir des guichets. Il y a aussi les horaires d'ouverture qui sont plus souples et la mise en

© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

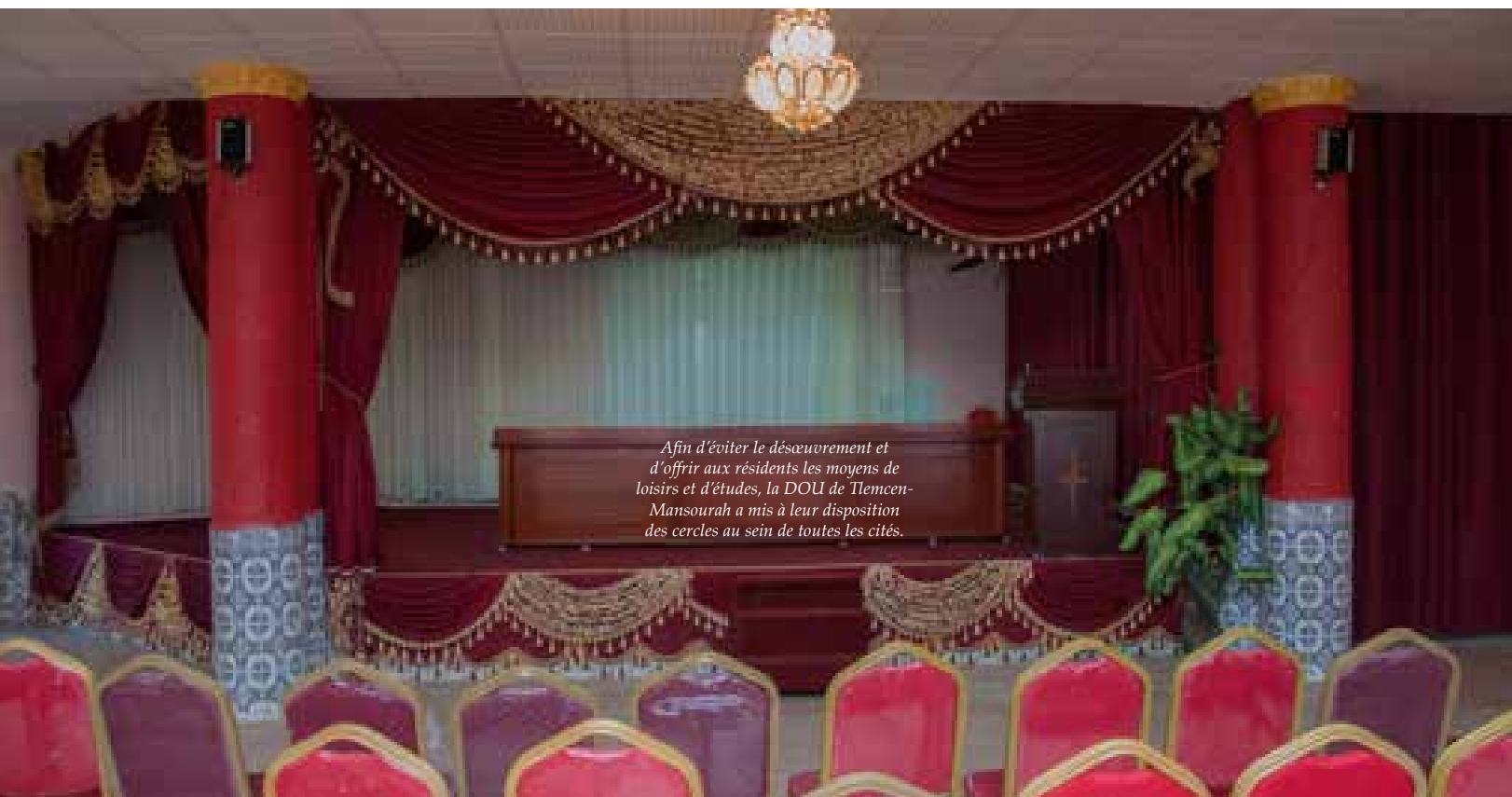


place de systèmes électroniques pour le pointage des cartes, ce qui fait gagner un temps précieux aux étudiants.

### La bourse et le transport

Depuis toujours, la difficulté première rencontrée par l'étudiant a été le financement des études ainsi que le transport qui sont une hantise pour lui. Mais l'Etat algérien a mis en place un mécanisme de prise en charge de tous les étudiants qui bénéficient de la gratuité des études et perçoivent, dans leur grande majorité, une bourse qui leur permet de subvenir à leurs menus besoins, les plus « grands » étant supportés par la communauté. Pour la DOU Tlemcen-Mansourah, ce sont 10541 étudiants, dont 8320 filles, qui bénéficient d'une bourse d'études versée trimestriellement. Parmi ce nombre, 6860 poursuivent leurs études en graduation, 3327 en master, 12 préparent un magister (système classique) et 392 sont des





*Afin d'éviter le désœuvrement et d'offrir aux résidents les moyens de loisirs et d'études, la DOU de Tlemcen-Mansourah a mis à leur disposition des cercles au sein de toutes les cités.*

© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

doctorants. Le transport suit et tout est fait pour faciliter le déplacement des étudiants d'un pôle universitaire à un autre et même à l'intérieur du même pôle universitaire, les distances étant parfois assez grandes entre un département et un autre, ou une faculté et une autre, à l'intérieur d'une même enceinte. La DOU a donc mis à la disposition des étudiants 44 bus qui assurent des rotations continues pour transporter plus de 19000 étudiants. Enfin, il y a lieu de signaler que ce sont les lignes urbaines qui sont assurées par ce transport d'étudiants car tous ceux qui habitent assez loin sont hébergés au niveau des cités universitaires.

### Des infrastructures de loisirs dans toutes les cités

Afin d'éviter le désœuvrement et d'offrir aux résidents les moyens de loisirs et d'études à même de répondre à leurs besoins, la DOU de Tlemcen-Mansourah a mis à leur disposition des cercles au sein de toutes les cités et comprenant des espaces café,

lecture, télévision et loisirs. Ils peuvent y discuter, y acheter ce dont ils ont besoin pour leur vie de tous les jours et y passer leur temps libre sans chercher à sortir et en évitant de se confiner dans leurs chambres. Pour les adeptes de la culture physique, une salle de sports est mise à leur disposition dans chacune des cités universitaires et ils peuvent y pratiquer le sport de leur choix, dans la mesure de la disponibilité du matériel nécessaire. Les salles polyvalentes sont aussi un besoin pour lequel la DOU n'a lésiné sur aucun moyen et, dans chaque cité, il y en a une. Ces salles peuvent être utilisées par les étudiants pour toutes leurs activités culturelles, de formation continue, de révision. Elles sont équipées du matériel nécessaire et sont ouvertes de la matinée jusqu'à tard dans la soirée. Enfin, et pour parer au plus pressé en matière de santé, une salle de soin a été érigée dans chacune des 7 cités où les étudiants sont pris en charge médicalement par une équipe qui répond à leurs besoins urgents en cas de malaise ou de traitement.



## De nouvelles structures en 2016-2017

Afin d'offrir de nouveaux lits aux étudiants et d'améliorer les conditions d'accueil, la DOU Tlemcen-Mansourah réceptionnera une nouvelle cité de 2000 lits, non loin de celles déjà existantes et qui allègera la demande sur ces dernières. La nouvelle cité sera réceptionnée au mois de novembre 2016 et sera mise en service au courant de l'année prochaine.

Le nouveau siège de la Direction des œuvres universitaires Tlemcen-Mansourah est terminé à 100% et sera utilisé dès son équipement en matériel nécessaire. Ce nouveau siège, plus fonctionnel, permettra aux employés administratifs et autres d'évoluer dans un espace plus spacieux qui réponde aux normes en la matière et leur facilitera donc le traitement de tous les dossiers afférents à l'amélioration des conditions d'accueil et d'hébergement des étudiants.

© EL-Djazaïr.com. photo par Nacef Ghazi



Omar Khoulkhal, directeur des œuvres universitaires Tlemcen-Mansourah,



## Des activités culturelles et sportives

Diverses activités culturelles et sportives sont menées au sein des cités universitaires et permettent aux résidents de s'affirmer et d'améliorer leurs capacités personnelles et de groupes. Le théâtre, la poésie, la chanson et diverses autres activités culturelles sont présents et font l'objet d'un engouement certain de la part des étudiants qui trouvent là matière à occupation et à amélioration des compétences de chacun. Le sport aussi, dans toutes ses disciplines, est pratiqué par de nombreux résidents et résidentes et nombreux sont ceux qui ont émergé et qui font la fierté de leurs camarades et de leurs parents. Enfin, il y a plusieurs journées d'information thématiques qui sont proposées aux étudiants, comme celle qui a été tenue récemment et qui a porté sur la sensibilisation des étudiants à la lutte contre la drogue.

T. M.

# Une pionnière



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

Cette structure est loin de subir le stress particulier d'hébergement. D'une capacité d'accueil théorique de 7904 lit, seuls 4580 sont actuellement occupés par des résidents(es) des trois cycles: licence, master et doctorat.

Par Ahmed BOUDRAA

L'origine de la direction des œuvres universitaires de Tlemcen (actuellement DOU 1) remonte à une quarantaine d'années. C'est-à-dire depuis la création de l'ancêtre de l'actuelle université qui n'était, en ce temps-là qu'un centre universitaire permettant l'accès aux études supérieures à quelque 180 étudiants, toutes filières confondues. C'était en 1975. Elle n'avait en charge que deux résidences universitaires, celle de Bakhti-Abdelmadjid (500 lits) et celle du 19- Mai 1956 (824 lits). Leurs gestions respectives s'accomplissaient à partir de l'hôtel Agadir, anciennement Albert-1er. L'organisme de tutelle avait alors pour nom le COUS (centre des œuvres universitaires et scolaires). En 1981, le COSU a pris le relais avec pour seul rôle d'assurer la gestion des œuvres universitaires sans les œuvres scolaires, reléguées à l'Education nationale tout en gardant l'essentiel des attributions qui ont, à l'origine, été dévolues au COUS, à savoir, l'hébergement, les bourses, le transport universitaire, la restauration ainsi que les activités culturelles sportives et scientifiques. En 1989, fut créée l'université de Tlemcen en vertu du décret 89/138, baptisée par la suite au nom de Abou-Bekr-Belkaid. Au cours de la même année, une autre résidence (Bachir El Ibrahimi) de 2000 lits est venue consolider le volet hébergement, assuré jusqu'alors par les deux premières. Et c'est à partir de là que l'essor du parc immobilier universitaire de Tlemcen s'est nettement développé pour atteindre 14 résidences gérées de manière autonome par la DOU 1 et la DOU 2.

### Un hébergement amplement suffisant

D'une manière générale, l'hébergement est garanti pour tout étudiant habitant à plus de 50 kilomètres du campus et à 30 kilomètres pour les étudiantes, ne dépassant pas l'âge de 28 ans. Concernant ce volet, la DOU 1 de



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

Tlemcen est loin de subir un stress particulier l'incitant à pratiquer des mesures palliatives telle l'option à trois qui consiste à héberger trois, voire quatre résidents(es) par chambre. En effet, sept résidences universitaires répondent amplement à ce besoin: résidence Bachir-El-Ibrahimi (2000 lits), résidence Belmiloud-Mohamed (504 lits), résidence du 19-Mai-1956 (800 lits), résidence Soufi-Menouar (2400 lits), résidence Hassiba-Benbouali (1000 lits), résidence (700 lits) et celle de la ville de Maghnia qui dépend de l'université de Tlemcen avec 500 lits. Ce qui, au total, nous donne une capacité d'accueil théorique de 7904 lits dont 4580 seulement sont actuellement occupés par des résidents(es) des trois cycles: licence, master et doctorat. Les résidentes dont 91 sont étrangères, occupent 3903 lits tandis que les résidents dont 201 étrangers occupent 1677 lits. A signaler que la résidence Abdelmadjid-Bakhti dont le restaurant a été le théâtre d'une explosion de gaz en 2012-2013 et dont

la conséquence tragique fut le décès de sept résidents, est encore fermée. Le nouveau wali de Tlemcen a pris en charge les travaux de réhabilitation qui sont demeurés longtemps comme objet de contentieux entre la DOU et la DLEP, « ce qui devrait enrichir le parc résidentiel universitaire de la DOU Tlemcen de 450 lits supplémentaires à la prochaine rentrée universitaire», selon le directeur des œuvres universitaires, Farouk Bouklikha.

### L'hygiène comme crédo

La DOU Tlemcen gère 7 restaurants locaux et 3 restaurants centraux, situés, le premier au pôle universitaire Imama, le second à la faculté de médecine et le troisième au nouveau pôle. Le nombre de repas servis quotidiennement est de l'ordre de 11 700 dans les restaurants des résidences et 3 500 repas dans les restaurants centraux. « Le maître mot que le service de restauration et les cuisiniers devraient impérativement observer c'est le respect des mesures





© El-Djazair.com, photo par Nacef Ghazi

aux restaurants est libre mais l'idée d'utiliser les cartes magnétiques via le système de tourniquet fait son chemin, à la fois pour rationaliser l'utilisation du nombre de tickets et empêcher les intrusions extra-universitaires dans les restaurants universitaires dont l'accès libre constitue un appel d'air incontestable.

### Une flotte de 80 bus

Le transport universitaire est un élément vital dans l'ensemble des prestations que fournissent les services de la direction des œuvres universitaires. La DOU Tlemcen dispose, pour ce faire, de 80 bus dédiés au circuit urbain assurant quotidiennement 6 rotations entre les différentes résidences et les différents pôles universitaire s: pôle Chetouane, pôle Imama, pôle centre-ville, pôle Kiffane et le pôle annexe de Maghnia où une partie de la flotte assure la navette du centre-ville au campus. Chaque jour, les 80 bus transportent

hygiéniques en amont comme en aval », dira M. Bouklikha. C'est un travail qu'il nous faut accomplir d'abord avec les fournisseurs afin de nous assurer de la traçabilité des produits et des denrées alimentaires à acquérir, une fois réceptionnées les denrées sont sous conditionnement adéquat pour se prémunir contre d'éventuelles avaries et décompositions ». A cet effet, tous les restaurants, aussi bien ceux des résidences que ceux situés dans les campus sont dotés de chambres froides et des magasins de stockage propres à maintenir au frais les viandes, poissons, légumes et produits secs. Une commission présidée par le directeur de résidence et composée d'un vétérinaire, du cuisinier, entre autres, veillent constamment au grain. Quant aux repas, les résidents(es) bénéficient, d'une entrée (salade ou soupe), d'un plat de résistance accompagné de viande, de poulet ou de poisson et d'un dessert (fruit de saison ou annuel) ainsi que des produits laitiers (fromage et yaourt). L'accès

© El-Djazair.com, photo par Nacef Ghazi





© El-Djazaïr.com, photo par Nacef Ghazi



les 14 400 adhérents vers les 8 facultés que compte l'université Abou-Bekr-Belkaid, à savoir la faculté des sciences, la faculté de technologie, la faculté de droit et des sciences politiques, la faculté des lettres et des langues, la faculté de la nature et de la vie, la faculté de médecine des sciences économiques et commerciales et la faculté des sciences humaines et sociales.

### Plus de 15 000 boursiers

Le service « bourse » de la DOU Tlemcen carbure à plein régime chaque début d'année universitaire et ce afin d'assurer le suivi, le contrôle et la gestion des bourses universitaires, lesquelles permettent aux étudiants, a fortiori, les plus démunis de s'acquitter de leurs redevances d'hébergement, de transport et de restauration, quoique celles-ci soient largement subventionnées par l'Etat algérien. Cependant, la bourse universitaire n'est pas l'apanage des seuls étudiants algériens, les

étrangers venant notamment des pays africains et arabes en bénéficient également, à l'instar d'ailleurs des autres prestations tels le transport, l'hébergement et la restauration, et à un tarif dérisoire. En ce qui concerne les étudiants nationaux, 12 718 étudiants(es) bénéficient d'une bourse dans le cycle de la graduation: 7410 étudiantes et 5308 étudiants. D'autre part, dans le même cycle, 141 étudiants étrangers perçoivent leurs bourses: 34 étudiantes et 107 étudiants. Au master, 1965 étudiants(es), 1202 étudiants et 703 étudiantes en bénéficient tandis qu'au cycle du magistère, seuls 14 étudiants étrangers sont inscrits dans les tablettes du service bourse. Les doctorants nationaux percevant une bourse sont au nombre de 15 274: 8490 étudiantes et 6784 étudiants, le total des doctorants étrangers boursiers est 178: 134 étudiants et 44 étudiantes.

### Un service de santé préventif de qualité

Les soins sanitaires en milieu



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

### Portrait du DOU

Farouk Bouklikha est un jeune cadre, transfuge de la wilaya de Tlemcen et détaché aux œuvres universitaires depuis 2007. Mais avant de s'initier à la tâche administrative, il a fait un début de carrière comme officier de la marine marchande et chef de service à l'entreprise portuaire d'Oran. Ayant obtenu une licence puis un master en marketing et analyse économique, c'est donc naturellement qu'il occupe le poste de responsable des marchés au DOU de Tlemcen avant d'être promu directeur des œuvres universitaires à la DOU 1 en mai 2012. Il est marié et père d'un enfant.

A. B.

Farouk Bouklikha directeur des œuvres universitaires à la DOU 1 de Tlemcen.

universitaire et plus précisément dans les résidences est un aspect qui tient beaucoup à cœur à la direction des œuvres universitaires de Tlemcen 1. En effet, des résidents(es) peuvent éventuellement être sujets à des maladies, à des intoxications alimentaires, voire à des épidémies de quelque ordre que ce soit. Afin de parer à de telles éventualités, des centres de soins équipés sont mis à la disposition des médecins et du personnel paramédical officiant dans chaque résidence. Et pour éviter de mauvaises surprises, rien ne vaut une médecine préventive pratiquée en amont. A cet effet, le médecin est tenu d'organiser la visite médicale d'admission des nouveaux bacheliers, de même que les auscultations systématiques des étudiants anciennement inscrits, assurant par la même la couverture sanitaire des travailleurs au sein des résidences. Des cabinets dentaires dotés d'appareils adéquats sont également mis à la disposition des dentistes afin de prodiguer les soins appropriés.

© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi



Challenge réussi pour Injaz El Djazair

# 800 étudiants réunis pour le « Big Bang I Camp »



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

« Be Innovative Camp » est une opportunité offertes aux jeunes étudiants pour apprendre à s'ouvrir à de nouveaux horizons et à acquérir les différentes possibilités qu'ils auront durant leurs parcours professionnels notamment dans la préparation des plans d'affaires et le dépassement des obstacles.

Par Tahar MANSOUR

C'était grandiose, inattendu, plein d'entrain, de jeunesse, de volonté, de compétitivité, de force et de fraîcheur ! Réunir durant une journée 800 étudiants et étudiantes, les diviser en 10 groupes, les placer sous l'égide de bénévoles pour les driver, leur donner le temps et les moyens pour présenter les résultats de leurs recherches d'une journée, puis les départager et désigner les meilleurs est une gageure que les équipes d'Oreedoo, d'Injaz El Djazair et de l'université Saad Dahleb de Blida ont réussi à relever.

## Injaz El Djazair, toujours plus et toujours mieux

Injaz El Djazair fait partie, pour l'Algérie, d'Injaz El Arab, une organisation qui prend en charge la formation managériale des jeunes dans les 14 pays du MENA (Afrique du Nord et Moyen-Orient) en particulier en conduisant des programmes de promotion de l'entrepreneuriat. Cela fait déjà cinq années, depuis 2010, qu'Injaz El Djazair prend en main la formation et l'aide aux étudiants algériens, dont plus de 6000 se sont inscrits dans les différents

programmes, et dispose de plus de 200 conseillers volontaires du secteur privé, 21 entreprises sont membres du Conseil d'administration et 19 grandes écoles et universités algériennes sont partenaires. Chaque année, des concours sont organisés pour désigner les meilleurs étudiants ayant présenté des idées, des découvertes pour le lancement d'entreprises par les jeunes étudiants diplômés. Ces concours rassemblaient juste quelques dizaines d'étudiants mais, cette année, Injaz El Djazair a voulu voir grand et s'est lancé, avec brio, dans cette aventure exaltante de rassembler 800 étudiants.





© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

### Big Bang I Camp

« Be Innovative Camp » est le premier atelier du genre dans le monde arabe, qui a duré une journée, le 17 avril 2016, à l'occasion de la journée du savoir (Youm El Ilm). Son but principal est de pousser les étudiants, au nombre de 800 divisés en groupes, afin de trouver les solutions les plus innovantes. Encadrés par des bénévoles travaillant chez Ooredoo, les étudiants ont planché sur la problématique de trouver des offres très attirantes à proposer aux étudiants. Au milieu de l'après-midi, ils ont été invités à présenter leurs propositions et un jury a désigné la meilleure offre dont les auteurs ont été honorés et des cadeaux leur ont été offerts. Ooredoo leur propose aussi une formation au sein de son centre, ce qui constitue pour les étudiants une opportunité unique pour assurer leur avenir.

### L'émergence des compétences

A ce sujet, Mohamed-Tahar Abadlia, recteur de l'université Saâd-Dahleb de Blida, a souligné que « cela ne paraît rien du tout, mais c'est quelque chose d'extraordinaire, nous voyons là les compétences et la créativité

d'un jeune algérien, nous devons l'aider et lui ouvrir les portes, il ne faut pas le bloquer, le canaliser, au contraire il faut lui laisser le champ libre, nous devons faire confiance aux jeunes Algériens », précisant : « Nous pouvons leur demander ce que nous voulons, même pour ce qui est du respect, quand vous lui ouvrez grandes les portes et qu'il se trompe quelque part, il vous respectera quand vous le grondez. Vous voyez comment les jeunes sont actifs, déterminés, pleins d'énergie, il faut donc les aider ». Soulignant que c'est une première pour l'université de Blida d'abriter ce genre d'événements, d'habitude organisés dans les grands hôtels, le recteur de l'Université Saâd-Dahleb de Blida, explique le choix d'organiser cet événement au sein de l'université dans le but de « lui donner sa véritable dimension : par les jeunes et pour les jeunes, d'autant plus que la grande majorité des étudiants sont issus de l'université Saâd-Dahlab, à l'exception de quelques-uns qui viennent de Bordj Bou Arreridj ou d'ailleurs ». Tandis que Réda Bendeddouche, DRH à Ooredoo et vice-président d'Injaz El Djazair, révèle que « c'est un événement organisé par Injaz El Djazair, association présente dans

une quarantaine de pays arabes. Elle active en Algérie depuis cinq ans et s'occupe de la promotion de l'entrepreneuriat dans le milieu universitaire en présentant plusieurs offres de formation et de coaching afin que les étudiants puissent se lancer par la suite. » Des compétitions sont organisées régulièrement pour faire intégrer les jeunes étudiants au sein des entreprises en leur donnant une problématique à laquelle ils doivent trouver des réponses et des solutions viables. « Comme Ooredoo parraine Injaz El Djazair et est en partenariat avec l'université Saad Dahlab de Blida, nous avons décidé d'organiser à nous trois un événement de cette taille, d'autant plus qu'il coïncide avec Youm El Ilm. Nous avons ramené des managers d'Ooredoo pour coacher les groupes d'étudiants et la problématique était : « *vous êtes étudiants, dites-nous qu'attendent les étudiants d'un opérateur de téléphonie mobile comme offre promotionnelle ?* », indique Réda Bendeddouche. Pour Mme Leen Abdel-Jaber, présidente d'Injaz El Djazair, « notre organisation concourt à la préparation des jeunes étudiants et étudiantes pour le marché du travail et de l'entrepreneuriat, en faisant murir leurs compétences personnelles et en canalisant leur savoir dans un secteur donné. Aujourd'hui, ils ont été plus de 800 étudiants à avoir participé à ce challenge consistant à présenter une offre d'Ooredoo en direction des étudiants ». Le but de cette journée est de pousser les étudiants à penser d'une manière innovatrice en-dehors de la routine et de leur permettre de s'entraîner à ce genre de situation. Du fait qu'Injaz El Djazair travaille en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, « nous nous trouvons au sein de 18 grandes écoles dans 10 wilayas et nous avons une quinzaine de programmes pour la préparation au marché du travail et à l'entrepreneuriat », conclut la présidente d'Injaz El-Djazair.

T. M.

Azzedine Mihoubi, ministre de la Culture

# « La mondialisation aurait pu profiter au dialogue des civilisations au lieu de l'affrontement »

Le danger n'est pas dans la mondialisation mais dans la globalisation en l'hégémonie des cultures dominantes des nations développées et les risques d'indissociabilité de la mondialisation de l'uniformisation sont réels à plus d'un titre, souligne Azzedine Mihoubi, qui rappelle que l'Algérie est le seul pays qui dispose de trois institutions dédiées à la langue. Aussi, préconise-t-il, de saisir l'opportunité qu'offrent les nouvelles technologies de l'information et de la communication pour favoriser l'essor de nos langues authentiques. Néanmoins, le ministre de la Culture estime qu'on ne peut rester enfermé avec une seule langue du fait que la mondialisation impose la connaissance de plusieurs langues, estimant « primordiale » l'ouverture sur les langues.

Entretien réalisé par Leila BOUKLI





**El-Djazair.com :** Quel bilan tirez-vous de l'évènement «Constantine, capitale de la culture arabe 2015 » Quelles ont été les retombées pour le pays et la région ?

**Azzedine Mihoubi :** Même si les bilans moral et financier de cette manifestation ne sont pas encore établis car nécessitant l'exploitation et l'analyse de l'ensemble des données et statistiques, je peux d'emblée souligner que le déroulement de la manifestation était très satisfaisant, pour avoir réalisé tous les objectifs et les engagements pris. Je suis fortement ravi que cette manifestation ait donné à la wilaya de Constantine les infrastructures qu'elle mérite, à ses créateurs l'opportunité de se produire et de prouver leurs talents et à la population de renouer avec le fait culturel. Je suis aussi particulièrement heureux par la forte participation des pays arabes et étrangers, des créateurs, penseurs et artistes venus des quatre coins de monde ainsi que de la mobilisation citoyenne et de toutes les institutions de l'Etat, autour de cet évènement particulièrement suivi par la population. Les habitants de Constantine peuvent témoigner que cette manifestation a permis à leur ville de retrouver son

lustre grâce aux nombreux équipements publics réalisés et aménagements effectués. Je crois très sincèrement que la ville est toute indiquée pour qu'elle soit, désormais, comme un pôle culturel national et international. Au-delà de Constantine, cette manifestation profite à toute l'Algérie qui s'affirme encore une fois de plus, comme un carrefour culturel régional incontournable et témoigne de notre capacité reconnue dans l'organisation d'évènements culturels majeurs.

Ce succès résulte du soutien de Son Excellence Monsieur Abdelaziz Bouteflika, Président de la République et de l'appui total et indéfectible de Monsieur le Premier Ministre, Abdelmalek Sellal, pour qui cet évènement devait être distinct et exceptionnel.

**El-Djazair.com :** La langue est probablement dans les sociétés humaines ce qui permet le mieux de véhiculer une culture, tant orale qu'écrite. L'Algérie est le seul pays au monde qui dispose de trois institutions, le Haut Conseil à la langue arabe, que vous avez présidé en 2013, l'Académie algérienne de la langue arabe, le Haut-commissariat à l'amazighité, toutes dédiées à la langue, qui serait l'enveloppe protectrice de l'identité nationale. Pourriez-vous développer pour nos lecteurs ?

**Azzedine Mihoubi :** La relation de l'Algérie avec ses langues est particulière et distincte des autres pays pour la simple raison que durant toute la période de colonisation, notre peuple a subi les affres d'asservissement et les tentatives d'aliénation. Les desseins de la colonisation étaient clairs et les actions sournaises encore plus criardes et flagrantes. Aucune place ne fut accordée à la langue arabe dans le système éducatif ni même dans l'administration coloniale, obligeant notre peuple à utiliser une langue autre que celle qui témoigne de leur appartenance historique. L'ordre colonial n'a pas hésité à confronter les langues populaires en Algérie dans la logique d'affrontement entre arabisants, berbérophones et francophones. Le recouvrement de notre indépendance ne se limite pas au simple exercice de la souveraineté nationale sur le territoire, mais aussi la réappropriation de nos valeurs et de notre identité dont les fondements essentiels sont l'Islam, l'arabité et l'amazighité. Ce processus de recouvrement et de consolidation de notre identité nationale avait commencé dès les premières années de l'indépendance et n'a cessé d'évoluer jusqu'au dernier amendement de la Constitution qui consacre les deux langues du peuple algérien que sont la langue arabe et la langue amazighe comme langues nationales officielles. Dès lors, il est évident que la promotion de ces langues requiert une prise en charge sérieuse par la création des institutions constitutionnelles que vous aviez citées.

**El-Djazair.com :** Vous estimez primordial l'ouverture sur les langues des Algériens, surtout à l'ère de la numérisation et de « déluge international » ?

**Azzedine Mihoubi :** La communauté internationale n'a pas manqué d'afficher ses inquiétudes sur la préservation et le devenir des langues maternelles dans le monde. Diverses conventions et de nombreux protocoles de l'UNESCO et autres instances du système des Nations Unies appellent à la sauvegarde de cet héritage menacé plus que jamais,



d'extinction face à l'emprise des langues dominantes, favorisée par le développement des technologies de l'information et de la communication et de l'ordre mondial défavorable aux pays en voie de développement. La préservation et la promotion de nos langues maternelles et nationales n'est point antinomique avec l'accès aux langues étrangères qui nous permettent d'accéder à l'universalité. Les actions initiées, ou que nous comptons initier, visent à promouvoir l'usage de nos langues nationales dans l'accès à la connaissance, dans la création et dans notre vie quotidienne. Nous ne manquerons jamais l'opportunité que nous offrent les nouvelles technologies de l'information et de la communication pour favoriser l'essor de nos langues authentiques.

**El-Djazair.com : Redonner sa place d'antan au cinéma algérien, Difficile chantier dans un pays où les bons scénaristes font défaut. Comment comptez-vous faire pour le restructurer et le réorganiser ?**

**Azzedine Mihoubi :** Ce qui peut sembler d'emblée comme difficile n'est pas forcément impossible. C'est à ce titre que nous déployons toutes nos énergies pour redynamiser ce secteur qui souffre notamment du manque de moyens de production et de distribution. Les expériences réussies dans de nombreux pays se basent principalement sur l'apport fondamental du secteur privé national et étranger en matière d'investissement dans les industries cinématographiques et les infrastructures de diffusion et d'exploitation. C'est à ce titre que nous œuvrons depuis plus d'une année à réunir les conditions optimales qui permettront et favoriseront l'investissement dans ce secteur à la fois culturel et économique. Même si la question des scénarii est entièrement posée et qu'un effort doit être mené en matière de formation, je crois que nous disposons de certains bons scénaristes qui ont prouvé leurs mérites et leurs talents dans des festivals organisés à l'étranger. En quête du renouveau escompté du cinéma algérien, le Ministère de la Culture a ouvert de nombreux chantiers touchant à la fois à la réorganisation des entités en charge du secteur, à la restauration

et à l'équipement de nombreuses salles de cinéma récupérées auprès des communes et salles existantes et surtout à l'accompagnement des investisseurs dans les projets de multiplex, studios de tournage et laboratoires de postsynchronisation...

**El-Djazair.com : On ne peut aller dans un pays qu'on veut de culture, sans que le livre ait sa place ? Il y a le SILA annuellement, toutefois, pensez-vous que les conférenciers provenant de tous les continents soient utilisés de façon optimale ?**

**Azzedine Mihoubi :** Vous avez dû remarquer que dans tous les festivals culturels institutionnalisés, sont systématiquement organisés des conférences et ateliers ou résidences d'artistes ou d'écriture. Le souci de rentabilisation optimale de la présence des conférenciers notamment étranger, obéit à des contraintes de calendrier et conditions de leur prise en charge financière.

**El-Djazair.com : On a assisté à la fermeture à Alger de librairies mythiques, froidement remplacées par des gargotes 4 saisons, Serions-**

**nous devenus seulement des « tubes digestifs » ?**

**Azzedine Mihoubi :** Tout en regrettant la fermeture ou le changement d'activité de tout établissement culturel, je ne peux me permettre de donner un quelconque qualificatif à de tels actes. Le changement de vocation des librairies et salles de cinéma n'est malheureusement pas spécifique à la wilaya d'Alger et concerne d'autres villes également. Il serait difficile d'empêcher les propriétaires et leurs ayants-droit d'effectuer tout changement de vocation des librairies, salles de cinéma et conservatoires de musique... en l'absence d'une réglementation adéquate qui leur interdirait la modification du fonds de commerce. Nous comptons trouver une solution rapide à ce problème, en relation avec le ministère du Commerce et avec les walis respectifs.

**El-Djazair.com : Afin de mieux faire connaître notre culture, vous préconisez de promouvoir le riche patrimoine de la nation à travers la traduction vers diverses langues traitant de nos régions, notamment Djanet à l'immense dimension culturelle ?**







**Azzedine Mihoubi :** Même si l'Etat a consenti d'importants efforts pour la promotion du livre et l'encouragement à l'édition, la traduction littéraire accuse un grand retard et un important déficit. La traduction littéraire nécessite des compétences hautement qualifiées et spécialisées ainsi que des moyens financiers adéquats non suffisamment disponibles. Face à ces contraintes, le ministère de la Culture saisit toutes les occasions pour inciter les maisons d'édition, à travers l'octroi des aides à la traduction des œuvres et ouvrages, au titre des dispositifs d'accompagnement existants en matière du livre.

**El-Djazair.com :** Pensez-vous Monsieur le ministre que le projet de théâtre, 4ème Art, pour lequel 150 millions de dinars ont été investis soit une priorité, dans cette région extrême du Sud ?

**Azzedine Mihoubi :** Tout d'abord, ce projet comme bien d'autres projets, ont été inscrits depuis très longtemps et inscrits au titre des budgets d'équipements suite à des

demandes explicitement formulées par les artistes, les citoyens et les autorités locales. L'inscription de tout projet d'équipement n'est pas une chose aisée car il faut convaincre autrui de leur pertinence. Je dois par ailleurs souligner que je ne fais pas de distinction entre le Nord et le Sud de mon pays ni penser qu'une partie de nos concitoyens mérite plus que d'autres.

Pour rappel, une troupe théâtrale d'une wilaya du Sud a eu souvent soit le premier prix soit l'un des trois premiers prix du festival de théâtre national.

**El-Djazair.com :** L'Algérie accueillera en janvier 2017, la 9ème édition du festival du théâtre arabe, une manifestation annuelle itinérante Quels mots M. le ministre sur l'évènement ?

**Azzedine Mihoubi :** L'Algérie abritera effectivement en 2017, la 9ème édition du festival du théâtre arabe organisé sous l'égide de l'Institut Arabe du Théâtre dont le siège est établi aux Emirats Arabes Unis. Cette

9ème édition est dédiée au défunt Azzedine Medjoubi et sera organisée en relation avec l'Office national de la culture et de l'information. Plus de 400 participants prendront part à cette importante manifestation qui comptera des tournées théâtrales dans diverses wilayas, des conférences, des ateliers et des résidences d'artistes.

Il faut reconnaître que la dynamique impulsée par l'Algérie à la culture arabe à l'occasion des manifestations de capitales culturelles en 2007, 2011 et 2015 fait de notre pays un carrefour culturel incontournable au plan régional et un carrefour culturel émergent au plan international.

**El-Djazair.com :** Notre terroir est très riche, varié comment l'universaliser, l'ouvrir aux autres ?

**Azzedine Mihoubi :** Je crois que vous faites ici allusion au patrimoine culturel immatériel qui, effectivement, est riche, pluriel et varié. La promotion de ce patrimoine, dit du terroir, au plan international se fait à l'occasion de manifestations organisées à l'étranger, ou lors des manifestations

internationales organisées en Algérie ainsi qu'à travers les enregistrements de notre répertoire musical ancien dont on diffuse des copies au sein de nos ambassades à l'étranger.

La valorisation passe également par l'inventaire et les recherches universitaires ainsi que dans le cadre des travaux des centres de recherches à l'instar du Centre national de recherches anthropologiques, préhistorique et historique.

L'action la plus remarquable et visible est celle par laquelle l'Algérie a inscrit diverses expressions artistiques traditionnelles sur la liste des chefs d'œuvre de l'humanité auprès de l'Unesco (Imzad, Ahelli, Rekb Sidi-Cheikh, Chedda tlémcenienne, Sboûu...)

***El-Djazair.com* : Pour que chaque espace culturel, rayonne et fasse émerger les élites et les jeunes talents, par l'écriture, le théâtre, le scénario, la création... ne pensez-vous pas Monsieur le Ministre qu'il faille changer la gestion et en faire des ateliers de proximité ?**

**Azzedine Mihoubi** : Je ne suis pas celui qui renie le travail et les efforts de mes prédécesseurs et dire qu'on va refaire tout à nouveau. Les changements que nous opérons découlent des diagnostics réels et objectifs adaptés aux exigences nouvelles et besoins nouveaux. L'idée d'ouvrir des ateliers dans les établissements culturels sous tutelle existe effectivement puisque toutes les maisons de culture, complexes culturels, bibliothèques et musées comptent des ateliers d'apprentissage aux jeunes et opportunités d'exercice des activités culturelles pour les autres catégories d'âge.

S'agissant des ateliers culturels de proximité, c'est-à-dire dans les communes, les centres culturels et maisons de jeunes sont des établissements qui ne relèvent nullement du ministère de la culture mais des autres secteurs et collectivités locales.

***El-Djazair.com* : Parlez-nous du mécénat. Existe-t-il chez nous ; Est-il encouragé, si oui comment ?**

**Azzedine Mihoubi** : Même si certaines personnes physiques et morales contribuent au rayonnement de la culture à travers leurs contributions significatives, beaucoup ignorent l'intérêt que cela représente à leur notoriété et image de marque. Il faut reconnaître que les entités et opérateurs culturels ne sont pas assez dynamiques dans la recherche des fonds susceptibles de couvrir leurs besoins de financement en se contentant des aides publiques.

Je rappelle que la loi de finances de 2010 avait accordé, au titre de l'encouragement du mécénat et du sponsoring une déduction dans la limite d'un plafond de trente millions de dinars (30.000.000 DA) aux personnes physiques et morales qui contribuent aux activités à vocation culturelle ayant pour objet :

- la restauration, la rénovation, la réhabilitation, la réparation, la consolidation et la mise en valeur des monuments et sites historiques classés ;
- la restauration et la conservation des objets et collections de musées;



© El-Djazair.com, photo par Nacef Ghazi



- la vulgarisation et la sensibilisation du public par tous supports sur tout ce qui se rapporte au patrimoine historique matériel et immatériel ;
- la revivification des fêtes traditionnelles locales ;
- les festivals culturels institutionnalisés ou dans le cadre des activités concourant à la mise en valeur du patrimoine culturel, à la diffusion de la culture et à la promotion des langues nationales.

**El-Djazair.com** : L'Opéra d'Alger, un acquis de taille, mais sachant que cette expression ne fait pas, contrairement au théâtre, partie de nos traditions, quelle en sera la programmation ? A moins d'en faire un espace de culture universelle, ce qui serait l'idéal ?

**Azzedine Mihoubi** : Je tiens tout d'abord à dire que cette merveilleuse infrastructure est un don de la République Populaire de Chine qui a voulu témoigner son amitié envers notre pays. Dire que l'Art de l'opéra n'est pas dans nos traditions

culturelles signifie que nous ne devons également proscrire plusieurs genres artistiques qui ne découlent pas de nos traditions. Notre ouverture sur le monde, nos potentiels créatifs d'ici et d'ailleurs sont immenses et nous recelons des capacités créatives insoupçonnées pleines d'énergie et de talent. Cet établissement aura notamment pour tâche de produire, coproduire et exécuter des œuvres créatives dans les domaines de l'opéra à l'instar des opérettes, des danses et de chorégraphie, de concerts de musique classiques et universelles et de chant lyrique, dont il présente des spectacles sur le territoire national et à l'étranger et favorise la création et la représentation d'œuvres contemporaines.

**El-Djazair.com** : L'anglais est devenue une langue véhiculaire, porteuse d'un grand nombre d'informations dans divers domaines notamment l'informatique, toutefois elle tend à imposer certains modes de fonctionnement dans les institutions mondiales, qui, selon certains observateurs, peuvent traduire « une forme d'impérialisme culturel ». Votre commentaire sur ce point.

**Azzedine Mihoubi** : On ne choisit pas son occupant. Si la langue anglaise s'est imposée dans les anciennes colonies britanniques comme langue officielle, le français, qui est la langue de l'occupant, s'est imposé en Algérie du fait de la colonisation. Le recouvrement de notre indépendance nous a permis de nous nous approprier nos langues arabe et amazighe qui sont nos seules langues officielles. Dire que l'hégémonie de langue anglaise de par le monde constitue « une forme d'impérialisme culturel » est une affirmation hâtive. L'emprise de cette langue découle du fait qu'elle est largement adoptée et partagée à grande échelle et que c'est la langue de communication et des médias de la majorité des plus grandes nations dans le monde. Il est vrai que toute langue est porteuse de valeurs culturelles et de sociétés, comme l'est la langue anglaise qui, grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication et du produit découlant de leurs industries culturelles et créatives dominant le marché mondial de la culture.

**El-Djazair.com** : Nous vivons un passage de la culture de l'écrit à une culture d'information codée numériquement sur support électronique : disque, CD-ROM, diffusion par Internet. Cette transformation radicale n'est pas sans poser des problèmes de propriété intellectuelle pour les artistes par exemple. Qu'en est-il chez nous dans cette multiplication de piratage, de plagiat ?

**Azzedine Mihoubi** : Je ne crois pas que la numérisation et le développement prodigieux des technologies de l'information et de la communication aient radicalement changé les données dans le secteur de la culture même si leur influence est perceptible. Le processus de développement technologique est en mouvement et nous ne pouvons aucunement l'ignorer. Il nous appartient seulement de nous adapter à cette réalité et d'anticiper sur les éventuelles influences négatives. La transformation numérique en cours offre de meilleures opportunités de diffusion des cultures des peuples jusque-là cloîtrées et bâillonnées par



les lois du marché mondial et favorise l'accès à une consommation meilleure du produit culturel. Les appréhensions légitimes exprimées par les créateurs quant à la protection de leurs droits sont d'ordre pratique et ne touchent nullement au principe d'évolution technologique. Cette question interpelle aujourd'hui et plus que jamais les instances internationales concernées sur la nécessité d'asseoir des règles appropriées pour que les mécanismes de protection de la propriété intellectuelle soient adaptés à l'ère du numérique. Les débats en cours sur le cryptage et sur le marquage numérique des œuvres est la preuve que la question figure au centre des préoccupations aux plans interne et international. Nous considérons que les mesures prises en matière du copyright, adoptées par l'Algérie à l'instar de certains pays constitue un embryon de solution. Notre adhésion à ces efforts s'inscrit dans le processus engagé par notre pays en matière de protection des droits d'auteurs et droits voisins et de la lutte contre le piratage et la contrefaçon. Depuis trois années de suite, nous organisons une vaste opération de destruction des supports illégaux saisis par les services de l'Office national des droits d'auteurs et droits voisins et par les services de lutte contre la fraude et les services de sécurité. La dernière opération organisée en Avril 2016 a touché environ 2 millions de supports contrefaits.

**El-Djazair.com : Le support du média n'est pas seulement le papier, les bibliothèques sont amenées à s'ouvrir aux médias numériques. Danger ou bienfait, Monsieur le Ministre ?**

**Azzedine Mihoubi :** Nous ne pouvons qu'adhérer aux évolutions qui facilitent l'accès des usagers aux produits culturels et qui préservent les intérêts des détenteurs des droits. C'est une chance inouïe de pouvoir offrir, grâce aux NTIC, une gamme plus large d'ouvrages et de documents de connaissance aux usagers des bibliothèques et aux chercheurs. Il est entendu que le processus de numérisation des fonds documentaires des bibliothèques de lecture publique nécessite d'importants efforts et investissements et des délais relativement longs ; ce à quoi nous nous attelons dans le cadre de la

modernisation, la mise à niveau et le développement de notre vaste réseau de bibliothèques à travers l'étendue du territoire.

**El-Djazair.com : Que pourriez-vous nous dire sur le facteur culturel dans la mondialisation ? Entraîne-t-il un choc des civilisations ?**

**Azzedine Mihoubi :** Cette épineuse question a fait couler beaucoup d'encre et occupé les devants de la scène internationale depuis près de deux décennies. Tout a été dit ou presque dit. Le danger n'est pas dans la mondialisation mais dans la globalisation en l'hégémonie des cultures dominantes des nations développées. Les risques d'indissociabilité de la mondialisation de l'uniformisation sont réels à plus d'un titre. Pour accroître leurs parts de marché, les entreprises multinationales recourent à la standardisation des produits et offres culturels afin d'amortir les coûts en façonnant le modèle unique de consommateur à l'échelle mondiale. C'est pourquoi, la communauté internationale avait réagi à juste titre en adoptant en 2005 la convention de l'Unesco sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Cette même mondialisation/uniformisation avait fait réagir plusieurs pays y compris

l'Algérie, en adoptant le principe de la défense de l'exception culturelle dans le cadre des négociations autour du commerce international.

S'agissant du choc des civilisations, je ne pense pas que cela soit la conséquence de la mondialisation mais les retombées de l'ordre mondial inéquitable et des influences idéologiques exercées de part et d'autre et nourries par un discours haineux et revanchard. La mondialisation aurait pu profiter au dialogue des civilisations au lieu de l'affrontement.

**El-Djazair.com : Un dernier mot, Monsieur Azzedine Mihoubi.**

**Azzedine Mihoubi :** Je suis forcément content que le Droit à la culture soit érigé, depuis la dernière révision constitutionnelle, en droit fondamental des citoyens. Cela renforce notre ambition d'en faire un levier de développement humain et économique et nous reconforte dans notre action ininterrompue, soutenue et appuyée par Son Excellence Monsieur le Président de la République, portée par le Gouvernement et à laquelle adhère de larges franges de notre peuple.

**El-Djazair.com : Je vous remercie.**

L. B.



© El-Djazair.com, photo par Nacef Ghazi



Azzedine Mihoubi, ministre de la Culture

# Un destin singulier

Les conditions de vie étaient dures dans ce tout petit village d'Ain El Khadra dans la wilaya de M'Sila où vient au monde, à la mi-ramadan de l'an 1959, l'ainé de la famille Mihoubi, originaire d'Ouled Derradj. Rien ne prédisait alors le destin singulier qu'aurait le petit Azzedine, né poète, en pleine révolution. Son grand père Mohamed Derradji, cadî de son état, fut l'un des assistants du cheikh Ibn Badis, érudit président de l'association des Oulémas, et son père Djamel Eddine, moudjahid de la première heure, aujourd'hui à la retraite, ancien cadre aux affaires religieuses. Ce dernier inculquera à son aîné une philosophie de la vie et des valeurs, qui forgeront la personnalité de l'enfant. Le respect des aînés, un goût prononcé du savoir et des belles choses, une endurance à toutes épreuves... Valeurs qu'il va transmettre à son tour à ses trois enfants ; deux jumelles qui ont terminé leurs études pour l'une de journalisme et l'autre d'économie et finances. Le petit dernier, le chouchou de la famille, lui est encore en primaire.

Par Leïla BOUKLI



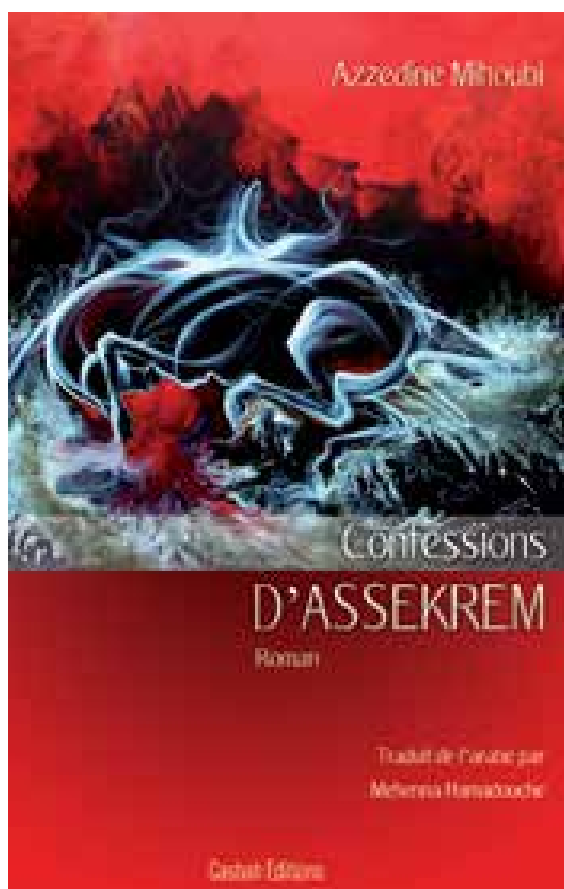


Azzedine Mihoubi s'entretenant avec le grand écrivain égyptien Naguib Mahfouz.

El Chaab puis rédacteur en chef de ce même quotidien de 1990 à 1992. C'est à cette date qu'il va créer une entreprise privée de communication qui a édité la revue « Echo des stades » de 1992 à 1996. Son désir de toucher à tout l'amène vers l'audiovisuel, où il assumera, durant un an, la fonction de directeur de l'information à la Télévision algérienne, qu'il quitte pour entamer une carrière politique. Député de 1997 à 2002 à l'Assemblée populaire nationale, il sera parallèlement élu à la fonction de président de l'Union des écrivains algériens en 1998 puis réélu en décembre 2001 jusqu'à 2005. De 2003 à 2006, il est président de l'Union générale des hommes de lettres arabes. De 2000 à 2007, il est membre du Conseil exécutif de la fondation culturelle koweïtienne « Al Babitin ».

Son parcours professionnel ne s'arrête pas là, loin s'en faut. Il est nommé directeur général de la Radio algérienne de 2006 à 2008. Alors qu'il est dans son bureau du 21 boulevard des Martyrs, il est appelé par le chef de l'Etat en personne, qui lui propose d'être secrétaire d'Etat chargé de la communication. Il l'occupera jusqu'en

A in El Khadra n'avait pas d'école. C'est à Tazeghat, bourg situé pas très loin de Barika, qu'Azzedine sera inscrit en retard, pour ses études primaires jusqu'à l'examen de sixième qu'il obtiendra à Tazoult, anciennement Lambèse, en passant par Batna pour le moyen; jusqu'au baccalauréat-option Lettres. Le poète, doublé d'une âme d'artiste, est très tôt attiré par l'art de la calligraphie, la peinture et l'écriture. Il s'inscrit pour une licence en littérature et arts plastiques qu'il interrompra en 1979. On le retrouve à l'Ecole nationale d'administration (ENA) où il fait partie de la promotion 1984, section administration générale. Enarque devant l'Eternel, la carrière d'Azzedine Mihoubi, qui a aujourd'hui à son actif une quarantaine de publications, va bifurquer vers le métier de journalisme. Et c'est ainsi que de 1986 à 1990, il est chef de bureau régional (Sétif) du journal





Azzedine Mihoubi en compagnie  
du défunt poète palestinien  
Mahmoud Darwich.

2010. Il est directeur général de la Bibliothèque nationale jusqu'en 2013, président du Haut Conseil de la langue arabe de 2013 à 2015. A cette date, nouvel appel téléphonique, cette fois c'est le Premier ministre Abdelmalek Sellal qui lui propose, alors qu'il est en mission à Dubaï, le poste de ministre de la Culture, portefeuille qu'il détient jusqu'au jour d'aujourd'hui.

La tâche est ardue, mais l'homme qui nous reçoit dans son bureau du Palais de la Culture, dans un décor fait entièrement de magnifiques meubles en style berbère, est volontaire. « Nous devrions faire un audit pour savoir quels sont nos objectifs », commence-t-il par nous dire. L'Algérie est une immense terre de partage avec ses deux millions trois cent quatre-vingt et un mille kilomètres carrés, mais ce n'est pas la seule superficie qui donne à notre pays un sentiment d'immensité, humainement et culturellement, l'Algérie est immense. Cette terre a une très grande variété de terroirs, une riche histoire; foulée par maints

conquérants, voyageurs et savants. Elle a une âme que l'actuel ministre de la Culture a tenté de faire connaître aux autres. « L'écriture est une responsabilité, car écrire doit rester pour l'histoire. » Son inspiration lui vient en voyage. « Pour me concentrer ou écrire, il me faut un bruit ambiant. Par contre pour lire, il me faut le calme. » A son palmarès, recueils de poésie, textes d'opérette, chroniques sportives, pièces de théâtre, scénarios de feuilleton et de film historique, romans... Beaucoup traduit de l'arabe, à l'anglais, au français, à l'espagnol... Nous citerons « *Les cercueils* » en 2003 « *Confessions d'Assekrem* » (2009), édité par El Beyt. Ce livre a été traduit au français en 2010 et publié aux éditions Casbah...

Une production donc, de plus de quarante publications qui lui ont valu moult prix et récompenses de par le monde. Trois fois lauréat du Premier Prix national de poésie en 1982, pour *Qassidat Al Watan* puis en 1986 pour une poésie sur les événements du « 08

Mai 1945 » ; en 1987 pour une poésie sur le « 05 juillet 1962 » de même que pour l'opérette « Le martyr a dit ». C'est à cette date qu'il reçoit une attestation d'encouragement, qui l'honore, celle envoyée par le président de la République.

Azzedine Mihoubi, qui durant plusieurs années consécutives sera élu par des sondages fait par des titres de la presse nationale « homme de culture », n'est pas oublié à l'étranger. C'est ainsi qu'il reçoit, deux Ordres de mérite en août 1999 de la ville de Bischeglie (Italie) au Festival méditerranéen puis en 2000 pour « Barque de la poésie » de la ville de Sayada, un hommage de celle de Sidi Bouzid en 2005, toujours en Tunisie. Médaille d'Or de l'Institut américain de biographie en 2006 ; son poème « *Watany* » est gravé sur une plaque en marbre sur la ligne du méridien de Greenwich, à Londres à l'occasion du millénaire aux côtés de 20 poètes du monde entier. Il est en outre cité parmi les 500 personnalités mondiales par l'encyclopédie américaine *Who's who ?* en 2004, dans le *Dictionnaire des poètes arabes contemporains* de la fondation « Al Babtin » en 1999 et dans l'*Anthologie de la poésie arabe* de l'écrivain Abdelkader Al Djanabi (Paris, 2000).

Cet homme ouvert, profondément humain – sa porte est toujours ouverte – a une grande force d'écoute. Il est en outre et depuis 1996 membre de différentes commissions. Représentant du Conseil constitutionnel à l'Observatoire des droits de l'homme, de la Commission nationale de la réforme de la justice en 2002, du Conseil exécutif de la fondation Al Babtin pour la création littéraire en 2000, du jury du Prix Salah-Kamel pour la création journalistique sportive arabe en 2005. Il a été aussi membre fondateur de l'Association algérienne des journalistes sportifs, en 1993 ; de la fondation Moufdi-Zakaria en 1999.


Sa plus grande admiratrice restera sa maman, qui, à 65 ans, s'inscrit à un centre d'analphabétisme; cinq ans plus tard, elle sait lire, écrire et compter.

« Ma grande surprise a été de la trouver complètement plongée dans la lecture d'un de mes romans. Elle voulait découvrir l'écrivain en son fils ».

L. B.



# « NOSTALGIE VOYAGE »



Belle aventure humaine que celle de Fatima-Zohra Bouaouni et Dounia Hedid, deux jeunes femmes, artistes peintres, autodidactes au panache naturel. Elles ne sont pas amies d'enfance, voisines de palier, camarades de lycée ou de fac et pourtant elles partagent une passion commune : la peinture. C'est à la faveur d'une réunion professionnelle fortuite qu'elles se découvrent et décident, dès leur première rencontre, de tenter l'aventure d'une première exposition ensemble en partageant dépenses et gains. Ces deux battantes, tenaces au tempérament de feu, nées sous le signe astrologique du Lion, projettent pour concrétiser leur dessein de solliciter le ministre de la Culture.

Par Leila BOUKLI

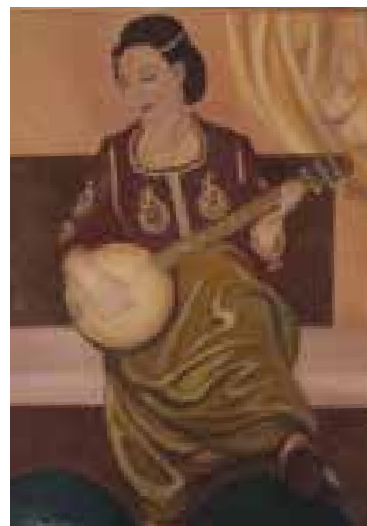




© El-Djazair.com - photo par Nacef Ghazi

luxuriante végétation qui s'y trouve. Vocation contrariée pour toutes deux par des parents pour lesquels cette passion ne peut être qu'un hobby et non un métier. Elles font des études, autorité parentale oblige, et s'orientent, Fatima-Zohra vers des études de droit. Elle est aujourd'hui juriste à la Sonatrach, productrice d'une émission sur une télévision privée. Quant à Dounia, titulaire d'un DEA en management, aussi obtenu à l'université de Bab Ezzouar, en sortant major de promo, une licence en océanographie. Elle est chargée de cours dans un centre de recherches. Pour canaliser leur trop plein d'énergie, elles s'adonnent au sport dans des disciplines de self défense, karaté et boxe thaïlandaise, un choix surprenant. Comme on le constate, des génies aux talents multiples qui travaillent quotidiennement entre 8 et 10 heures, et qui, une fois rentrées à la maison, doivent aider leurs mamans respectives qui ne comprennent pas qu'entre une belle robe et un tube de peinture, elles optent sans l'ombre d'une hésitation pour ce dernier.

Me vient à l'esprit, allez savoir pourquoi, le nom d'un grand peintre de la Renaissance, au génie universel Léonard de Vinci, mort à Amboise en 1519 où il est enterré. Ce même château où l'Emir Abdelkader a été exilé a probablement inspiré quelques œuvres de celui qui fut à la fois peintre, sculpteur, orfèvre, musicien, architecte, physicien, astronome, savant, géologue que sais-je encore, et qui a de plus pressenti l'avion, le parachute ou le sous-marin. Pour lui, le bon peintre a essentiellement



« C'est grâce à M.Mihoubi, touché par notre détermination que nous avons pu réaliser un rêve : exposer au cœur du musée du Bardo, ce précieux héritage du passé ; de faire découvrir nos créations, mises en valeur par le charme esthétique du lieu, tout en donnant l'impression aux visiteurs d'avoir

voyagé dans une autre époque. »

C'est donc sous le thème « Voyage nostalgie » qu'a eu lieu, sous l'égide de Azzedine Mihoubi, ministre de la Culture, du 3 avril au 3 mai 2016, l'exposition d'une trentaine de toiles au musée du Bardo, classé monument historique, le 1er septembre 1985.

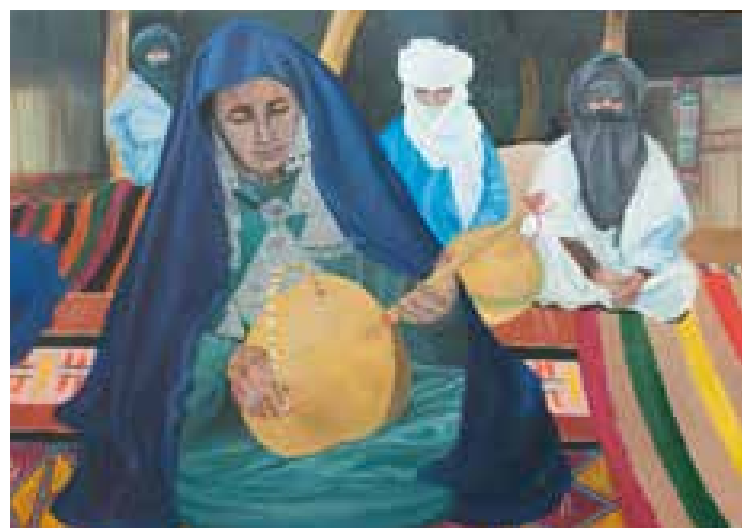
## Plus que ce que l'on espérait !

Le grand portail franchi, délaissant les pittoresques retraites d'ombre, de cette magnifique résidence d'été ayant appartenu jadis au « prince Omar » un riche tunisien de son état, nous grimpons toutes trois, après visualisation des tableaux, en haut d'un escalier menant au « diwan ». C'est là où étaient reçus les convives d'antan et c'est là que débute notre entretien, entrecoupé de ci de là, par les commentaires flatteurs des nombreux visiteurs de l'exposition, flânant encore rêveurs dans ce lieu paisible, autrefois en pleine campagne et maintenant englobée dans la ville moderne, aux bruits étouffés par la

L'artiste Fatima-Zohra Bouaouni

deux choses à représenter, le personnage et l'état de son esprit. Il doit exprimer, l'âme, le caractère ou les sentiments du personnage. Des traits que l'on retrouve chez ces peintres du concret et du vivant, tourné vers l'avenir certes, mais aussi vers le passé et les souvenirs d'une enfance passée pour l'une à Blida, pour l'autre à Alger, idéalisée par la nostalgie d'un temps révolu. Choissant leurs sujets dans les paysages où les scènes quotidiennes de la vie, librement interprétées et recrées selon la vision et la sensibilité personnelle de chacune d'elles. « Nos états d'âme influent grandement sur le choix des couleurs », nous dit Fatima-Zohra. Travaillant sur le motif, les tenues font de la lumière et de ses jeux l'élément essentiel et mouvant de leur peinture, écartant les teintes sombres et les nuances élaborées pour utiliser des couleurs pures qui font papillonner une touche en acrylique ou à l'huile très diversifiée.

Peinture d'une nature changeante, « la Forêt noire », d'une vie simple et tranquille saisie dans la particularité et la vérité de l'instant « la Zaouïa de Sidi El Kébir » que Fatima-Zohra connaît bien, « la Vendeuse de jasmin » de son enfance passée parmi les roses de Blida ou encore « l'Ecole coranique » selon les souvenirs du père de Dounia, l'ayant fréquentée à l'instar de tous les Algériens de l'époque. Indifférentes à la recherche de l'idéal du beau et de l'essence éternelle des choses, ce sont la compréhension des sentiments humains, la physionomie des émotions, la force expressive qui priment et se dégagent



© El-Djazair.com, photo par Nacef Ghazi



de cette exposition, profondément algérienne. Certains portraits ont presque le réalisme d'une photographie, comme par exemple, celui de « Tin Hinan », ancêtre légendaire des Touareg, dont la dépouille est exposée dans ces mêmes murs et que Dounia a peint après des recherches sur cette illustre et mystique, reine, d'autres d'une sculpture « le potier » pour ne citer que ceux-là.

Elles se souviendront toujours, pour Fatima-Zohra, de la magistrale fessée reçue pour avoir dessiné sur les murs de sa chambre l'image d'une imposante dame qui lui rappelait sa mère et pour Dounia des illustrations colorées qu'elle faisait sur ses cahiers pour ce faire pardonner sa vilaine écriture. Aujourd'hui, Dounia trouve l'inspiration dans le silence de la nuit, Fatima-Zohra c'est selon et surtout lorsqu'elle n'est pas bien. « Notre rythme de vie influence notre inspiration. » C'est pourquoi, elles envisagent de tout abandonner, au grand dam des parents, pour s'adonner pleinement à leur passion, la peinture.

Pour l'heure, deux grands rêves à concrétiser. Etre les ambassadrices de la culture algérienne et faire une formation à Florence, capitale de la Toscane, berceau de la Renaissance en Italie.

L. B.

Réunissant les responsables des ports, Boudjemaâ Talaï dévoile sa feuille de route

# Cap sur l'exportation hors hydrocarbures

*Boudjemaâ Talaï, ministre des Transports.*



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

Dans l'objectif d'améliorer au niveau des ports le flux des activités et prestations à l'exportation, le ministre des Transports estime qu'il est nécessaire de mettre en œuvre une stratégie de travail et de partenariat entre l'ensemble des acteurs et intervenants dans le secteur des transports.

Par Abderrahmane TIMIZAR





© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

**B**oudjemaâ Talaï, ministre des Transports, lance une stratégie efficace, pense-t-on pour booster le développement des autres secteurs économiques à partir d'une nouvelle formule basée sur l'exigence des entreprises portuaires à se conformer aux règles universelles d'exportation à partir d'un service portuaire déjà performant et efficace. A ce titre, le ministre a affirmé que «de nouvelles mesures seront appliquées dans les ports commerciaux pour faciliter et augmenter l'exportation hors hydrocarbures». Dans le but d'améliorer les prestations logistiques au niveau des zones portuaires, le ministre a annoncé que «près de 4 milliards de dollars ont été déboursés dans le volet de la logistique». Dans cette optique, le ministre des Transports saisira l'opportunité de la présence de l'ensemble des P-DG des ports algériens réuni au niveau du siège du groupement d'entreprises (Serport), en présence des représentants des ministères des Finances, du Commerce,

de la Direction générale de la sûreté nationale et de la Direction générale des douanes pour dévoiler sa nouvelle feuille de route. Il insiste désormais sur les opérations d'exportation hors hydrocarbures, «grâce à une synergie des ports avec leurs partenaires». Dans l'objectif d'améliorer au niveau des ports le flux des activités et prestations à l'exportation, le ministre estime qu'«il est nécessaire de mettre en œuvre une stratégie de travail et de partenariat entre l'ensemble des acteurs et intervenants dans le secteur des transports». Selon Boudjemaâ Talaï, «cette méthode de travail va nécessairement apporter des changements positifs pour construire une économie moderne et compétitive». Le ministre affirme qu'«il est indispensable que l'Algérie reprenne sa part de marché dans le transport maritime à l'international». Dans le cadre de la maîtrise des opérations d'exportations hors hydrocarbures, de la maintenance et la gestion des flottes, le ministre a approuvé le développement du partenariat étranger qui permet, selon





lui, «de résorber la problématique du manque du savoir-faire dans ces différents domaines». Le volet partenariat étranger dans le secteur portuaire ne représente en Algérie qu'environ 3%. Le ministre réaffirme la volonté de son département d'aller au-delà dans les prochaines années afin de renforcer le partenariat avec nombre de pays étrangers et pour atteindre un niveau de 30%. Lors de son intervention devant l'assistance composée des P-DG des ports, du président de Serport et du directeur de la marine marchande et des ports, le ministre des Transports, a estimé «primordial d'inverser la balance commerciale au niveau des ports de manière à instaurer un équilibre entre les importations et les exportations». Pour le ministre, l'objectif principal c'est de réaliser une augmentation du volume de marchandises traité à l'export d'au moins «10% chaque année» d'ici 2019. Selon le ministre, les données de l'an 2015, font ressortir un volume de «42 millions de tonnes de marchandises importées contre

© El-Djazaïr.com, photo par Nacef Ghazi



5 millions de tonnes de produits exportés». Ce volume de marchandise a été traité au niveau des 10 ports commerciaux de l'Algérie, soit 90% de marchandise ayant transité par les ports sans compter le fret aérien et routier. Il dira qu'«il est impératif de mettre en place des contrats de performance pour chaque entreprise portuaire pour identifier la variable des volumes de tonnage de marchandise traitée à l'export». Face aux P-DG des ports, le ministre a été péremptoire : «A partir de maintenant, traitez plus de tonnage à l'export, vous serez mieux payés.» Cependant le ministre confirme que cet objectif ne peut être réalisé que si le temps de traitement et des attentes des navires en rade soit réduit de 50 %».

### Un nouveau port sec à Bordj-Bou-Argeridj

Dans la continuité de son intervention devant les responsables des ports, le ministre des Transports est revenu longuement sur le développement des ports à l'occasion de l'inauguration du nouveau port sec de Tixter, dans la wilaya de Bordj-Bou-Argeridj où il se trouvait en visite de travail. Le ministre a rappelé l'importance de l'apport de son secteur pour le développement des exportations hors hydrocarbures. Pour lui, un port sec est un intermédiaire efficace qui

met en confiance les producteurs des marchandises destinées à l'exportation. Il permet également la facilitation dans le traitement des opérations d'exportations et d'importations, surtout que l'implantation de ce nouveau port sec est à proximité des pôles industriels des plus importants d'Algérie, notamment Sétif et Bordj-Bou-Argeridj. Ce nouveau port sec de Tixter réalisé sur une superficie de 20 hectares constitue une plateforme des marchandises conteneurisées en provenance de différents pays et débarquées au port de Bejaïa. Ce site dispose d'un terminal à conteneurs, d'une zone d'acheminement ferroviaire et de réception de conteneurs, d'une aire de stockage et de livraison, d'un espace de services logistiques, d'un bloc administratif, d'un parking pour camions et des ateliers de maintenance des engins de manutention. La réalisation des nouvelles plateformes logistiques répond justement au besoin de développement des opérations d'exportations hors hydrocarbures et de la gestion moderne, souple et efficace des activités portuaires. Le ministre a estimé que «le port sec de Tixter va jouer un rôle de facilitation garantissant l'export surtout qu'il se trouve dans des régions où les activités industrielles et agricoles sont intenses». Il a souligné que «le port sec de Tixter sera une base logistique destinée à





l'exportation, son rôle sera généralisé à plus de 12 autres ports secs à travers le pays. Boudjemaâ Talaï rappelle que l'objectif du gouvernement est d'asseoir un nouveau mode de gestion tourné vers l'exportation avec des moyens d'organisation économique pour l'ensemble des secteurs.

Lors de sa visite dans la wilaya de Bordj-Bou-Argeridj, le ministre a inspecté les travaux de réalisation d'une nouvelle gare routière de type A. Sur les lieux du chantier, le ministre a exigé des responsables concernés des explications sur les raisons du retard flagrant accusé dans la réception de cette infrastructure. Le ministre a instruit les responsables locaux afin d'accélérer les travaux et de finaliser le projet dans les mois à venir.

## Lancement d'une ligne maritime de voyageurs Alger-Tipasa

En visite de travail à Tipasa, le ministre a annoncé une possible ouverture d'une ligne maritime de voyageurs entre Alger et Tipasa. Cependant, cette possibilité est conditionnée par l'importance de la demande et le besoin exprimé par la population de Tipasa. S'agissant de cette ligne maritime, le ministre affirme que «ce projet figure dans le programme de liaison

des voies maritimes entre les villes côtières». Sur un autre chapitre de sa visite dans cette wilaya, le ministre a assisté à la signature d'un protocole d'accord entre la wilaya de Tipasa et la compagnie Air Algérie, portant sur la réalisation de 500 logements promotionnels, dans la ville de Tipasa, au profit des travailleurs et des pilotes de la compagnie aérienne. L'accord a été signé par le wali de Tipasa et le directeur général d'Air-Algérie en présence du ministre des Transports. Un autre accord a été également conclu entre les deux parties et qui porte sur la réalisation d'un complexe touristique dans la commune de Gouraya par la compagnie Air Algérie. Ce complexe dont la réception est prévue en décembre 2019 est déjà considéré comme un pôle touristique d'importance, compte tenu des commodités sportives et de détente prévues, notamment des chalets, des piscines et un hôtel aux standards modernes. Le chef-lieu de wilaya de Tipasa a par ailleurs réceptionné une nouvelle gare routière de voyageurs de type A, inaugurée par le ministre des Transport lors de sa visite de travail effectué à Tipasa le 29 mars dernier. Cette station de transport terrestre est une aubaine pour les habitants de cette région ainsi que pour les nombreux étudiants qui s'y

trouvent, lorsque l'on constate que la côte ouest d'Alger ne disposait pas d'une telle infrastructure de transport terrestre. Ce projet réceptionné fait partie de nombreux autres projets semblables qui seront livrés à travers l'ensemble des autres wilayas. Le ministre a écouté un exposé sur les nombreux projets d'investissement relevant de son secteur, dont le projet de dédoublement de la ligne ferroviaire El Affroune-Tipasa, sur une quarantaine de kilomètres, ainsi que celui de la ligne devant relier Zeralda à Gouraya, sur une distance de 90 km.

## Un programme national de 2 300 km de lignes ferroviaires

C'est à partir de Djelfa que Boudjemaâ Talai a annoncé que «le programme national de réalisation des lignes ferroviaires est de 2 300 kilomètres linéaires». En visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Djelfa, le ministre des Transports a déclaré que les projets des lignes ferroviaires en cours de réalisation dans la wilaya de Djelfa sont de 320 km et représentaient 10% du programme national qui est de 2300 km linéaires. Lors de sa visite dans cette wilaya, le ministre s'est rendu à l'usine d'Infrarail spécialisée dans la fabrication d'équipements ferroviaires. Cette usine se trouve à Hassi Bahbah (50 km au nord de Djelfa), elle est d'envergure nationale et répond aux besoins en matière de fabrication de pièces de rechange, d'équipements pour voies ferrées et de traverses en béton de chemins de fer. Lors d'une conférence de presse animée à l'issue de sa visite de travail et d'inspection, le ministre a souligné que les projets des voies ferrées sont stratégiques dans cette région des hauts plateaux. Ils sont aussi importants car ils renforcent les moyens de transports de voyageurs et des marchandises. Le ministre annonce également la création d'un port sec dans cette région de Djelfa, ce qui va rendre la réalisation de la voie ferrée indispensable pour le transport des marchandises.

A.T.



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

Mohamed Salim Ziouech, et Michel Dubarry, président de Rolls Royce International pour la France, l'Europe et l'Afrique du nord, lors de la signature d'un mémorandum d'entente de partenariat.

Maintenance des avions

# Air Algérie s'associe à Rolls Royce

Ce partenariat a pour objectif de former les techniciens de la compagnie nationale dans le domaine de la maintenance des moteurs des avions Airbus et Boeing. Cette politique d'Air Algérie s'inscrit dans la durée pour les personnels techniques.

Par Yahia MAOUCHI

Boudjemaâ Talaï animant un point de presse.



**L**a compagnie aérienne nationale Air Algérie et le fabricant de moteurs d'avions Rolls-Royce ont signé, à Alger, un mémorandum d'entente de partenariat pour la réparation en Algérie des moteurs aéronautiques de constructeur britannique. Un mémorandum d'entente signé en marge d'un séminaire sur la sécurité aéronautique sous le thème « l'Homme et son influence sur la sécurité aérienne » et ayant vu la participation de nombreuses entreprises du secteur, telles que l'ATR, CFM, Honeywell, l'IATA, Verital, ainsi que des représentants des constructeurs américains Boeing et General Electric, des français Airbus et Thales, et de la compagnie britannique Rolls Royce,

qui, comme le relevait Boudjemaâ Talaï, est le principal fabricant des moteurs de Boeing et d'Airbus, équipant Air Algérie. L'objectif de cet accord est de former les techniciens de la compagnie nationale dans le domaine de la maintenance des moteurs des avions Airbus et Boeing. Cette politique d'Air Algérie s'inscrit dans la durée pour les personnels techniques, a relevé Mohamed-Abdou Bouderbala, P-DG d'Air Algérie. En vertu de cet accord, les ingénieurs de cette compagnie britannique accèderont aux bases de maintenance d'Air Algérie pour réparer les moteurs et accompagner les ingénieurs et cadres algériens dans ce domaine à travers la formation et le transfert du savoir-faire.

### Un centre de référence au niveau régional

L'un des objectifs de cet accord est de faire du Centre de maintenance des avions de l'aéroport d'Alger un centre de référence au niveau régional. Il s'agit d'assurer la maintenance des avions des compagnies nationales et des pays limitrophes, mais aussi d'attirer d'autres compagnies à assurer la maintenance de leurs flottes en Algérie. « Nous avons ouvert le partenariat aujourd'hui avec Rolls Royce. Demain ce sera avec d'autres partenaires pour un échange d'expérience, pour la formation, mais aussi pour nous préparer à faire de la maintenance à d'autres appareils, d'autres pays », précise le P-DG d'Air Algérie, Mohamed Abdou Bouderbala. Un partenariat gagnant-gagnant, qui



rentre dans le cadre de transfert de technologie. Ainsi des techniciens algériens seront formés. « Je pense que c'est un win-win (gagnant-gagnant), pour Air Algérie et Rolls Royce. Notre souhait est de créer une relation industrielle avec Air Algérie », prône Michel Dubarry, président de Rolls Royce International pour la France, l'Europe et l'Afrique du nord. Pour sa part, le chef de division de la maintenance et de réparation des aéronefs à Air Algérie, Mohamed Salim Ziouche, a tenu à préciser que le document signé par les deux parties « consiste en la mise sur rails d'un mémorandum d'entente qui permettra la réparation et l'aménagement des moteurs Rolls Royce équipant les avions d'Air Algérie » précise-t-il. Et d'ajouter : « L'objectif attendu est de pouvoir avancer dans le domaine de maintenance aérienne, et de permettre ainsi à nos mécaniciens de toucher au moteur. Ainsi avec Rolls Royce, nous allons bénéficier de la formation, du développement de l'activité réparation, du management et de l'engineering. Nous visons également à devenir un hub et un pôle d'excellence dans la maintenance des avions à l'horizon 2025. Une chose qui permettra à Air Algérie de devenir une référence », souhaite-t-il. En outre, la réparation en Algérie de ces moteurs va permettre, selon M. Ziouche, de réduire les coûts et de développer l'activité maintenance, qui est limitée, jusque-là, à la réparation de l'avion, pour l'étendre à la réparation des moteurs. En effet, des accords avec de gros constructeurs d'aéronefs sont également prévus dans le sillage de la création, en juillet prochain, de la filiale Air Algérie-maintenance qui prévoit d'ouvrir ses centres de maintenance à la réparation des aéronefs des compagnies étrangères notamment régionales et africaines, selon M. Ziouche. Air Algérie compte actuellement une flotte de 52 appareils et a l'objectif d'atteindre les 100 appareils d'ici 2020-2025, et bien évidemment il faudra en assurer la maintenance. D'ailleurs, Air Algérie devrait acquérir, l'année en cours, 8

nouveaux appareils. « Sur ces huit nouveaux Boeing, deux sont des cargos, qui seront destinés au fret », affirme Mohamed-Abdou Bouderbala, avant de dévoiler l'ouverture, en septembre prochain, de la ligne aérienne Alger-Guangzhou (Chine) qui sera suivie par des lignes vers Budapest (Hongrie), Addis-Abeba (Ethiopie), Soudan et New York (Etats-Unis).

## La sécurité prime

Concernant le séminaire, l'objectif est de mettre l'accent sur l'importance de la sécurité et l'application des mesures mises en œuvre dans ce sens, en veillant à leur respect. Une occasion pour Boudjemaâ Talaï, ministre des Transports, de revenir sur la stratégie nationale relative à la sécurité nationale dans le domaine aérien. Ce dernier a rappelé l'importance de la supervision et la surveillance en matière d'application des règles de sécurité. « La sécurité au niveau de l'aviation civile n'est pas uniquement un objectif de la compagnie, mais de l'Etat. Autour de la sécurité, il y a une entreprise qui s'occupe de la navigation aérienne,

une direction de l'aviation civile qui est une autorité au-dessus de tout le monde, la météorologie, les infrastructures aéroportuaires, l'aéroport, la piste et le personnel navigant. Tous ces éléments-là sont parties prenantes dans l'objectif sécurité, et la loi que nous avons adoptée sur l'aviation civile, oblige les compagnies à respecter les normes de sécurité aérienne », affirme le premier responsable du secteur.

Dans le même ordre d'idées, Boudjemaâ Talaï a soutenu que la sécurité aérienne est une préoccupation inscrite à l'ordre des priorités au sein du gouvernement. « L'intérêt manifeste accordée par les autorités publiques à la question de la sécurité aérienne a fait qu'en Algérie, le domaine du transport aérien est, depuis quelques années, à l'abri de tout accident attentatoire à la sécurité des passagers », se félicite le ministre. Toutefois, M. Talaï a plaidé pour l'amélioration et la consolidation des potentiels déjà acquis par Air Algérie en matière de sécurité aérienne. Interrogé sur une éventuelle ouverture de l'espace aérien au privé, le premier

Mohamed Abdou Bouderbala  
annonçant d'autres partenariats



© EL-Djazaïr.com, photo par Nacef Ghazi



pas en Algérie seulement », poursuit-il. Ainsi, faute de contrôle de voyageurs, par Air Algérie, qui leur permet d'arriver à un pays autre que celui qui a délivré le visa, la compagnie aérienne sera exposée à une amende de quelque « 5.000 euros par personne », explique encore le P-DG d'Air Algérie. De son côté, Boudjemaa Talaï, ministre des Transports, estime que cette mesure relève des mesures de sécurité et de contrôle des voyageurs par les pays européens. Outre l'Organisation internationale de l'aviation civile (OACI) qui a validé déjà cette nouvelle mesure, l'ambassade de France et de Belgique établies à Alger se sont montrées, elles aussi, intransigeantes quant au respect de cette nouvelle mesure, notamment après avoir été ciblées par des attentats terroristes.

**Y. M.**

responsable du secteur temporel: « Cette question n'est pas encore inscrite à l'ordre du jour. Ce n'est qu'après le lancement du plan de modernisation d'Air Algérie qu'une telle possibilité sera remise au goût du jour », tranche-t-il.

## Du nouveau pour le visa Schengen

Les voyageurs désireux se rendre dans l'espace européen doivent désormais effectuer leur premier voyage dans le pays qui a délivré le visa Schengen avant de pouvoir circuler dans les autres pays de cet espace. Exemple, si une personne obtient un visa délivré par l'Italie, son premier voyage doit être effectué vers ce pays. Ainsi désormais Air-Algérie est soumise à l'obligation de vérifier les visas Schengen, avant l'embarquement des voyageurs. Ceux-ci seront refoulés au niveau des aéroports européens, si la mesure n'est pas respectée. Une mesure qui existait déjà, explique le P-DG, « mais elle n'était pas appliquée d'une manière rigoureuse. Cette décision concerne tous les acquéreurs de visa Schengen dans tous les pays du monde, et non



*Esther Marconi, directrice des Ressources Humaines à Italferr, et Azzedine Fridi, directeur général de l'Anesrif, lors de la signature du protocole d'accord de partenariat.*

© El-Djazair.com, photo par Nacef Glazi



En collaboration avec la compagnie italienne Italferr

# L'Anesrif lance son académie d'excellence

Modernisation, formation et partenariat. Grâce à ce partenariat, l'Anesrif compte créer une nouvelle classe dirigeante d'ingénieurs à même d'assurer le développement des connaissances nécessaires pour bien mener à bien la mise en œuvre de l'infrastructure ferroviaire par une maîtrise des normes internationales les plus innovantes.



© El-Djazair.com, photo par Nacef Glazi

du personnel dans les compétences techniques et managériales propres au transport ferroviaire.

## Une académie d'excellence

Azzedine Fridi, directeur général de l'Anesrif, et le staff dirigeant se sont donc investis dans la recherche de la solution idéale et ont convenu de la création, avec la coopération de la compagnie italienne Italferr et de l'ISFF (Institut supérieur de formation ferroviaire), d'une Académie d'excellence spécialisée dans les chemins de fer. C'est donc le 16 février 2016 que le directeur général de l'Anesrif a cosigné le protocole d'accord pour le lancement de l'académie avec Mme Esther Marconi, directrice des ressources humaines à Italferr. Les deux parties ont convenu de lancer le projet dans les plus brefs délais afin que les cours puissent commencer à partir de septembre 2016. Il faut dire que c'est un défi à relever car de nombreux projets de voies ferrées vont être réceptionnés

Azzedine Fridi, directeur général de l'Anesrif

**E**n tout temps et en tout lieu, le facteur humain est prédominant dans la bonne marche des institutions et pour leur pérennité.

Tout est fait pour l'Homme et par l'Homme, il est donc indéniable que sa présence et son travail soient requis. L'Anesrif, de par ses missions et ses objectifs de mettre en place une infrastructure ferroviaire moderne et un maillage complet du territoire national, a besoin de toutes les compétences et du savoir-faire spécifique à ce segment. Rechercher ces compétences au sein des universités a été l'une des toutes premières démarches engagées par la direction de l'Anesrif, mais il est devenu évident que les ingénieurs et les techniciens n'étaient guère outillés pour ce secteur particulier. Il a fallu donc penser à se doter d'une structure spéciale pour la formation

© El-Djazair.com, photo par Nacef Glazi





à partir du mois de juin prochain et il faut assurer leur gestion, leur entretien et leur intégrité technique. La formation sera assurée dans les locaux de l'Institut supérieur de formation ferroviaire à Rouiba, qui sera aussi partie prenante et qui contribuera avec ses formateurs et ses moyens.

© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

## D'abord un audit des ressources humaines

Demandé par l'Anesrif et voulu par Italferr, un audit faisant ressortir les capacités se trouvant déjà au sein de l'Anesrif sera exécuté bientôt et fera ressortir tous les cadres possédant une certaine maîtrise, que ce soit technique ou managériale. L'audit fera aussi ressortir les besoins en ressources humaines pour l'Anesrif et les autres entreprises en relation directe avec le rail. Après avoir détecté les compétences, Italferr pourra établir une feuille de route en connaissance de cause pour assurer une formation adaptée à ces compétences et aux objectifs de l'entreprise.



## Modèles de compétence

Afin de mettre en œuvre des programmes de formation en adéquation avec les besoins des chemins de fer algériens, Italferr propose des modèles de compétences au partenaire algérien qui aura à

choisir en fonction de ses besoins spécifiques, des compétences existantes et des objectifs tracés. Pour cerner ces besoins, M. Fridi a fait une présentation complète de l'agence qu'il dirige et des projets grandioses qu'elle gère et qui sont dotés d'une enveloppe budgétaire très importante atteignant les 2448 milliards de dinars.

## Une joint-venture à 51/49

Grâce à une vision stratégique de l'avenir, les responsables de l'Anesrif projettent de rentabiliser la formation qui sera lancée en créant une joint-venture avec Italferr, une filiale détenue à 51 % par l'Anesrif et à 49% par Italferr et qui prendra en charge les études et le suivi des programmes à lancer dans le cadre de la rénovation et de l'extension du chemin de fer en Algérie. Avec cette entreprise, les bureaux d'études étrangers ou nationaux ne seront plus tout à fait nécessaires pour la conception, les études et le suivi. L'accord pour la création de cette joint-venture sera signé incessamment.

T. M.



## Ils ont déclaré après la signature de l'accord de principe

### **Azzedine Fridi, directeur général de l'Anesrif :**

« Nous projetons de mettre en place une Académie d'excellence, de réunir tous les ingénieurs de toutes les spécialités du chemin de fer (exploitation, entretien, réalisation), ceux de l'Anesrif et d'autres partenaires algériens. Nous allons les former dans les domaines du rail, un domaine très vaste qui a besoin d'une technologie de pointe, grâce à la participation d'Italferr qui est un réseau européen reconnu à travers le monde avec lequel nous avons convenu de créer cette académie d'excellence. Il y aura donc un choix sélectif des compétences et un programme de formation sera dispensé par Italferr. Nous pourrions alors échanger nos expériences respectives, la formation étant assurée au sein de l'ISFF de Rouiba. Cette formation permettra de rehausser le niveau intellectuel de nos compétences nationales et leur permettre, pourquoi pas, d'étendre leur savoir-faire à l'étranger pour la réalisation des chemins de fer. Il y a aussi un projet se trouvant actuellement au niveau du CPE concernant la création d'une entreprise mixte à 49% pour l'entreprise italienne et 51% pour nous. Elle sera chargée des études de réalisation et de suivi des lignes de chemin de fer, des plans de transport, de réalisation d'ouvrages d'art (tunnel, viaducs), de systèmes de signalisation, de caténaires ... Elle comprendra des ingénieurs algériens et italiens, ceci au lieu de faire appel à des bureaux d'études étrangers. L'académie va donc offrir aux ingénieurs une formation spécialisée dans tous les domaines d'intervention de cette joint-venture. »



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

### **Mme Esther Marconi, directrice des ressources humaines à Italferr :**

« Avant de parler de programme de formation, il faudrait d'abord parler de recrutement du personnel pouvant accéder à ce programme de formation. Il faut connaître les compétences, fixer les objectifs et, ensuite mettre en œuvre les programmes de formation. La première phase de cet ambitieux projet est donc de fixer les critères de sélection des ingénieurs qui pourront suivre cette formation. Donc, nous allons démarrer tout de suite un travail à l'intérieur de l'Anesrif pour cerner les compétences qui seront par la suite recrutées au sein de la future joint-venture. Nous sommes tout à fait confiants dans nos capacités de répondre à la demande de notre partenaire, même si le laps de temps imparti est très court. Nous allons donc travailler à court terme en parallèle avec l'Anesrif pour cerner les compétences, puis nous allons mettre en œuvre un programme à long terme pour soit mettre à niveau les compétences existantes, soit les ramener d'autres secteurs pour les former et les intégrer à la joint-venture. Pour notre part, l'Anesrif aura l'engagement de notre société pour la mise à disposition des compétences et de l'expertise. Il faudrait savoir aussi que l'effort le plus important devra venir des ingénieurs et du personnel directement concernés, ceux qui devront suivre cette formation, qu'il faudrait sensibiliser pour les faire participer de manière effective à la formation ».



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

Le transport ferroviaire appelé à jouer un rôle majeur dans le développement économique.

## Rénovation et électrification de la Ligne minière Est

# Le défi au quotidien

Au vu de la volonté des pouvoirs publics de doter l'Algérie de moyens plus importants pour le transport ferroviaire, notamment les minerais, un programme de modernisation, de dédoublement et de réhabilitation des tronçons Annaba-Bouchegouf, puis Bouchegouf-Oued Kebrit a été retenu. Les travaux seront achevés en 2019 pour porter les quantités transportées à 20 millions de tonnes de phosphate et dérivés et à 3,5 millions de tonnes de minerai de fer.

Par Tahar MANSOUR

*La Bourreuse*

*Un équipement ultramoderne pour la modernisation du réseau ferroviaire*

*© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi*

**T**ransporter le minerai de la région où il est extrait vers les usines de traitement ou les ports nécessite des moyens de transport assez lourds et qui, mieux que le rail, peut répondre à cette demande. Déjà, durant la colonisation française, les mines de l'Ouenza, de Boukhadra, de Djebel Onk ont fourni leur minerai par le biais du rail. D'autres gisements, dans d'autres régions de l'Algérie, ont été découverts puis exploités par les colons français. C'est à partir de 1921 que la ligne minière fut mise en exploitation après le raccordement du gisement par une voie électrifiée d'une longueur de 24 kilomètres de voie étroite, entre Ouenza et Djebel Kebrit, ce qui permit une production de minerai de fer beaucoup plus importante qui monta rapidement à une cadence de deux millions de tonnes par an. Ceci démontre on ne peut mieux l'importance du rail pour le transport du minerai vers

les usines de transformation ou les ports pour son exportation, et c'est justement dans ce but, et dans celui de promouvoir les exportations hors-hydrocarbures, que l'Etat a décidé d'investir dans la rénovation et la réhabilitation de la voie minière Est. Il s'agit de rénover la ligne à voie unique dédiée au trafic minier afin d'améliorer les conditions de circulation et de transport des minéraux provenant des mines de fer de Boukhadra et d'Ouenza et de phosphate de Djebel Onk vers le port d'Annaba. Ceci implique de modifier la superstructure de la voie : rails, traverses, ballast, signalisation, électrification.

### **Annaba-Djebel Onk : 460 km de voie moderne**

La consistance de ces travaux de renouvellement et de modernisation est très importante et concerne 460 km/l de voie de circulation, sans compter les voies de gares et les embranchements. Les entreprises Infrafer et Infrarail ont été chargées

de la réalisation de ce projet qui connaît un taux d'avancement appréciable, malgré les contraintes multiples rencontrées sur le terrain. Les travaux consistent en le remplacement des rails, des traverses, du ballast et de nombreux ouvrages d'art. Ils comprennent la réalisation, la rénovation ou le confortement de 26 tunnels, 51 ponts et 1240 ponceaux et ouvrages de drainage. Enfin, 49 gares seront rénovées et modernisées sur toute la distance entre Annaba et Djebel Onk.

### **Electrification, signalisation et télécommunication**

La nouvelle ligne minière sera aussi dotée de moyens électriques pour la locomotion après la mise en place d'une électrification en 3000 Volts en courant continu sur 346,9 km, remplaçant ainsi l'ancienne caténaire devenue non opérationnelle. Les anciens poteaux ont été remplacés par de nouveaux et même ceux qui se trouvaient en-dehors des tunnels ne le sont plus, une technique nouvelle ayant été utilisée pour faire passer la ligne électrique à l'intérieur.

La signalisation et les télécommunications, nerfs de guerre irremplaçables pour toutes les voies de chemin de fer afin d'éviter les accidents et les retards, seront rénovées et modernisées. Ainsi, la ligne minière Est sera équipée en PRS (Poste tout Relais à transit Souple) pour la zone d'Annaba et de Souk-Ahras. Le fonctionnement du PRS se divise en cinq phases : la commande, la préparation, l'enclenchement, l'établissement et la destruction. Il remplace une multitude de relais qui existaient dans les anciens postes et qui sont peu fiables, plus encombrants, plus coûteux et moins sécurisés. Quant à l'autre partie de la voie, elle fonctionnera avec un BMVU (Bloc Manuel Voix Unique) qui permet d'assurer l'espacement et la protection des trains à l'aide des circuits de voie et l'ouverture



de chaque signal d'entrée d'un canton, réalisée manuellement par un garde.

## Près de 3 millions de tonnes de minerais à transporter

A la fin des travaux en cours qui seront réceptionnés, selon les termes du contrat, au mois de juin 2016, d'importantes quantités de minerais seront acheminés par train vers le port et le complexe sidérurgique d'Annaba, essentiellement. Ainsi, 1 million de tonnes de phosphates et dérivés seront transportés chaque année vers le port d'Annaba et plus d'un million cinq cent mille tonnes de minerai de fer seront dirigés vers le complexe d'El Hadjar à partir des mines d'Ouenza et de Bou Khadra.

## Dédoublage des voies

Afin d'augmenter les quantités de minerais transportées des mines et des terminaux, d'autres travaux de dédoublement et de modernisation seront lancés dans peu de temps et seront achevés en 2018, pour permettre de porter le volume des minerais transportés à 10 millions de tonnes de phosphate et dérivés et 3 millions de tonnes de minerai de fer. Ces travaux seront lancés incessamment et consiste en :

- travaux de dédoublement de voie du tronçon Oued Kébrit-Djebel Onk sur un linéaire de 108, 5 km,
- modernisation des installations de signalisation, télécommunications et énergie de la ligne Annaba-Tébessa,
- travaux de la caténaire Bouchegouf-Dréan,
- Travaux de la caténaire Poste2-Porte d'Annaba

## La phase 2 à partir de 2017

La volonté des pouvoirs publics de doter l'Algérie de moyens plus importants pour le transport ferroviaire, surtout en ce qui concerne les minerais, a fait

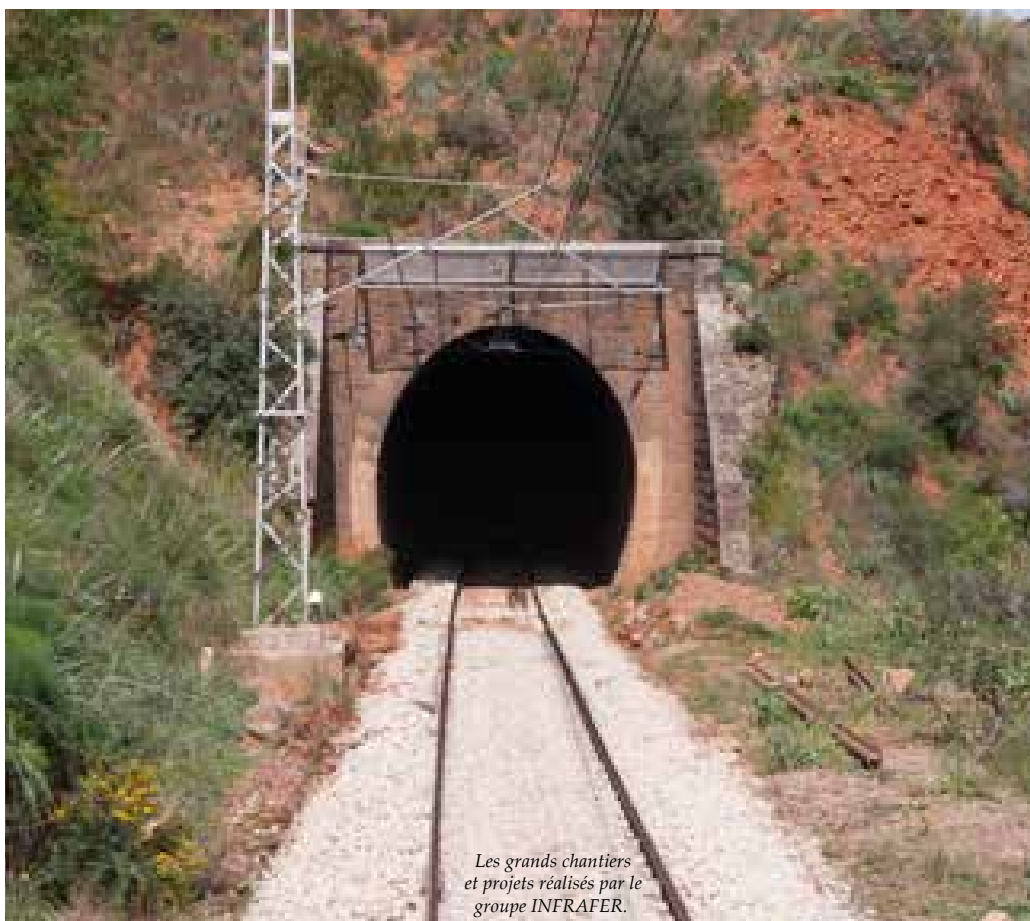
qu'une deuxième phase de modernisation, de dédoublement et de réhabilitation de la voie minière Est ne s'arrête pas à ce que nous avons déjà vu, mais connaîtra le lancement d'autres travaux à partir de 2017. Ces travaux seront achevés en 2019 pour porter les quantités transportées à 20 millions de tonnes de phosphate et dérivés et à 3,5 millions de tonnes de minerai de fer. La deuxième phase verra donc le dédoublement des tronçons Annaba-Bouchegouf, puis Bouchegouf-Oued Kebrit.

RVB, quand l'homme défie la nature RVB, des lettres qui ne veulent rien dire pour le profane mais qui rappellent des efforts colossaux, un travail acharné dans un environnement souvent hostile, un renouveau et un défi relevé chaque jour, chaque heure et chaque minute, pour ces hommes qui travaillent sans relâche à sa réalisation. Rénovation Voies et Ballast, telle est la signification de ces trois lettres qui nous incitent à aller voir de plus près comment cela

est fait. Abderrahmane Rahmouni, directeur du projet « Ligne minière Est » et Abdelkader Mazar, directeur de la communication au niveau central, nous accompagnent et choisissent un tronçon en réalisation situé non loin de Bouchegouf, dans la wilaya voisine de Guelma. Nous montons en voiture et nous nous dirigeons par monts et par vaux, sur une route sinueuse, au milieu d'une verdure luxuriante, jusqu'à



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi



Les grands chantiers et projets réalisés par le groupe INFRAFER.

© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

Le positionneur permet de mettre les rails sur les emplacements exacts.



© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

un hameau aux maisons couleur ocre. Nous empruntons un chemin sur une centaine de mètres et découvrons une petite gare minière qui date des débuts du XIXe siècle, au style typiquement colonial. Elle est tombée en décrépitude et devra subir de grands travaux de rénovation. Sur la voie, envahie d'une herbe touffue, une sorte de locomotive nous attendait car il était impossible d'arriver autrement que par rail jusqu'à l'endroit où se trouvaient les ouvriers. Pour y accéder, quelques marches en fer, abruptes et difficiles, nécessitent une force de jeune et une habitude pour ce genre d'exercice. Une fois à l'intérieur de l'engin, le directeur du projet et le chef de chantier nous apprirent qu'il s'agissait en fait d'une bourreuse, grâce à laquelle le « ballast » (gros gravier de granulométrie comprise entre 31,5 et 50 mm) est tassé et « bourré » afin qu'il occupe tous les vides et transmette les efforts engendrés par le passage des trains au sol sans que celui-ci ne se déforme par tassement. Le ballast sert aussi à

enchâsser les traverses afin d'assurer leur résistance aux déformations longitudinales. Pour une épaisseur d'environ trente centimètres de ballast, il faut près de 2000 tonnes de matériau pour chaque kilomètre de voie, c'est dire les besoins exprimés pour cela. Nous démarrons et nous roulons à environ 30 km/h car la voie étroite et la configuration du terrain ne permet guère d'aller plus vite. La vue est superbe et les rails qui serpentent entre une végétation verdoyante et luxuriante ressemblent à un long serpent métallique sans tête ni queue. Notre accompagnateur nous signale que nous allons bientôt arriver à un tunnel qui date du début du siècle dernier, mais qui est particulièrement bien conservé. Le tunnel est bas et étroit et l'entrée est caractérisée par des briques rouges pleines qui délimitent le contour et empêchent les éboulements. Nous en traversons trois, deux relativement court alors que le troisième a une longueur d'environ 200 m. A l'intérieur, il fait noir et nous n'en voyons plus l'entrée – ni la sortie – après une

courbe prononcée. Le sentiment est bizarre au début mais, très vite, la lumière et la vie reviennent. Nous nous demandons comment les ouvriers peuvent travailler dans ces conditions extrêmes. Le directeur de projet nous informe que nous allons bientôt en avoir une idée car nous arrivons au niveau du chantier après une dizaine de minutes de ... rails !

## Un travail rude et exaltant

Au détour d'un virage prononcé, nous nous arrêtons subitement car il y a un autre engin sur rail devant nous : le positionneur ! Conduit par le fils d'un ancien employé de l'entreprise Infrarail, le positionneur permet de mettre les rails sur les emplacements exacts afin que l'écartement, la courbe, la pente soient partout les mêmes, évitant tout accident aux trains qui les empruntent. L'engin est manipulé manuellement et des ouvriers aident leur camarade à bien amarrer le rail, assez long (72 m) et à le diriger exactement où il le faut, aucune erreur n'étant admise. Un peu plus loin, nous rencontrons une équipe de soudeurs qui utilisent une technique spéciale pour amener l'acier spécial à une température où il fond avant de procéder à la soudure des rails de manière à ce que, après les différentes phases, on ne peut plus voir l'endroit où les deux rails ont été soudés. C'est une opération assez complexe et dangereuse qui ne peut être réalisée que par des spécialistes ayant une longue expérience derrière eux. Les deux soudeurs que nous avons rencontrés ont chacun plus de 35 ans d'expérience et pratiquent le soudage avec aisance. Un peu plus loin, d'autres, plus jeunes ont été formés par les deux anciens et ne démeritent pas en opérant de manière très professionnelle. Comme l'opération peut causer des dégâts matériels et humains considérables, un contrôle strict est opéré après chaque soudure

par un technicien qui est sur place et qui assiste à toutes les phases de soudure, à commencer par la pose des moules, le colmatage, le versement du métal en fusion, l'enlèvement des moules et tout ce qui vient par la suite. Si une soudure est jugée non conforme, elle est refaite aussitôt après, selon les orientations du technicien. Nous avons assisté à une opération de ce genre et il faut dire que le résultat est époustoufflant, sans parler de la chaleur intense qui se dégage du métal en fusion et de la précision avec laquelle il faut opérer, même en été et en plein mois de Ramadhan.

## Une chaîne bien huilée

Nous sommes ensuite obligés de nous faufiler entre les hautes herbes, en regardant bien où nous mettons les pieds pour éviter toute chute intempestive. Plus habitués à ces terrains rocailleux et difficiles, les ouvriers nous suivent d'un regard amusé. Nous comprenons alors toutes les difficultés qu'ils rencontrent pour mener à bien cette mission qui est stratégique pour notre pays. Ces hommes rudes, au teint halé par les rayons de soleil, aux habits pleins de cambouis, au regard perçant et à la démarche montagnarde, représentent la force vive de l'Algérie. A près de cent mètres de l'endroit où nous nous trouvons, une autre équipe met en place les traverses à l'aide d'une autre machine. Là aussi, la précision est de mise, entre la traverse et celle qui suit, la hauteur à laquelle elle est posée et beaucoup d'autres paramètres qui font que les rails, une fois posés sur les traverses et soudés, supportent des centaines de tonnes portées par les trains sans que ces derniers ne déraillent où ne trouvent de difficultés pour avancer. La nature accidentée du terrain cause beaucoup de tracas aux cadres et aux ouvriers avec les courbes, les pentes, les rampes, les ponts et les tunnels. Nous avançons de quelques dizaines de mètres pour nous retrouver devant une machine qui sert à enlever les

anciens rails, visiblement fatigués après tant d'années. Le directeur de projet nous montre les dégâts que l'usure a causé aux rails et les traverses désuètes avec des supports en bois ou en fer banal. Les rails enlevés sont directement posés sur des wagons de stockage et de transport grâce au portique conduit par deux ouvriers et qui travaillent d'arrache-pied pour être dans les délais.

## Evacuation par train en cas d'accident

En ces endroits très difficiles d'accès où aucune route ni chemin n'arrive, les accidents sont relativement nombreux et le blessé est transporté par draine ou autre engin roulant sur rail jusqu'à la gare avant de pouvoir être évacué par ambulance. Parfois, les ouvriers transportent leur collègue blessé sur leur dos ou sur une civière de fortune pour pouvoir l'emmener jusqu'à l'endroit où peut arriver la draine.

## Le temps, facteur décisif

Mais il faut rappeler que le plus important dans ce projet de rénovation de la ligne minière, c'est le fait qu'elle soit en exploitation ! En effet, des trains de minerais utilisent régulièrement cette ligne et les ouvriers sont obligés de travailler de telle manière que la voie puisse toujours être utilisée. « Nous devons, nous explique M. Rahmouni, terminer complètement le tronçon entamé à l'heure fixée par avance par la SNTF car il y aura juste après un train qui va passer et qui doit trouver la voie libre et praticable ». C'est une performance qui s'ajoute encore à toutes les autres et qui les surpasse car, autant les responsables que les ouvriers, doivent prendre toutes les dispositions pour terminer avant l'heure du passage du train, aucun retard, aucune excuse, aucun défaut ne pouvant être enregistré.

T. M.

*L'intérieur du tunnel illuminé par les phares de la bourreuse l'entrée du tunnel*



*© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi*



# Réception de plusieurs infrastructures



© El-Djazairi.com, photo par Nacef Ghazi

*Yacine Bendjaballah, DG de la SNTF accompagné de Mohamed Mesaoudja, président de la commission des Transports et des Télécommunications de l'Assemblée populaire nationale.*

**Le secteur des transports a connu une dynamique particulière cette année avec l'inauguration et la réception prochaine de plusieurs infrastructures d'une extrême importance, dans plusieurs wilayas.**

Par Yahia MAOUCHE



**L**e transport représente un des piliers fondamentaux du développement durable et de la prospérité de tout pays. Des systèmes de transport efficaces et des réseaux modernes sont donc une nécessité pour le développement économique, le bien-être social, la production à grande échelle et la préservation de l'environnement. En Algérie, le secteur du transport connaît une véritable mutation. Un grand nombre de projets ont été réalisés ou sont en phase de réalisation, afin de rendre ce secteur plus performant et plus efficace dans sa contribution dans le développement économique du pays. Le secteur des transports a connu une dynamique particulière cette année avec l'inauguration et la réception de plusieurs infrastructures d'une extrême importance, dans plusieurs wilayas. Un constat relevé par la commission des transports et des télécommunications de l'Assemblée populaire nationale, conduite par son président, Mohamed Mesaoudja, qui a effectué une sortie d'inspection des projets névralgiques des transports et des télécommunications dans la wilaya d'Alger. Deux jours durant, la délégation parlementaire a visité différentes structures relevant du secteur des transports au niveau de la wilaya

© El-Djazair.com, photo par Nacef Ghazi



Atelier de maintenance du Caroubier, géré et supervisé par une collaboration algéro-suisse (SNTF-Stadler).

d'Alger. Les députés ont ainsi effectué un voyage en métro où ils ont montré leur totale satisfaction des prestations fournies par ce moyen de transport moderne. Une sortie s'inscrivant dans le cadre de la préparation de la

journée d'étude parlementaire qui sera consacrée ce mois de mai à la situation des transports en Algérie, sous le thème « le secteur des transports réalité et horizons ». Selon, M. Mesaoudja, les membres de cette commission « devront établir un rapport qui contiendra toutes les préoccupations du secteur et qui sera remis au président de l'Assemblée et aux ministères concernés » ajoutant qu'il est « important de constater de visu les conditions de travail, et d'échanger avec les concernés sur les problèmes et les lacunes existantes afin de tenter de trouver des solutions. Une occasion également de s'enquérir du taux d'avancement des différents projets du secteur des transports ». La délégation a également eu un aperçu sur un certain nombre de projets inscrits à l'indicatif de la wilaya, dont la modernisation et l'électrification de la ligne ferroviaire, ainsi que la station de maintenance des wagons de Rouïba. Sur place, Omar Hadbi, directeur général de l'Entreprise du métro d'Alger (EMA), a dressé un tableau exhaustif de la situation avant d'annoncer que les deux tronçons reliant la Grande-Poste à la Place des Martyrs et Haï El-Badr à Aïn Naâdja seront mis en service en octobre 2017. « Après la mise en service de ces deux extensions, le Métro d'Alger couvrira



Maquette du futur aéroport international Houari Boumediene-Alger

une distance de 18 km » a précisé M. Hadbi.

La ligne reliant la Grande-Poste à la Place des Martyrs s'étend sur 1,6 km et comprend deux stations (Ali Boumendjel et Place des Martyrs), tandis que celle reliant Haï El-Badr à Aïn Naâdja s'étend sur 3,6 km et comprend 3 stations.

Le Métro d'Alger s'étale actuellement sur 13 km et comprend 14 stations, a rappelé M. Hadbi, ajoutant que cette distance atteindra 40 km à l'horizon 2020. Abondant dans le sens, Yacine Djaballah, directeur général de la Société nationale de transport ferroviaire (SNTF), a affirmé que la ligne ferroviaire électrifiée Birtouta-Zéralda sera opérationnelle début octobre 2016. « Les nouveaux trains circuleront à compter du mois d'octobre prochain, notamment la double voie Birtouta-Zéralda, à une vitesse de 160 km/h, ce qui exige une formation des conducteurs ».

## Des wagons ultramodernes pour les chemins de fer

Par ailleurs, le premier lot de dix sur une trentaine de rames modernes destinées au transport de marchandises sera réceptionné à partir de ce mois de mai, a annoncé M. Djaballah. Cette acquisition permettra, poursuit-il, de hisser l'activité terrestre de la SNTF de 2 à 17% à l'horizon 2020, soulignant que 127 milliards de dinars ont été alloués pour le remplacement des anciens équipements qui remontent aux années 1970 par d'autres plus modernes répondant aux standards internationaux. Ces nouvelles rames qui répondent aux standards internationaux en matière de transport de marchandises sont à même de hisser l'activité de la SNTF de 2 à 17% à l'horizon 2020, précise Yacine Djaballah, soulignant « la nécessité de mettre en application l'instruction du chef du gouvernement datée du 28 novembre 2007 relative à la création d'une police des chemins de fer ». Il a annoncé également la réhabilitation de 12 anciennes rames à Constantine qui seront aménagées par de nouveaux équipements en plus de 202 wagons de trains qui seront rénovés au niveau des ateliers de Sidi Bel-Abbès. Pour ce qui est des rames de transport des voyageurs, le même responsable indique que la première rame, de construction



française sera réceptionnée en 2018 ajoutant qu'un total de 17 rames sera importé.

## La nouvelle aérogare d'Alger réceptionnée en 2018

Les conditions de prise en charge des passagers notamment des émigrés en partance à l'étranger à partir du port et de l'aéroport d'Alger ont été au menu de la visite effectuée par les membres de la commission des transports et des télécommunications à l'APN. Une visite qui leur a permis de vérifier le dispositif de facilitation mis en place par les pouvoirs publics. Au port d'Alger, la délégation s'est rendue, à la gare maritime où elle a assisté à l'arrivée du bateau « Tariq Ibn Ziyad », en provenance de Marseille. D'amples informations ont été données par les représentants du comité portuaire composé des services de la Police des frontières, des douanes, de l'Entreprise portuaire d'Alger, de l'Entreprise nationale du transport maritime des voyageurs, sur les mesures de facilitation à l'exemple du couloir vert destiné aux familles, des titres de passages en douane délivrés à bord des car-ferries, entre autres. « Pour réussir la saison estivale nous avons procédé à l'affrètement d'un navire qui arrivera le 23 juin. Ce navire, d'une capacité

de 1650 passagers et de 650 véhicules, sera destiné à la ligne Alger-Alicante-Alger-Marseille », nous a confié Ahcène Graïria, P-DG de l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV), avant d'annoncer la revue à la baisse de ses tarifs « Les tarifs sont déjà revus à la baisse, puisqu'il y a des réductions allant de 25% jusqu'à 34% ». Interrogé par la presse sur la capacité du terminal à conteneurs du port d'Alger, Abdelaziz Guerrah, directeur général de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL), a indiqué que plus de 1000 conteneurs sont traités au quotidien. Cette sortie a été également une occasion pour s'enquérir également des conditions d'accueil au niveau de l'aéroport d'Alger. Selon Azi Youcef, directeur de l'aviation civile au niveau dudit aéroport, les conditions d'accueil de la communauté algérienne établie à l'étranger ne cessent de s'améliorer. Pour sa part, Mohamed Mesaoudja s'est montré très satisfait des conditions d'accueil des passagers. « Nous sommes très satisfaits des efforts déployés dans ce cadre pour l'accueil des passagers. Aujourd'hui, le défi a été relevé ». Enfin, le représentant de l'aéroport d'Alger Hedjaressi Laadjal, a affirmé que la nouvelle aérogare internationale d'Alger, d'une capacité de 10 millions de passagers/an, sera réceptionnée fin 2018.

Y. M.

Mme Houda Imane Faraoun, ministre de la Poste et des TIC, et Abdelmalek Boudiaf, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, lançant officiellement la télémédecine en Algérie.

Télémédecine

# C'est parti !

Mieux accompagner les personnes âgées et les malades chroniques, aider à réduire les déserts médicaux et l'explosion des dépenses de santé. La télémédecine vient ainsi soutenir les politiques de santé publique.

Par Rafik BITOUT





Mme Houda Imane Faraoun et Abdelmalek Boudiaf répondant aux questions de la presse.

© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi

**L**e secteur de la santé en Algérie s'est mis à l'heure des nouvelles technologies de l'information et de la communication, avec le lancement du réseau de télémedecine Algérie RT DZ, mise en place par l'Agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques (ANPT), à partir de l'hôpital de Beni Messous.. Dans ce cadre, une convention-cadre a été signée entre Abdelmalek Boudiaf, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, et Mme Houda-Imane Faraoun, ministre de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication, pour le développement d'un réseau national de soins et de télémedecine. L'objectif visé est de favoriser l'assistance en matière de diagnostic, de suivi des malades, de formation et d'assistance en direction des praticiens de la santé exerçant dans les régions éloignées du pays, en particulier dans le Sud et les Hauts-Plateaux qui pourront bénéficier du soutien de leurs collègues exerçant dans les régions du Nord du pays. A cette occasion, Abdelmalek Boudiaf a souligné que l'objectif de cette convention était de relancer les soins et la formation à distance à travers la mise en place d'un réseau de communication

solide entre les établissements hospitaliers des wilayas du nord, du sud et des Hauts plateaux en vue d'assurer la prise en charge sanitaire des citoyens et afin de faire bénéficier les médecins de ces régions des expériences des enseignants et des praticiens des régions du Nord. L'administration de la santé vient de franchir un grand pas avec le développement de la télémedecine qui va permettre à la fois d'améliorer la formation des médecins et de faire bénéficier les malades résidant dans des régions éloignées du soutien de spécialistes grâce à la circulation des informations les concernant qui pourront être transmises à distance au moyen des techniques modernes de communications.

## Renforcer la collaboration entre les structures sanitaires

Dans un premier temps, cette installation permettra de connecter entre eux cinq CHU (centres hospitalo-universitaires), douze EPH (établissements publics hospitaliers) et un site central doté d'une plate-forme de pilotage du réseau. Des établissements de la région des Hauts-Plateaux et du Sud pourront bénéficier du soutien pédagogique et médical des CHU du Nord pour améliorer la qualité

des soins offerts aux citoyens. Cette opération permettra à des établissements publics des régions de l'Intérieur de disposer d'un appui pédagogique et médical pour améliorer l'encadrement des praticiens et aussi pour pallier le manque de spécialistes dans certaines disciplines. Madame Houda-Imane Faraoun, ministre de la Poste et des TIC, a réaffirmé à cette occasion la disponibilité de son administration à accompagner cette nouvelle phase de développement du secteur de la santé. Il faut noter que les services des nouvelles technologies de l'information et de la communication se sont fixé comme objectifs stratégiques d'assurer la base matérielle à l'amélioration des contacts entre les citoyens et l'administration et d'offrir les meilleures conditions pour développer la gestion des services publics. De grandes avancées ont déjà été concrétisées en collaboration avec les services du ministère de l'Intérieur en matière d'accès aux prestations administratives et de facilitation des démarches, notamment en matière de délivrance des documents et de suivi des procédures. Des progrès sont attendus avec la généralisation de l'utilisation de la fibre optique à travers le territoire. Les cadres de cette administration se préparent à une grande avancée en matière de santé. Mme Houda-Imane Faraoun a précisé que le gouvernement a mis en place un Fonds d'approbation des usagers et du développement des technologies de l'information et de la communication (Faudtic) dans le cadre du «financement des actions de mise en œuvre du programme stratégique Algérie électronique (e-Algérie)». Le Faudtic prendra en charge, durant l'exercice 2016, trente projets concernant différents secteurs d'activité. Les cadres du secteur ont déjà eu l'occasion de nous dévoiler parmi leurs objectifs à court terme l'élaboration des dossiers médicaux des personnes malades et leur transmission au moyen des nouvelles techniques. Le dossier médical sera numérisé, mémorisé sur support numérique (carte de malade dotée d'une puce informatique contenant les données médicales avec les diagnostics, les traitements suivis, et les avis des médecins traitants). Le dossier médical du malade sera ainsi matériellement facile à contenir et à transmettre. Il pourra également être consultable à distance en tout point rattaché à une structure médicale, et



accessible pour les praticiens. Cela permettrait également de bénéficier des avis complémentaires de la part de spécialistes qualifiés, pour des malades habitant dans des régions relativement isolées, sans qu'ils aient besoin de se déplacer sur de longues distances pour effectuer des visites. Le ministère de la Santé montre que le recours à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication sera généralisé au profit des malades. L'utilisation de ces nouvelles techniques permettra par exemple d'apporter un soutien aux structures médicales qui font face à un déficit en personnel médical spécialisé avec la possibilité d'effectuer des consultations au profit des malades habitant des régions relativement isolées, sans que ceux-ci soient obligés de se déplacer. Avec la télémedecine, les médecins pratiquants pourront bénéficier à distance des avis de spécialistes sans être obligés de transférer leurs patients vers des structures éloignées. Sur le plan pédagogique, il sera possible de diffuser des enseignements au moyen de techniques permettant de s'adresser à des médecins éloignés les uns des autres avec la possibilité de diffuser des images d'interventions filmées destinées à un grand nombre de praticiens. En outre, Abdelmalek Boudiaf a mis l'accent sur ce qui constitue un objectif central de son administration, à savoir la relance des soins et de la formation à distance avec la mise en place à court terme d'un réseau dense de communication et de collaboration entre les établissements hospitaliers, en permettant notamment d'apporter le soutien des structures les mieux équipées à celles qui connaissent des difficultés en matière de personnels qualifiés et d'équipements. Les grands spécialistes pourront ainsi apporter leur contribution dans la formation des médecins par la diffusion des cours et des expériences réalisées. A ce titre, les visioconférences, par exemple, seront généralisées. Les structures les mieux équipées et les mieux encadrées pourront ainsi apporter leur concours à la prise en charge des malades traités dans les structures relativement moins dotées. Il faut signaler que de telles collaborations entre des structures sanitaires de régions différentes ont déjà eu lieu. On peut citer plusieurs exemples dont le « jumelage » réalisé entre le CHU de Tizi Ouzou et l'hôpital

de Tamanrasset qui a permis de réaliser des diagnostics et des opérations à distance au profit de malades résidant dans le Grand Sud.

## Elargir l'utilisation des nouvelles technologies à la gestion des structures de santé

Cette entraide entre les structures est une donnée essentielle du schéma de modernisation du secteur qui s'appuie notamment sur la révision de la carte sanitaire avec la création de départements sanitaires regroupant le secteur public et les praticiens privés, renforçant ainsi la généralisation d'une médecine de proximité. Le ministre de la Santé a rappelé que 5.000 interventions chirurgicales ont été effectuées dans le cadre de ces actions de coopération entre les différents établissements hospitaliers et 30.000 consultations ont été effectuées. Le ministère de la Santé prévoit également d'élargir l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication à la gestion des médicaments, pour améliorer le suivi de leur approvisionnement et de leur distribution au sein des différentes structures à travers le territoire national. Le recours à ces nouvelles techniques

de gestion permettra de réduire les pénuries et d'assurer une répartition plus rigoureuse de la distribution. La disponibilité des médicaments pourra être aisément visualisée par les administrateurs des structures de la santé. Abdelmalek Boudiaf a confirmé que l'informatisation de la gestion des structures publiques de la santé constituait une priorité de son administration qui envisage de la généraliser à court terme.

## Un grand avenir pour la télémedecine

La télémedecine vient de franchir un pas de plus en Algérie. Il est significatif. De nombreuses expériences ont montré leurs effets sur le terrain, tant en ce qui concerne la formation à distance, la consultation, l'envoi des données médicales des patients et d'une manière générale le traitement des malades. Les objectifs sont tracés et les futures étapes sont définies. L'étendue du territoire pousse au développement rapide de cette pratique favorisée par les efforts consentis en matière de développement des infrastructures techniques, notamment avec la généralisation de la diffusion des fibres optiques.

R. B.

© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi



Une nouvelle façon d'exercer la médecine et d'offrir des services médicaux dans les régions du Sud, des Hauts-Plateaux et de l'intérieur du pays

Célébration de la Journée internationale de l'eau

# Des acquis, des chiffres et des défis à relever

*Abdelouahab Nouri, ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, inaugurant la célébration de la Journée mondiale de l'eau au niveau de la prise d'Eau El Harrach sous le thème l'Eau et l'Emploi*



Affirmation aujourd'hui largement corroborée par la science, l'eau est d'emblée présentée dans le Coran comme étant source de toute vie : « Nous avons tiré toute matière vivante de l'eau » (s. 21, v. 30). Selon l'édition 2016 du Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau, on estime que trois emplois sur quatre dans le monde dépendent, directement ou indirectement, de la ressource en eau. Les pénuries et les problèmes d'accès à l'eau et à l'assainissement sont susceptibles de limiter la croissance économique et la création d'emplois dans les années à venir.

Par Meriem ALI MARINA





Abdelouahab Nouri visitant le stand de l'Office nationale de l'eau.

**U**ne goutte d'eau est flexible. Une goutte d'eau est puissante. Une goutte d'eau est en demande. L'eau est au cœur du développement durable. Le monde entier célèbre le 22 mars de chaque année la Journée mondiale de l'eau. Liquide de vie, l'eau est au cœur du développement durable. Les ressources en eau, ainsi que la gamme de services qu'elles peuvent rendre, contribuent à la réduction de la pauvreté, à la croissance économique et à la sauvegarde de l'environnement. De la nourriture et de la sécurité énergétique à la santé humaine et environnementale, l'eau contribue à l'amélioration du bien-être social et à une croissance équitable, impactant sur les moyens de subsistance de milliards d'individus. Le thème choisi cette année, « Eau et emploi », offre l'occasion de réfléchir sur les voies et moyens à mettre en œuvre pour faire du secteur de l'eau un véritable facteur du développement durable mais aussi une source de création d'emplois. « Entre 1990 et 2010, 2,3

milliards de personnes ont pu accéder à une source d'eau potable améliorée. Une évolution positive, mais pas suffisante. Plus de 700 millions de personnes n'ont toujours pas accès à une eau propre et salubre, condition nécessaire à une vie saine », souligne Irina Bokova, directrice générale de l'Unesco, à cette occasion. En Algérie, cet état de fait s'est traduit dans les années quatre-vingt. « Dans un passé pas trop loin, on était sur le point d'une implosion sociale. Qui de nous ne se souvient de ces temps difficiles ? Qui de nous a tendance à banaliser une situation aussi grave, aussi tragique ? » soulignait Abdelouahab Nouri, ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, lors de sa prise de fonction. Ayant été à la tête d'une wilaya de l'Ouest, Abdelouahab Nouri a toujours en mémoire les difficultés éprouvées par les populations locales afin de s'approvisionner en ce liquide précieux. De nos jours, l'eau coule H24, particulièrement dans la capitale de l'ouest. Un fait loin d'être « le fruit du hasard » pour reprendre les affirmations du ministre des Ressources en eau qui a présidé à la

célébration de la Journée mondiale de l'eau en organisant, au niveau du site de la prise d'eau, à El-Harrach, des portes ouvertes et des activités de sensibilisation sur l'eau et son importance vitale dans le monde.

### **Pas d'eau, pas d'emploi, pas de développement**

« Nous pouvons prendre des mesures audacieuses pour remédier aux inégalités en matière d'accès à l'eau dans le cadre des efforts que nous déployons pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », a indiqué Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU, dans son message à l'occasion de la Journée internationale de l'eau, soulignant le rôle de l'eau dans le développement économique. Aussi a-t-il exhorté la communauté internationale à ce que l'eau reçoive toute l'attention qu'elle mérite en tant que ressource à gérer du fait qu'elle « joue un rôle central dans la survie de l'humanité, l'environnement et l'économie », rappelant que près d'un cinquième des 2 millions de décès

imputables au travail sont causés par une eau potable de piètre qualité, un assainissement inadéquat et une mauvaise hygiène. Selon l'édition 2016 du Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau, on estime que trois emplois sur quatre dans le monde dépendent, directement ou indirectement, de la ressource en eau.

En outre, le rapport, intitulé « L'eau et l'emploi », montre également que la moitié des 1,5 milliard de travailleurs de la planète sont employés dans huit des industries les plus tributaires des ressources en eau. « L'eau et les emplois sont inextricablement liés, que cela soit au niveau économique, environnemental ou social. Cette édition du Rapport mondial de mise en valeur des ressources en eau ouvre de nouvelles perspectives en démontrant la relation qui existe entre l'eau et l'emploi d'une manière inédite », a déclaré Irina Bokova. « Cette analyse montre que l'eau et le travail sont en partie liée : on a besoin de travailleurs pour garantir une gestion sûre de cette ressource et dans le même temps, l'eau génère de l'activité et améliore les conditions de travail. Si nous voulons que l'Agenda 2030 soit un succès et construire ensemble un avenir durable, nous devons faire en sorte que l'emploi dans le secteur de l'eau soit décent et que l'eau dont nous dépendons tous soit sûre », a déclaré Guy Ryder, Directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT) et président de l'ONU-Eau.

## Quid de l'expérience algérienne

Selon le rapport, l'investissement dans des projets à petite échelle donnant accès à l'eau potable et à l'assainissement de base en Afrique pourrait avoir un retour sur investissement de près de 28,4 milliards de dollars par an, soit près de 5% du produit intérieur brut (PIB) du continent. A ce sujet, l'expérience algérienne dans la gestion des ressources en eau est saluée par la communauté internationale. L'Algérie dispose de ressources naturelles limitées, irrégulières et très inégalement réparties. Les efforts

entrepris par l'Etat sous l'impulsion du président de la République Abdelaziz Bouteflika pour faire reculer le spectre du stress hydrique se sont traduits par la réalisation de grands projets structurants. Ces derniers ont permis d'enregistrer des améliorations sensibles sur les principaux indicateurs que sont la capacité de mobilisation de la ressource, le taux de raccordement aux réseaux d'eau potable et d'assainissement, la dotation d'eau par habitant, la capacité de traitement des eaux usées, le développement des superficies irriguées, etc. Le ministre des Ressources en eau a d'ailleurs, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de l'eau, affirmait que 98% des familles sont connectées au réseau de l'alimentation en eau potable, ce qui « nous permet de dire que notre pays est le premier dans ce domaine du continent africain et arabe », précisant à l'occasion que « 90% des familles sont reliées au réseau ». Il a dans ce cadre rappelé la

réalisation en Algérie de 84 barrages, dont 75 en cours d'exploitation avec une capacité de production globale de 8,3 milliards m<sup>3</sup>. « C'est un chiffre énorme, en matière d'investissements », a précisé Abdelouahab Nouri. Bien sûr, cela n'aurait pas pu se réaliser sans la volonté politique des pouvoirs publics et l'embellie financière du moment. L'Algérie est en effet en train de faire la différence à travers une politique très harmonieuse depuis plusieurs années en matière de diversification de ses ressources, avec notamment une meilleure gestion de ses champs captants. Cette politique, quoi que l'on dise, s'est traduite sur le terrain car d'aucuns ne peuvent le nier : dans le domaine de la mobilisation et de la distribution de l'eau potable, d'épuration des eaux, du dessalement des eaux de mer, de la protection des ressources. Il convient de souligner à ce propos que l'Algérie a consenti un montant dépassant les 6000 milliards de dinars entre 2005 et 2014 en faveur du secteur des Ressources en



Abdelouahab Nouri accompagné de Aïcha Tagabou, ministre déléguée auprès du ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, chargée de l'Artisanat.





Abdelouahab Nouri visitant le Centre de Formation aux métiers de l'Assainissement de l'ONA.

eau pour la réalisation, notamment, de plusieurs barrages et transferts d'eau, améliorant nettement l'accès des populations à l'eau potable. Concernant les grands transferts, sept grands systèmes ont été mis en œuvre entre 2005 et 2011, dont les plus emblématiques le mégaprojet d'adduction de l'eau à partir de la région d'In-Salah vers la ville de Tamanrasset, sur 750 km, le MAO (Mostaganem, Arzew, Oran), dont la capacité est de 560 000 m<sup>3</sup>/j. A ces transferts, il y a lieu d'ajouter le programme de transfert des eaux du sud vers les Hauts-Plateaux, soit à partir de Laghouat et Ghardaïa vers Djelfa, M'Sila et Tiaret. Toujours en matière de réalisations, l'Etat a décidé de réaliser 13 stations de dessalement d'eau qui produisent 2,3 millions m<sup>3</sup>/jour. Ces stations ont permis de renforcer la capacité de l'Algérienne des eaux et d'améliorer aussi la qualité de l'eau distribuée. Aussi, les pouvoirs publics ont réalisé pas moins de 171 stations d'épuration qui produisent annuellement 1 milliard de m<sup>3</sup> orienté vers l'irrigation des terres agricoles. «Avec la livraison de 50 autres stations d'épuration en cours d'achèvement,

on atteindra les 93% de familles branchées au réseau d'assainissement », a soutenu le ministre des Ressources en eau qui s'est montré par ailleurs rassurant quant à la disponibilité de l'eau. « Même si les ressources financières venaient à manquer, nous continuerions à honorer notre engagement quant au dessalement de l'eau de mer. Le secteur de l'eau est stratégique et prioritaire et cette qualification ne disparaîtra pas avec la rareté des ressources financières », a affirmé Abdelouahab Nouri.

### **Une formation spécialisée pour une meilleure maîtrise des projets**

L'Algérie mise, selon le ministre des Ressources en eau, sur la formation spécialisée dans le secteur des ressources en eau pour une meilleure maîtrise des projets du secteur. Le Centre national de formation aux métiers de l'eau (CNFME), inauguré, pour rappel, par Abdelouahab Nouri a été créé à cet effet. Sous la chapelle de l'Algérienne des eaux (ADE), il comprend plusieurs bâtiments techniques, un restaurant et une cité

d'hébergement des futurs stagiaires. Plusieurs spécialités seront enseignées, comme le dessalement de l'eau de mer. « Une méthode qui représentera, d'ici à 2018, 20% de l'offre globale de l'eau potable », a-t-on expliqué sur place. Le centre de formation devrait être géré par l'ADE en partenariat avec le groupe français Suez qui gère les eaux d'Alger depuis 2005. L'organisme (ADE) va également se doter dans un futur proche d'autres centres de formation dédiés aux métiers de l'eau à Oran, Constantine et Annaba. Le CNFME sis à l'Est d'Alger, propose plusieurs spécialités, dont les techniques de production de l'eau potable, l'exploitation, la maintenance des systèmes d'approvisionnement en eau potable, le contrôle de la qualité de l'eau et la rénovation des réseaux d'alimentation en eau. La capacité d'accueil de ce centre, créé à la faveur d'une aide financière belge de 3,6 millions d'euros, est de 160 stagiaires qui bénéficieront de cours théoriques et pratiques. Lors de l'inauguration de ce centre, Abdelouahab Nouri a souligné que «l'élément humain est un capital incontournable du développement du pays, d'où la nécessité d'accorder un intérêt particulier à la formation des cadres dans différentes spécialités». La création de ce centre permettra de développer les compétences professionnelles des travailleurs et des institutions relevant du secteur qui a créé de nombreuses Petites et moyennes entreprises (PME) et assuré des centaines de milliers de postes d'emplois. Les chiffres de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) indiquent que 1.935 projets du secteur des ressources en eau avaient été financés entre 2010 et février 2016 dans le cadre de ce mécanisme. Par ailleurs, le secteur de la formation professionnelle assure 12 spécialités dans les métiers de l'environnement et de l'eau, notamment la maintenance des réseaux d'approvisionnement en eau potable et des réseaux d'assainissement, l'exploitation des stations de traitement des eaux, la gestion et l'économie de l'eau ainsi que le traitement de l'eau, a indiqué le ministre de la Formation et de l'enseignement professionnels, Mohamed Mebarki. Cette année, 5.559 stagiaires suivent leur formation dans

135 structures de formation, dont six instituts spécialisés, selon les chiffres du ministre. La formation dans les métiers de l'eau et de l'environnement compte parmi les priorités du secteur, notamment après l'adhésion de l'Algérie à la politique internationale de protection de l'environnement contre les changements climatiques, a affirmé le ministre.

## La situation financière de l'ADE, objet de concertations

Abdelouahab Nouri, ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, a révélé en marge de la célébration de la Journée internationale de l'eau, que son département ministériel œuvrait en coordination avec le ministère des Finances pour le règlement de la situation financière de l'Algérienne des eaux (ADE). Il a précisé que l'ADE en charge de la distribution de l'eau dans plus de 900 communes à travers le territoire national fait face à des difficultés financières en raison du non-paiement des redevances des abonnés. Selon les chiffres avancés par le ministre, près de 40 % des citoyens et des abonnés ne payent pas leurs factures et redevances « Nous trouverons les mécanismes nécessaires pour rétablir l'équilibre financier de la société afin qu'elle puisse s'acquitter pleinement de ses missions », a martelé le premier responsable du secteur. Pour sa part, Abderrahmane Benkhalfa, ministre des Finances, présent aux festivités célébrant la Journée mondiale de l'Eau aux côtés de plusieurs autres ministres, a souligné que l'Etat poursuivrait son soutien au secteur des ressources en eau, y compris à l'ADE. Répondant à Zidane Merrah, directeur général de l'ADE, qui a demandé des aides supplémentaires, le ministre a insisté sur l'importance de recouvrer les redevances et les créances de la société. Les redevances non payées auprès de l'Algérienne des eaux ont atteint près de 36 milliards de dinars jusqu'à 2014. Une campagne de sensibilisation a été lancée pour tenter de régler la situation mais sans atteindre les objectifs escomptés. L'Etat subventionne à hauteur de 60 % le coût de production de l'eau dont

le prix de vente au citoyen est estimé à 18 DA/m<sup>3</sup>, tandis que le coût de production est estimé entre 28 et 70 DA/m<sup>3</sup> dans les régions du nord du pays et 170 DA/m<sup>3</sup> dans les régions du sud.

## Les foggaras, un système unique témoignant du génie local

Les foggaras, un système ancestral d'adduction d'eau potable et d'irrigation dans le sud algérien, très répandu notamment à Adrar, constituent une invention exceptionnelle témoignant du génie local pour la valorisation et l'exploitation rationnelle de l'eau, ont affirmé des experts à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau. Des enveloppes financières jugées conséquentes ont été octroyées par différents programmes de développement pour la préservation de cet ingénieux système d'irrigation traditionnel. Cela a permis de maintenir à Adrar quelque 736 foggaras opérationnelles, sur un total

de 820 systèmes, selon les statistiques de la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya. Ces systèmes hydrauliques, uniques au monde, sont disponibles surtout dans les régions du Touat (Adrar), Gourara (Timimoune) et de Tidikelt (In-Salah), permettant de développer une agriculture oasienne et d'étendre les surfaces cultivables. Les financements ont largement contribué à l'entretien, à la restauration, à la réhabilitation et à la préservation du réseau des foggaras, source unique en son genre, et leur renforcement par des forages profonds à même d'accroître leur débit et de garantir leur pérennité, en tant que legs socioculturel de répartition judicieuse des eaux dans le Sud du pays. C'est un génie ancestral. Le jaillissement de l'eau et les systèmes d'adduction à travers les foggaras révèlent en effet, un système ingénieux créé par les anciens pour garantir une répartition de l'eau de manière rationnelle et équitable entre les palmeraies des ksour de la région.

M. A. M.



Le barrage de Beni Harroun

Abdelouahab Nouri en visite de travail dans la wilaya de Laghouat

# « L'Algérie est pionnière en matière de stations d'épuration des eaux usées »



*Abdelouahab Nouri inspectant le projet d'une station d'épuration des eaux usées dans la commune d'Aflou*

Cent soixante douze stations du genre sont en exploitation à travers le territoire national et offrent près d'un milliard de mètres cubes d'eaux traitées destinées à l'irrigation agricole. Cinquante autres stations sont en cours de réalisation.

Abdelouahab Nouri inspectant une station d'épuration des eaux usées par lagunage dans la commune de Tadjemout



**A** l'issue de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Laghouat, Abdelouahab Nouri, ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, a affirmé que « l'Algérie est pionnière à l'échelle africaine en matière de réalisation des stations d'épuration des eaux usées ». Plus explicite, il a relevé que 172 stations du genre sont en exploitation à travers le territoire national et offrent près d'un milliard de mètres cubes d'eaux traitées destinées à l'irrigation agricole. Cinquante autres stations sont en cours de réalisation, a ajouté Abdelouahab Nouri en soulignant l'importance de ces ouvrages dans la lutte contre les maladies à transmission hydrique, l'assainissement de l'environnement, et l'orientation d'une partie des eaux épurées à des fins d'irrigation agricole. Abdelouahab Nouri a, à ce titre, appelé les agriculteurs à tirer profit des ouvrages hydrauliques existants, tels que les barrages et les stations d'épuration,

dans leurs activités agricoles, avant de rappeler que de nombreux projets ont été réalisés pour justement « accroître les surfaces irriguées et les porter à un million d'hectares à l'horizon 2020 ». S'agissant de l'approvisionnement des populations en eau potable (AEP) qu'il a qualifié de « bon », le premier responsable du secteur a estimé que là aussi le pays est pionnier dans le domaine à l'échelle régionale et continentale. « L'Algérie a les moyens de prendre en charge l'ensemble de ses programmes de développement », a relevé le ministre démentant toute réflexion au recours à l'investissement étranger dans le domaine. Pour ce qui est de la situation du secteur dans la wilaya de Laghouat, M. Nouri a estimé qu'un « bond qualitatif » a été concrétisé par cette dernière au cours des dernières années, à la faveur de programmes de développement pour un financement de 35 milliards de dinars. Néanmoins, le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement a exprimé son insatisfaction quant au rythme d'avancement de certains projets

relevant de son secteur. La première halte de sa visite a amené le ministre et les cadres de son département l'accompagnant au projet de la réalisation de la station d'épuration d'Aflou, qui connaît « un énorme retard » dans les travaux de réalisation. Sur place, le ministre a insisté sur la nécessité d'en augmenter la cadence afin de rattraper le retard enregistré, jusque-là, dans la réalisation de ladite station. Attentif aux « justificatifs » avancés par les cadres locaux des Ressources en eau, particulièrement s'agissant du manque de ciment qui freine l'avancement des travaux, Abdelouahab Nouri, qui s'est engagé à « solutionner » cette problématique, n'a cependant pas caché son mécontentement quant à « la lente cadence de l'avancement des travaux ». « Tous les projets en cours de réalisation devraient être suivis localement. Ne m'obligez pas à prendre des décisions », a averti le ministre des Ressources en eau qui a annoncé dans ce cadre la tenue « prochaine » d'une réunion au ministère de tutelle afin « de discuter de toutes ces entraves » qui freinent la





réalisation de bon nombre de projets dont a bénéficié la wilaya de Laghouat. « Le problème d'approvisionnement en ciment est une contrainte à l'échelle nationale. Nous allons faire une mise au point avec les entreprises de production, pour faire une évaluation de la situation et mettre en place un plan d'action pour relancer les projets en retard », a ajouté le ministre. D'une capacité de 92.000 EH (équivalents habitant) extensible à 122.500 EH à l'horizon 2030, cette station une fois achevée, vise la protection de la qualité des eaux de l'Oued Medsous contre l'apport des eaux usées provenant de la ville d'Aflou et la protection de la population contre les maladies à transmission hydrique. Le projet est actuellement à 50 % d'avancement de son chantier qui devra être livré à la fin du premier trimestre de 2017, « au plus tard » selon les instructions du ministre.

Comme toutes les stations d'épuration, les eaux épurées de cette future station seront réutilisées à des fins agricoles. Même constat et mêmes « directives

» au niveau du projet de la réalisation du barrage de Sklafa dans la commune d'Oued M'zi qui devait être réceptionné avant la fin de l'année 2014. Sur place, le ministre des Ressources en eau a en effet appelé les responsables à prendre les mesures nécessaires pour rattraper le retard enregistré pour la réalisation de ce barrage. D'une capacité de stockage qui atteindra les 42 millions de m<sup>3</sup>/an, ce barrage de 47 m de hauteur en béton conventionnel est d'un volume de régularisé de 11,7hm<sup>3</sup>. D'un coût de plus de 7milliards de dinars, à réceptionner avant la fin de l'année en cours est appelé à irriguer quelque 1.400 hectares de terres agricoles. Ce projet contribuera à l'approvisionnement en eau potable de 12 communes. La wilaya de Laghouat, qui approvisionne sa population en eau potable à partir de ses réserves souterraines, compte réaliser une série d'objectifs sur le moyen terme consistant à mobiliser 16.900 m<sup>3</sup>/jour et augmenter à 205 litres/ jour/ habitant le ratio de distribution de l'eau, ont expliqué les services de

la direction locale des ressources en eau. Accompagné du wali de Laghouat, Youcef Chorfa, le premier responsable du secteur a également inspecté la station de lagunage pour le traitement des eaux usées domestiques de Tadjmout. D'une capacité de 12.000 EH, cette station permettra le traitement des eaux domestiques de 3.444 foyers à l'horizon 2022. 160 millions de dinars ont été alloués pour la réalisation de cette importante infrastructure. Le ministre a souligné la nécessité d'utiliser cette eau épurée à des fins agricoles. Au terme de sa tournée de travail d'une journée dans la wilaya de Laghouat, Abdelouahab Nouri, ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, a visité le parc urbain d'El-M'reigha, à la sortie nord de Laghouat, où d'amples informations lui ont été fournies sur les installations que renferme cet espace environnemental et de détente.

**M. A. M.**



*Abdelaali Badache, président du comité de direction de la CREG.*

## Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz (CREG)

# **Veiller au fonctionnement concurrentiel du marché de l'électricité et du gaz**

Installée en janvier 2005, la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz (CREG), avait pour objectif de « mettre en œuvre un processus de transformation du secteur de l'électricité et du gaz, prévu par la loi 02-01 du 05 février 2002 ».



L'ultime objectif de cette « loi est l'ouverture du marché de l'électricité, la séparation effective des activités ouvertes à la concurrence et le monitoring des activités régulées », a rappelé Abdelaali Badache, président du comité de direction de la CREG, dans son édito du numéro spécial Équilibres, bulletin d'information interne de cet organisme. Durant ces années écoulées, la contribution aux travaux relatifs à l'élaboration de la réglementation secondaire issues de la loi cadre a « été au centre des activités de la CREG puisqu'il s'agissait là des outils de la Commission pour la mise en œuvre des différentes dispositions de la loi 02-01 », a encore soutenu le premier responsable de la CREG assurant en outre que pendant ces dix dernières années, la CREG a œuvré dans un cadre de concertation à l'exercice de ses missions relatives notamment au suivi et au contrôle des activités régulées, ainsi qu'au

suivi du fonctionnement et de la performance des opérateurs. Aussi, selon, Abdelaali Badache, des investissements importants ont été consentis par les pouvoirs publics pour le renforcement des infrastructures de production de transport et de distribution de l'électricité et du gaz à travers le territoire national pour une meilleure prise en charge des attentes des consommateurs grâce à l'amélioration de la performance des distributeurs et donc de la qualité de ce service public. Enfin, l'adoption récente du plan de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans sa version actualisée, vient « confirmer la démarche de diversification de notre système énergétique national et apportera la contribution de notre pays dans la lutte contre le changement climatique », lit-on encore dans ce même édito. Aujourd'hui, toujours aux dires du président du comité de direction de la CREG, il est essentiel de favoriser

la mise en œuvre effective de la législation et de la réglementation issues de la loi 02-01 à même d'assurer une adéquation avec les objectifs de la politique économique du pays en s'adaptant à la conjoncture actuelle. Il y va du bon approvisionnement des citoyens et de l'économie nationale en électricité et en gaz naturel. C'est dans cette optique d'ailleurs qu'un projet de jumelage entre la Commission algérienne de régulation de l'électricité et du gaz et ses homologues espagnole (CNMC) et autrichienne (E-Control), a été lancé, le mardi 10 novembre 2015, à Alger, afin d'acquérir des pratiques internationales, notamment dans les domaines de l'amélioration de la qualité du service public de la distribution de l'électricité et du gaz, de la protection des consommateurs, du développement des énergies renouvelables ainsi que des interconnexions et plateformes d'échange électriques. A travers ce projet qui s'étalera

sur 24 mois et financé par l'Union européenne pour un montant de 1,2 million d'euros, une cinquantaine d'experts autrichiens et espagnols seront mobilisés pour accompagner la CREG et former ses cadres. Il convient de rappeler que six (06) objectifs sont ciblés au cours des 24 mois de jumelage. Il s'agit de l'amélioration de la qualité du service et de la protection du consommateur de ces produits énergétiques, du renforcement du suivi des concessions accordées par l'Etat dans le domaine de l'énergie, de la promotion des énergies renouvelables, de la gestion des données, du contrôle des interconnexions et de la mise en place de plans d'action performants. Intervenant à l'occasion du lancement de ce jumelage, le président de la CREG, Abdelaali Badache, a attiré l'attention sur le fait que la priorité essentielle de ce projet est la protection du consommateur algérien, notant que l'ensemble des actions prévues ont pour finalité de servir l'utilisateur. Le chef de projet pour la partie espagnole, Mme Gema Rico, a exprimé, quant à elle, la volonté de CNMC de déployer les efforts nécessaires pour aider la partie algérienne à atteindre les objectifs fixés, tout particulièrement dans le domaine des énergies renouvelables.

## Que sait-on de la CREG ?

La Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz, organisme indépendant et autonome doté de la personnalité juridique et investi de trois missions principales. Il s'agit de la réalisation et contrôle du service public, le conseil auprès des pouvoirs publics en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement du marché de l'électricité et du marché intérieur du gaz, et la surveillance et contrôle du respect des lois et règlements relatifs au marché de l'électricité et au marché intérieur du gaz. La CREG a également pour rôle de veiller au fonctionnement concurrentiel et

transparent du marché de l'électricité et du marché national du gaz, dans l'intérêt des consommateurs et de celui des opérateurs. Ce n'est pas tout. La CREG a pour principales compétences et fonctions d'instruire les demandes et délivrer les autorisations pour la réalisation et l'exploitation de nouvelles installations de production d'électricité, de lancer les appels d'offre, en cas de constatation d'insuffisance de demandes d'autorisations émanant des producteurs d'électricité et prendre les dispositions nécessaires pour la satisfaction des besoins du marché national, de lancer et traiter les appels d'offres pour l'attribution des concessions de distribution de l'électricité et du gaz. En matière de prévisions de la demande et la programmation des investissements, la CREG est chargée d'établir un programme indicatif de besoins en moyens de production de l'électricité et le soumettre à l'approbation du ministre chargé de l'énergie, d'établir un programme indicatif d'approvisionnement du marché national du gaz et le soumettre à l'approbation du ministre chargé de l'énergie et en fin, approuver les plans de développement des réseaux de transport de l'électricité et du gaz

soumis par les gestionnaires des réseaux. La CREG intervient aussi s'agissant des rémunérations des opérateurs régulés et des tarifs aux clients finals. Elle assure également la gestion de la caisse de l'électricité et du gaz qui prend en charge la péréquation des tarifs. Les modalités de l'accès des tiers aux réseaux, condition fondamentale pour la création d'un marché ouvert de l'électricité et du gaz, sont définies dans la loi et seront complétées par voie réglementaire, figurent également parmi les missions de la CREG. A Cet effet, la commission de régulation est chargée de veiller à ce que l'exercice de ce droit ne soit pas entravé. Elle approuve les règles et procédures de fonctionnement de l'opérateur du système, de l'opérateur du marché, du gestionnaire du réseau de transport du gaz ainsi que le gestionnaire du réseau de transport d'électricité. Elle a également un rôle déterminant dans la promotion de règles incitant à l'émergence de ces marchés. Elle peut prendre toute initiative, dans le cadre de la loi et des règlements, en matière de surveillance et d'organisation du marché de l'électricité et du marché national du gaz ainsi que contrôler l'application des réglementations : technique,

*Production d'électricité à partir de panneaux photovoltaïques.*





hygiène, sécurité et environnemental, proposer des standards généraux et spécifiques concernant la qualité de l'offre et du service client ainsi que les mesures de contrôle. Dans le volet portant protection du consommateur, la CREG est chargée de contrôler et évaluer l'exécution de l'obligation de service public, instruire les plaintes et recours des opérateurs, des utilisateurs des réseaux et des clients, déterminer les sanctions administratives pour le non respect des règles ou des standards ainsi que les indemnités payables aux consommateurs et publier les informations utiles pour la défense des intérêts des consommateurs.

### Dix ans de persévérance

Dés son entrée en activité, la CREG a procédé, selon des documents ayant été fournis à El Djazaïr.com, à la mise en place de ses structures puis a tracé ses objectifs et son plan d'action. « Les ressources humaines et matérielles nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont assignées, ont été mobilisées par la mise en place de ses instruments de fonctionnement tout en forgeant une personnalité dont une identité visuelle », a-t-on soutenu. Dans le même document, l'on rappelle que les premières années de l'activité de la CREG, a été

« consacrée à la mise en place d'outils lui permettant d'exercer ses missions en se concentrant sur la satisfaction de la demande croissante en énergie, à faire émerger graduellement la concurrence, à veiller à l'amélioration continue de la qualité des services tout en conciliant l'intérêt des consommateurs et des opérateurs ». Ainsi, ont été posés, les principaux jalons de la « réforme et les enjeux clés de l'avenir de la régulation ». Pour ce faire, la CREG a procédé à l'élaboration des projets de décrets et d'arrêtés. Cependant, a-t-on relevé, la progression de la mise en œuvre des réformes prévues par la loi, est passée par un processus de concertation continue et une collaboration de tous les acteurs dans l'œuvre de modernisation du fonctionnement des systèmes électrique et gazier et ce dans l'intérêt bien entendu, des consommateurs et autres opérateurs. Et afin de faire connaître ses missions ainsi que le dispositif réglementaire prévu par la réforme, des actions de communications ciblées ont été lancées. Ainsi, le site internet de la CREG a été mis en ligne dès 2007, constituant l'outil d'information privilégié envers les consommateurs et les opérateurs et la lettre d'information Équilibres a également vu le jour

à partir de 2008 dont les objectifs sont la vulgarisation de la notion de régulation et une information publique plus élargie. Aussi, la parution progressive des textes réglementaires, a permis à la CREG et aux opérateurs de s'approprier leurs missions et attributions et d'organiser leurs activités en relation et en conformité avec ces textes. « Ces textes concernent la régulation des tarifs et la rémunération des activités du transport, des distributions et de commercialisation de l'électricité et du gaz, les procédures d'octroi de l'autorisation d'exploiter pour les gestionnaires des réseaux de transport de l'électricité et du gaz et l'éligibilité des clients ainsi que l'accès des tiers aux réseaux », a-t-on noté dans l'édition spéciale des dix ans de la CREG de la lettre d'information « Équilibres ». L'élaboration de la réglementation secondaire, a été suivie, selon la même source, par la CREG, avec notamment, les décrets relatifs aux outils et méthodologie d'établissement du programme indicatif d'approvisionnement en gaz du marché national établi pour une période de dix ans avec une actualisation annuelle et du programme indicatif des besoins en moyens de production d'électricité actualisé tous les deux ans pour



les dix années suivantes et ce dans un cadre de concertation mis en place à cet effet. Sur le volet de la coopération avec les organismes homologues, les échanges depuis 2006, ont permis à la CREG de prendre connaissance des pratiques de la régulation à travers le monde par le biais de sa participation dans des groupes de travail thématiques et par des formations dans le domaine de la régulation de l'énergie. Ainsi, les efforts consentis par la CREG en relation avec toutes les parties prenantes seront poursuivies, l'objectif étant de « sauvegarder les acquis et assurer un développement cohérent et efficient des systèmes électrique et gazier au bénéfice du consommateur et ce en adéquation avec la stratégie du développement économique national ».

## Les cadres de la CREG en parlent

Il est d'un commun accord que le développement d'une organisation dépend de plusieurs éléments stratégiques tels la gestion des opérations, l'accroissement des marchés, la gestion financière, la recherche et le développement, mais aussi les ressources humaines. Et parler des ressources humaines à



la CREG, c'est évoquer avant tout, ces hommes et femmes qui affichent leur « fierté » de lui appartenir. Dans un numéro spécial de la lettre d'information Équilibres édité à l'occasion des dix ans de la Commission, trois de ces cadres, sont revenus chacun sur son expérience au sein de la CREG. « Il n'est pas aisé de résumer en quelques phrases le bilan d'une décennie. Cependant ce que je retiens de cette période en premier, c'est la volonté et l'engagement ayant animé les personnels de la CREG afin de bien mener, chacun ses missions », a souligné à propos Farid Rahoual, directeur de la division Economie et membre du comité de direction. Pour lui, le « challenge », était de se rapprocher et démarrer l'activité planification avec comme aboutissement, la publication régulière des programmes indicatifs d'approvisionnement du marché national en gaz naturel et des besoins en moyens de transport. D'autre part, Kamel Belaid Kaci, cadre HSE à la CREG depuis 2006, affirme « avoir eu de la chance d'être témoin des activités de la CREG et des transformations opérées dans le paysage énergétique dans le domaine de la régulation où tout était à faire ». « J'ai eu aussi le privilège de côtoyer des personnes de grandes valeurs qui font la richesse, l'intérêt

et la crédibilité de la CREG », a-t-il soutenu. Evoquant l'activité HSE (hygiène, sécurité et environnement) Kamel Belaid Kaci, a assuré que pour l'avenir, l'un « des défis majeurs à relever, serait sans doute lié à la capitalisation de l'expertise collective et individuelle de chacun d'entre nous, cumulée tout au long des dix ans d'existence de la CREG et ce passera forcément par une gestion efficiente de son capital humain ». En fin, selon Mme Karima Mededjel, directrice de la communication et des relations extérieures, en 2005, année de l'installation de la CREG, « la mise en place des différents outils de communication était essentielle afin de situer cette institution dans le nouveau paysage du secteur de l'électricité et du gaz et la distribution du gaz par canalisations ». De ce qu'elle retient de ces dix ans passés à la CREG, « c'est cette volonté commune de construire une nouvelle institution grâce à une démarche participative et qui a touché tous les aspects organisationnels dans une certaine harmonie ». D'ailleurs, l'apport de la direction de la communication et des relations extérieures de la CREG dans la réalisation de ce dossier n'est pas à négliger. Bien au contraire, il est considérable.

**M. A. M.**





Abdelaali Badache, président du comité de direction de la CREG à El-Djazaïr.com

# « Les énergies renouvelables comme alternative »

Par Meriem ALI MARINA

**El-Djazaïr.com :** La consommation nationale en électricité et en gaz est en constante évolution, quel est le rôle de la CREG en matière de prévisions de la demande pour ces deux énergies ?

**Abdelaali Badache :** De par la loi, la CREG est responsable de l'élaboration des prévisions décennales en électricité et en gaz pour les besoins du marché national. La production en

électricité, du pays, enregistrée en 2015 est de 64,7 TWh en augmentation de près de 7% par rapport à l'année 2014. La puissance de pointe quant à elle est passée de 10927 MW en 2014 à 12 410 MW en 2015 en évolution de 13.6%. A l'horizon 2023, la demande en électricité serait de l'ordre de 115 TWh, soit une évolution de 7 % sur la période, et une pointe de consommation de près 21700 MW soit une croissance de 7%. » En ce qui concerne le gaz naturel, la consommation réalisée en 2015 est de

près 39.4 Gm3 en évolution de près 7% par rapport à 2014. 42% de cette consommation va à la production d'électricité, 32% à l'industrie (y compris Sonatrach) et 26% aux ménages, PME/PMI et services. Pour les besoins en gaz naturel du marché national à l'horizon 2024, le scénario de base montre que celle-ci évoluerait de près de 5.5% par an en moyenne sur la période pour atteindre 63 Gm3, ce qui induirait un besoin en gaz naturel cumulé sur la période 2015-2024 de près de 500 Gm3.

***El-Djazaïr.com : Quels sont les moyens à mettre en œuvre pour satisfaire cette demande ?***

**Abdelaali Badache :** Pour faire face à l'évolution de la demande électricité pour la décennie à venir , les besoins en moyens de production d'électricité supplémentaires à ceux en cours de construction, identifiés par le programme indicatif des besoins en moyens de production d'électricité 2014-2023 apparaîtront à partir de 2022, et seront confirmés cette année, 2016, d'ici le mois de juin pour l'actualisation du programme indicatif des besoins en moyens de production de l'électricité.

***El-Djazaïr.com : Quels sont les leviers et les solutions envisageables pour maîtriser cette évolution de la consommation ?***

**Abdelaali Badache :** Grâce au recours à une série de mesures d'efficacité énergétique, il est possible, de mettre en œuvre une stratégie efficace de maîtrise de la demande énergétique. Plusieurs, instruments de maîtrise de la demande d'électricité existent on peut citer : Pour changer

les habitudes de consommation, les campagnes d'information se sont révélées être un outil efficace de maîtrise de la demande électrique permettant de fortes réductions de la consommation, notamment sur de courtes périodes. En effet, elles peuvent être conçues et lancées rapidement et atteindre une large audience grâce à l'utilisation de multiples médias: télévision, radio, internet, presse, panneaux publicitaires, messages téléphoniques.

En deuxième position, le recours à l'utilisation des technologies efficaces, l'utilisation des lampes à basse consommation pour l'éclairage, le remplacement des équipements énergivores par d'autres moins énergivores, l'isolation thermique des habitations.

Enfin le signal des prix permet, de créer une incitation à la réduction de la consommation.

***El-Djazaïr.com : Comment faire selon, vous, pour faire face aux besoins croissants en énergie du pays?***

**Abdelaali Badache :** En premier lieu, il y a nécessité de diversifier notre système d'offres

d'électricité et de privilégier des actions de maîtrise de la demande. Pour développer le mix énergétique, les alternatives à la production d'électricité à partir du gaz qui peuvent être considérées sont le charbon, l'électronucléaire et les énergies renouvelables. Cependant, le charbon et le nucléaire comportent des inconvénients importants pour leur développement. En effet, pour le charbon, le pays dispose de faibles réserves, le développement de cette filière nécessite la réalisation d'importantes infrastructures (ports, réseau de transport, aire de stockage,...) de plus, il s'agit d'une filière très polluante malgré les avancées technologiques. Quant au nucléaire, outre les exigences de sûreté et de sécurité, il faut noter que le coût de réalisation de ce type d'installation est très élevé avec une durée de réalisation longue de 8 à 10 ans et nécessite des exigences techniques importantes notamment pour la gestion des déchets. Ainsi, les énergies renouvelables apparaissent comme la principale alternative pour économiser le gaz naturel, notamment dans la production de l'électricité et permettre au consommateur de devenir un acteur dans le système électrique. Ce choix est motivé par





plusieurs facteurs, le plus important étant la baisse des coûts des filières éoliennes et photovoltaïques ainsi que les outils de conduite des réseaux avec des capacités importantes en renouvelable.

***El-Djazair.com :*** Les énergies renouvelables font partie aujourd'hui de ces solutions, pourquoi ce choix ?

**Abdelaali Badache :** La production de l'électricité en Algérie a toujours été faite avec le gaz naturel en raison de sa disponibilité et de sa qualité thermique dans les machines turbines à gaz thermiques vapeur ou même cycle combiné. C'est aussi une énergie propre très prisée dans le monde. Cependant vu le niveau de consommation aussi bien sur le marché national que les besoins pour l'exportation afin d'accompagner le développement économique du pays, il fallait diversifier le mix énergétique et trouver une alternative au gaz. Parmi toutes les options possibles à savoir le recours au charbon, combustible disponible en grande quantité dans le monde à bas prix et pour au moins un siècle, le nucléaire énergie propre avec une maîtrise complexe mais longue dans le temps, il y a les énergies renouvelables. L'Algérie est

naturellement privilégiée pour son ensoleillement, son vaste territoire avec des localités importantes très ventées à longueur d'année.

***El-Djazair.com :*** L'Algérie a affirmé ce choix, en adoptant le programme national pour la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, que pouvez-vous nous dire de ce programme et quels en sont les objectifs et les priorités ?

**Abdelaali Badache :** Un premier programme a été approuvé en 2011 avec 12000 MW pour le marché national et 10 000 MW pour l'exportation à 2030 avec un taux de 40 % de la part de production d'électricité essentiellement en CSP de 7600 MW.

Le contexte dans lequel a été conçu était dominé par plusieurs initiatives, l'allemande Desertec, la française TRANSGRID et surtout la méconnaissance des filières technologiques et la méconnaissance du potentiel solaire et éolien national.

Ce programme a été confié d'abord à SONELGAS avec une ambition de développer une industrie d'accompagnement par la réalisation d'une usine intégrée de fabrication de panneaux solaires à Rouiba. Il a permis de faire prendre conscience

au pays de l'intérêt des énergies renouvelables, de lancer des formations dans les universités dans le domaine et de lancer des études de potentiel avec l'ONM pour l'éolien et l'ASAL pour le solaire et de réaliser la première centrale éolienne de 10 MW à Adrar et la centrale multi technologies solaire de 1 MW à Ghardaïa.

Le retour d'expérience et de la connaissance trois ans plus tard au vu des développements de l'industrie des énergies renouvelables, la crise économique en Europe et la baisse des coûts des filières solaires et éoliennes, il devenait plus que nécessaire de revoir le programme et de l'adapter au contexte et aux nouveautés dans le domaine en tenant compte de nos potentialités en la matière et en concertation avec toutes les structures.

Ceci nous a amené à fixer les options stratégiques, et notamment: Réduire le recours au gaz naturel dans la génération de l'électricité, privilégier la filière PV en premier et la filière éolienne en deuxième position, différer et réduire la capacité à installer pour la filière CSP vu les coûts d'investissement élevés et la maturité de cette technologie et introduire les autres filières, cogénération, biomasse et géothermie.

Il s'agit également de couvrir avec



les ENR tous les usages (résidentiel, réseaux isolés et l'industriel) et de faire un redéploiement sur tout le territoire national en tenant compte des spécificités régionales (production de l'électricité et du climat).

Ce programme national est ouvert à l'investissement public et privé national ou étranger, il vise une capacité de 22000 MW avec une contribution de 27 % à la production de l'électricité à l'horizon 2030.

***El-Djazair.com : Pouvez-vous nous parler des conditions et des mesures prévues pour la concrétisation et la mise en œuvre de ce programme ?***

**Abdelaali Badache :** Les pouvoirs publics ont adopté une série de mesures de soutien visant la promotion des ENR à travers la mise en place d'un cadre juridique favorable et d'un fond national pour les ENR et la maîtrise de l'énergie alimenté par 1% de la redevance pétrolière et de 55% de la taxe sur le torchage. Un mécanisme d'encouragement basé sur le système de tarif d'achat garanti (feed-in tariffs) a été mis en place. Ce type de mécanisme a été choisi compte tenu de son efficacité démontrée en termes du développement rapide et du déploiement à grande échelle des

ENR. Le mécanisme prévoit aussi, une compensation des distributeurs (différentiel entre le feed-in tariff et le prix moyen conventionnel) à travers le Fond National des ENR, la maîtrise de l'énergie et la cogénération.

***El-Djazair.com : Ce programme constitue aujourd'hui une priorité nationale, quelles sont les perspectives dans ce cadre, selon vous ?***

**Abdelaali Badache :** Les énergies renouvelables constituent toute une économie à construire pour assurer une transition énergétique réussie avec l'implication du citoyen dans l'innovation de l'utilisation de l'électricité d'origine renouvelable. Enfin, une veille stratégique devra être observée en terme d'évolution des technologies, des coûts et de l'industrie dans le domaine des énergies renouvelables afin de proposer à tout moment une adaptation du cadre réglementaire, technique et économique aux pouvoirs publics afin d'assurer une intégration nationale de ces énergies propres.

C'est ainsi qu'une mobilisation nationale des différents secteurs et des entreprises privées nationales autour de ce programme a été engagée par le Ministère de l'énergie

dont l'objectif est la concrétisation sur le terrain des engagements sur toute la chaîne de valeur de la production des équipements localement et la génération de l'électricité renouvelable.

D'ailleurs un appel à investisseurs sera incessamment lancé pour concrétiser les premières phases du programme.

***El-Djazair.com : A la tête de la CREG, que voulez-vous accomplir dans les deux ou trois années à venir ?***

**Abdelaali Badache :** Notre vision est claire : les dix ans de la maturité de la CREG passés, notre challenge est d'installer réellement la régulation et lui faire prendre sa place dans le secteur de l'électricité et la distribution du gaz par canalisations. Nous revenons ainsi à l'esprit de la loi existante qui répond parfaitement au contexte économique actuel. Pour nous il s'agit de fructifier le capital acquis et de contribuer à l'ouverture économique du secteur pour améliorer les performances techniques et économiques des opérateurs dans l'intérêt du consommateur.

**M. A. M.**





Abdelaali Badache président du comité de direction de la CREG

# Une expérience aussi riche que variée

Par Meriem ALI MARINA

**N**atif de la petite localité d'El Milia dans la wilaya de Jijel, Abdelaali Badache président du comité de direction de la CREG, avait fait ses premières classes de l'école fondamentale jusqu'au collège dans sa ville natale avant de rejoindre le lycée Jugurtha de Constantine. Le bac obtenu en 1972, il s'inscrit à la Fac Centrale d'Alger dans la filière Sciences et technologies. « C'était au même temps que les premières réformes engagées dans le secteur de l'enseignement supérieur », se souvient-il. Deux ans après, son choix se porte sur le diplôme d'ingénieur qu'il obtient à l'École polytechnique d'El Harrach (Alger). Abdelaali Badache alors étudiant en fin de cycles devait un sujet de fin d'études. C'est à ce moment là, lui et un ancien ami à lui, « frappaient » aux portes des entreprises afin d'obtenir un sujet. Mais le hasard fait bien des choses puisque, un responsable d'une entreprise ayant été absent au moment où nos deux étudiants devaient le rencontrer pour le choix du sujet, ils se sont directement dirigés vers la SONELGAZ. Leur surprise fut grande : Non seulement, ils obtiennent « leur sujet », le directeur des ressources humaines de l'entreprise à l'époque, leur proposait, dont tout futur diplômé pouvait espérer : un poste de travail au sein de l'une des plus « grandes » sociétés algériennes qu'est la SONELGAZ. « On ne pouvait espérer mieux », a commenté notre interlocuteur. Et c'est le début d'une carrière que Abdelaali Badache passe au sein de Sonelgaz qu'il rejoint en



janvier 1977. C'était à la direction de la production et transport de l'électricité. Depuis, au sein de l'entreprise mère, il s'est vu confié maintes responsabilités. En 38 ans d'expérience professionnelle, il est passé de cadre à chef de service, jusqu'au cadre dirigeant. « J'ai connu toutes les positions possibles au sein d'une entreprise », a affirmé à propos Abdelaali Badache. A la tête de la CREG, sa vision de premier responsable est aussi claire que nette. « La loi n°02-01 du 5 février 2002 a été promulguée pour engager une réforme en profondeur du secteur de l'électricité et de la distribution du gaz. Cette loi a été avancée comme l'une

des réponses possibles au problème de mobilisation de ressources pour le financement des importants besoins en développement du secteur, à travers le recours aux capitaux privés (locaux et étrangers) », a-t-il assuré. Selon lui, l'intervention de l'Etat devra se limiter au financement du développement des régions défavorisées et des citoyens préalablement identifiés. Ainsi, le recours à la participation de l'investissement privé, local et étranger est apparu comme indispensable et c'est là, un des objectifs principaux annoncés de la loi.

M. .A. M.

Signature d'une convention entre Naftal et l'Ansej

# Roulez au GPL/c...roulez propre !

*Hocine Rizzou, DG de Naftal, et Mourad Zemali, DG de l'Ansej, signent une convention-cadre portant la création de micro-entreprises spécialisées dans la conversion de véhicules en GPL carburant.*



Conformément aux orientations des pouvoirs publics, la société nationale de transport des produits pétroliers compte développer davantage le GPL carburant (GPL/c) et promouvoir le GNC carburant, comme produits alternatifs aux carburants conventionnels dont la demande est en constante croissance.

Par Yahia MAOUCHI



*Le ministre de l'Energie, Salah Khebri, animant une conférence sur la promotion de l'utilisation du GPL/c, en présence de Hocine Rizou, DG de Naftal.*



2016, sera pour la société nationale de transport des produits pétroliers, l'année du « démarrage effectif du GPL/C », et cela dans le cadre d'un ambitieux programme d'investissement qui comprend une série d'actions d'envergure qui s'étaleront jusqu'à l'horizon 2030. En effet, le président-directeur général de Naftal, Hocine Rizou, a assuré, sur ces mêmes colonnes, que son entreprise aspire à atteindre, à l'horizon 2020, 1600 stations GPL/c (Sirghaz), soit 73% de stations-service équipées en GPL/c (contre 27% actuellement). Naftal prévoit également, selon le même responsable, de réaliser, à la même échéance, 30 stations consacrées exclusivement au GPL/c qui viennent s'ajouter aux 6 stations déjà existantes ainsi que la construction de 30 centres de conversion au GPL/c en plus des 36 centres déjà existants. Ainsi, dans le but d'encourager la création de micro-entreprises opérant dans le domaine de la conversion des véhicules au GPL/c, un protocole d'accord a été signé, à Alger, entre la Société nationale de transport des produits pétroliers (Naftal) et l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), en marge de la tenue de la conférence dédiée au développement et à la promotion de l'utilisation du GPL/C, en présence de Saleh Khebri, ministre de l'Energie,

de Hocine Rizou, P-DG de Naftal, et Mourad Zemali, directeur général de l'Ansej, et des cadres du secteur. Cet accord prévoit essentiellement la formation et l'assistance technique fournie par Naftal aux micro-entreprises créées dans le cadre du dispositif Ansej, et opérant dans les activités liées à la conversion du véhicule à ce carburant propre. Par ailleurs, la mise en œuvre de la nouvelle tarification des carburants depuis janvier dernier s'est traduite par une nette croissance de la consommation du GPL/C.

Salah Khebri, ministre de l'Energie, a appelé à cette occasion Naftal et l'Ansej, à renforcer davantage cette relation et à prospecter d'autres pistes de partenariat susceptibles d'intéresser les jeunes créateurs de micro-entreprises, aussi bien dans le domaine de la conversion des véhicules au GPL/C que dans d'autres domaines porteurs d'opportunités certaines, « à l'image de la récupération des huiles usagées, du développement du GNC, et autres domaines... ». Dans le même sillage, M. Khebri rassure qu'une batterie de mesures a été mise en place pour inciter les automobilistes à s'orienter vers le GPL/C, à commencer, par les administrations et les entreprises publique. « C'est dans cet esprit que le Premier ministre Abdelmalek Sellal, à travers son instruction du 10 août 2015,

a fixé comme objectif de convertir 30% du parc automobile à motorisation essences en 2030 », rappelle le ministre de l'Energie.

## **Une augmentation de 16% de la consommation de GPL/C**

La consommation annuelle des carburants a atteint aujourd'hui un niveau record, dépassant les 15 millions de tonnes « ce qui nous interpelle tous à réfléchir sérieusement sur des options alternatives, en premier lieu le recours au GPL/C » insiste le ministre. Par ailleurs, la consommation de ce carburant propre est passé par plusieurs phases depuis son lancement au début des années 1980, pour atteindre un pic de 356000 TM en 2009, avant de décliner à 291000 TM en 2015, du fait du faible écart entre le prix du litre GPL/C et celui des autres carburants, ainsi que la forte diésélisation du parc automobile national. « En 2015, la consommation totale de GPL/C a été de 291000 TM, soit 2% du total carburants. Mais avec la mise en œuvre de la nouvelle tarification des carburants en janvier 2016, la consommation de GPL/C, a connu un regain, passant de 20811 TM en décembre 2015, à 22315 TM en janvier 2016, soit plus de 7%, avant d'atteindre en février dernier une augmentation de 16% par rapport au mois de février 2015 », s'est-il réjoui. Cependant, ce fort engouement pour ce carburant propre observé depuis début 2016 en conséquence de la hausse des prix des autres carburants (essence, gasoil) a été freiné par la faiblesse des capacités de conversion qui s'élèvent actuellement à 140 véhicules par jour, tandis que le délai moyen pour répondre à la demande de conversion est de 120 jours, d'où l'urgence qu'il y a d'inciter à de nouveaux investisseurs dans ce domaine de conversion.

## **2016, année du démarrage effectif du GPL/C**

A cette occasion, le P-DG de Naftal, Hocine Rizou, a affirmé que cette convention permettra l'encouragement des futures micro-entreprises à opérer dans le domaine de la conversion des véhicules au GPL/C. « Et pour la circonstance et à l'occasion du lancement de cette opération, Naftal se propose d'assurer, à titre gracieux, la formation

des dix premières micro- entreprises retenues, dans ce cadre, par l'Ansej » annonce-t-il. Il s'agira également pour Naftal d'assurer l'assistance technique pour le démarrage de l'activité des micro-entreprises sélectionnées par l'Ansej et de mettre à leur disposition les informations techniques nécessaires. Par ailleurs, le premier responsable de Naftal a estimé que l'année 2016 sera pour Naftal, celle du « démarrage effectif du GPL/C », et cela dans le cadre d'un ambitieux programme d'investissement qui comprend une série d'actions d'envergure qui s'étaleront jusqu'à l'horizon 2030.

## Un ambitieux projet de modernisation et de développement à l'horizon 2030.

Ainsi selon, M. Rizou ce programme se réalisera à travers plusieurs actions, dont l'implantation du GPL/C dans 1.000 stations-services qui ne disposent pas de ce produit, en vue de renforcer les 600 stations-services existantes déjà, pour assurer une meilleure couverture nationale du réseau stations-services équipées en GPL/C qui sera porté à 73% contre 27% actuellement. Dans le même ordre d'idées, l'orateur précise que Naftal réalisera également 30 nouvelles stations-services vertes dédiées exclusivement au GPL/c qui viendront s'ajouter aux 6 stations-services déjà existantes. Le programme ambitieux de Naftal pour 2016, comprendra également la réalisation de 30 nouveaux centres de convention au GPL/C qui s'ajoutent aux 36 existants, en vue de renforcer les capacités de conversion par Naftal, qui comptabilise à elle seule 20.000 véhicules/an sans compter la contribution des opérateurs privées.

## Conversion de 80.000 véhicules au GPL/C à l'horizon 2020

La conjonction de ces mesures permettra à l'horizon 2020, déjà, de réaliser la conversion de 80.000 véhicules au GPL/C contre 89.000 conversions depuis 1983, date de son lancement en Algérie, la commercialisation de 2 millions de tonnes de GPL/C contre 4,7 millions de tonnes cumulés durant les 30 dernières années, l'économie de 2,1 millions de tonnes d'essences et surtout

un gain pour l'économie nationale de plus de 200 milliards de dinars, selon le même responsable. Celui-ci a toutefois, expliqué que l'ensemble de ces investissements permettra d'atteindre une consommation cumulée à l'horizon 2030 de 10 millions de tonnes, grâce à une croissance annuelle de 50.000 tonnes par an, et de passer de 13% des véhicules convertis actuellement, à plus de 30% à l'horizon 2030, soit plus d'un million de véhicules convertis au GPL/C avec un gain économique de 1.000 milliards de dinars. Sur un autre volet, M. Rizou a souligné que « parallèlement aux efforts déployés pour la promotion du GPL/C, Naftal a lancé une étude pour le développement du GNC qui représente également une sérieuse alternative aux carburants conventionnels, particulièrement au gasoil ».

## Un partenariat gagnant-gagnant

De son côté, Mourad Zemali, directeur général de l'Ansej, a salué cette louable initiative visant la promotion de l'entrepreneuriat et la création de l'emploi. « Je salue les actions que le secteur des énergies entreprend envers les jeunes promoteurs, surtout à travers Naftal. Ainsi ce partenariat entre Naftal

et Ansej, représente une occasion pour sensibiliser les jeunes aux différents dispositifs, et le principal objectif demeure la facilitation d'insertion des jeunes dans le monde de l'entrepreneuriat. Cette convention permettra également de consolider l'espace d'échange et de partage d'expérience existant entre les deux institutions, et d'inciter d'autres à intégrer cette approche, afin d'assurer une meilleure diversification des activités » affirme-t-il. Par ailleurs, la question relative à l'emploi et à la lutte contre le chômage particulièrement des jeunes constitue, poursuit-il, « une priorité clairement affichée dans le programme du gouvernement. La stratégie actuelle de la promotion de l'emploi des jeunes, est orientée essentiellement vers la promotion et le développement de l'entrepreneuriat » conclut-il. Enfin, le ministre de l'Energie a affirmé en marge de cette rencontre que les cours du pétrole pourraient se stabiliser au tour des 40 dollars, si les pays producteurs du pétrole, qu'ils soient membres ou non de l'Organisation des pays exportateurs du pétrole, s'engagent à maintenir leur production au niveau de celle de janvier 2016.

Y. M.







Salima Otmani, député et membre du bureau politique du FLN, chargée de la condition féminine.

# Une battante, femme de terrain



© El-Djazair.com, photo par Nacef Ghazi

Nous sommes frappés par l'énergie qui se dégage de cette dame – deux mandats de député, membre du bureau politique –, qui nous accueille à l'entrée de cette coquette villa d'Hydra qui abrite le siège du parti majoritaire en Algérie, le mythique Front de libération national (FLN). Salima Otmani n'a rien de ce que l'on pourrait qualifier de femme fragile, bien au contraire. On le remarque dans la fermeté de sa voix, lorsque gentiment elle prie ses nombreux solliciteurs de repasser. Finalement pour pouvoir terminer l'entretien qu'elle nous accorde, en cette chaude journée du mois d'avril, on décide de fermer la porte de son bureau sis au 3<sup>e</sup> étage, de cette demeure des hauteurs d'Alger.

Par Leila BOUKLI



Née à El Affroun, wilaya de Blida un 4 juillet 1972, cette enfant unique d'une famille modeste, originaire de l'ouest algérien, perd son père accidentellement alors qu'il n'a que 26 ans et grandi auprès des proches de sa maman à laquelle elle est très attachée. C'est elle qui a fait d'elle ce qu'elle est aujourd'hui. Une femme qui n'a pas froid aux yeux, qui sait se défendre, pétri d'ambition certes, mais qui a aussi des valeurs.

Rien ne prédestinait encore cette jeune maman d'une adolescente de 15 ans, son « Amira », à une fulgurante carrière politique. La jeune fille, quittera Blida, à 19 ans après un brillant cursus scolaire. Elle est d'ailleurs félicitée par le président de l'époque, le défunt Chadli Bendjedid, pour la mention « très bien » d'un bac technique. On la retrouve à Boumerdès à l'Institut nationale des hydrocarbures et de la chimie (INHC) où elle obtient un diplôme d'ingénieur en chimie industrielle en 1996. Major de promo, son diplôme en poche, elle décroche un premier contrat à l'Entreprise nationale de gaz industriel (ENGI), comme ingénieur technique, qu'elle quitte après quatre mois pour passer un magistère en technologie des hydrocarbures. Elle va s'inscrire quatre fois consécutive à un doctorat, mais tenace, elle ne désespère pas de l'avoir un jour pour autant. Hyper active, en marge de sa vie politique, elle trouve le temps de s'intéresser à la société civile. Elle est membre du bureau de coordination pour le programme du Président Abdelaziz Bouteflika, présidente d'honneur de l'association Rahma pour les cancéreux, vice-présidente d'une association culturelle locale, dénommée Les Lumières des arts et de la culture, vice-présidente d'une association nationale sur les sciences et la technologie, première vice-présidente de l'Union nationale de la famille algérienne. Ces deux dernières sont en attente d'agrément. Cette battante a de plus enseigné, durant dix ans, à l'université de Boumerdès, soit de 1997 à 2007, date de son élection en tant que députée. Il faut dire que provenant d'une famille de moudjahidine, étudiante, elle militait déjà auprès de la kasma de Boumerdès – sa ville d'adoption. D'ailleurs, elle voue à son grand père maternel Si Ahmed, beaucoup d'admiration, c'est son exemple.

© El-Djazair.com. photo par Nacef Ghazi



Durant la guerre, il a connu la torture, l'emprisonnement pour son indéfectible engagement mais n'a demandé ni attestation ni pension, considérant qu'il n'a fait que son devoir de patriote convaincu. Et bien qu'à l'époque, on regardait d'un mauvais œil les femmes qui faisaient de la politique, fier de ses résultats, il lui a toujours fait confiance et l'a encouragée. Personnellement, elle n'a cure, soit dit en passant, des potins rétrogrades. Bien faire et laisser dire, dit-elle, en se battant avec acharnement au travail pour arriver à faire changer les mentalités, d'un autre temps. C'est par l'engagement et le travail qu'elle s'impose. Ce n'est pas une pistonnée. Elle a franchi toutes les étapes en commençant par la base

En 2005, elle est élue membre du conseil national du FLN, lors du 8e Congrès bis et la même année alors qu'à lieu l'opération de renouvellement des structures du parti, elle est élue membre de la mouhafada, chargée de la femme.

En 2007, nous apprend-elle « j'ai été troisième sur la liste FLN pour les élections législatives et élue députée. C'est là que je me suis accrochée et pu montrer mes capacités. Je faisais d'énormes efforts. J'étais sur tous les fronts en tant que cadre et militante représentante du peuple. Dans le temps, rappelez-vous, l'Assemblée ne comptait que 29 femmes dont 11 du FLN sur 368 députés. Les femmes ne représentaient pratiquement, même

pas 8%. Lors de la 6e législature j'ai été durant cinq ans présidente du groupe d'amitié algéro-canadien. » Elue en 2008 et pour une année, elle est rapporteur de la commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur, des affaires religieuses, rappellera-t-elle.

« Le parti me renouvellera sa confiance lors des élections législatives de 2012. Je suis en tête de liste. Elue, je suis nommée pour un an, vice-présidente de la commission des affaires juridiques et des libertés, et bien que non juriste je m'en sors bien. En 2013, une nouvelle fois élue, désignée cette fois, vice-présidente à l'APN, chargée de la commission de la communication, la culture, la formation. Je me donne à fond, axant mon travail sur l'amélioration de l'image de l'APN, perçue par les citoyens. C'est à ce moment que j'anime la première émission de la chaîne parlementaire qui, hélas, aujourd'hui n'émet plus », poursuit Salima Otmani qui rejoint, en 2014 à ce jour, la commission des affaires étrangères. Parallèlement, elle est membre du groupe d'amitiés, algéro-allemand et vice-présidente du groupe algéro-bulgare.

Entretemps en 2010, Salima Otmani est réélue membre du Comité central lors du 9e congrès et dans le cadre du renouvellement des structures du parti une fois encore réélue cette fois en tant que membre de la mouhafada, toujours chargée de la femme. Lors du 10e congrès, a lieu la restructuration du parti



pour l'élargissement de la base. « Je suis nommée dans ce cadre mouhafade, soit représentante du parti dans une région donnée du pays, on me donne celle de Bordj Menaïel. » Une victoire pour Salima qui se dit fière de la confiance mise en elle par le secrétaire général du parti. Janvier 2015, nommée mouhafade donc, consciente des difficultés, elle redouble d'efforts et comme à l'accoutumée se donne à fond. Bonne oratrice, elle sait trouver les mots justes pour réunir les militants autour d'elle. Le terrain ne lui fait pas peur. C'est une fonceuse qui a pour force sa conviction. Elle se souvient qu'en octobre 2015 lors de la réunion extraordinaire du Comité central, elle apprend avec honneur qu'elle est membre du bureau politique, chargée de la femme. Cette confiance qui coïncide avec le renouvellement des sénatoriales la comble. Elle se remet plus que jamais d'arrache-pied à la tâche. La confiance cela se mérite !

« Partant des acquis des femmes, obtenues grâce à la volonté d'un Homme, qui a toujours cru en nous, je parle de Son Excellence le chef de l'Etat Abdelaziz Bouteflika, moudjahid et président de notre parti, acquis dans le domaine politique notamment dans les assemblées élues au niveau national et local, je me suis attelée à créer une stratégie pour une cohérence avec les lois en vigueur de la République. » Elle explique : « Si chaque parti doit avoir 30% de femmes, ces femmes doivent

être prêtes à assumer dignement leurs fonctions ! Il nous faut les préparer. Comment ? En mettant en place une stratégie bien pensée, avec des outils modernes. J'ai donc commencé par monter une base de données, pour connaître ce dont le FLN dispose, en militantes et cadres, femmes. Cette liste rentrera dans les prévisions des prochaines échéances électorales. Je travaille aussi à élargir la base pour découvrir de nouvelles militantes. Je suis en train d'installer des

commissions au niveau de chacune des 120 mouhafadas, qui, à leur tour, vont installer des cellules de femmes dans toutes les kasmass de la mouhafada. Ces cellules ont pour mission de ramener de nouvelles adhérentes au parti. Elles ont pour consigne de chercher dans toutes les couches sociales, femmes au foyer, travailleuses, cadres, universitaires... Et enfin le troisième point, qui est de taille, la formation. Parallèlement à l'installation des commissions, les rencontres et meetings se multiplient. J'installe et j'anime. Je suis généralement accompagnée par des experts en développement humain, législation et autres, qui prennent la parole et répondent éventuellement aux interrogations des femmes. Cette méthode semble réussir. Elle est très bien accueillie dans toutes les wilayas visitées à ce jour. »

Elle ajoute pour conclure, grâce aux réformes initiées par Son Excellence le Président Bouteflika depuis son arrivée en faveur de la femme, que ce soit sur le plan social, économique ou encore politique, les femmes sont de plus en plus nombreuses à s'intéresser à la politique. « C'est à nous aujourd'hui de ne pas prêter le flanc aux critiques de personnes moins convaincues de notre valeur. Nous devons être à la hauteur de la confiance mise en nous ; nous former et aller de l'avant, à l'instar de nos aîn(e)s, sans le sacrifice desquelles aujourd'hui rien n'aurait été possible. »

**L. B.**



Un hommage a été rendu au Président Abdelaziz Bouteflika

Abdelkader Haddouche, député de la communauté algérienne établie en France.

# « Permettre à nos compatriotes à l'étranger de participer à la vie nationale »,



*Abdelkader Haddouche répondant  
aux questions de Me Serge Pautot*

Nous avons voulu en savoir plus avec cet élu, député à l'Assemblée populaire nationale, membre de la commission des affaires étrangères, de la coopération et de l'émigration. Ancien enseignant à l'Université d'Aix-Marseille III, il est devenu député de la circonscription de la communauté algérienne de la Zone Sud en France depuis le 10 mai 2012. C'est une personnalité connue et estimée à Marseille où il est installé. Entretien sans complaisance avec cet élu du Front de libération nationale (FLN).





**El-Djazair.com :** Tout d'abord, en Algérie, comme dans les démocraties, le pouvoir législatif est exercé par un Parlement composé de deux chambres, l'Assemblée populaire nationale et le Conseil de la nation. Existe-t-il dans ces deux chambres des élus pour représenter la communauté algérienne à l'étranger ?

**Abdelkader Haddouche:** Oui, mais la représentation est différente. Tout d'abord, au Sénat ou Conseil de la nation, c'est le Président de la République qui nomme un sénateur pour la communauté algérienne à l'étranger mais sans territoire dédié. Il s'agit de Daniel Benyounes. Pour les députés c'est différent. Nous sommes huit députés, élus au suffrage universel, dans une circonscription bien déterminée. Mais, en démocratie comme vous le soulignez, les élections sont pluralistes et nous représentons cinq sensibilités différentes. Tout d'abord, le FLN (Front de libération nationale) puis le RND (Rassemblement national démocratique), le FFS (Front des forces socialistes), El Mostakbel (L'Avenir) et l'UFDS (Union des forces démocratiques socialistes). Je suis moi-même élu du FLN mais ces huit députés ont décidé de mettre leur sensibilité politique, militantes de côté pour mieux se consacrer à la cause, la défense, les intérêts moraux et matériels de la communauté de nos frères et sœurs algériens et algériennes en France. Le nombre des huit députés élus se décompose comme suit : quatre députés pour la France partagée en zones, Zone Sud avec 2 représentants et la Zone Nord avec deux autres députés. Je suis moi-même, député Zone Sud. Quatre autres députés sont élus, deux pour l'Europe occidentales et les Etats-Unis, le Canada, l'Amérique, les deux autres pour le Maghreb, l'Afrique et Moyen-Orient.

**El-Djazair.com :** Comment êtes-vous devenu député de la Zone 2 – Sud de la France ?

**Abdelkader Haddouche:** Je suis né le 2 novembre à El-Attaf dans la wilaya d'Ain-Defla ; marié, j'ai deux enfants, Malek, 7 ans et Sabrina qui vient d'avoir 10 mois. Assez jeune, j'ai ressenti le besoin d'être au service des autres et militer comme on dit pour « les bonnes causes ». J'ai milité dans le monde étudiant puis enseignant où j'ai commencé ma carrière professionnelle. Je suis électronicien de formation, DEA d'électronique à la Faculté des sciences de Montpellier 2 puis doctorat en traitement du signal et de l'image à la Faculté de Saint Jérôme de l'Université de Marseille. J'étais enseignant à l'université Aix-Marseille 3. J'ai été élu député lors des élections du 10 mai 2012 sur la liste du parti du Front de libération nationale (FLN). Ma formation scientifique m'est toujours très utile et me permet d'appréhender les multiples aspects et évolution grandissante et permanente d'une société tournée de plus en plus vers la science et les technologies.

**El-Djazair.com :** Mais revenons à votre rôle de député des Algériens de l'étranger plus précisément ceux de la Zone Sud ?

**Abdelkader Haddouche:** Tout d'abord, nous sommes là pour « garder le contact » nécessaire avec le pays et pour porter les préoccupations de nos sœurs et frères établis en France. Nous portons la voix de la communauté algérienne à l'étranger et de ses préoccupations qui doivent être prises en compte. C'est pourquoi nos tâches sont nombreuses. Il s'agit tout d'abord de faire entendre leurs voix et les écouter et mieux connaître leurs préoccupations concrètes. Par exemple la question des obsèques et du rapatriement de nos compatriotes à la terre natale, du coût, des formalités, également du coût des transports, avions, bateaux, de la défense de discriminations dont peuvent être victimes nos compatriotes, de la question d'achats immobiliers par eux en Algérie. A ce sujet, j'ai déposé un amendement législatif sur le bureau de l'Assemblée.

Dans un rôle différent, la promotion de notre pays, des contacts avec les milieux économiques pour favoriser des partenariats économiques pour la réalisation de projets en Algérie mais aussi en France avec des Algériens. Aider au retour et favoriser des investissements de compatriotes en France désireux de les réaliser en Algérie. Les aider à apporter leurs savoir-faire dans certains domaines. Nous avons eu aussi à intervenir sur la question en France de la double nationalité qui, au cours des dernières semaines en France, a mobilisé l'opinion, les médias. Répondre aussi à des attaques et protéger des compatriotes. Avoir toujours à l'esprit la promotion de notre pays. Puis en qualité de député, pour intervenir à l'Assemblée et faire entendre la voix de la communauté algérienne installée à l'étranger mais qui s'intéresse toujours beaucoup à leur Algérie natale. Oui, par définition, un élu doit s'intéresser à tout.

**El-Djazair.com :** Comment s'organisent les rapports avec vos compatriotes du Sud de la France ?

**Abdelkader Haddouche:** Alors évidemment, notre tâche est grande. Un député de l'étranger passe, en moyenne, par mois, deux semaines dans la capitale pour les sessions de

L'Assemblée, pour être présent, voter la loi, débattre et échanger sur les préoccupations de la diaspora. Certes avec le travail parlementaire, les projets de lois, le travail s'accumule. Et puis retourner dans sa circonscription, retrouver nos électeurs, les informer, partager, expliquer. A ce jour, il y a deux députés pour la moitié Nord de la France et deux autres pour la moitié Sud. La Zone Sud en France pour ma circonscription est très grande. Il s'agit de 59 départements français donc un très grand territoire. La population algérienne est très regroupée dans les aires urbaines de Paris, Lyon et Marseille puis dans d'autres villes, Montpellier, Avignon, Lille, Toulouse. J'ai ma permanence à Marseille, ville pleine de vitalité, ville de bouillon de culture. Ici, on est Marseillais avant tout, puis ensuite Algérien, Français. Nous sommes dans une culture « méditerranéo-maghrébine ». De plus, beaucoup ont la double nationalité. Avec les cités, on rencontre également les problèmes de toutes les grandes villes comme Alger notre capitale. Mais il reste le sport, un lien très fort dans la ville, avec le foot, la boxe... dans lesquels nos jeunes brillent et trouvent là aussi l'occasion de s'exprimer.

### **El-Djazair.com : Et vos rapports avec les Consuls ?**

**Abdelkader Haddouche:** Oui bien sûr, c'est nécessaire. Il y a des consulats généraux comme celui de Marseille et les autres, Lyon, Nice, Besançon... Nous faisons aussi un état des lieux, les consulats, les lieux culturels, culturels, des visites de courtoisie sans compter les rencontres avec des parlementaires français ou étrangers, avec aussi des chambres de commerce, des institutions sociales, de développement. Il y a aussi les réseaux sociaux, très utiles et positifs. Oui vraiment ce sont des tâches nombreuses mais passionnantes et comme je le disais, être au service de son prochain, de son pays est une ambition qui honore chacun. C'est pourquoi j'aime faire ce travail. Et puis, mettre à l'honneur nos compatriotes de l'étranger et reconnaître leur contribution à notre pays et à celui où ils résident est une noble tâche. C'est créer un lien constructif entre eux et le pays et aussi entre nous.

### **El-Djazair.com : Quel est le ministère du gouvernement algérien avec qui vous avez le plus de rapports ?**

**Abdelkader Haddouche:** Evidemment le ministère des Affaires étrangères. Mais il y avait avant un secrétariat d'Etat chargé de la Communauté mais il a été supprimé il y a deux ans. Je le regrette car il était très utile. Nous avions un interlocuteur direct, gain de temps et d'efficacité. Je souhaite qu'il revoie le jour. Ce serait de nouveau un excellent relais. Mais nous sommes aussi en relation, dans la capitale, avec tous les autres ministères avec les divers projets de lois qui nous sont soumis pour examen et aussi les interventions et démarches que l'on peut être amené à faire.

### **El-Djazair.com : Vous êtes établi, si l'on peut dire, en France. Quel regard portez-vous sur les relations entre votre pays et la France.**

**Abdelkader Haddouche:** depuis l'élection du

Président Hollande, on peut dire que les relations entre les deux pays sont au beau fixe. Il y a encore quelques semaines, le premier Ministre français était reçu par notre Président, Abdelaziz Bouteflika. Ces rencontres ont pour but de consolider le rapprochement entre Paris et Alger. La visite de Mr Valls s'est inscrite dans le prolongement de la visite qu'avait effectuée le Président Hollande en décembre 2012. Rappelez-vous le discours que ce dernier avait alors prononcé, devant le Parlement à Alger, lors duquel il avait reconnu les « souffrances infligées » au peuple algérien par la colonisation. Cela avait amorcé le réchauffement entre les deux pays. On parle d'ailleurs d'une relation qui « n'a jamais été aussi sereine ». Je m'en réjouis et à Marseille où je suis basé je ne cesse de le souligner ainsi également auprès de parlementaires français quand j'ai l'occasion d'en rencontrer.

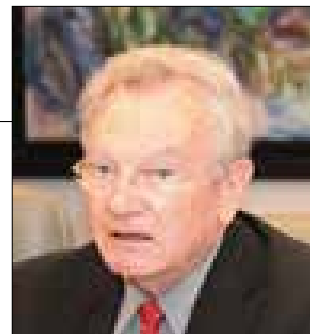
Des échanges économiques forts nous permettront de resserrer nos rapports. Depuis plus de trois ans, la France veut intensifier ce qu'elle appelle un « partenariat stratégique » avec l'objectif de redevenir le premier partenaire commercial de l'Algérie. Des accords économiques, commerciaux ont été signés depuis cette période. Renault vient d'ouvrir une usine à Oran. L'histoire de l'immigration algérienne montre combien le mot Renault, les usines sont familières à nos compatriotes qui ont travaillé dans ces usines en France. Certes dans des conditions difficiles, de luttes sociales également mais l'histoire laisse des marques indélébiles. Et puis Alstom a participé à la rénovation du tramway d'Alger, Lafarge, Air Liquide, Danone et j'en passe font partie des groupes français qui travaillent chez nous. Tout cela et notre histoire commune, même si elle a été sanglante, font que nous voulons travailler ensemble. Et puis, je terminerai sur ce sujet en disant que la lutte contre le terrorisme contribue également à nous rapprocher.

### **El-Djazair.com : Ce partenariat est donc très actif ?**

**Abdelkader Haddouche:** Oui, d'ailleurs, député de la Zone Sud en France, c'est bien évidemment auprès des préoccupations de mes compatriotes installés dans cette zone mais c'est aussi promouvoir comme je vous l'ai dit notre pays. L'Algérie est un marché très attractif et sur le plan des agrégats économiques, le pays affiche une solvabilité qui attire les entreprises à la recherche d'opportunités, de partenaires et de nouveaux débouchés. Le marché algérien est très accessible pour l'offre française, je le disais il y a quelques jours, devant des entrepreneurs français, tant par sa proximité géographique et que par ses liens historiques et culturels liant français et algériens. En outre, la lecture des règles du marché est facilitée par l'avantage de la langue et un cadre juridique et fiscal proche de celui français. Et puis, Alger n'est qu'à une heure de Marseille, même si Alger ce n'est pas toute l'Algérie. Notre pays est très grand, le plus grand d'Afrique. A nous députés algériens de l'étranger de faire connaître notre pays en plus d'être auprès de nos compatriotes.

S. P.

Par Yves Bonnet,  
directeur du Centre de recherche  
international du terrorisme



# Les nouvelles grandes invasions

**L**es migrations sont l'une des caractéristiques fondamentales de l'histoire de l'humanité. Le peuplement de la planète à partir de l'Afrique en est la première manifestation reconnue, les hominidés étant vraisemblablement partis de l'actuelle Éthiopie pour peupler le continent eurasiatique et se disséminer lentement dans les contrées les plus accueillantes. Ces errances d'hominidés ne nous sont connues qu'à partir des vestiges du passage ou de l'établissement de « Cro-Magnon » et de « Néanderthal », mais elles établissent indiscutablement la vocation humaine au déplacement, du moins jusqu'à l'apparition de l'agriculture et la formation d'entités collectives de plus en plus policées et organisées.

Le commerce et la conquête motivent et justifient ces migrations qui peuvent se traduire par l'installation de « comptoirs » comme le font les Phéniciens, ou par l'invasion de territoires entiers à la manière des Perses, des Romains, des Germains, des Huns et plus tard, des Arabes, des Normands (ou Vikings) et des Ottomans. Dans la plupart des situations, ces invasions, que l'on dira bientôt « grandes », ne s'opèrent pas à la pointe du glaive ou de la lance, mais par l'arrivée de groupes entiers, des tribus, dans des chariots, à la

vitesse des bœufs qui les entraînent. Les nouveaux arrivants s'installent sur des terres vacantes, cultivent le sol, élèvent des troupeaux, se regroupent en « villes ». Certains, leurs enfants ou petits-enfants, reprennent la route, des années plus tard. Cette incoercible poussée agit par capillarité et livre des territoires entiers à des populations nouvelles qui, le plus souvent, s'intègrent aux « indigènes », les premiers occupants.

Il faut plusieurs siècles aux Germains, Wisigoths, Ostrogoths, Vandales et Francs, pour pénétrer l'Europe et se sédentariser, sur les territoires de l'actuelle Allemagne, qui y gagne son nom de « Germanie », la Gaule qui devient la France, l'Hispanie, dont une notable partie devient l'Andalousie, mot dérivé de celui de « Vandale », jusqu'à la Numidie. C'est au long de deux siècles que s'opère ce transfert massif de populations à partir de modèles différents, de la poussée pacifique à l'intrusion violente et guerrière. L'empire romain qui doit gérer ce lourd problème s'en accommode de diverses manières : soit il dresse des murailles aux limites (ou limes) de son territoire, soit il pactise avec telle tribu ou peuplade et va jusqu'à lui confier le soin de veiller à sa sécurité propre, lui donnant en quelque sorte les clés de la maison. Les « Barbares », puisque c'est ainsi qu'on les appelle, acceptent le plus souvent et s'assimilent peu à peu, apprenant

le latin ou truffant leurs langues vernaculaires de mots et d'expressions latines. La formidable capacité d'absorption du système romain donne toute sa mesure et il se constitue ainsi un ensemble de populations romanisées, que la reconnaissance du christianisme comme religion de l'empire va puissamment unifier. Il en sera de même avec l'expansion de l'islam dans l'espace méditerranéen.

Ainsi se crée la démarche en deux temps, invasion-assimilation, qui va régir la plupart des mouvements migratoires et façonner des sociétés nouvelles, pluriculturelles et réciproquement pénétrables. Il n'est pas possible de comprendre ce qui se passe actuellement entre le continent africain et l'Europe, si on ne se pénètre pas de la permanence et de l'ancienneté du phénomène ainsi que des conséquences inéluctables et irréversibles qu'il comporte.

Les mouvements migratoires, en quelque époque qu'ils se produisent et en quelque lieu, n'échappent pas à leur logique. Celle-ci s'inscrit dans l'obligation première de la nécessité : c'est la quête de l'espace vital, chaque peuple, comme chaque individu ressentant la nécessité de « coloniser » son propre domaine, pour vivre, par exemple en cultivant la terre ou en faisant paître son troupeau. Ces errances sont facilitées par la faible implantation humaine et la limitation de l'outillage aux objets les plus



rudimentaires. On ne peut cultiver plus de terre que les bras de l'homme ne le permettent. Réciproquement, on a besoin de terre pour faire pousser les plantes vivrières ou paître les animaux domestiques.

A l'émigration justifiée par l'exigence de l'espace vital s'ajoute bientôt la conquête guerrière qui trouve son explication sinon sa justification dans l'ambition de la classe qui domine au sein de chaque société ou de chaque peuple d'étendre son emprise sur des terres plus vastes, c'est l'émigration de l'accaparement.

Enfin viennent, à une époque plus récente, les mouvements massifs qu'exige la simple nécessité de vivre, de la part de peuples entiers condamnés à l'exil pour survivre, c'est l'émigration de la misère ou du désespoir.

Sans remonter au déluge, mais en se référant aux livres et aux signes, telles les hiéroglyphes, qui sont la mémoire des plus anciens peuples, on constate que la transhumance est tôt entrée dans les habitudes de nos ancêtres. Le mot « exode » qui signifie littéralement « départ en grand nombre » s'est appliqué à de nombreuses migrations. Celle du second livre du Pentateuque dans l'Ancien Testament, relatant le départ des juifs d'Égypte, initie une longue série, les royalistes quittant la France révolutionnaire, les Irlandais chassés par la famine et la maladie de la pomme de terre vers l'Amérique, les Français fuyant l'avance de la Wehrmacht en 1940, les Allemands celle de l'Armée Rouge en 1945, les Palestiniens celle de Tsalal, les Vietnamiens celle du Viêt-Cong, pendant et à l'issue de la guerre du Vietnam, avec la variante tragique des « boat people », celle des chrétiens d'Orient en Irak puis en Syrie. Nous observons au passage une accélération de ces départs qui présentent cette caractéristique commune d'être imposés, par la nature ou par les hommes et de provoquer des drames humains considérables.

Les grandes migrations sont ressenties par les populations « indigènes » – ce que sont les Européens relativement aux populations immigrées, ou

les Africains par rapport aux expatriés – comme plus ou moins spoliatrices, alors que les émigrés ne se sentent que rarement emportés par l'enthousiasme du départ. Surtout quand la contrainte est la modalité retenue, le plus choquant exemple étant la transportation, euphémisme qui désigne le voyage forcé des esclaves qui ajoutent à leur infortune la privation de liberté. Il y a un monde entre le Syrien ou l'Erythréen qui échoue sur les côtes calabraises et la femme enlevée ou achetée en Afrique subsaharienne pour échouer dans une « maison » en Arabie ou, à la rigueur, à Paris ou à Londres.

Il ne peut qu'être pris acte du phénomène, dont l'accroissement de la population mondiale accentue l'ampleur et la fréquence. Nulle force au monde ne peut interdire aux malheureux de fuir pour leur survie, physique, matérielle, politique, sociale, tant les menaces qui pèsent sur l'intégrité physique et morale des hommes prennent des formes sans cesse renouvelées. La communauté internationale le sait, elle qui met en place des structures, non d'interdiction, mais de traitement du problème. L'UNHCR, le Haut Commissariat pour les Réfugiés, le FAMI, le Fonds Asile, Migrations et Intégration de l'Union européenne, doté de 7 milliards d'euros pour les dix prochaines années, sont parmi les organisations les plus actives. Certains pays arabes, comme le Koweït, approvisionnent également des financements conséquents. Il est donc désormais acquis que les déplacements massifs de population doivent être traités comme de véritables problèmes internationaux et que la solidarité envers cette forme d'exclusion doit s'exprimer au-delà des frontières. C'est un nouveau chapitre de l'histoire des relations internationales et, plus précisément, de celle des droits de l'homme qui s'est ainsi ouvert et dont, paradoxalement, le vieux continent a posé les premiers principes.

L'intrusion occidentale sur les continents voisins de l'Afrique et de l'Amérique a pris deux formes

successives. La première est celle du commerce triangulaire entre l'Europe et les deux autres continents, par l'achat d'esclaves à des prédateurs africains, leur embarquement à partir de comptoirs maritimes comme l'île de Gorée au Sénégal et leur transport à travers l'Océan Atlantique jusqu'aux plantations de la Louisiane, de la Géorgie, de la Virginie et des îles antillaises, anglaises, françaises et hollandaises, puis, au retour vers les ports européens, de produits agricoles, coton, rhum, bananes et agrumes. Ce commerce très lucratif cesse au milieu du dix-neuvième siècle, en réalité plus tôt, quand l'Assemblée Constituante abolit l'esclavage, que rétablit bientôt le nouvel empereur des Français. Les conditions dans lesquelles intervient la fin de ce déshonneur de l'humanité sont cependant tellement controversées, qu'elles provoquent une crise très grave au sein de la société américaine et le déclenchement d'une tentative de partition. Ce sera la guerre de Sécession, qui manque d'emporter la jeune démocratie. Les choses se passent beaucoup mieux aux Antilles françaises puisque, dès la Seconde République et la seconde abolition, des élus de couleur s'en vont siéger à la Chambre des députés. Dès lors, progressivement, se crée un courant de migrations, d'une rive à l'autre de l'Atlantique. Le brassage des populations « blanche » et « noire » crée une catégorie particulière de citoyens, les mulâtres, dont les représentants les plus marquants investissent les instances politiques, professionnelles avec un penchant pour les carrières médicales voire économiques, bien que les « békés » les blancs établis en Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion, celle-ci dans l'Océan Indien, gardent la main sur les secteurs productifs et commerciaux des îles.

De ces ultramarins qui réussissent, Gaston Monnerville, Félix Eboué, Aimé Césaire, Simone Schwartz-Bart et Frantz Fanon émergent et la nuée de professeurs de médecine, d'avocats, d'écrivains devenus et reconnus comme grands et talentueux leur fait un beau cortège. S'il est un point

sur lequel la colonisation française a réussi, c'est à travers eux qu'on peut l'affirmer.

Si l'Afrique va ainsi prendre racine au Nouveau Monde à travers ces « Afro-américains » qui sont inégalement acceptés et constituent une « sous-classe », il est une autre vague migratoire puissante qui traverse la « mare aux harengs », ce sont les Européens tenaillés par la misère et au sort desquels nul ne s'intéresse alors. Ces « petits blancs » entrent en concurrence avec les Noirs et des tensions raciales naissent dont il est difficile de prétendre qu'elles se sont dissipées, même après Martin Luther King. Plus de cinquante millions d'Irlandais, de Polonais, d'Allemands, d'Italiens se répandent sur des terres peu ou pas mises en valeur et dans les villes industrialisées qui leur deviennent un formidable exutoire. Ce mouvement n'a rien à voir avec l'entreprise coloniale qui affecte d'autres espaces accaparés par la force et la spoliation, comme l'Algérie, l'Afrique du Sud ou, beaucoup plus loin, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. On les désigne pudiquement sous le nom de « colonies de peuplement » mais leur installation forcée porte en elle-même le germe de graves difficultés ultérieures.

Au rythme de 500 000 expatriés annuels pendant le demi-siècle qui se situe à cheval sur les XIXe et XXe siècles, trente millions d'Européens ont quitté leur continent d'origine pour peupler l'Amérique du Nord, l'Amérique latine, l'Océanie, le Maghreb et l'Afrique du Sud ainsi que les confins de l'Asie, sous la forme de « comptoirs esclaves » en Inde (Pondichéry, Yanaon, Karikal, Chandernagor et Mahé pour la France), en Chine (Hong Kong et Macao) et en Indonésie. Ce sont autant de points d'appui d'un colonialisme intelligent qui pille sans s'impliquer politiquement et installe durablement l'Europe comme le leader naturel du monde. Celle-ci peut imprimer durablement sa marque, son « way of life », vendre ses produits manufacturés, acheter à bas prix les matières premières qui lui font défaut, bref façonner à son image

deux autres continents, l'Amérique, qui la supplantera bientôt dans ce rôle de « maître du monde », et l'Océanie, tout en gardant la main sur l'Afrique et l'Asie.

René Naba considère qu'en cinq siècles, « 40% du monde habité aura peu ou prou ployé sous le joug colonial européen ». Effectivement, après l'épisode fugitif de la domination ibérique à la faveur des grandes découvertes, l'Angleterre, qui n'est pas encore la Grande-Bretagne, et la France, devenues les deux principales puissances maritimes, mettant en œuvre des principes et des pratiques analogues de mise en valeur des terres conquises, vont étendre leur empire jusqu'à 75% du domaine colonial mondial et influencer directement sur le mode de vie et de gouvernement de 70% de la population de la planète. L'Allemagne, tard venue dans la compétition en raison d'une unification tardive, en 1870, tente bien de se faire une place et obtient des succès marquants en Afrique orientale, mais elle se heurte à l'ancienneté des implantations britannique et française et au nationalisme naissant en Amérique latine ou en Afrique.

Pourtant, ce sont ces trois acteurs du colonialisme qui créent les conditions de leur déclin puis de leur perte en ouvrant le premier conflit majeur du XXe siècle qui ne les ruine pas seulement financièrement mais emporte deux conséquences déterminantes sur l'évolution des rapports de forces et, par voie de conséquence, sur les mouvements migratoires.

Les véritables vainqueurs de la Grande Guerre sont les États-Unis, tard venus sur le champ de bataille, un peu comme ces footballeurs remplaçants qui marquent le but de la victoire, et dont le président Thomas Woodrow Wilson entend imposer sa vision du monde aux deux pays qui ont payé et de très loin, le tribut le plus lourd à la victoire. Il tente même sans vergogne l'aventure d'une paix séparée, initiative heureusement repoussée par l'empereur Guillaume II, dans le dos de ses alliés du vieux continent.

A la faveur de livraisons massives d'armement mais aussi de produits de consommation courante, les USA font littéralement fortune. Leurs entreprises supplantent leurs rivales anglaises et françaises, les marques « made in America » envahissent les marchés et, comble de la manipulation, leurs organes de presse et de propagande, dont le cinéma naissant, installent dans l'inconscient populaire collectif cette idée fausse que ce sont les « boys » venus d'Outre-Atlantique, qui ont gagné la guerre. C'est une page qui se tourne, une autre organisation du monde qui se met en place, avec à l'autre bout de la planète, la Révolution d'Octobre. La prophétie d'Alexis de Tocqueville se réalise, de la confrontation de l'Amérique et de la Russie.

L'Europe va payer cher, très cher, son inconscience. Elle a massivement enrôlé, dans la boucherie des combats, afin de renforcer son potentiel humain, des « volontaires » venus de l'Outre-Mer. Les Anglais lancent dans la fournaise des Hindous enturbannés, les Français des tirailleurs algériens, marocains ou sénégalais. Les uns et les autres tombent par dizaines de milliers, dans les tranchées, dans des paysages qu'ils découvrent pour la première fois. Ils ne sont pas les seuls : les paysans bretons, les ouvriers parisiens, les instituteurs, sont fauchés par les mêmes tirs meurtriers qui ravagent les rangs allemands. Les blessés affluent, les gazés, espèce nouvelle de victimes, ne rentrent chez eux que pour mourir dans d'horribles suffocations. Ce sont autant de bras qui manquent aux usines et aux champs. Pour reconstruire le pays sinistré, il ne reste que le recours aux travailleurs étrangers. La lourde machine de l'immigration massive d'hommes dans la force de l'âge se met en branle pour ne plus jamais s'arrêter.

Indochinois, Polonais, Italiens intègrent la communauté française pour n'en plus sortir. Parfois leurs femmes les rejoignent, mais pas toujours. Les rangs des « mâles » en âge de reproduire se sont éclaircis. La démographie française marque un

brutal coup d'arrêt, comme le fera celle de l'Allemagne un demi-siècle plus tard. La Seconde Guerre mondiale prolonge et amplifie le phénomène de dépeuplement enclenché trente ans plus tôt. Mais alors que l'on pourrait désespérer, deux faits majeurs interviennent qui vont, en peu d'années, changer radicalement la pyramide des âges de la France.

La politique familiale, lucidement relancée par la création des allocations familiales au lendemain, atténue puis efface le creux démographique. Le « baby boom » relance la croissance démographique qui passe de quarante à soixante puis soixante-dix millions d'habitants. La reprise économique des « trente glorieuses » initiée par la Quatrième République, ouvre en grand la vanne des besoins en main-d'œuvre. C'est l'arrivée voulue et organisée de centaines de milliers d'ouvriers qui vont être les acteurs d'un miracle économique qui replace la France dans le peloton de tête des pays industrialisés.

Les Algériens en constituent le contingent le plus nombreux. La guerre d'indépendance, quelque meurtrière qu'elle ait été, ne marque aucune rupture entre les deux peuples. Elle n'empêche pas le départ pour les régions les plus industrialisées de l'agglomération parisienne de travailleurs qui bénéficient du double avantage de la langue et de la proximité. Progressivement étendue aux familles, cette immigration s'effectue dans des conditions matérielles inégales qui vont de l'inconfort de quartiers « ghettoisés » à l'intégration pure et simple au sein de la population française. Des communautés se constituent dans des villes comme Marseille où la solidarité intracommunautaire se manifeste le plus fortement et où le poids démographique trouve une traduction électorale, donc politique. Des élus d'origine algérienne participent pleinement la gestion des affaires publiques, et pas seulement au niveau local. Il devient habituel de recenser des ministres d'origine algérienne et l'intégration, longtemps jugée impossible par des esprits

conservateurs, de Français issus de l'immigration, au sein de la nation, s'effectue sensiblement mieux que prévu.

D'autres groupes ethniques ne connaissent pas la même évolution positive. Soit parce qu'eux-mêmes la rejettent, soit parce qu'ils subissent les effets d'un racisme larvé. L'incompréhension mutuelle naît de ces exclusions qui, encore une fois, ne sont pas à sens unique. Mais s'il est difficile de vivre ses propres différences au sein d'une nation où l'on se sent et se sait minoritaire, pour des raisons diverses, allant de la couleur de la peau à la religion, des efforts réels sont déployés dans le sens d'une meilleure interpénétration des cultures et des comportements, tant la France conserve, comme les autres pays latins, Espagne, Italie, Portugal, une formidable capacité d'assimilation et d'intégration.

Globalement, si l'on veut bien ne pas accorder aux propos d'une infime minorité, une importance qu'ils ne méritent pas, on peut admettre que, petit à petit, l'intégration des personnes issues de l'immigration s'opère. Cela commence à l'école, où les élèves d'origine étrangère ne rencontrent aucune difficulté légale à suivre des scolarités normales, ce dont on prend la mesure en considérant l'accession à l'enseignement supérieur de jeunes filles et de jeunes gens issus de quartiers dits défavorisés. Cela se confirme dans la réussite aux concours de la fonction publique et dans l'entrée dans des professions libérales, médecins, avocats, autrefois réservées de facto à des étudiants plutôt « bourgeois ». Cela continue avec ces nombreux expatriés de la banque ou des professions de la finance qui réussissent à Londres ou à Bruxelles.

L'univers politique suit le mouvement : il est devenu courant de trouver des candidats d'origine maghrébine ou africaine sur les listes aux divers scrutins, dans les entourages des parlementaires, dans les cabinets ministériels, et dans les états-majors des partis. Les formations de la droite nationaliste et de l'extrême-

droite ne font pas exception à cette pratique, sans doute parce qu'ils en espèrent un profit électoral. Au fond, qu'importe si le résultat en est la promotion de nouvelles élites et un réel renouvellement de la classe dirigeante.

Ce renouvellement de la sélection a, à la vérité, plusieurs origines. La première et la moins discutée procède de la création de l'école laïque, républicaine ET obligatoire. C'est l'égalité des chances. L'instruction devenue un devoir devient le levier de tant de réussites personnelles qu'elle brasse en profondeur la société française et fait émerger quantité de nouveaux talents. Seuls restent en marge ceux qui, précisément, ne sont pas admis à l'école. Ce que souligne merveilleusement bien Yasmina Khadra tout au long de son œuvre. La seconde est moins revendiquée, et pour cause, puisqu'elle procède de la « philosophie » de l'Etat français, c'est-à-dire de la pensée de Philippe Pétain. Le vieux maréchal, non sans bon sens, insiste sur le profit que doit retirer la France d'une sélection rigoureuse des élèves et des étudiants. Enfin, bien plus tard, en 1990, Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense, ouvre la porte d'une nouvelle étape en créant des contingents particuliers pour ceux qu'il dénomme les JFOM, les « jeunes Français d'origine maghrébine ». C'est le doigt dans l'engrenage de la discrimination positive qui initie un débat encore actuellement en cours.

La discrimination positive mise en pratique par le directeur de l'Institut d'études politiques de Paris, Richard Descoings, interpelle sur le moment l'opinion publique et la classe politique mais les incidents frisant l'émeute qui interviennent dans les banlieues en 2006 poussent à l'adoption d'une loi qui pose les bases d'une modification en profondeur de la seule sélection par le mérite et institue une Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE) pour donner un coup de pouce supplémentaire à ceux pour qui la race, la condition sociale, le milieu familial représentent des handicaps. La France se dote même



d'un secrétariat d'Etat à l'égalité des chances, à la différence du Royaume-Uni et des Etats-Unis qui, après avoir pris également des mesures favorisant l'intégration de leurs ressortissants d'origine étrangère, font marche arrière et reviennent aux pratiques de discrimination négative qui ferment de facto une quantité de portes aux jeunes issus de l'immigration.

C'est la réponse à court terme et c'est aussi la solution de facilité pour tous les pays aux prises avec les nouveaux mouvements migratoires dont la cause première, au-delà de la recherche d'un « espace vital » et de la misère, est la persécution politique et/ou religieuse. Comme les « boat people » du Vietnam, dont le spectacle tragique ne nous a été infligé qu'occasionnellement et de loin, les malheureux qui fuient le Moyen-Orient et l'Afrique paient de leur vie les interventions grossières dans leurs affaires des pays de l'Europe occidentale et des Etats-Unis. Ces vagues ont commencé avec le fiasco libanais qui a vu les plus grandes puissances militaires quitter piteusement le pays du Cèdre, livré à la guerre civile, cela s'est poursuivi avec l'éclatement programmé de la Yougoslavie, puis avec l'intervention anglo-américaine en Irak qui a réduit un pays développé, moderne, mais arabe, à la condition d'une anarchie, au sens propre, divisée, ruinée, exploitée, aujourd'hui montrée du doigt pour avoir donné naissance, à son corps défendant, à un califat d'un nouveau genre, menaçant pour tout le sous-continent proche-oriental. Comme si cette démonstration de la perversité des ingérences occidentales dans les affaires de pays souverains ne suffisait pas, la Libye, à son tour, a dû plonger dans le chaos, parce que le président français Nicolas Sarkozy redoutait des révélations, vraies ou fausses, sur le financement de sa campagne électorale, ouvrant toutes grandes les immensités africaines au djihadisme. Puis est venu le tour de la Syrie dont l'implosion, n'eussent été les représentations fermes de la Russie, aurait aujourd'hui permis le commencement de ce « Grand Moyen-

Orient » imaginé à Jérusalem et à Washington.

Les « dictateurs » éliminés, on s'aperçoit, un peu tard, que leur gestion n'était pas si mauvaise et qu'en tout cas, ils savaient organiser la solidarité entre des catégories sociales inégalement pourvues et promouvoir, tous, une forme de gouvernement qui laissait sa chance à chacun de leurs enfants. L'erreur qui a consisté à les chasser du pouvoir, en violant allègrement au passage la charte de l'ONU, se concrétise par la venue en leurs lieu et place de régimes encore plus détestables, ainsi qu'à une forte poussée de révolte qui trouve son exutoire dans l'extrémisme religieux. Et cet aboutissement n'est pas si surprenant si l'on veut bien considérer les faits qui les ont générés.

En premier lieu, il ne faut pas se lasser de répéter que l'organisation d'une certaine forme de résistance à l'invasion soviétique de l'Afghanistan a reçu, dans son principe, celui du barrage fait au « matérialisme historique marxiste » par l'islam, et dans sa mise en condition opérationnelle, l'appui des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. La dérive vers le fanatisme était prévisible. Ce qui l'était moins, c'est le retournement de cette résistance contre ses initiateurs occidentaux qui n'ont pas compris qu'Al Qaida luttait moins contre l'URSS que contre une certaine forme de société, précisément la nôtre.

En second lieu, il est certain que la substitution à un régime, certes autoritaire, celui de Saddam Hussein, d'un régime inféodé à l'Iran théocratique voisin et surtout animé de désirs de vengeance, a entraîné le pays dans une spirale de violences de part et d'autre, celles commises par le gouvernement en place s'avérant les plus systématiques sous l'œil indifférent de l'autorité américaine, stupidement satisfaite du sort réservé aux anciens baasistes qui constituaient la colonne vertébrale de l'Irak. Les cadres de l'armée et de la police, compétents et formés, n'ont pas eu d'autre choix que de rallier les extrémistes sunnites de

l'Etat islamique. D'autant moins que les milices chiites ont, de leur côté, multiplié les crimes sans que les médias occidentaux aveuglés par leurs préventions à l'encontre du régime syrien y fassent seulement allusion.

En troisième lieu, le « printemps arabe » présenté comme une révolution émancipatrice, alors que ses promoteurs appartenaient plutôt au camp des conservateurs sinon des réactionnaires, a rapidement dégénéré en une entreprise de « réislamisation » ou plus exactement de « salafisation », à rebours des idéaux démocratiques. Conséquence inattendue, elle a fait sauter les verrous à l'émigration incontrôlée vers l'Europe que la Tunisie, l'Egypte et surtout la Libye représentaient. La poussée des peuples de l'Afrique subsaharienne vers l'Europe n'a plus été contenue et la proximité de la Libye d'avec l'Italie a fait le reste.

En quatrième lieu, la déstabilisation voulue et organisée de la Syrie et les graves troubles suscités par des contestataires soutenus sinon armés par des Etats du Golfe ont déclenché une autre vague d'émigration qui s'est ajoutée à celle venue d'Afrique.

Ce sont donc deux fleuves de misère et de désespérance qui convergent vers l'Europe et dont, à défaut de les canaliser, il faudra craindre qu'ils n'emportent les digues. Certes, ainsi que nous l'avons vu plus haut, la chose n'est pas si nouvelle, ni son ampleur si forte. Mais elle met à l'épreuve la cohésion de l'Union européenne et les prétentions humanistes du Vieux Continent, tandis que le premier responsable du désastre, l'Amérique, regarde ailleurs d'un air distrait. Tant pis ou tant mieux, la seule réponse à apporter à ces centaines de milliers de malchanceux qui pourraient devenir des millions passe par un effort collectif marqué, coûteux mais gratifiant, qui proscrive la construction de murs, matérialisés ou psychologiques. Après tout, ce chemin n'est-il pas tout bonnement celui de l'Europe enfin rendue à ses références ?

Y. B.